

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COURS DE JUSTICE CRIMINELLE ET CLASSES OUVRIÈRES AU TOURNANT DU XX<sup>e</sup>  
SIÈCLE À MONTRÉAL (1891-1921)

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
AU DOCTORAT EN HISTOIRE  
PAR  
MARCELA ARANGUIZ

SEPTEMBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

La réalisation de cette thèse a été un très long processus et à travers les années, plusieurs personnes m'ont aidée à venir à bout de ce vaste projet. Mon premier remerciement va tout naturellement à mon directeur de thèse M. Jean-Marie Fecteau qui malgré mes nombreuses hésitations, mes insécurités et mes retards m'a toujours encouragée à poursuivre même quand cela me semblait impossible. Sans l'appui inconditionnel qu'il m'a témoigné durant toutes ces années, la finalisation de cette thèse n'aurait tout simplement pas été possible. Je tiens également à remercier chaleureusement ma co-directrice, Mme Bettina Bradbury qui malgré mes nombreuses années de silence, ne m'a pas abandonnée et a accordé une lecture attentive à mon travail, tout en m'offrant ses critiques constructives.

Je tiens également à exprimer ma gratitude aux divers responsables et employés des centres d'archives dans lesquels j'ai passé plusieurs jours, voire dans certains cas plusieurs mois, à consulter les sources nécessaires afin de compléter cette étude. Aux Archives de la Ville de Montréal : Denys Chouinard, Hélène Charbonneau et Mario Robert. Puis, tout particulièrement, Lucie Pelletier et Gilles Lafontaine, pour leur précieuse aide. Au Centre d'archives de Québec de la BANQ Monsieur Reynald Lessard. Puis au Centre d'archives de Montréal : Madame Evelyne Kolish, pour avoir rendu possible l'accès aux dossiers de la Cour de police, même si ces derniers n'étaient pas encore disponibles au public. Puis, Madame Estelle Brisson qui avec sa grande gentillesse m'a grandement facilité la tâche dans la consultation des documents.

Je tiens également à remercier Madame Pauline Léveillé, secrétaire au programme des études avancées en histoire pour son grand professionnalisme, ainsi que pour la grande gentillesse qu'elle m'a témoignée durant toutes ces années.

Durant les nombreuses années qui ont été nécessaires afin d'effectuer ce travail, j'ai eu le privilège de travailler au Centre d'histoire des régulations sociales où j'ai côtoyé plusieurs personnes, dont certaines méritent une mention spéciale. Je pense notamment à Luc Desrochers et Jean Trépanier. Puis, également à certains de mes collègues de travail, dont plusieurs sont également devenus mes amis : Vincent Breton, Maxime Forcier, Catherine Nadeau, Thierry Nootens et François Rivet.

Une mention aussi à mes amis Joël Audet, Roch Audet, Christian Blanchard, Marie Collin et Godefroy Desrosiers-Lauzon pour leurs encouragements tout au long de ce parcours. Puis, je voudrais également exprimer ma gratitude de façon particulière à Arnaud Bessière pour le grand soutien qu'il m'a apporté durant ces années, même dans les moments les plus difficiles.

En dernier lieu, je voudrais aussi remercier mon conjoint Denis Rocque qui malgré le fait qu'il soit entré dans ma vie lors des dernières étapes de ce processus, a su être une grande source de support et d'encouragements, ainsi que mes enfants, Katarin et Louis qui, probablement sans le savoir, ont également contribué à ce que ce travail arrive à sa fin. Je leur dédie, avec tout mon amour, cette thèse.



## TABLE DES MATIÈRES

|   |     |
|---|-----|
| LISTE DES FIGURES.....  | vii |
| LISTE DES TABLEAUX.....   | ix  |
| ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....  | xi  |
| RÉSUMÉ.....   | xii |
| INTRODUCTION.....   | 1   |
| CHAPITRE I  |     |
| CRIME, JUSTICE EXPÉDITIVE ET PRATIQUES POPULAIRES : LES DIVERSES<br>FONCTIONS DE LA COUR DE POLICE ET DE LA COUR DU RECORDER.....   | 22  |
| 1.1 La Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal.....   | 23  |
| 1.1.1 Création et développement des tribunaux.....  | 24  |
| 1.1.2 Évolution du type de plaintes déposées devant la Cour de police et<br>la Cour du Recorder de Montréal (1891-1921).....  | 30  |
| 1.2 Cours, spectateurs et plaignants : l'utilisation populaire des cours<br>de justice au tournant du XX <sup>e</sup> siècle.....   | 38  |
| 1.2.1 L'usage populaire des cours.....  | 38  |
| 1.2.2 Les plaignants devant les cours.....  | 42  |
| 1.3 Le parcours des plaintes.....   | 49  |
| Conclusion.....   | 60  |
| CHAPITRE II   |     |
| LA JUSTICE CRIMINELLE ET LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC ET DE LA<br>MORALITÉ : LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE VAGABONDAGE ET<br>L'IVRESSE AU TOURNANT DU XX <sup>e</sup> SIÈCLE À MONTRÉAL..... | 62  |

|       |   |     |
|-------|---|-----|
| 2.1   | Le vice dans la cité : les problèmes du vagabondage, l'ivresse et la prostitution.....  | 63  |
| 2.1.1 | Nouvelles perceptions autour du vagabondage, de l'ivresse et de la prostitution au tournant du XX <sup>e</sup> siècle.....                              | 63  |
| 2.1.2 | Les gains du mouvement de réforme morale : la loi et la répression du vagabondage, de l'ivresse et de la prostitution.....                              | 74  |
| 2.2   | Maintenir l'ordre au tournant du XX <sup>e</sup> siècle : le pouvoir des forces policières dans la régulation de l'ordre public et de la moralité ..... | 85  |
| 2.2.1 | La répression de l'ivresse et du vagabondage.....   | 87  |
| 2.2.2 | Les forces policières et la lutte contre les maisons de prostitution.....   | 95  |
| 2.3   | Ivrognes, vagabonds et prostituées dans la ville.....   | 104 |
| 2.3.1 | Les multiples visages du vagabond.....  | 104 |
| 2.3.2 | Ivrognes dans la ville.....   | 128 |
| 2.3.3 | Prostituées, tenancières et maisons closes.....   | 139 |
| 2.4   | Le traitement de l'ivresse, du vagabondage et de la prostitution par la justice criminelle.....   | 149 |
| 2.4.1 | Vagabonds et ivrognes devant les cours .....  | 150 |
| 2.4.2 | Magistrats, maisons de désordre et réformateurs.....  | 160 |
|       | Conclusion.....   | 174 |

### CHAPITRE III

#### «FOR YOU'RE MY WIFE AND I CAN DO WHAT I WANT WITH YOU»: FEMMES PLAIGNANTES ET COURS DE JUSTICE AU TOURNANT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE.....

|       |   |     |
|-------|---|-----|
| 3.1   | Les femmes et leur utilisation des cours.....   | 178 |
| 3.1.1 | Un portrait des plaignantes.....  | 182 |
| 3.1.2 | Famille et voisins devant la cour : l'utilisation féminine des cours de justice.....    | 186 |
| 3.2   | La violence conjugale et son traitement devant les cours criminelles montréalaises..... | 196 |
| 3.2.1 | Le problème de la violence conjugale au tournant du XX <sup>e</sup> siècle.....         | 197 |

|   |  |     |
|---|--|-----|
| 3.2.2   | Les procès pour violence conjugale.....  | 223 |
| 3.2.3   | Les résultats des plaintes pour violence conjugale.....  | 232 |
| 3.3   | Les cours de justice et les procès pour refus de pourvoir au tournant du XX <sup>e</sup> siècle..... | 244 |
| 3.3.1   | La « découverte » du problème de la désertion familiale.....   | 245 |
| 3.3.2   | Femmes et familles négligées devant les cours montréalaises.....                                     | 250 |
| 3.3.3   | Le résultat des procès pour refus de pourvoir.....   | 262 |
|   | Conclusion.....  | 274 |
| CHAPITRE IV   |  |     |
| VOL ET VIOLENCE DANS LA VILLE : LES HOMMES COMME PLAIGNANTS DEVANT LES COURS MONTRÉALAISES..... |  |     |
| 4.1   | Les plaignants masculins devant les cours.....   | 277 |
| 4.2   | « Montréal, paradis des voleurs » : les plaintes pour vol devant les cours montréalaises.....        | 285 |
| 4.2.1   | Plaignants et accusés dans les plaintes pour vol.....  | 287 |
| 4.2.2   | Les mesures et sentences imposées aux individus accusés de vol.....                                  | 302 |
| 4.3   | Plaignants masculins et violence interpersonnelle.....   | 309 |
| 4.3.1   | La question de la violence masculine au tournant du XX <sup>e</sup> siècle.....                      | 310 |
| 4.3.2   | La violence masculine devant les cours.....  | 324 |
| 4.3.3   | Armes, menaces et insultes : sources de conflits et expressions de violence devant les cours.....    | 327 |
| 4.3.4   | Les sanctions de la justice criminelle à l'égard de la violence masculine.....                       | 332 |
|   | Conclusion.....  | 336 |
| CONCLUSION GÉNÉRALE.....  |  |     |
| BIBLIOGRAPHIE.....  |  |     |

## LISTE DES FIGURES

| Figure | Page   |
|--------|--|
| 1.1    | Nombre de plaintes déposées devant la CRM et nombre de condamnations sommaires pour le district de Montréal, 1891-1921.....35                                  |
| 1.2    | Plaintes déposées devant la Cour du Recorder de Montréal, par catégorie d'infraction, 1891-1921.....36   |
| 1.3    | Jugements sommaires, district judiciaire de Montréal, par catégorie d'infraction, 1891-1921.....36   |
| 2.1    | Nombre d'arrestations concernant les infractions reliées au vagabondage, à l'ivresse et aux maisons de désordre, 1891-1920.....89                              |
| 2.2    | Plaintes déposées devant la Cour du Recorder de Montréal pour des infractions reliées au vagabondage, à l'ivresse et aux maisons de désordre, 1891-1921.....90 |
| 2.3    | Répartition des âges des hommes incarcérés pour vagabondage (1891-1921).....109  |
| 2.4    | Professions des hommes incarcérés pour vagabondage (1891-1921).....110   |
| 2.5    | Répartition des âges des femmes incarcérées pour vagabondage (1891-1921).....114   |
| 2.6    | Professions des femmes incarcérées pour vagabondage.....117  |
| 2.7    | Groupes d'âge des femmes incarcérées pour des infractions reliées aux maisons de désordre (1891 1921).....146  |

|     |   |     |
|-----|---|-----|
| 3.1 | Sexe des plaignants (particuliers seulement), Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.....   | 80  |
| 3.2 | Infractions relatives aux plaintes déposées par des particuliers, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, selon le sexe des plaignants, 1901, 1911 et 1921..... | 187 |
| 3.3 | Professions des défendeurs, plaintes pour violence conjugale déposées devant la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal (1891-1921).....                      | 207 |
| 3.4 | Professions des défendeurs, plaintes pour refus de pourvoir déposées devant la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal (1891-1921).....                       | 255 |
| 4.1 | Professions des plaignants masculins (particuliers seulement), Cour du Recorder et Cour de police de Montréal (1891-1921).....  | 278 |
| 4.2 | Professions des plaignants (particuliers seulement), plaintes pour vol, Cour du Recorder et Cour de police de Montréal (1891-1921).....                                 | 290 |
| 4.3 | Professions des accusés, plaintes pour vol Cour du Recorder et Cour de police de Montréal (1891-1921).....  | 290 |
| 4.4 | Origine des hommes et des femmes incarcérés pour vol (1891-1921)....  | 291 |
| 4.5 | Professions des plaignants (particuliers seulement), plaintes concernant des infractions contre la personne, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal .....       | 320 |
| 4.6 | Professions des accusés, plaintes concernant des infractions contre la personne Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, (1891-1921).....                        | 320 |

## LISTE DES TABLEAUX

| Tableau   | Page |
|---|------|
| 1.1 Type de plaignants, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.....   | 45   |
| 1.2 Acquittements et mesures imposées aux prévenus condamnés, par type d'infraction, 1901, 1911 et 1921.....                                | 59   |
| 2.1 Origine des hommes incarcérés pour des infractions reliées au vagabondage (1891-1921).....  | 110  |
| 2.2 Origine des femmes incarcérées pour des infractions reliées au vagabondage (1891-1921).....   | 119  |
| 2.3 Moyenne d'âge des femmes incarcérées pour des infractions reliées au vagabondage écroués pour vagabondage; par origine (1891-1921)..... | 121  |
| 2.4 Origine des hommes incarcérés pour ivresse (1891-1921).....   | 138  |
| 2.5 Origine des femmes incarcérées pour ivresse (1891-1921).....  | 139  |
| 2.6 Moyenne des amendes et frais imposés, procès pour vagabondage et ivresse, par sexe.....   | 152  |
| 2.7 Sentences cas de vagabondage et d'ivresse, par sexe, 1901, 1911, 1921.....  | 156  |
| 2.8 Moyenne des jours d'emprisonnement imposés aux accusés, cas d'ivresse et vagabondage. ....  | 156  |

|      |  |     |
|------|--|-----|
| 2.9  | Sentences, cas reliés aux maisons de désordre, selon le sexe<br>des accusés, 1901, 1911 et 1921.....   | 165 |
| 2.10 | Moyenne des amendes imposées, plaintes reliées aux maisons<br>De désordre.....   | 167 |
| 2.11 | Tenue et fréquentation des maisons de désordre (moyenne<br>du nombre de jours).....  | 169 |
| 3.1  | Consonance linguistique des patronymes des plaignantes, Cour<br>de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.....   | 185 |
| 3.2  | Mesures octroyées aux hommes accusés de violence conjugale,<br>Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1891-1921.....  | 235 |
| 3.3  | Moyenne des amendes et frais cas de violence conjugale entendus<br>devant la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal.....  | 235 |
| 3.4  | Mesures octroyées aux hommes accusés de refus de pourvoir,<br>Cour du Recorder et Cour de police de Montréal, 1891-1921.....   | 265 |
| 4.1  | Consonance linguistique des patronymes des plaignants<br>(particuliers seulement), Cour de police et Cour du Recorder<br>de Montréal, 1901, 1911 et 1921.....                                      | 279 |
| 4.2  | Types de plaintes déposées par des plaignants masculins<br>(particuliers seulement), Cour de police et Cour du Recorder<br>de Montréal, 1901, 1911 et 1921.....                                    | 281 |
| 4.3  | Acquittements et mesures imposées aux prévenus condamnés pour<br>vol, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal,<br>1891-1921.....  | 305 |
| 4.4  | Acquittements et mesures imposées aux prévenus condamnés pour<br>des crimes contre la personne (plaignants masculins seulement),<br>Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1891-1921..... | 335 |

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

|       |  |
|-------|--|
| AVM   | <i>Archives de la Ville de Montréal</i>                          |
| BAnQM | <i>Bibliothèques et archives nationales du Québec à Montréal</i> |
| BAnQQ | <i>Bibliothèques et archives nationales du Québec à Québec</i>   |
| CBR   | <i>Cour du Banc du Roi/Reine</i>                                 |
| CP    | <i>Cour de police</i>  |
| CRM   | <i>Cour du Recorder de Montréal</i>                              |
| FJPM  | <i>Federation of Jewish Philanthropies of Montreal.</i>          |
| MCOS  | <i>Montreal Charity Organization Society</i>                     |
| MSPWC | <i>Montreal Society for the Protection of Women and Children</i> |
| SCPR  | <i>Société catholique de protection et de renseignements</i>     |
| SSP   | <i>Cour des sessions spéciales de la paix</i>                    |
| WCTU  | <i>Women's Christian Temperance Union</i>                        |



## RÉSUMÉ

Cette thèse vise à comprendre la place qu'occupent les cours criminelles de niveau inférieur dans la vie des membres des classes populaires montréalaises au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les diverses raisons qui font en sorte que ces derniers se retrouvent devant ces instances comme accusés ou comme plaignants et la façon dont ils sont traités par ces tribunaux. Afin de mener notre analyse, nous avons choisi d'examiner principalement les activités de la Cour de police et de la Cour du Recorder de Montréal durant la période située entre 1891 et 1921. Le choix de ces institutions se justifie par le fait que ce sont à travers elles que transitent la très grande majorité des individus accusés devant la justice criminelle ou qui y déposent des plaintes. Aussi, notre intérêt tant pour le rôle répressif des cours que pour leur utilisation populaire nous a amené à privilégier deux angles d'approche, soit d'une part la répression entreprise à l'initiative des autorités et, d'autre part, les procédures initiées par les particuliers.

C'est dans la vague de réformes qui marquent le passage de l'Ancien régime à la société libérale que sont mis en place les deux tribunaux inférieurs qui sont au centre de notre étude, soit la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal. Tout au long du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, le rôle de ces tribunaux est de voir à la répression de la petite criminalité urbaine. En même temps, bien qu'une fraction de l'historiographie ait avancé qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les membres des classes populaires ont disparu en tant que plaignants devant les cours criminelles inférieures, notre analyse des documents nous permet d'affirmer qu'au contraire ceux-ci sont toujours nombreux à se servir de ces institutions. Le caractère plutôt informel, voir même désordonné, de ces tribunaux compte sûrement parmi les facteurs qui concourent en ce sens. Ainsi, ces cours constituent non seulement un instrument de répression pour l'État, mais également un endroit où les individus se présentent afin de régler diverses situations problématiques. Plusieurs indices tendent toutefois à indiquer que la relation entre les classes populaires et les cours se transforme à la fin de la période étudiée ici. Bien que les causes de ce phénomène restent encore grandement inconnues, il est fort probable que ceci s'explique, entre autres, par le fait que les forces policières ont progressivement pris en charge certaines fonctions anciennement assurées par les tribunaux, notamment en ce qui concerne la médiation et la résolution de conflits.

Dans le second chapitre de la thèse, nous nous sommes penchée sur la répression par les cours des vagabonds, des ivrognes et des prostituées. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré ce qui semble constituer une importante baisse de la criminalité, s'élève un véritable vent de panique chez certains membres de la bourgeoisie à l'égard d'une fraction de la classe ouvrière qui apparaît comme un réel danger à l'ordre social et moral de la ville. Dans la mesure où ces trois types de criminels constituent d'importants symboles pour le mouvement de réforme morale, celui-ci met en branle une véritable campagne contre ces populations. À cet effet, deux stratégies seront déployées : d'une part, l'instauration de diverses lois censées faciliter et accentuer la répression sur ces individus; d'autre part, l'exercice de pressions de plus en plus insistantes sur les autorités afin qu'elles voient à l'application de ces mesures. Les groupes de réforme morale réussiront à provoquer la tenue de trois enquêtes sur le travail des policiers durant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Aussi, ils arriveront à convaincre la législature de modifier le Code criminel et ainsi mettre sur pied un véritable arsenal légal visant ces populations. Ils parviendront même à infiltrer la Cour du Recorder de Montréal en plaçant un de leurs membres comme procureur. Cependant, la lutte qu'ils mèneront contre le vagabondage, l'ivresse et la prostitution se révélera un échec retentissant. Ainsi, les policiers ne répondront que par une répression ponctuelle aux demandes formulées. Mais, la véritable entrave à l'application de ces mesures se trouvait à la Cour du Recorder. En effet, bien que la loi ait permis aux magistrats d'appliquer des peines d'emprisonnement, ces derniers continueront à octroyer des amendes qui, bien souvent, seront acquittées par les prévenus. Aussi, les prérogatives accordées aux juges par la loi feront en sorte que ceux-ci resteront de glace devant les attaques formulées contre eux. En même temps, au delà de ce constat, ce qui constitue sans doute la principale cause de l'échec de cette campagne sera l'incapacité des groupes de réforme morale de transcender leurs propres préjugés de classe, de genre et d'ethnicité et de comprendre la réalité des franges les plus fragiles de la société.

Dans le troisième chapitre, nous avons porté notre attention sur la place qu'occupent les femmes comme plaignantes devant les cours. L'analyse des dossiers montre que parmi les particuliers, les femmes étaient nombreuses, voire souvent majoritaires à déposer des plaintes devant les tribunaux criminels inférieurs. Ces procédures concernaient plusieurs types de situations. On remarque toutefois que ce sont avant tout les individus qui habitent à proximité ou bien dans la même demeure que les plaignantes qui sont visés par les plaintes; voisins, enfants et tout particulièrement les maris de ces dernières. À cet effet, parmi l'ensemble des requêtes amenées par les femmes devant les tribunaux, la grande majorité constituent des plaintes pour violence conjugale ou pour refus de pourvoir à la

famille. Le fait que ces femmes aient osé faire appel aux tribunaux montre bien leur capacité de pénétrer dans la sphère publique afin de dénoncer les abus dont elles sont les victimes. En agissant ainsi, elles prenaient effectivement le risque que leurs maris soient condamnés et que leur survie économique et celle de leurs enfants se trouvent fragilisées davantage. Bien que les juges n'aient pas hésité à condamner publiquement les problèmes de la violence conjugale et du refus de pourvoir, le peu de sévérité qu'ils témoigneront dans les procès montre que pour ces derniers la sauvegarde de l'unité familiale constituait une priorité, passant bien avant le respect de l'intégrité et de la sécurité des plaignantes et de leurs enfants. Ainsi, en échange de l'intervention des tribunaux, ces femmes se voyaient souvent obligées de demeurer dans des relations abusives, malgré le fait qu'elles aient pu être battues, négligées ou encore humiliées par leurs maris. De plus, la légitimité même des procédures entamées par les femmes était sans cesse contestée. Leur consommation d'alcool, leur passé sexuel et leurs manques en tant que mères constituaient tous des éléments qui pouvaient entacher leur réputation et, par le fait même, invalider leur témoignage. Au bout du compte, il est peu probable que ces femmes aient pu améliorer leur sort grâce à l'intervention des cours.

Dans le quatrième chapitre, nous nous sommes attardée aux diverses plaintes initiées par les plaignants masculins devant les cours. La grande majorité des procédures initiées par ces derniers constituaient des plaintes pour vol et à un moindre niveau des cas de violence physique. Bien que les journaux d'époque aient fait état des nombreux vols impliquant de la violence et commis par des étrangers sur des passants, cette perception de la presse avait peu à voir avec la réalité. Ainsi, la grande majorité des cas de vol impliquent la subtilisation de biens de peu de valeur et sans recours à aucune forme de violence. Aussi, une importante fraction des plaintes pour vol initiées devant les cours visaient des individus qui étaient déjà connus par le requérant. Plusieurs de ces causes étaient par ailleurs des procédures entamées par des patrons contre leurs employés. Bien souvent, ces actes consistaient en de petits larcins perpétrés par de jeunes hommes travaillant comme commis dans des épiceries et, à un moindre degré, par des femmes à l'emploi comme servantes. Bien que ces causes aient affiché un haut taux de condamnation, très souvent ces dernières résultaient en des mesures peu sévères ou des sentences suspendues. À cet égard, les patrons semblent avoir eu une influence décisive dans le résultat des procès. Ils pouvaient requérir soit la clémence des juges, soit une condamnation lorsqu'ils jugeaient cela opportun. Les archives judiciaires montrent, à cet égard, l'important rôle joué par les plaintes pour vol dans le maintien du rapport de domination qui caractérise la relation entre les patrons et les individus qui sont à leur emploi.

En ce qui concerne les nombreuses plaintes pour assaut entendues devant les cours, celles-ci impliquent parfois des parties qui se connaissaient au préalable, même si cela semble être bien moins fréquemment le cas que dans le cas des plaintes pour agression physique déposées par les femmes. On soulignera également l'importante présence des membres de certaines communautés ethniques dans ces procès, notamment les Italiens. Bien qu'il soit possible que ces nombreuses altercations dans lesquelles étaient impliqués ces jeunes hommes issus de l'immigration aient été le résultat de leur adhésion à une culture masculine qui favorisait l'expression de la violence, il est tout aussi probable que ces derniers aient été particulièrement ciblés par les policiers et qu'ils se soient, par conséquent, retrouvés fréquemment devant les cours. Toutefois, rien ne semble indiquer qu'ils aient été soumis à un traitement plus sévère devant les cours, en comparaison avec les prévenus d'autres origines.

Mots clés : Cours, Justice criminelle, Crime, Classes ouvrières, Femmes, Montréal.

## INTRODUCTION

Le 3 novembre 1911, Maria Dubois, âgée de 18 ans, comparaissait devant la Cour du Recorder de Montréal. Comme les autres jeunes femmes qui travaillaient dans la maison de prostitution de Georgina Saint-Martin située sur la rue Saint-Denis, Maria avait été arrêtée quelques jours plus tôt lors d'une rafle policière. Après avoir plaidé coupable à une inculpation pour habiter dans une maison de débauche, celle-ci fut condamnée par le Recorder Stanley Weir à trois mois d'emprisonnement avec travaux forcés. Après avoir reçu sa sentence, Maria fut envoyée à la Prison des femmes<sup>1</sup>. Également à la Cour du Recorder, ce jour-là, comparaissait Agnes Gibson. La nuit précédente, celle-ci avait été arrêtée par un constable alors qu'elle se promenait en état d'ébriété sur la rue Dorchester. Agnes plaidera aussi coupable à l'accusation portée contre elle. Dans son cas, le Recorder lui imposera une amende de 10\$ ou à défaut, deux mois de prison. Incapable de payer l'amende, elle sera également incarcérée<sup>2</sup>. Au cours de la même journée, un peu plus loin sur la rue Notre-Dame, à la Cour de Police, comparaissait un jeune immigrant italien du nom de Rocco Munziato âgé de 27 ans. Celui-ci était là afin de répondre à une plainte pour violence conjugale déposée contre lui quelques jours plus tôt par son épouse, Vincenza Storla, qui avait déclaré que ce dernier l'avait

---

<sup>1</sup> AVM, P76, S3, Dossiers de la Cour du Recorder de Montréal [après CRM], Plaintes de la police [après PP], *Le Roi contre Maria Dubois*, dossier no. 19 du 31 octobre 1911.

<sup>2</sup> AVM, P76, S3, CRM, PP, *Le Roi contre Agnes Gibson*, dossier no. 55 du 3 novembre 1911.

attaquée « à coups de poing à la figure et aussi avec un rasoir sur le bras »<sup>3</sup>. Le juge Seth P. Leet condamnera Rocco à fournir une caution de 100\$ ou à purger un mois d'emprisonnement. Ce dernier fournira cette somme et sera libéré<sup>4</sup>.

Ces trois histoires sont différentes. Celles-ci se distinguent par le type de situations qu'elles concernent, par les infractions qui font l'objet de la plainte, ainsi que par le résultat des procédures. En même temps, malgré ces distinctions, ce qui unit ces trois cas est qu'ils décrivent tous un moment où des individus sont entrés en contact avec le système de justice criminelle. Certes, l'expérience de comparaître en cour doit avoir été bien différente pour ces quatre individus. Contrairement à Maria Dubois et Rocco Munziato, Agnes Gibson était une habituée de la cour, celle-ci ayant été incarcérée à plusieurs reprises à travers les années pour des infractions contre l'ordre public<sup>5</sup>. Vincenza Storla quant à elle était là en tant que plaignante. Sa comparution relevait sans doute d'une volonté de mettre fin aux abus de son mari et ainsi reprendre un certain pouvoir sur sa vie. Tandis que dans le cas de Rocco, Maria et Agnes, ceux-ci étaient mis en accusation et se retrouvaient donc devant la justice, soupçonnés d'avoir commis des actes proscrits par la loi et risquant par le fait même une sanction pénale. Aussi Rocco et Vincenza étaient des immigrants, comparissant devant un système de justice qui leur était sans doute peu familier et dans une langue qui n'était pas la leur. Or, il est fort probable que ces éléments aient aussi façonné leur expérience de comparaître devant la cour.

---

<sup>3</sup> BAnQM, TL32, Dossiers de la Cour des sessions générales de la paix [après CP], *Vincenza Storla contre Rocco Munziato*, dossier no. 3221, 27 octobre 1911.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Une recherche dans les registres de la Prison des femmes de Montréal nous a en effet permis de constater que cette femme avait subi un nombre important d'incarcérations à partir de 1892. BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1836-1921.

Ce sont à la fois les éléments qui rejoignent ces trois cas, ainsi que ce qui différencie l'expérience de ces quatre individus qui sont au centre de cette étude. Celle-ci vise à comprendre la place qu'occupent les cours criminelles de niveau inférieur dans la vie des Montréalais au tournant du XXe siècle et tout particulièrement ceux issus des classes populaires; les diverses raisons qui font en sorte que ces derniers se retrouvent devant ces instances comme accusés ou comme plaignants et la façon dont ils seront traités par celles-ci. Évidemment, ce n'est qu'une infime portion de la population de Montréal qui se retrouve devant la justice criminelle lors de la période étudiée ici. Il ne s'agit donc pas de prétendre que l'expérience vécue par les individus qui transitent par les cours est représentative de celle d'une majorité. Toutefois, le traitement réservé aux plaignants et aux accusés devant ces institutions répond à des valeurs qui transcendent ces cas particuliers et interrogent au premier chef les rapports sociaux propres à l'ensemble de la société. Comme nous le verrons tout au long de cette étude, les rapports de genre, de classe et d'ethnicité sont des éléments décisifs dans la définition de ce qui constitue un comportement criminel, ainsi que pour déterminer quels individus méritent l'intervention et la protection de la justice.

Afin de mener notre analyse, nous avons choisi d'examiner principalement les activités de la Cour de police et de la Cour du Recorder de Montréal durant la période située entre 1891 et 1921. Le choix de ces institutions se justifie par le fait que c'est à travers elles que transite la très grande majorité des individus accusés devant la justice criminelle ou qui y déposent des plaintes. En effet, bien que certains historiens aient porté une attention à des cas de meurtre ou d'autres types de crimes plus visibles ou éclatants entendus devant les cours supérieures, il nous a semblé important de privilégier plutôt le contact qu'entretenaient quotidiennement les classes populaires avec le système de justice criminelle. De plus, ces cours

constituaient des instances de juridiction sommaire, au sein desquelles les accusés étaient jugés sans l'intervention d'un jury, soit uniquement par le magistrat qui présidait la séance. Aussi, la loi conférait un important pouvoir aux juges à la tête de ces cours, dans la mesure où il leur était permis de déterminer seuls, non seulement le verdict qui serait accordé aux inculpés, mais également la peine qui leur serait infligée s'ils étaient trouvés coupables. À cet égard, il nous est apparu que l'étude des cours de niveau inférieur, offre une fenêtre importante pour ce qui est de comprendre la place de l'État dans la régulation des rapports sociaux au sein de la société montréalaise et québécoise du tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

Le choix des trente années qui font l'objet de notre analyse s'explique par le fait que cette période est le témoin d'importants bouleversements au sein de la société montréalaise. Ces transformations se situent à plusieurs niveaux. Elles sont d'une part démographiques. Ainsi, entre 1891 et 1921 la population de la ville augmente très rapidement, passant de 216 650 à 618 506 habitants<sup>6</sup>. Ceci est dû à plusieurs phénomènes : au mouvement d'urbanisation qui sévit au Québec durant ces années, à l'annexion de plusieurs municipalités avoisinantes à Montréal et, finalement, à la vague d'immigration qui débute dans les années 1890 et qui se poursuit jusqu'à l'aube de la Première Guerre mondiale. Avec l'arrivée de ces nouveaux habitants, la composition ethnique de la cité se diversifie grandement, dans la mesure où ces derniers sont largement d'origine non anglophone ou francophone. Lorsqu'ils s'installent dans la ville, ces immigrants amènent avec eux leurs coutumes, leurs habitudes alimentaires, ouvrent des commerces, érigent leurs lieux de culte, s'intégrant progressivement dans la vie montréalaise. En même temps, leur présence n'est pas sans entraîner d'importantes tensions interethniques.

---

<sup>6</sup> Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p.160.



Ceci se reflète, entre autres, dans la grande attention médiatique qui est accordée aux membres de certains groupes et notamment par la diffusion de préjugés concernant leur propension au crime. Bien que cette immigration soit diversifiée, ces idées ciblent tout particulièrement les hommes appartenant à la communauté italienne et à un moindre degré, à ceux venus d'Europe de l'Est, comme les Russes ou les Polonais.

L'augmentation de la population, la construction et l'étalement urbain font en sorte que, durant la période étudiée ici, la ville se trouve grandement modifiée. Signalons aussi l'arrivée de certaines innovations technologiques comme le téléphone ou le cinéma qui ont pour effet de changer progressivement la vie des Montréalais. De même, la popularisation progressive de l'automobile, à partir du début des années 1910<sup>7</sup>, contribue à transformer non seulement la façon dont les individus se déplacent, mais également le paysage urbain. De même, l'arrivée de la voiture motorisée aura d'importantes conséquences pour les cours de justice, dans la mesure où le besoin croissant de réguler la conduite automobile engendre la formation d'un nouveau type de délit qui à partir du tournant des années 1920 vient occuper une grande place dans le travail des tribunaux<sup>8</sup>.

La période qui marque la fin du XIXe et le début du XXe siècles en est une de croissance économique pour Montréal<sup>9</sup>. Ce n'est cependant pas tout le monde qui profite de cette prospérité. Les salaires versés aux travailleurs sont souvent

---

<sup>7</sup> D'après Paul-André Linteau, on compte 489 véhicules à Montréal en 1910, puis 6859 en 1917 puis 55 347 en 1928. Linteau, *op. cit.*, p. 293.

<sup>8</sup> Donald Fyson, « The Judicial Prosecution in the *Longue Durée* : Quebec, 1712-1965 », dans *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 98.

<sup>9</sup> Linteau, *op. cit.*, 148-152.

insuffisants. Aussi, malgré le développement de certaines formes de protection, comme les sociétés de secours mutuel, plusieurs familles se retrouvent démunies lorsqu'elles sont touchées par le chômage, la maladie ou la mort<sup>10</sup>. De plus, les conditions d'habitation sont difficiles dans certains quartiers ouvriers; l'absence de toilettes et d'eau courante et l'insalubrité de certains logements constituent une réalité bien présente dans la ville. Dans les dernières décennies du XIXe siècle, la constatation des conséquences néfastes de l'industrialisation et de l'urbanisation entraîne la formation de plusieurs associations qui cherchent à s'attaquer à divers problèmes sociaux présents dans les villes. Dans le cas de Montréal, ce mouvement est surtout constitué de membres de la bourgeoisie anglophone et francophone. Très diversifiés, ces groupes de réforme s'intéressent à des questions aussi variées que la politique municipale, la construction de parcs, la mise sur pieds de bains publics, le logement ouvrier, la santé et les loisirs, entre autres. Ils s'attaquent aussi aux problèmes de la pauvreté et de la criminalité. Conjointement à ces nombreux thèmes, ces associations se montrent également préoccupées par les conditions morales des classes populaires dans les grandes cités. La problématique de la famille est par ailleurs au centre de ces inquiétudes, puisque celle-ci paraît particulièrement menacée sous le poids des différents problèmes sociaux qui affectent les villes. Par exemple, les jeunes femmes célibataires de la classe ouvrière, venues en grand nombre des campagnes afin de combler le besoin de main-d'œuvre dans les manufactures, sont l'objet d'une attention particulière. Dans la mesure où celles-ci se retrouvent hors de la surveillance anciennement assurée par la famille et la communauté, les réformateurs se montrent inquiets face aux divers dangers moraux auxquels celles-ci s'exposent dans les grands centres urbains.

---

<sup>10</sup>Terry Copp, *The Anatomy of Poverty: the Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland and Stewart, Canadian Social History series, 1974, 192 p.

## Historiographie et problématique

Dans la mesure où l'historiographie sur la justice criminelle est particulièrement abondante, il nous paraît vain de faire ici l'inventaire exhaustif de l'ensemble des travaux portant sur ce thème. Étant donné que notre thèse traite de plusieurs sujets pour lesquels une riche littérature a été produite, nous avons cru plus utile de faire état de ces diverses contributions à l'endroit approprié dans le cours de la démonstration. Nous nous limiterons donc ici à étaler brièvement les grandes lignes de l'historiographie sur les rapports entre société et justice criminelle.

Depuis plusieurs années, la recherche historique s'est grandement intéressée au rôle de la justice pénale dans la régulation générale des rapports sociaux. Malgré le fait qu'une vaste historiographie sur ce thème a été produite aux États-Unis<sup>11</sup>, dans divers pays d'Europe<sup>12</sup>, ainsi que dans le Canada anglais<sup>13</sup>, ce champ demeure encore largement inexploré dans le cas du Québec. On notera toutefois l'exception

---

<sup>11</sup> Michael Willrich, *City of Courts: Socializing Justice in Progressive Era Chicago*, Cambridge University Press, 2003, 332 p.; Allen Steinberg, *The Transformation of Criminal Justice, Philadelphia, 1800-1880*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1989, 326 p.; Edward L. Ayers, *Vengeance and Justice : Crime and Punishment in the 19th century American South*, New York, Oxford University Press, 1984, 353 p. ; Laurence M. Friedman et Robert V. Percival, *The Roots of Justice: Crime and Punishment in Alameda County, California, 1870-1910*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1981, 335 p.

<sup>12</sup> Frédéric Vesentini, *Pratiques pénales et structures sociales. L'État belge et la répression du crime en temps de crise économique (1840-1860)*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2006, 344 p.; Clive Emsley, *Crime and Society in England, 1750-1900*, 3e édition. Themes in British Social History, Harlow, Pearson Longman, 2005, 316 p.; Jean-Claude Farcy, *L'histoire de la justice française de la Révolution à nos jours : Trois décennies de recherches*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, 494 p; Carolyn A. Conley, *The Unwritten Law : Criminal Justice in Victorian Kent*, New York, Oxford University Press, 1991, 244 p.

<sup>13</sup> David R. Murray, *Colonial Justice : Justice, Morality and Crime in The Niagara District, 1791-1849*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 281 p.; John C. Weaver, *Crimes, Constables and Courts. Order and Transgression in a Canadian City, 1816-1970*, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, 323 p.

importante des travaux de Donald Fyson sur la justice criminelle dans le contexte du régime britannique<sup>14</sup>, ainsi que l'étude de Martin Dufresne portant sur les transformations dans la définition du crime et les changements dans l'administration de la justice pénale à Québec au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. Pour la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècles, plusieurs études ont porté leur attention sur la problématique de la prison<sup>16</sup>. Toutefois, en ce qui concerne les cours pénales, l'historiographie s'est surtout penchée sur le rôle de ces institutions dans leur traitement d'infractions particulières, concernant notamment la violence conjugale<sup>17</sup>, l'infanticide<sup>18</sup> et la criminalité féminine<sup>19</sup>, incluant la prostitution<sup>20</sup>. À ce jour, aucune étude de fond n'a toutefois été produite sur la pratique d'ensemble, tant en matière de répression des délits que de régulation des plaintes, des cours criminelles au Québec pour la

---

<sup>14</sup> Donald Fyson, *Magistrates, Police, and People: Everyday Criminal Justice in Quebec and Lower Canada, 1764-1837*, Toronto, Osgoode Society for Canadian Legal History, University of Toronto Press, 2006, 464 p.

<sup>15</sup> Martin Dufresne, *La justice pénale et la définition du Crime à Québec, 1830-1860*, Thèse de Ph.d. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1997, 300 p.

<sup>16</sup> François Fenchel, *Entre petite criminalité et grande misère. La prison des hommes à Montréal et sa population (1836-1912)*, Thèse de doctorat (Criminologie), Université de Montréal, 2007, 258 p; Arnaud Bessière, *La prison du Pied-du-Courant à Montréal (1860-1890)*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Rouen, 108 p; Jean-Marie Fecteau et al., «Répression au quotidien et régulation punitive en longue durée. Le cas de la prison de Montréal, 1836-1913» *Déviance et Société*, vol. 30, no. 3, 2006, pp. 339-353.

<sup>17</sup> Kathryn Harvey, *To Love Honour and Obey. Wife-battering in Working-Class Montreal, 1869-1879*, Mémoire de M. A. (Histoire), Université de Montréal, 1991, 164 p.

<sup>18</sup> Marie-Aimée Cliche, «L'infanticide dans la région de Québec (1600-1969)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no. 1, été, 1990, pp. 31-57.

<sup>19</sup> Tamara Myers, *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*, Toronto, Toronto University Press, 2006, 345 p. Ainsi que sa thèse de doctorat : *Criminal Women and Bad Girls : Regulation and Punishment in Montreal, 1890-1930*, Thèse de doctorat (Histoire), Université McGill, 1995, 318 p.

<sup>20</sup> Andrée Lévesque, *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1989, 232 p.

période sous analyse. Cette thèse vise à combler, du moins en partie, ce vide historiographique.

Dans un premier temps, c'est la problématique de la mise en place de l'important appareil carcéral qui naît lors de la transition au capitalisme industriel qui a retenu l'attention des chercheurs. Michel Foucault, Michael Ignatieff et David J. Rothman ont été parmi les premiers à démontrer comment l'avènement de la société libérale est accompagné d'une nouvelle définition du crime, ainsi que du développement d'une logique punitive systématique qui vise à agir sur la personnalité du criminel et ainsi le réformer<sup>21</sup>. Depuis les années 1980, plusieurs historiens ont choisi d'axer davantage leur recherche sur l'administration quotidienne de la justice pénale, plus précisément sur les institutions qui se situent en amont de la prison, soit d'une part, les forces policières, puis d'autre part, les cours criminelles. Une large fraction de l'historiographie sur les tribunaux de juridiction criminelle s'est par ailleurs penchée sur le rôle de ces institutions dans le contexte de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècles<sup>22</sup>. Dans un premier temps, c'est surtout la notion de rapports de classe qui a servi à analyser la relation qu'entretiennent ces institutions avec les classes populaires. Douglas Hay considère notamment que ces instances jouent un rôle central dans le maintien de l'hégémonie des classes dominantes au sein de la société britannique de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du

---

<sup>21</sup> Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, 318 p.; Michael Ignatieff, *A Just Measure of Pain. The Penitentiary in the Industrial Revolution, 1750-1850*, New York, Pantheon Books, 1978, 257 p.; David J. Rothman, *The Discovery of the Asylum: Social Order and Disorder in The New Republic*, Boston, Little, Brown, 1971, 376 p.

<sup>22</sup> Peter King, *Crime and Law In England, 1750-1840 : Remaking Justice from the Margins*, New York, Cambridge University Press, Past and present publications, 2006, 348 p.; David Lemmings (dir.), *The British and their Laws in the Eighteenth Century*, Woodbridge, Suffolk, UK, Boydell Press, 2005, 260 p.; Andrew T. Harris, *Policing the city : Crime And Legal Authority in London, 1780-1840*, Columbus, Ohio State University Press, 2004, 205 p.; Peter King, *Crime, Justice and Discretion in England, 1740-1820*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 383 p.

début du XIX<sup>e</sup> siècles. Ainsi, prétend-il, malgré le caractère décentralisé du système de justice criminelle d'Ancien régime, celui-ci pouvait quand même constituer une source de pouvoir sur les classes laborieuses. Hay souligne aussi le rôle central de l'idéologie juridique dans cette domination, soit la création d'un esprit de consentement assuré par les divers rituels et cérémoniaux associés à l'administration de la justice et qui seraient intériorisés par les individus<sup>23</sup>.

Tout comme Douglas Hay, plusieurs historiens qui ont analysé le rôle des cours et de l'ensemble des instances de justice criminelle ont mis l'accent sur la relation de pouvoir qui caractérise le rapport qu'entretiennent ces dernières avec les populations. Dans les années 1980, cette relation était notamment exprimée par la théorie du contrôle social. L'idée défendue par cette approche était que derrière les diverses lois et institutions mises en place au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (cours, institutions charitables, prisons, forces policières) se cache une volonté de contrôle, menée par la bourgeoisie, sur les classes populaires. À titre d'exemple, Jim Philips insiste sur le rôle des lois concernant le vagabondage dans la répression des individus considérés comme n'adhérant pas aux normes de discipline dictées par la bourgeoisie. Ainsi, ces lois faisaient partie d'un processus plus large de contrôle social « which involved inuring those members of the lower classes to bourgeois notions of industry, sobriety, and respectability »<sup>24</sup>. Une des avancées majeures de l'historiographie sur

---

<sup>23</sup> Douglas Hay, «Property, Authority and the Criminal Law», dans D. Hay et al. (dir.), *Albion's Fatal Tree: Crime and Society in Eighteenth Century England*, New York, Pantheon Books, 1975, pp. 17-63.

<sup>24</sup> Jim Philips, «Poverty, Unemployment, and the Administration of the Criminal Law : Vagrancy Laws in Halifax, 1864-1890 », *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 3. «Nova Scotia», Philip Girard et Jim Philips (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 1990, p. 129. Dans la même optique voir également: James M. Pitsula, «The Treatment of Tramps in Late Nineteenth-Century Toronto», *Société Historique du Canada. Communications Historiques*, 1980, pp. 116-132; David Bright, «Loafers Are Not Going to Subsist Upon Public Credulence :

la justice criminelle dans les années 1980 sera de souligner l'importance des relations de genre dans la manière dont le crime est défini et dans l'application concrète des lois et des mécanismes de coercition. Cette littérature montrera, entre autres, comment les normes propres à la définition de la respectabilité féminine, et notamment les notions relatives à la sexualité, seront centrales dans la création d'institutions d'enfermement réservées aux femmes criminelles<sup>25</sup>, ainsi que dans l'importante répression menée contre les prostituées au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles<sup>26</sup>.

À partir de la fin des années 1980, la thèse du contrôle social est cependant de plus en plus remise en question. La critique qui est formulée à l'endroit de cette approche avance que ces diverses institutions avaient un rôle qui ne se limitait pas à celui d'agents de répression au service de la bourgeoisie ou de l'État. On reproche aussi à la notion de contrôle social d'ignorer l'autonomie et le pouvoir d'adaptation des classes populaires<sup>27</sup>. Plusieurs chercheurs mettront notamment de l'avant l'idée que ces dernières ne faisaient pas que subir les politiques et les mesures instaurées, mais qu'elles s'en servaient également en fonction de leurs propres intérêts. En ce

---

Vagrancy and the Law in Calgary, 1900-1914», *Labour/ Le Travail*, 36 (automne 1995), pp. 37-58.

<sup>25</sup> Voir, notamment, L. Mara Dodge, *Whores and Thieves of the Worst Kind: A Study of Women, Crime, and Prisons, 1835-2000*, Dekalb: Northern Illinois University Press, 2002, 342 p.; Nicole Hahn Rafter, *Partial Justice: Women in State Prisons, 1800-1935*, Boston, Northeastern University Press, 1985, 269 p.

<sup>26</sup> Voir, entre autres, Constance Backhouse, « Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law. Reflection of a Discriminatory Society », *Histoire Sociale/ Social History*, Vol. XVIII, no. 36, (novembre 1985), pp. 387-426. Nous nous attarderons plus longuement sur cette littérature dans le chapitre 2 de la thèse.

<sup>27</sup> Pour un exemple de critique formulée à l'égard de la théorie du contrôle social, voir : Dorothy Chunn et Shelley Gavigan, « Social Control: Analytical Tool or Analytical Quagmire », *Contemporary Crises* 12, 1988, pp. 107-124; Linda Gordon, « Family Violence, Feminism and Social Control, *Feminist Studies* 12, no. 3, automne, 1986, pp. 453-478.

qui concerne les cours de justice, certains historiens montreront comment ces institutions étaient fréquemment utilisées par ces populations afin d'obtenir de l'assistance ou encore discipliner leurs enfants<sup>28</sup>. Aussi, dans les dernières années, des historiens défendent l'idée selon laquelle la relation des classes populaires avec ceux cherchant à les « contrôler », était loin d'être univoque ou à sens unique, et témoignait de la création de divers mécanismes de résistance déployés par les individus face à l'oppression. Par exemple, Joan Sangster, dans son étude sur les femmes amenées devant la cour de Peterborough entre les années 1920 et 1950, met l'accent sur les pratiques de résistance auxquelles ont recours ces dernières. De même, plusieurs femmes incriminées utiliseront le discours patriarcal et les notions de respectabilité véhiculées au sein de la cour afin de faire appel à la merci et à la compréhension des juges. À cet effet, Sangster souligne que « that so many inventive tactics and rebellious justifications could be located within the court of a small town speaks to the agency of women often portrayed as victimized and controlled »<sup>29</sup>.

Dans les dernières années, les approches en terme d'« agency » ont cependant fait l'objet de critiques. Qualifiée par certains chercheurs de cul-de-sac intellectuel<sup>30</sup>,

---

<sup>28</sup> Tamara Myers, «The Voluntary Delinquent. Parents, Daughters and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918», *Canadian Historical Review*, vol. 80, no. 2, juin 1999, p. 243; Mary E. Odem, « Single Mothers, Delinquent Daughters, and the Juvenile Court in Early 20<sup>th</sup> Century Los-Angeles », *Journal of Social History*, 25, Fall 1991, p.33.

<sup>29</sup> Joan Sangster, « Pardon Tales from Magistrate Court : Women Crime and the Court in Peterborough County », *Canadian Historical Review*, LXXIV, 2, 1993, p. 197.

<sup>30</sup> Ce point de vue est notamment affirmé par Mariana Valverde : « As a hammer to beat back the excesses of structuralism, 'agency' did a good job; but if taken out of that polemical and tactical context, 'agency' can easily have the effect of taking history back to the naïve humanism of the 1950s and 1960s, even if this time around 'agency' is routinely attributed to the oppressed, to mental patients, women workers etc., instead of being attributed to great reformers and philanthropists. Politically, social history has perhaps advanced if agency is routinely attributed to the oppressed rather than to middle-class rescuers, but intellectually



on reproche, entre autres, à cette dernière d'évacuer les rapports de pouvoir en cause dans le lien qui unit les cours, les prisons, les asiles, les institutions charitables à leur « clientèle ». Ainsi, à trop concentrer l'attention sur le parcours des acteurs, à trop voir leurs actions comme le signe d'une réponse réfléchie et consciente, on en viendrait à oublier que ces institutions sont, avant tout, des institutions de pouvoir<sup>31</sup>.

Pour notre part, nous croyons que concevoir les cours de justice en tant qu'institutions génératrices de pouvoir tout en examinant le parcours des acteurs, ne constitue pas une voie de recherche nécessairement contradictoire ou dichotomique. Au contraire, nous croyons que ces deux perspectives peuvent être utilisées conjointement. Notre postulat est que les cours sont, tout particulièrement dans le contexte du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, avant tout des instruments de pouvoir au service de l'État. Cependant, comme nous le verrons tout au long de cette étude, les rapports de genre, de classe et d'ethnicité sont déterminants dans la manière dont le pouvoir de la justice se déploie et s'exprime à l'égard des populations criminelles. De même, le constat du caractère crucial des rapports de pouvoirs entre classes dominantes et classes populaires n'épuise nullement la relation qui existe entre les cours de justice et les individus qui sont amenés devant elles, à titre de plaignants ou d'accusés. Ainsi, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, ces instances constituent toujours des

---

we have gone nowhere». Mariana Valverde, « Concluding Remarks », dans Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 566.

<sup>31</sup> Voir, notamment, Thierry Nootens, « Agency 'virtuelle' ? 'Émotions' des acteurs ? Quelques réflexions sur les rapports acteurs/institutions », dans Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, pp. 178-191; Jean-Marie Fecteau, « L'enfermement comme panacée. Sur l'institutionnalisation de l'assistance au Québec, 1840-1921 », Pedro Fraile (dir.), *Régulation et gouvernance. Le contrôle des populations et des territoires en Europe et au Canada. Une perspective historique*, Barcelone, Publications de la Universitat de Barcelona, 2001, pp. 183-193.

lieux où les individus se présentent volontairement afin d'y régler leurs propres problèmes. De plus, comme on pourra également le constater, pour les membres des classes populaires, les cours pouvaient également constituer des instruments servant à imposer leur pouvoir immédiat de domination sur d'autres individus, qu'elle soit basée sur l'âge, le sexe ou la position sociale. Qui plus est, le rapport éminemment inégalitaire qui caractérise la relation entre les cours et les individus ne réduit pas pour autant ces derniers à l'état de victimes passives. Au contraire, les diverses tentatives de résistance et de négociation perceptibles dans des dossiers judiciaires font foi de cette réalité. Cependant, sans nier ces actions, il s'agit de les situer le plus précisément possible dans les rapports structuraux de pouvoir sous-tendant l'institution judiciaire.

On aura compris que l'étude du rôle de ces deux cours criminelles inférieures montréalaises ne peut se réduire à l'analyse de l'institution elle-même. Bien sûr, il sera nécessaire d'illustrer certains rouages de ces tribunaux, mais notre but avant tout est d'analyser la relation que ces derniers entretiennent avec les individus qui y transitent à titre d'accusés ou de plaignants. Il s'agit donc plutôt d'une étude des *pratiques* engendrées par l'institution judiciaire qu'une étude institutionnelle au sens strict. Procéder à une telle étude implique nécessairement de faire des choix, dans la mesure surtout où ces instances exercent plusieurs fonctions au sein de la société montréalaise. En effet, le traitement des diverses plaintes déposées devant la justice criminelle n'est qu'un des aspects du travail de ces cours. Celles-ci sont aussi responsables d'une bonne partie de la régulation municipale. Ceci est particulièrement le cas pour la Cour du Recorder, où pullulent les causes concernant les contraventions pour avoir enfreint divers règlements municipaux (licences, gestion des déchets, insalubrité, entre autres). Même si nous avons tenu compte de ces plaintes dans la compilation de nos données statistiques, nous avons choisi de ne

pas nous pencher davantage sur ce type de cause<sup>32</sup>. Il ne s'agit pas de nier leur importance dans le travail des tribunaux, mais plutôt de nous concentrer sur la gestion faite par ces derniers de la petite criminalité<sup>33</sup>.

Mais même à ce niveau, faire une analyse détaillée de l'ensemble de ces causes aurait impliqué un travail colossal qui dépasse largement le cadre d'une thèse. Nous avons plutôt opté pour ces infractions qui illustrent au mieux (par leur fréquence et leur importance dans la vie quotidienne des populations) tant la pratique de répression criminelle des cours face aux populations urbaines que le recours de ces mêmes populations au pouvoir de sanction, voire d'arbitrage de ces cours « de première ligne ». C'est pourquoi nous avons concentré l'analyse sur les cas de vagabondage, ivresse, prostitution, refus de pourvoir, vol, ainsi que celles pour divers types d'agressions et comportements violents y compris la violence conjugale. Aussi, notre intérêt tant pour le rôle répressif des cours que pour l'utilisation populaire de ces institutions nous a amenée à privilégier deux angles d'approche, d'une part, les procédures initiées par les autorités et, d'autre part, celles entamées par les particuliers.

---

<sup>32</sup> On notera également que la CRM s'occupe des demandes pour l'envoi des enfants à l'école de réforme et d'industrie, des poursuites pour contraventions à la Loi des Licences de Québec et administre l'envoi de certains aliénés aux asiles. Celle-ci se charge également du règlement de certains types de plaintes déposées au civil. Il s'agit principalement de poursuites pour le recouvrement de gages de serviteurs, paiement de loyer ou pour les taxes foncières. AVM, *Rapports annuels de la Cour du Recorder*, 1891-1921.

<sup>33</sup> Nous devons toutefois préciser que nous n'avons pas écarté d'office l'ensemble des causes réglementaires. Comme nous le verrons dans le deuxième chapitre de la thèse, des crimes comme l'ivresse ou le vagabondage étaient parfois punis en vertu des règlements municipaux.

## Sources et méthodologie

Plusieurs types de sources sont au fondement de cette analyse. Dans un premier temps, nous avons étudié les dossiers et les plunitifs de la Cour de police de Montréal. Pour ce fonds, nous avons effectué une saisie sur support informatique FileMaker®, d'une plainte sur cinq parmi celles qui furent déposées devant la cour, durant les années 1891, 1901, 1911 et 1921<sup>34</sup>. Dans un second temps, nous avons procédé à l'analyse des dossiers et plunitifs de la Cour du Recorder qui se trouvent aux Archives de la Ville de Montréal<sup>35</sup>. Dans la mesure où les dossiers relatifs aux années avant 1900 n'ont pas été conservés, nous avons procédé à la saisie informatique d'une plainte sur cinq déposée durant les années 1901, 1911 et 1921<sup>36</sup>. Au total, notre échantillon de causes contient 10 802 cas, soit 2780 plaintes déposées devant la Cour de police et 8022 déposées devant la Cour du Recorder de Montréal. De façon à étayer notre démonstration, et compte tenu de la richesse de certains dossiers, nous avons aussi consulté une série de causes supplémentaires en dehors

---

<sup>34</sup> En ce qui concerne les dossiers relatifs aux plaintes déposées durant les années 1891, 1901 et 1911 ceux-ci n'ont pas encore été traités par le service des archives de la BANQM, et sont encore conservés au Palais de Justice de Montréal. En ce qui concerne les dossiers des plaintes déposées en 1921, ceux-ci sont disponibles au centre d'archives de la BANQM. On notera que le choix des années a également été déterminé en fonction des années de recensement du Canada.

<sup>35</sup> AVM, P76, *Fonds de la Cour municipale de Montréal*, 1899-1922.

<sup>36</sup> L'absence des dossiers de la CRM pour les années avant 1900 a constitué un obstacle considérable à notre analyse statistique. Ainsi, on remarquera que bien que notre étude traite sur la période comprise entre 1891 et 1921, nous n'avons pu souvent inclure les données pour l'année 1891, dans la mesure où nous n'avions que les dossiers de la Cour de police. Dans la mesure où la CRM constitue de loin le tribunal devant lequel sont entendues le plus grand nombre de causes, nous avons estimé qu'il s'agissait de la meilleure façon de procéder. On remarquera toutefois que ceci s'applique seulement lorsque nous analysons l'activité générale des cours. Pour l'analyse de la plupart des délits spécifiques, les dossiers de l'année 1891 ont été inclus. Nous offrirons plus de renseignements sur les dossiers retenus pour analyse dans chacun des chapitres.

de notre échantillon, qui nous a permis d'approfondir notre information sur la gestion du type d'infractions que nous avons choisi de traiter ici<sup>37</sup>. Au total, notre fichier informatique contient donc 16 933 plaintes.

De façon générale les dossiers des cours contiennent les noms de l'accusé et du plaignant, leurs adresses respectives, les dates relatives à la procédure, une brève description du délit qui fait l'objet de la plainte, le plaidoyer de l'accusé, le nom du juge qui préside la séance, le verdict et la sentence. Il arrive également qu'il y soit indiqué l'âge des prévenus, leur pays d'origine, leur religion, ainsi que leur état civil. En ce qui concerne les plaignants, la profession de ces derniers est également souvent mentionnée pour les hommes, ainsi que l'état civil pour les femmes. Dans les cas où nous avons constaté que les dossiers étaient manquants, l'information relative à la plainte a été recueillie dans les plumitifs<sup>38</sup>. Bien que, la plupart du temps, ces dossiers restent très sommaires, il arrive que certains d'entre eux soient particulièrement riches. C'est notamment le cas des causes pour lesquelles le juge a procédé à la tenue d'une enquête<sup>39</sup>. Ces documents contiennent en effet une

---

<sup>37</sup> De manière générale, ces dossiers concernent des causes relatives à des plaintes déposées durant les années 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912, 1914 dans le cas de la Cour de police. Puis, 1901, 1902, 1911, 1912, 1921 et 1922 pour la Cour du Recorder. Nous donnerons plus de précisions concernant les documents retenus pour analyse dans les sections pertinentes de la thèse.

<sup>38</sup> Les plumitifs contiennent généralement les mêmes informations que les dossiers, à l'exception de la description du délit, l'âge, la profession, l'origine ethnique, l'état civil et les adresses des parties. Il faut par ailleurs préciser que les dossiers concernant les plaintes déposées devant la Cour de police en 1921 ont été en grande partie détruits par la BANQM. Ainsi, seul un dossier sur vingt a été conservé. Ceci fait en sorte que nous avons qu'une très petite quantité de dossiers pour cette année-là et que nous avons été obligée de recourir grandement aux plumitifs.

<sup>39</sup> C'est plus particulièrement le cas des dossiers de la Cour de police. Nous verrons dans le premier chapitre de la thèse que la tenue d'une enquête pouvait être entreprise par le juge dans le cas de délits plus graves, soit lorsque les procédures pouvaient potentiellement faire l'objet d'appel aux instances supérieures.

retranscription de l'interrogatoire des divers témoins, recelant par le fait même plusieurs informations précieuses sur la cause<sup>40</sup>.

La richesse de ces dossiers judiciaires est indéniable. Les interrogatoires, les lettres qui sont parfois inclus dans les dossiers nous ouvrent une fenêtre unique dans la vie d'individus qui généralement n'ont pas laissé de traces. Comme le souligne Arlette Farge :

[...] l'archive [judiciaire] ouvre brutalement sur un monde inconnu où les réprouvés, les miséreux et les mauvais drôles jouent leur partition dans une société vivante et instable. Sa lecture provoque d'emblée un effet de réel qu'aucun imprimé si méconnu soit-il, ne peut susciter.<sup>41</sup>

En même temps, l'utilisation des archives judiciaires n'est pas sans entraîner plusieurs défis méthodologiques. L'historien qui s'en sert ne peut écarter le fait que si l'on y trouve parfois la « voix » des plaignants et accusés qui circulent au sein de ces institutions, leur témoignage n'est pas neutre. Il ne constitue pas en ce sens une transcription littérale de l'expérience de ces individus. En effet, ces narrations doivent être constamment remises dans le contexte des différentes relations de pouvoir qui transcendent les cours de justice. Aussi, dans cette optique, il devient plus utile pour l'historien de tenter de capter les traits communs révélés par ces témoignages et de voir ainsi comment les individus adaptent, ou non, leur discours en fonction des notions de pouvoir et de respectabilité véhiculées au sein de ces institutions.

---

<sup>40</sup> On notera que bien que nous ayons analysé certaines causes qui ont été jugées dans tribunaux supérieurs, tout particulièrement devant la Cour des sessions spéciales, ceux-ci n'ont été retenus que dans la mesure où les dossiers étaient généralement plus riches en information que ceux de la Cour de police ou la CRM. Ils n'ont toutefois pas été inclus dans notre analyse statistique.

<sup>41</sup> Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, Coll. Librairie du XXe siècle, 1989, p.11-12.

Outre les dossiers judiciaires, nous avons également eu recours à diverses autres sources. On signalera, notamment, le Registre de la prison de Montréal dont la saisie informatique a été effectuée par le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS) et qui contient un échantillon d'un individu sur cinq, hommes et femmes, écroué entre les années 1836 et 1921<sup>42</sup>. Nous avons également consulté, entre autres, la correspondance du Procureur général de la province de Québec qui se trouve au Centre d'archives de Québec de la BAnQ<sup>43</sup>, les rapports annuels d'associations comme le Comité des seize et le *Montreal Society for the Protection of Women and Children*, ainsi que plusieurs documents conservés dans divers fonds au Centre d'Archives de la Ville de Montréal<sup>44</sup>. Puis, finalement, source précieuse s'il en fût, les articles de journaux, qui nous ont offert une grande diversité d'informations touchant à l'ensemble des thèmes abordés dans cette étude. La grande majorité des articles utilisés dans le cadre de cette étude proviennent de la banque de données compilée par le CHRS, résultat du dépouillement exhaustif de périodiques comme *La Patrie*, le *Montreal Daily Witness* et le *Montreal Herald*, et du dépouillement partiel d'autres périodiques comme *La Minerve*. Aussi, nous avons également procédé à un dépouillement partiel du journal *La Presse* et du *Montreal Gazette*.

Cette thèse est divisée en quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous procédons à une présentation des deux institutions qui font l'objet de cette thèse, soit la Cour de police et la Cour du Recorder. Nous observons dans un premier temps

---

<sup>42</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1836-1921.

<sup>43</sup> BAnQQ, E17, *Dossiers civils et criminels*, 1891-1921.

<sup>44</sup> AVM, VM1, *Fonds du Conseil de Ville de Montréal*; VM17, *Fonds du Bureau des commissaires*, 1910-1918; VM18, *Fonds de la Commission administrative*, 1918-1921; VM43, *Fonds de la Commission de police*, 1817-1910; P45, *Fonds de l'enquête judiciaire sur l'administration de la police de Montréal*, 1924-1925.

comment ces deux dernières ont été érigées dans le contexte particulier du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous nous attardons ensuite plus particulièrement au rôle qu'elles assument lors de la période étudiée ici. Nous analysons l'évolution des plaintes qui y sont amenées entre 1891 et 1921. Nous jetons un premier regard sur la place qu'occupent ces cours dans la vie des classes populaires montréalaises. Puis, finalement, nous portons notre attention sur le parcours des plaintes, à partir de l'initiation du procès, jusqu'à l'énonciation de la sentence.

Dans le second chapitre, nous avons choisi de porter notre attention sur le rôle des cours de justice inférieure dans le traitement des poursuites initiées par les autorités, plus spécifiquement, les délits contre l'ordre public et la moralité. Nous nous attardons à la vaste campagne qui est mise sur pied à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle contre le vagabondage, l'ivresse et la prostitution par les groupes de réforme morale, ainsi qu'à la réaction des cours et des forces policières devant les demandes formulées par ces associations. Puis, nous tentons également de voir qui étaient les individus qui étaient amenés devant la justice criminelle pour ces délits.

Dans les troisième et quatrième chapitres de la thèse, nous portons notre attention sur le rôle des particuliers dans l'initiation des plaintes qui sont amenées devant ces cours. Dans la mesure où les rapports de genre sont déterminants dans le type de procédures qui sont amorcées par les individus, nous avons choisi de nous concentrer dans un premier temps sur la place qu'occupent les femmes comme plaignantes devant ces institutions, pour ensuite nous pencher sur les procédures qui sont entamées par des plaignants masculins. Dans cette optique, le troisième chapitre de la thèse traite des procédures initiées par les femmes de la classe ouvrière devant la Cour de Police et la Cour du Recorder de Montréal entre 1891 et 1921. Nous nous questionnons dans un premier temps sur les individus et les situations concernés par ces procédures, pour ensuite nous concentrer sur les deux



types de causes qui étaient le plus souvent entamées par les plaignantes soit, d'une part, les cas de violence conjugale et, d'autre part, le refus de pourvoir à la famille.

Enfin, dans le quatrième chapitre de la thèse nous nous attardons aux plaintes déposées par les plaignants masculins. Nous tentons de voir, dans un premier temps, contre qui étaient dirigées ces procédures et les divers contextes dans lesquels étaient commis les délits dont les hommes étaient les victimes. Puis, nous portons notre attention sur les deux types de plaintes les plus fréquemment initiées par les plaignants masculins, soit les cas de vol et ceux impliquant des agressions physiques.

## CHAPITRE I

### CRIME, JUSTICE EXPÉDITIVE ET PRATIQUES POPULAIRES : LES DIVERSES FONCTIONS DE LA COUR DE POLICE ET DE LA COUR DU RECORDER

Au début de la période que nous avons choisi de traiter ici, la CRM et la Cour de police avaient déjà une longue histoire derrière elles. Créées dans le contexte des transformations sociales rapides qui caractérisent le passage de l'Ancien régime à la société libérale moderne, ces deux institutions avaient été érigées dans le but d'assurer la régulation d'une population qui, aux yeux des classes bourgeoises de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, représentait un danger social éminent. Cependant, dans les décennies qui suivent, divers bouleversements importants ont lieu dans les grandes villes comme Montréal. Aussi, l'émergence de nouvelles définitions du crime, la remise en question de l'utilité des mesures pénales en place et diverses améliorations dans la vie des classes populaires urbaines sont des facteurs qui ne seront pas sans affecter le travail des cours. Dans cette section de la thèse, notre objectif est de comprendre l'évolution qu'ont connue la CRM et la Cour de police depuis le moment de leur ouverture, de nous attarder sur le fonctionnement de ces tribunaux, ainsi que de nous questionner sur la relation que ces derniers entretiennent avec les habitants de la ville au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans la première partie du chapitre, nous procéderons à une brève présentation de la CRM et de la Cour de police, puis nous observerons quelles sont les plaintes qui sont communément amenées devant ces instances entre 1891 et 1921.

Dans la seconde section, nous nous interrogerons sur la place qu'occupent ces cours dans la vie des classes ouvrières du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Dans la mesure où certains historiens ont avancé qu'à cette période, la relation complexe et diversifiée qui caractérisait jadis le lien entre les individus et les cours de justice criminelle a disparu pour être remplacée par une autre qui se réduit essentiellement à son aspect répressif, nous tenterons de voir comment cette thèse s'applique au cas de Montréal. Puis, dans la troisième partie du chapitre, nous verrons quel était le parcours communément adopté par les procédures qui étaient initiées devant ces tribunaux.

### **1.1 La Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal.**

Dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impression se fait sentir chez les classes dirigeantes qu'il est nécessaire de procéder à une réforme majeure de la justice criminelle. Ceci, afin de la rendre plus expéditive et par le fait même plus apte à prendre en charge une criminalité nouvelle, fruit des importants bouleversements politiques et sociaux de l'époque. C'est dans cette vague de réformes que sont mis en place les deux tribunaux inférieurs qui sont au centre de notre étude, soit la Cour de police et la CRM. Toutefois, entre le moment où sont instaurés ces tribunaux et le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la société montréalaise se transforme considérablement. Aussi, la période située entre le début des années 1890 et le début des années 1920 est témoin de bouleversements sociaux majeurs qui auront un effet déterminant sur le travail de ces cours. Dans cette section du chapitre, nous nous attarderons dans un premier temps au contexte dans lequel sont mises sur pied ces institutions et aux modifications qu'elles subissent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Puis, dans un deuxième temps, nous verrons l'évolution des différents délits qui sont jugés devant ces tribunaux durant la période à l'étude ici.

### 1.1.1 Création et développement des tribunaux.

Au Canada, après la Conquête, la nouvelle colonie hérite du système de justice criminelle de la métropole<sup>1</sup>. Le système criminel anglais, du moins dans ses niveaux inférieurs, se caractérise, entre autres, par le rôle prééminent des Juges de paix. Souvent sans formation légale et membres de l'élite locale, ces derniers ont, au sein des communautés, des fonctions très importantes qui dépassent largement la sphère du juridique<sup>2</sup>. Aussi, ce système se distingue par la place centrale qu'il accorde aux plaintes des particuliers qui constituent l'élément initiateur de la procédure d'incrimination. Il est aussi remarquable par le grand pouvoir qu'il laisse à ceux-ci tout au long du processus judiciaire, notamment celui de poursuivre ou non, ainsi que de décider de l'aboutissement des plaintes<sup>3</sup>. Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, devant les différentes manifestations de désordre qui ont lieu dans les grandes villes occidentales et l'incapacité des autorités à les contenir, divers réformateurs en viendront à réclamer une réorganisation de la justice afin de la rendre plus adaptée aux nouvelles réalités de la société libérale en émergence<sup>4</sup>. Parmi ces

---

<sup>1</sup> On notera toutefois que, comme le souligne Donald Fyson, ceci n'empêche pas que le système de justice britannique qui sera importé dans la colonie subira d'importantes modifications afin de l'adapter aux besoins créés par le contexte local. Voir, Donald Fyson, *Magistrates, Police....* Tout particulièrement le chapitre 1.

<sup>2</sup> Leur rôle inclut aussi parfois des fonctions politiques et sociales comme, par exemple, l'octroi de subventions aux démunis. On notera l'exemple étudié par David Murray qui montre comment la Cour des *quarter sessions* du district de Niagara s'occupe de la distribution d'allocations aux pauvres de la communauté dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. David R. Murray, « The Cold Hand of Charity : The Court of Quarter Sessions and Poor Relief in the Niagara District », dans W. Wesley & B. Wright (dir.), *Canadian Perspectives on Law and Society. Issues in Legal History*, Ottawa, Carleton Press, 1988, pp.179-206.

<sup>3</sup> Sur l'important pouvoir de discrétion des plaignants dans le système criminel britannique d'Ancien régime voir, entre autres, Peter King, *Crime, Justice and Discretion ...*

<sup>4</sup> Voir notamment, Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses. La charité, le crime, l'État au Québec, de la fin du 18<sup>e</sup> siècle à 1840*, Montréal, VLB, 1989, pp. 147-149

transformations, notons, entre autres, la systématisation des peines, le recours de plus en plus fréquent aux procédures sommaires, l'abolition de certaines pratiques comme les pétitions, l'instauration de corps policiers professionnels qui deviennent les principaux initiateurs des procès et qui détiennent à présent le contrôle du suivi des plaintes, ainsi que la mise en place de magistrats salariés qui remplacent progressivement les juges de paix au sein des cours inférieures<sup>5</sup>. Au Bas-Canada, dès 1838, comme réponse au climat d'instabilité causé par les Rebellions, le Conseil spécial permet la nomination d'inspecteurs et surintendants de police pour les villes de Montréal et de Québec, leur attribuant les mêmes pouvoirs que les juges de paix. Les séances tenues par ceux-ci, appelées Cour de police<sup>6</sup> s'adressent généralement aux délits moins graves commis sur le territoire du district judiciaire de Montréal et pouvant être jugés sommairement, tels larcin, assaut simple, conduite désordonnée, entre autres. On remarquera que celle-ci agit également à titre de cour d'incrimination. Ceci afin de déterminer quelles causes seraient jugées directement devant la Cour de police et lesquelles seront dirigées vers la Cour du Banc du Roi/Reine ou encore vers la Cour des Sessions spéciales<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Voir entre autres, Dufresne, *op. cit.* On remarquera toutefois qu'il existe un débat au sein de l'historiographie sur le degré de rupture qu'implique le passage de l'Ancien régime à la société moderne. Donald Fyson soutient notamment que dès les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle des éléments communément associés à l'État libéral moderne, tel la bureaucratisation de la justice, ainsi que la mise en place d'un corps policier organisé, sont déjà instaurés. (Donald Fyson, *op. cit.*). Pour un exemple de ce débat voir, Jean-Marie Fecteau, « Primauté analytique de l'expérience et gradualisme historique : Sur les apories d'une certaine lecture historienne du passé », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 61, no. 2, 2007, pp. 281-294. Ainsi que la réplique de Donald Fyson incluse dans le même numéro de la revue.

<sup>6</sup> Diverses sources indiquent également que l'appellation Bureau de police est aussi utilisée afin de désigner cette instance.

<sup>7</sup> La première traite les causes plus graves devant être jugées par un jury, tels les cas de meurtre, tentative de meurtre, viol, entre autres alors que la seconde est mandatée pour recevoir les poursuites réglées par voie sommaire, mais dont la peine pouvant être imposée est plus sévère que pour celles entendues devant la Cour de police, comme par exemple,

L'organisation progressive des forces policières dans les années 1840 et 1850<sup>8</sup>, l'urbanisation, l'arrivée d'une population immigrante déjà fragilisée, l'essor de nouvelles conceptions concernant la criminalité, ainsi que le recours de plus en plus courant aux procès sommaires auront d'importantes répercussions sur le nombre de plaintes entendues devant les cours, tout particulièrement celles de niveau inférieur. Bien qu'une étude de fond sur les diverses transformations subies par le système de justice criminelle durant cette période reste encore à faire, surtout dans le cas de Montréal<sup>9</sup>, les statistiques judiciaires comptabilisées par Donald Fyson montrent bien les conséquences de ces mutations. En effet, ces chiffres indiquent que les taux de condamnations prononcées devant les cours criminelles triplent entre les années 1830 et 1860<sup>10</sup>. Il est fort probable que cette augmentation rapide et notoire des cas traités devant la Cour de police de Montréal jouera un rôle important dans la volonté de doter la ville d'une nouvelle institution afin de recevoir certaines causes relatives à des délits commis sur le territoire de la cité, soit la CRM<sup>11</sup>. Fondée en 1851, cette dernière est mandatée dans un premier temps pour entendre les cas relevant des infractions aux règlements municipaux<sup>12</sup> et touchant les personnes considérées

---

assaut grave, assaut indécent et certaines plaintes pour vol. Nous verrons plus loin dans ce chapitre la procédure par laquelle les causes sont dirigées vers ces instances. Pour un aperçu de la législation permettant le jugement de ces délits par voie sommaire voir : «Instruction sommaire des actes criminels», *Code criminel*, 1892, 55-56 *Victoria*, Chap. 29, partie LV.

<sup>8</sup> Sur ce sujet voir, notamment : Daniel Dicaire, *Police et société à Montréal au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de M. A. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1998, 116 p.

<sup>9</sup> Dans le cas de la Ville de Québec, voir Dufresne, *op. cit.*

<sup>10</sup> On doit toutefois préciser que les taux analysés par l'auteur incluent les condamnations enregistrées dans les districts de Québec et de Montréal et non l'ensemble des plaintes déposées. Voir, Donald Fyson, « The Judicial Prosecution... », p.90.

<sup>11</sup> *Statuts provinciaux du Canada*, 14&15 *Victoria*, cap. 128, (1851).

<sup>12</sup> On notera que dès les années 1840, les pouvoirs municipaux s'étaient doté d'un tribunal mandaté pour juger les cas relatifs aux infractions contre les règlements municipaux, soit la Cour du Maire. Celle-ci siègera entre 1845 et 1851, alors que sa juridiction est reprise par la

vagabondes ou désordonnées<sup>13</sup>. Ses pouvoirs sont toutefois étendus progressivement, si bien qu'à la fin de la décennie elle a également juridiction sur certains cas de larcin, assaut, assaut grave, assaut sur des officiers de justice, ainsi que la fréquentation et la tenue des maisons de désordre, entre autres<sup>14</sup>.

À partir de sa création et ce jusqu'à la fin du XIXe siècle, la CRM est présidée par un seul magistrat, appelé le Recorder. Puis, en 1899, moment où le Recorder B.A. Testard De Montigny prend sa retraite après vingt ans de services, la charte de la Ville est révisée afin de permettre la nomination de deux juges à ce poste<sup>15</sup>, qui siégeront en alternance<sup>16</sup>. En ce qui concerne la Cour de police, un seul magistrat en préside les séances jusqu'en 1876, alors que deux juges sont désignés à cette fin<sup>17</sup>. Puis ensuite, autour de 1908, trois juges sont nommés à ce poste<sup>18</sup>.

Comme le souligne Gene Howard Homel dans son étude sur George Denison, juge de la Cour de police de Toronto, l'avènement de nouvelles conceptions sur la criminalité et son traitement au tournant du XXe siècle n'auront

---

CRM. AVM, VM1, *Minutes du Conseil 10 février 1845 au 4 avril 1845*, pp. 106-108. Voir également Donald Fyson, Evelyn Kolish et Virginia Schweitzer, «Mayor's Court», *The Court Structure of Quebec and Lower Canada: 1764 to 1860*. Disponible [En ligne]: <<http://www.hst.ulaval.ca/profs/dfyson/Courtstr/Mayor.htm>>

<sup>13</sup> Donald Fyson et al., «Recorders' Courts», *Court structure...* Disponible [En ligne]: <http://www.hst.ulaval.ca/profs/dfyson/Courtstr/Recorder.htm>.

<sup>14</sup> *Ibid.* Au tournant du XXe siècle, celle-ci juge également les contraventions à la loi des licences de Québec et s'occupe de l'internement des enfants sans tutelle dans les écoles d'industries certifiées. En plus, la cour a également juridiction sur certaines poursuites civiles, entre autres, les actions en recouvrement de gages de journaliers, des actions concernant les expulsions et serviteurs et les brefs de saisie pour le recouvrement des taxes municipales. AVM, *Rapports annuels de la Cour du Recorder, 1890-1921*.

<sup>15</sup> QUÉBEC, *Gazette officielle du Québec*, vol. 23, p. 1001, 1899.

<sup>16</sup> AVM, P76, S3, *Plumitifs de la Cour du Recorder, 1900-1921*.

<sup>17</sup> QUÉBEC, *Gazette officielle de Québec*, vol. VIII, no. 26, p. 1663.

<sup>18</sup> QUÉBEC, *Gazette officielle de Québec*, vol. XL, no. 33, p. 1337.

pas comme effet automatique d'entraîner des changements notoires dans la manière dont les tribunaux inférieurs disposent des différentes causes. Ainsi, souligne-t-il, dans une période considérée comme étant témoin de l'émergence de réformes humanitaires et bureaucratiques au sein de la justice criminelle<sup>19</sup>, « traditional methods and ideas of treating the criminal retained their hegemony. The police-court system continued [...] to focus on the overt act and not the social context or the individual's motives »<sup>20</sup>. Cette constatation peut également s'appliquer au cas des cours montréalaises faisant l'objet de notre étude. Il est par ailleurs important de souligner que, bien que d'importantes réformes aient été réclamées par certains groupes durant la période étudiée ici, l'organisation de ces tribunaux et leur façon de disposer des causes resteront pratiquement inchangées. On doit toutefois souligner l'importante exception que constitue l'ouverture, au début de l'année 1912, de la Cour des jeunes délinquants de Montréal<sup>21</sup>, dont l'avènement impliquera que dorénavant toutes les plaintes concernant des accusés âgés de seize ans et moins seront jugées devant celle-ci<sup>22</sup>. De plus, ce tribunal mettra en pratique de nouvelles méthodes de traitement des populations criminelles, telles la probation et l'étude de cas, entre autres. Il n'en demeure pas moins que, à part l'ouverture de cette cour pour mineurs, d'autres réformes normalement associées au mouvement de « justice

---

<sup>19</sup> Sur ce mouvement voir, entre autres, Michael Wilrich, *op. cit.* et Dorothy E. Chunn, *From Punishment to Doing Good: Family Courts and Socialized Justice in Ontario, 1880-1940*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 249 p.

<sup>20</sup> Gene Howard Homel, « Denison's Law: Criminal Justice and the Police Court in Toronto, 1877-1921 », *Ontario History*, 1981, LXXIII, 3, p.182.

<sup>21</sup> Sur la création de cette institution voir, entre autres, David Niget, *Jeunesses populaires sous le regard de la justice. Naissance du tribunal pour enfants à Angers et à Montréal (1912-1940)*, Thèse de doctorat, Histoire, Université d'Angers, 2005, 601 p. Aussi sur le débat qui précède la mise en place de cette institution, voir Pierre Dubois et Jean Trépanier, « L'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908: étude comparée des quotidiens montréalais et torontois », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no. 3, hiver, 1999, pp. 345-382.

<sup>22</sup> *Ibid.*



socialisée », telles l'instauration d'un tribunal pour femmes ou encore d'une cour réservée aux causes domestiques, ne seront pas mises en application à Montréal, ni ailleurs au Québec, durant la période étudiée ici<sup>23</sup>. De plus, à notre connaissance, ni la CRM ni la Cour de police n'intégreront des travailleurs sociaux ou autres types d'intervenants, comme plusieurs cours le feront durant ces années<sup>24</sup>. Les raisons expliquant cet immobilisme des autorités n'ont pas encore été établies par l'historiographie<sup>25</sup>. Bien qu'une telle analyse dépasse largement le cadre de la

---

<sup>23</sup> Pour Dorothy Chunn, l'avènement de cette nouvelle forme de justice implique des changements importants au sein du système légal, soit le passage d'une justice formelle (celles des cours de police) envers une autre plus informelle et bureaucratisée. Ainsi, dans les faits, ces cours socialisées constituent le cœur d'un nouveau système de justice technocratique permettant à l'État d'appliquer des méthodes plus subtiles mais aussi plus interventionnistes visant à réguler les relations familiales au sein d'une certaine fraction de la classe ouvrière ainsi qu'à maintenir des inégalités de classe et de genre. Toutefois, l'avènement des cours socialisées n'apportera pas les améliorations recherchées. Au sein de ce nouveau système, les droits des clients seront plus souvent qu'autrement considérés comme secondaires à l'application des méthodes des travailleurs sociaux. Au bout du compte, les nouvelles cours socialisées ne joueront pas un rôle bien différent de celui des cours de police, mais continueront à exercer les mêmes fonctions que ces dernières. Ainsi, soutient Chunn: «[...] socialized courts served the same clientele and performed the same functions as the police courts, continuing to act as moral watchdogs and debt collectors for a certain segment of the poor». Dorothy E. Chunn, *op. cit.*, p. 167.

<sup>24</sup> Il ne s'agit toutefois pas de nier le rôle social important joué par la CRM, dans la mesure où c'est celle-ci qui s'occupe du placement des enfants des écoles d'industrie et de réforme. Sur le rôle de la cour et des autorités municipales dans le placement des enfants sans tutelle voir Christelle Burban, *Les origines institutionnelles de la protection de l'enfance au Québec: l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort (1883-1913)*, Mémoire M. A. (Histoire), Université de Rennes II, 1997, 183 p. et Jean-Marie Fecteau, «Un cas de force majeure: Le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du 20e siècle», *Lien social et politiques/RIAC*, no 33, printemps 1995, pp. 105-112.

<sup>25</sup> Nous soulignerons toutefois que ceci n'empêche pas que certains magistrats étaient proches des mouvements de réforme morale anglophones. C'est notamment le cas du Recorder Stanley Weir. Celui-ci sera relativement actif dans les demandes pour établir certaines réformes dans le traitement des populations déviantes, comme l'établissement d'une nouvelle institution pour recevoir les femmes délinquantes ou encore la mise en place de sentences indéterminées, mesures qui ne seront toutefois jamais mises en place. Sur ce sujet, voir le chapitre 2 de la présente thèse.

présente étude, nous aurions tendance à avancer qu'une des causes possibles de ce phénomène est que ce sont avant tout les groupes de réforme morale composés majoritairement de membres de la bourgeoisie anglo-protestante qui seront derrière de telles réclamations. À cet effet, il se peut que ces derniers aient trouvé peu d'écho au sein d'une province majoritairement francophone et catholique<sup>26</sup>.

### **1.1.2 Évolution des types de plaintes déposées devant la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal (1891-1921)**

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction de cette thèse, durant la période située entre le début des années 1890 et le tournant des années 1920, Montréal est témoin de changements sociaux, démographiques et technologiques majeurs entraînés par l'urbanisation, l'immigration ainsi que la présence croissante de l'automobile dans le paysage urbain. De plus, comme nous l'avons également mentionné, au cours de ces années, s'élève un imposant mouvement de réforme morale qui livre une lutte farouche contre divers problèmes sociaux présents dans les grands centres comme Montréal, tels la pauvreté, l'alcoolisme, la prostitution, la violence conjugale, entre autres.

L'ensemble de ces changements auront un effet notoire sur les activités des cours criminelles durant la période étudiée ici. Malheureusement, tout semble

---

<sup>26</sup> On remarque par ailleurs la même attitude des autorités en matière d'aide aux familles, domaine qui constitue un autre important combat mené par certains groupes de réforme morale anglophones. Or, comme l'ont noté certains auteurs, le retard du Québec pour ce qui est de mettre en place une politique d'allocations familiales s'explique avant tout par la méfiance de l'Église catholique à l'égard de l'intervention des gouvernements en matière sociale et le refus des autorités d'aller à l'encontre de ces perceptions. Sur le débat autour de la question des allocations familiales au Québec voir, notamment, Denyse Baillargeon, «Maternalisme et État providence: Le cas du Québec», *Sextant*, 20, 2003, pp. 113-147, ainsi que Chantale Quesney, *Pour une politique de restauration familiale : une analyse du discours de l'école sociale populaire dans le Québec de l'entre-deux-guerres*, Mémoire de M. A. (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1998, 142 p.

indiquer qu'il n'existe pas de documents qui puissent rendre compte de l'évolution du travail effectué par ces cours de manière précise. La source la plus complète que nous possédons à cet effet sont les rapports annuels de la CRM, publiés par les autorités municipales durant l'ensemble de la période étudiée ici<sup>27</sup>. Ceux-ci incluent une compilation du nombre de plaintes déposées devant cette cour par type d'infraction. Malheureusement, nos recherches afin de trouver une source similaire pour la Cour de police se sont avérées peu fructueuses. Nos recherches dans les archives nous indiquent que les statistiques tirées des condamnations sommaires publiées par le gouvernement fédéral dans les *Documents de la session* constituent le seul document offrant des informations sur le type d'accusations déposées devant cette cour<sup>28</sup>. En même temps, ces documents consistent en une compilation de l'ensemble des condamnations effectuées dans les tribunaux de juridiction sommaire du district judiciaire de Montréal. À cet effet, cette source n'offre aucune spécification sur les causes qui étaient entendues devant la Cour de police. De plus, ces statistiques comportent une autre lacune importante, dans la mesure où elles laissent de côté la grande quantité de causes qui n'aboutissent pas à une condamnation. Or, comme nous le verrons plus loin, les accusations concernant certains types d'infractions, notamment celles engagées par les divers représentants de l'État (infractions concernant la vente et la fabrication d'alcool, infractions contre l'ordre public, etc.) étaient plus susceptibles de donner lieu à une condamnation

---

<sup>27</sup> Les rapports annuels de la CRM commencent à être publiés à partir de 1863 et sont disponibles sous forme imprimée jusqu'en 1914. Pour les années suivantes, des copies du rapport sous forme dactylographiée sont disponibles aux Archives de la Ville de Montréal pour les années 1917, 1918 et 1921.

<sup>28</sup> On notera aussi la présence des « Statistiques judiciaires de la province de Québec » publiées à chaque année durant cette période dans la *Gazette de Québec*. Toutefois, nous avons choisi de ne pas nous servir de ces compilations dans la mesure où celles-ci sont moins complètes que celles fournies dans les *Documents de la session* et que les données pour Montréal sont parfois manquantes.

comparativement à celles initiées par les particuliers (crimes contre la personne, crimes contre la propriété). De même, les plaintes relatives à des crimes pour lesquelles les procédures étaient généralement entamées par des particuliers, tels les cas de voies de fait, les infractions contre la propriété, pour refus de pourvoir à la famille, entre autres, étaient très souvent abandonnées par les plaignants avant l'octroi d'un verdict. Ceci fait en sorte que cette source ne peut offrir un tableau réel de la proportion occupée par chaque type d'infraction parmi l'ensemble des plaintes jugées devant ces cours. Il n'en demeure pas moins que, tout en tenant compte de cette lacune, ces documents constituent le seul indice pouvant nous fournir un aperçu, même imparfait, de l'activité des cours inférieures montréalaises durant les années faisant l'objet de notre étude<sup>29</sup>.

Dans un premier temps, l'observation des statistiques relatives aux condamnations prononcées devant les cours de juridiction sommaire, ainsi que celles concernant les plaintes déposées devant la CRM, nous amène à constater que les années 1890 sont témoin d'une baisse des procédures qui sont entamées devant ces tribunaux. En effet, au début de la décennie, le nombre de plaintes déposées devant la CRM baisse sous le seuil des 10 000 causes par année, puis reste relativement stable jusqu'au début des années 1900 (Figure 1.1). Pour ce qui est de la courbe concernant les condamnations sommaires, celle-ci tend à montrer une évolution

---

<sup>29</sup> On notera ici que nous avons choisi de ne pas inclure l'échantillon de causes que nous avons compilé à partir des dossiers et des plunitifs de la Cour de police et de la CRM pour les années 1901, 1911 et 1921. Ceci dans la mesure où pour l'année 1921, ce dernier ne comprend pas les plaintes concernant les contraventions à la circulation automobile déposées devant la Cour de police. Or, comme nous le verrons plus loin, ces dernières constituent une fraction importante des causes entendues devant les tribunaux de juridiction sommaire à partir de la fin des années 1910. Sur l'évolution de la proportion occupée par ces procédures au sein des cours montréalaises durant ces années et les décennies subséquentes voir Fyson, « The Judicial Prosecution in the *Longue Durée*... », p. 98.

similaire (Figure 1.1). Dans les faits, cette chute correspond à une tendance qui débute dès le milieu des années 1870<sup>30</sup>. D'après nos observations, ce phénomène peut être attribué en grande partie à une baisse des plaintes et des condamnations concernant des infractions contre l'ordre public, tout particulièrement vagabondage et ivresse (Figure 1.2 et Figure 1.3) qui forment une forte proportion parmi l'ensemble des causes entamées devant ces cours. On notera à cet effet que la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est témoin d'une certaine amélioration de la situation dans laquelle vit une large fraction des classes populaires, conséquence, entre autres, de la hausse des emplois, de l'amélioration relative des conditions de travail avec l'application de plus en plus systématique des règlements sanitaires ou de prévention dans les manufactures et de la croissance du réseau charitable. Or, il est fort probable que ceci ait eu pour résultat une baisse du nombre d'individus faisant partie de la classe des populations marginales qui se retrouvent fréquemment emprisonnées pour ce type de crime. D'autre part, certaines décisions administratives semblent être à l'origine de la baisse d'accusations et de condamnations pour ce type de délits. Ainsi, à partir de 1875, le gouvernement provincial oblige les corporations municipales à payer une partie des frais d'emprisonnement pour les individus condamnés pour vagabondage et ivresse<sup>31</sup>. Or, tout semble indiquer que cette décision a eu pour conséquence une baisse des arrestations concernant ce type d'infractions<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>31</sup> *Statuts du Canada*, 30 Vict., ch. 8. Ceci est par ailleurs également constaté par François Fenchel dans sa thèse portant sur la population carcérale masculine de la Prison de Montréal. François Fenchel, *Entre petite criminalité et grande misère. La prison des hommes à Montréal et sa population (1836-1912)*, Thèse de Ph. d. (Criminologie), Université de Montréal, 2007, p. 109.

<sup>32</sup> À cet effet, il est fort probable que les policiers aient préféré loger certains individus dans les postes de police au lieu de les incriminer. Nous verrons dans le second chapitre de cette thèse comment ces deux méthodes semblent avoir été interchangeable. L'observation des

Dans un deuxième temps, les courbes montrent que les années 1900 sont témoins d'une hausse graduelle des causes déposées devant la CRM ainsi que des convictions sommaires, hausse qui s'accroît momentanément en 1905 et de façon notoire après 1909 et qui atteint un sommet en 1913-1914 (Figure 1.1). Ici encore divers facteurs semblent avoir influencé la statistique. D'une part, l'augmentation de la population de la ville qui, comme nous l'avons déjà mentionné, est particulièrement importante au cours de cette période. D'autre part, il est fort probable qu'un changement d'attitude des autorités à l'égard de certains délits ait contribué à augmenter le nombre de plaintes et de condamnations. On notera à cet effet que cette période connaît la formation de deux campagnes contre la consommation d'alcool; une première en 1905 et une autre qui commence au début des années 1910. Aussi, ces années voient également une croissance de la répression contre les maisons de désordre, dans la mesure où est mise sur pied une importante croisade contre « le vice organisé »<sup>33</sup>. Par la suite, on constate que si les années de la Première Guerre mondiale sont témoins d'une baisse radicale du nombre de causes entendues devant les cours, celles-ci augmentent à partir de 1918 pour atteindre des sommets inégalés au début des années 1920 (Figure 1.1). En ce qui concerne ce phénomène, nous aurions tendance à l'attribuer à deux facteurs. D'une part, à l'accroissement du nombre de plaintes et de condamnations concernant des délits contre l'ordre public ainsi que ceux contre la moralité, due à la reprise de la campagne contre la prostitution commencée avant la guerre. On constate en effet

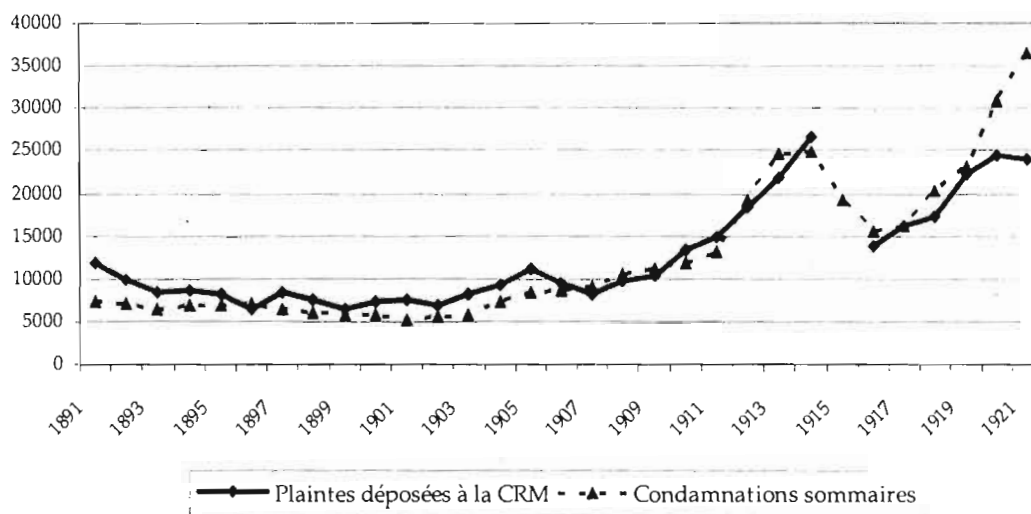
---

statistiques concernant le nombre de personnes logées dans les postes de police pour la nuit nous indique en effet une augmentation graduelle de cette population durant les années 1890. Sur l'existence de cette pratique à Montréal, voir Marcela Aranguiz, *Vagabonds et sans abris à Montréal. Perception et prise en charge de l'errance, 1840-1925*, Montréal, RCHTQ, 2000, pp. 33-38.

<sup>33</sup> Nous nous attarderons plus longuement sur ce mouvement dans le chapitre 2 de cette thèse.

une augmentation des causes concernant des infractions servant à réprimer tant les individus travaillant dans les maisons closes que les prostituées de rue (tenir ou fréquenter une maison close, vagabondage, flânage, etc.). On remarquera à cet effet, la hausse des plaintes concernant des infractions contre l'ordre public ainsi que de celles touchant des délits contre la moralité dans les graphiques (Figure 1.2 et Figure 1.3).

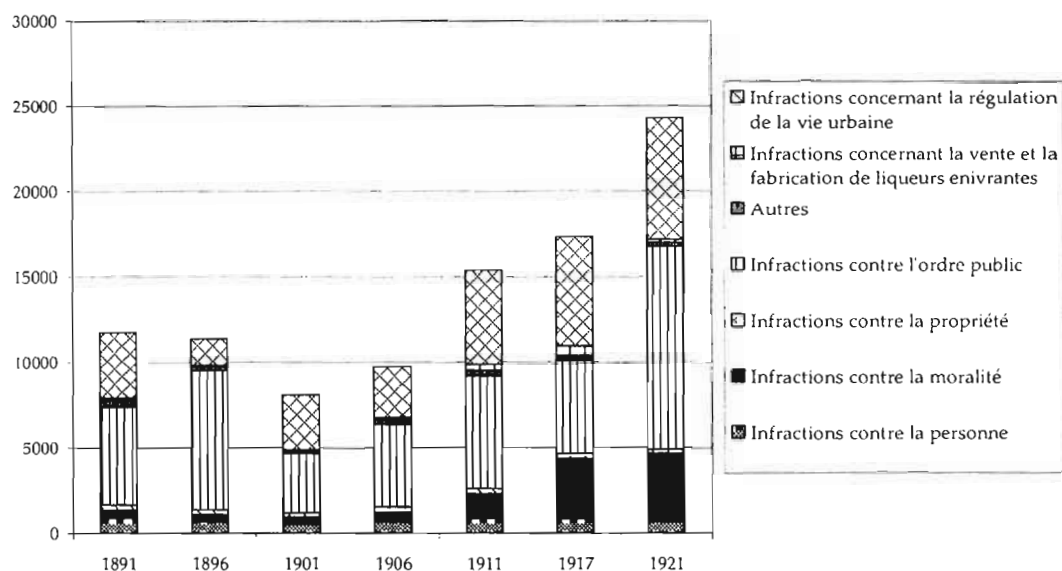
**Figure 1.1** Nombre de plaintes déposées devant la CRM et nombre de condamnations sommaires pour le district de Montréal, 1891-1921.



Sources : AVM, *Rapports annuels de la Cour du Recorder*, 1891-1921.

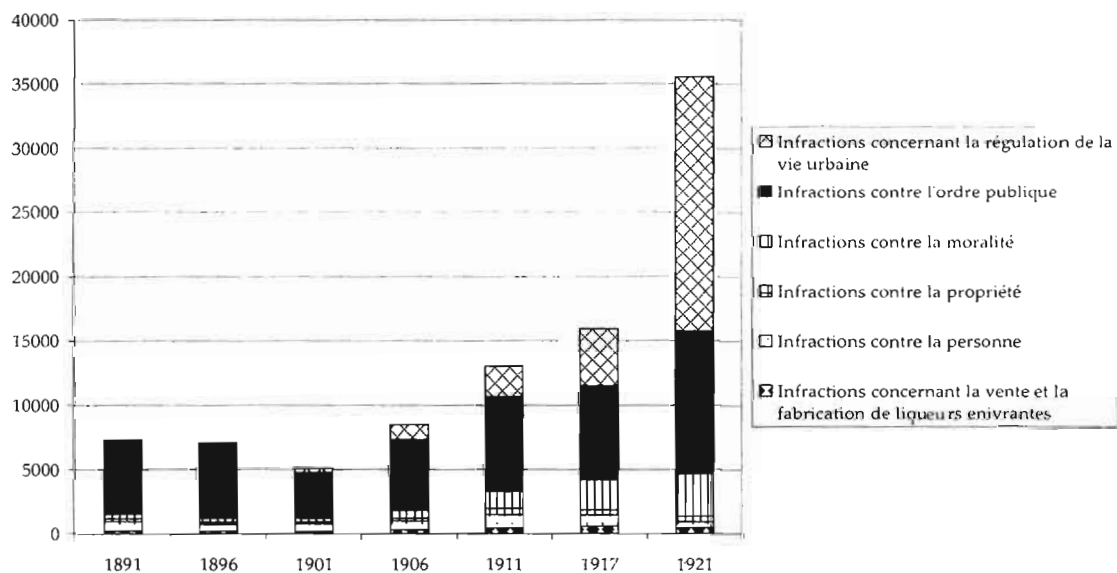
CANADA, « Statistiques criminelles », *Documents de la Session*, 1891-1921.

**Figure 1.2** Plaintes déposées devant la Cour du Recorder de Montréal, par catégorie d'infraction, 1891-1921.



Source : AVM, *Rapports annuels de la Cour du Recorder de Montréal*, 1891-1921.

**Figure 1.3** Jugements sommaires, district judiciaire de Montréal, par catégorie d'infraction, 1891-1921



Source : CANADA, « Statistiques criminelles », *Documents de la Session*, 1891-1921.



Puis, d'autre part, cette augmentation peut aussi être attribuée à l'accroissement pharamineux des causes concernant la régulation de la vie urbaine à la fin des années 1910 (Figure 1.3). Ceci correspond à l'importante hausse des cas concernant la réglementation de la conduite automobile durant ces années. En effet, comme l'ont constaté divers auteurs, l'arrivée et la popularisation de la voiture motorisée dans les années 1910 et sa réglementation de plus en plus importante ont pour effet d'entraîner une croissance exponentielle du nombre de plaintes relatives à cette activité<sup>34</sup>. En même temps, l'arrivée de l'automobile signifie également, comme l'a souligné Clive Emsley, une transformation tant dans le travail des policiers que dans le rôle même des cours de justice qui, à présent portent leur attention non plus exclusivement sur les populations marginales et aux exclus comme au XIX<sup>e</sup> siècle, mais à l'ensemble de la population<sup>35</sup>.

Comme on peut le constater en observant ces statistiques, l'activité des cours est largement dominée par la punition de trois types de délits durant la période étudiée ici : les infractions concernant la régulation urbaine, dont celles relatives à la conduite automobile, les infractions contre l'ordre public et à un moindre degré, les crimes contre la moralité, tout particulièrement la tenue et la fréquentation des maisons closes. Dans la mesure où ces types de poursuites étaient entamées presque exclusivement<sup>36</sup> par les policiers ou autre agents de l'État, les statistiques des

---

<sup>34</sup>Voir, entre autres, Howard Taylor, «Forging the Job: A Crisis of "Modernization" or Redundancy for the Police in England and Wales, 1900–39», *British Journal of Criminology*, (1999) 39, pp. 113–136; Clive Emsley, « 'Mother, What Did Policemen Do When There Weren't Any Motors?' The Law, the Police and the Regulation of Motor Traffic in England, 1900–1939», *Historical Journal*, 36, 2, (1993), pp. 357–381.

<sup>35</sup> Emsley, *op. cit.*

<sup>36</sup> Il arrive toutefois que certaines procédures concernant des plaintes contre l'ordre public soient initiées par des particuliers, tout particulièrement celles pour vagabondage. Nous reviendrons sur cette question dans le second chapitre de la thèse.

cours montréalaises confirment la domination de ces derniers sur la procédure judiciaire. Il n'en demeure pas moins que, même si les particuliers ne sont plus responsables que d'une minorité des poursuites entendues devant ces tribunaux, le recours à la justice criminelle demeure, du moins jusqu'au milieu des années 1910, une ressource fréquemment utilisée par les membres des classes populaires.

## **1.2 Cours, spectateurs et plaignants : l'utilisation populaire des cours de justice au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.**

Bien que durant la période étudiée ici, la majorité des plaintes sont entamées par des représentants de l'État, les classes populaires entretiennent toujours une relation complexe avec ces instances. Source de répression, mais également d'amusement et de résolution de conflits, les tribunaux inférieurs font partie inhérente de la culture populaire au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Cependant, tout tend à indiquer que la relation entre les individus et les cours se modifie de façon importante à la fin des années 1910.

### **1.2.1 L'usage populaire des cours**

L'important nombre de causes qui sont jugées devant ces institutions, tout particulièrement devant la CRM, font de ces dernières des cours de justice aussi grouillantes qu'expéditives. En effet, il n'était pas rare que les Records entendent plusieurs dizaines de procès quotidiennement. Ainsi le rapport annuel de la CRM pour l'année 1905 indique que le nombre de plaintes jugées s'est parfois élevé jusqu'à 80 par jour durant cette année-là<sup>37</sup>. De même, un article paru dans le journal *La Presse* en juillet 1901, mentionne qu'au cours d'un matin, la liste des prévenus « contenait 44 noms qui occupèrent l'attention du tribunal durant une heure et

---

<sup>37</sup> AVM, *Rapport annuel de la Cour du Recorder pour l'année 1905*, p. 6.

de mi »<sup>38</sup>. La rapidité avec laquelle les magistrats expédiaient les affaires, tout comme le fait que les accusés étaient rarement défendus par des avocats, mais qu'ils assuraient la plupart du temps eux-mêmes –et souvent de façon maladroite– leur défense, sont parmi les facteurs qui concouraient à conférer un caractère plutôt informel, voir même désordonné, à ces cours<sup>39</sup>. Le caractère modeste des locaux où siégeaient ces instances contribue également à cette impression. Dans le cas de la Cour de police, bien que celle-ci ait été située dans le Palais de justice, ses locaux ne semblent pas avoir été tout à fait adaptés aux besoins de cette dernière. Ainsi, en 1895, les Juges Denoyers et Sicotte font appel au Procureur général de la province de Québec lui demandant d'améliorer les salles «où se trouvent les employés du bureau de police, où le public est reçu et où les plaintes sont faites dans un pêle-mêle et un brouhahas qui n'est pas convenable»<sup>40</sup>. La situation semble toutefois avoir été encore plus grave à la CRM. Dans le cas de cette dernière, les séances seront tenues durant plusieurs décennies dans un local situé à même l'Hôtel de ville. Les sources indiquent que cet endroit était peu propice à recevoir les dizaines de personnes qui transitaient par là quotidiennement. En effet, les Records se plaignent à plus d'une reprise de l'exiguïté de la cour et du manque d'aération dans ce lieu<sup>41</sup>. Cette situation, ainsi que l'importante augmentation du nombre des procès entendus devant ce tribunal dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, amèneront les autorités

---

<sup>38</sup> *La Presse*, 8 juillet 1901, p. 10.

<sup>39</sup> Ceci a également été noté par d'autres auteurs qui ont étudié ce même type d'institution. Voir, entre autres, Jennifer Davis, «A Poor Man's System of Justice: The London Police Courts in the Second Half of the Nineteenth-Century», *The Historical Journal*, Vol. 27, No. 2. (June, 1984), p. 316.; Paul Craven, «Law and Ideology : The Toronto Police Court 1850-80 », dans David H. Flaherty (dir.), *Essays in the History of Canadian Law II*, University of Toronto Press, 1983, pp. 265-267.

<sup>40</sup> BAnQQ, E-17, *Dossiers civils et criminels*, 2644/1895.

<sup>41</sup> *La Patrie*, 8 août, 1912, p. 8. Voir aussi, AVM, VM17, *Bureau des commissaires, procès-verbaux*, vol. 1, du 15 février au 30 mai 1910, p. 91.

municipales à voir à la construction d'un nouvel édifice afin de loger la CRM. En janvier 1914, cette dernière déménagera dans ses nouveaux locaux situés dans l'annexe de l'Hôtel de ville, récemment érigée sur la rue Gosford, lieu où siège toujours la Cour municipale de Montréal.

Tel que le souligne Paul Craven dans son étude sur la Cour de police de Toronto, le mauvais état des lieux et le désordre qui régnait dans ce type de tribunal concouraient à faire en sorte que ces institutions se caractérisaient par leur manque de majesté<sup>42</sup>. Le fait que les juges et autres officiers n'aient pas revêtu d'habits reliés à leurs fonctions contribuait également en ce sens. Ainsi, en 1903, le Grand Connétable demande au Procureur général de leur fournir des costumes tout en affirmant que cela les aiderait sans doute dans leur travail, notamment, « afin de maintenir l'ordre dans la cour »<sup>43</sup> :

Nous croyons que lorsque nous agissons comme officiers dans ces circonstances, il serait préférable pour nous d'avoir un costume spécial, indiquant nos fonctions, et, lorsque nous avons à faire respecter notre autorité, il nous est toujours plus facile de le faire avec un costume spécial. [...] Nos salaires sont si peu élevés que nous croyons que le département n'hésiterait pas à nous fournir des costumes nécessaires, ou qu'il nous allouera une somme suffisante pour cela.<sup>44</sup>

De la même manière, en août 1902, le Recorder Weir et le greffier de la CRM, L. A. Lefebvre décideront de revêtir pour une première fois une toge lors d'une séance de la cour. Ceci, selon le Recorder, afin de rendre à cette dernière « un peu

---

<sup>42</sup> Craven, *Loc. cit.*, p.265. Voir aussi dans la même optique: John C. Weaver, *Crimes, Constables, and Courts. Order and Transgression in a Canadian City, 1816-1970*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, p.72

<sup>43</sup> BAnQQ, E-17, *Dossiers civils et criminels*, 1442/1903

<sup>44</sup> *Ibid.*

plus de majesté et d'éclat »<sup>45</sup>. On notera toutefois que, quelques jours plus tard, le Recorder Poirier décidera de ne pas en faire autant dans la mesure où, d'après lui, à la Cour de police, les magistrats ne jugeaient pas opportun de porter ladite toge<sup>46</sup>. Le caractère quelque peu chaotique et informel de ces tribunaux était également causé par la présence de nombreux spectateurs qui venaient quotidiennement assister aux séances. En prenant l'exemple de la Cour de police de Toronto, Paul Craven a mis l'emphasis sur le rôle des tribunaux criminels inférieurs dans la culture populaire dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, soulignant, entre autres, la participation active de l'assistance; « The crowd's purpose in attending was complex : partly for warmth, partly for comradeship, and in greater part, for sheer fun »<sup>47</sup>. Ceci semble également être le cas des cours faisant l'objet de notre étude. Nos sources montrent que c'est surtout à la CRM que les curieux venaient quotidiennement assister aux séances, sans doute parce que cette dernière était le tribunal le plus occupé de la ville, et aussi dans la mesure où c'est par là que transitaient la plupart des causes relatives aux populations désœuvrées, dont l'ivresse, le vagabondage, la prostitution de rue entre autres. La présence de spectateurs dans ces tribunaux ne manquait cependant pas de provoquer la désapprobation de certains membres des classes bourgeoises qui comprenaient mal ce type de pratique populaire. À titre d'exemple, cet extrait d'une nouvelle publiée en 1877 qui fait part de la perception de l'auteur sur l'ambiance qui régnait à la CRM :

Perhaps it was the desire to get a little warmth into their half-frozen limbs which caused the crowd filling the gallery of the Recorder's Court, Montreal, on this particular

---

<sup>45</sup> *La Patrie*, 27 août 1902, p. 8.

<sup>46</sup> *La Patrie*, 2 septembre 1902, p. 8.

<sup>47</sup> Craven, *loc. cit.*, p. 272.

morning to be so great; but far more likely, it was that curious and depraved taste which delights in witnessing the punishment of others, which so large a number of Montrealers, especially amongst the lower orders, seem to have.<sup>48</sup>

Bien que la plupart des juges semblent avoir toléré la présence de nombreux curieux dans leur cour, certains d'entre eux pouvaient parfois se montrer irrités par ce phénomène. Ceci dans la mesure où la turbulence de certains spectateurs dérangeait les procédures ou encore quand ils considéraient que la présence de ces derniers témoignait d'un intérêt mal convenu. Par exemple, en février 1910, le Recorder Weir proteste publiquement contre l'important nombre de personnes venues assister aux procès concernant la prostitution, ajoutant que « the increase in the attendance of spectators, who seem to take a morbid interest in such proceedings, I believe tends to diminish respect for womankind [...] »<sup>49</sup>. On notera toutefois que bien que certaines sources témoignent de la présence de nombreux spectateurs à la CRM et à la Cour de police, durant la période étudiée ici, il est fort probable que les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle aient été témoins d'un déclin de cette pratique, devant l'émergence d'autres formes de divertissement populaire. Malheureusement, l'absence d'informations ne nous permet pas de confirmer cette hypothèse.

### 1.2.2 Les plaignants devant les cours.

La participation du public aux procès, ainsi que la présence de rapports quotidiens des activités des tribunaux dans les journaux contribuaient probablement

---

<sup>48</sup> John Arthur Phillips, « From Bad to Worse », *From Bad to Worse and A Terrible Christmas, Three Stories of Montreal Life*, Montreal, Lovell, 1877, p.158.

<sup>49</sup> *Montreal Daily Witness*, 8 février 1910, p. 1.

à établir une certaine familiarité entre les membres des classes populaires et ces instances. Qui plus est, les juges de la Cour de police et tout particulièrement les *Recorders* étaient des figures bien connues au sein de la communauté. Il n'est sans doute pas faux de penser que ces facteurs, ainsi que le fait que ces institutions dispensaient une justice accessible et expéditive, concouraient à ce que les individus en disposent afin de régler leurs propres problèmes. La problématique de la relation entre les populations urbaines et les cours de justice au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles en est une qui a été l'objet d'un intérêt considérable par les historiens. Plusieurs d'entre eux ont mis l'emphasis sur la transformation que subit le rapport entre les cours criminelles et les individus, alors que s'estompe la justice d'Ancien régime. L'idée généralement avancée est que ces divers changements ont pour effet de créer un système judiciaire davantage axé sur les besoins de l'État, plutôt que sur ceux des individus. Allen Steinberg, entre autres, avance que si, dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autorité de la loi était basée sur son utilisation volontaire par les classes ouvrières et sur le lien direct que celles-ci entretiennent avec les cours, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ce rapport a disparu. À cette date, avance-t-il, avec la domination de la police sur le processus judiciaire, le système de justice repose davantage sur une relation bureaucratique et coercitive exercée par les forces policières sur les classes populaires<sup>50</sup>. En même temps, d'autres auteurs tendent à avancer que la fin de l'Ancien régime ne marque pas une transformation aussi radicale dans le rapport entre la justice criminelle et les classes populaires. Au contraire, soutiennent-ils, on peut remarquer certains éléments de continuité entre les pratiques judiciaires d'Ancien régime et celles de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, Jennifer Davis critique des auteurs comme Douglas Hay et E. P.

---

<sup>50</sup> Allen Steinberg, *The Transformation of Criminal Justice Philadelphia, 1800-1880*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1989, pp. 77-78.

Thompson qui, selon elle, ont surestimé le degré, la volonté ainsi que la capacité de l'État du XIX<sup>e</sup> siècle d'intervenir dans la vie des citoyens. Ainsi, elle souligne qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré la présence d'une force policière et d'une magistrature professionnelle, les habitants de la ville de Londres continueront à résoudre une grande partie de leurs conflits de façon informelle au sein de la communauté. De plus, à cause de la grande impopularité de la police auprès de la classe ouvrière à cette époque, les autorités ne chercheront pas à ce que les cours agissent de concert avec les forces policières. Au contraire, on veillera à ce que les cours de magistrat continuent à offrir certains des mêmes services que les tribunaux du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme par exemple, la distribution d'argent aux pauvres, la médiation des conflits familiaux et le versement de pensions aux mères d'enfants illégitimes. Tout cela afin que les classes populaires aient recours au système de justice de manière volontaire et qu'elles en viennent éventuellement à accepter la loi et donc implicitement les définitions de l'ordre social établies par l'État<sup>51</sup>. Selon Davis, ce rôle social des cours de magistrat s'estompe toutefois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment parce que, pour les magistrats, il s'avère de plus en plus difficile de devoir à la fois répondre aux demandes de la classe ouvrière et travailler conjointement avec les forces policières dans la répression du désordre public. Progressivement, les particuliers cessent de faire appel aux cours et parallèlement, pour une majorité d'individus, une interaction avec le système judiciaire devient synonyme de déviance et le fait d'une population marginale étiquetée comme criminelle.<sup>52</sup> Nos propres recherches dans les archives judiciaires ne nous permettent pas de confirmer, comme le fait Jennifer Davis, qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les classes populaires se sont dissociées des cours de justice criminelle. Dans le cas de Montréal, on remarque que les plaintes

---

<sup>51</sup> Jennifer Davis, « A Poor Man's System of Justice : The London Police Courts in the Second Half on the Nineteenth Century », *Historical Journal*, vol. 27, no. 2, 1985, p. 335.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 334-335.



amenées par des particuliers sont en effet minoritaires. Il n'en demeure pas moins qu'elles constituent une proportion significative de l'ensemble des procédures entamées devant les tribunaux de justice criminelle durant une bonne partie de la période faisant l'objet de notre étude. Ainsi, en 1901 et 1911, les plaintes initiées par des particuliers forment un peu moins du 1/5 de l'ensemble des causes entendues devant la CRM et la Cour de police (Tableau 1.1).

**Tableau 1.1 Types de plaignants, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.**

|                               |   | 1901   | 1911   | 1921   |
|-------------------------------|---|--------|--------|--------|
| <b>Particulier</b>            | % | 17,97% | 18,10% | 9,19%  |
|                               | n | 335    | 635    | 453    |
| <b>Représentant de l'État</b> | % | 67,92% | 69,44% | 77,00% |
|                               | n | 1266   | 2436   | 3797   |
| <b>Information manquante</b>  | % | 14,11% | 12,46% | 13,81% |
|                               | n | 263    | 437    | 681    |
| <b>Total</b>                  | % | 100%   | 100%   | 100%   |
|                               | n | 1864   | 3508   | 4931   |

Sources : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921.

BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

Comme nous le verrons dans les chapitres 3 et 4, ces tribunaux constituent toujours à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle d'importants lieux où les individus amènent divers types de situations problématiques; pauvreté, violence, conflits familiaux, etc., dans le but qu'elles soient résolues. On remarquera également que la majorité de ces plaignants sont d'origine ouvrière. En effet, les données socioprofessionnelles recueillies à partir des dossiers judiciaires consultés nous permettent de constater que pour nos trois années d'échantillon, 34,6% des requérants pratiquent un métier qualifié (forgeron, menuisier, mécanicien, etc.) et 21,5% déclarent être des travailleurs non qualifiés (journaliers, servantes, commis,

etc.)<sup>53</sup>. En ce qui concerne les autres demandeurs, une large fraction, soit 25,8% d'entre eux, fait partie de la catégorie des commerçants. On doit cependant préciser qu'il ne s'agit généralement pas de grands marchands, mais la plupart du temps, de propriétaires de petites épiceries ou de divers types de boutiques. Puis, 14,4% des plaignants déclarent pratiquer un métier faisant partie de la catégorie des cadres et cols blancs et seulement 3,7% de celui des professions libérales<sup>54</sup>. On notera aussi qu'une fraction considérable de ces procédures sont initiées par des femmes puisque celles-ci sont à l'origine de 46,8% des plaintes déposées par des particuliers durant nos trois années d'échantillon<sup>55</sup>. En somme, malgré le fait que les membres des classes moyennes et de la bourgeoisie sont présents parmi les demandeurs, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, un tel recours à la justice criminelle, constitue avant tout le fait des classes populaires. Qui plus est, la présence importante des femmes chez les plaignants tend à montrer que ceci correspond à un recours qui est très souvent recherché par ceux qui sont les plus susceptibles d'être les victimes de discrimination en relation à leur position sociale et leur sexe. En même temps, comme nous le verrons dans les chapitres 3 et 4, les raisons qui amènent les femmes et les hommes à déposer des requêtes devant la justice criminelle sont substantiellement différentes. Dans le cas des hommes, ces derniers font essentiellement appel à ces tribunaux dans le but de défendre leur propriété, ainsi que leur intégrité physique vis-à-vis la violence perpétrée par d'autres hommes. En ce qui concerne les femmes, leur présence dans la cour est éminemment liée au statut

---

<sup>53</sup> Ce pourcentage correspond au calcul effectué sur un total de 8922 plaintes au sein de notre échantillon de causes qui furent déposées au cours des années 1901, 1911 et 1921 et pour lesquelles nous avons pu identifier l'occupation du plaignant. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> *Ibid.*

inférieur qui leur est conféré par le biais du mariage. Ainsi, 85,8%<sup>56</sup> des plaignantes déclarent être mariées et 73,4% des procédures amorcées par des femmes mariées visent leurs conjoints<sup>57</sup>.

En même temps, la place relativement importante qu'occupent les particuliers parmi les plaignants ici ne doit pas occulter le rôle croissant des forces policières et autres agents de l'État dans le processus judiciaire. En effet, tout semble indiquer qu'au début des années 1920 la proportion occupée par les plaintes initiées par les particuliers a grandement diminué<sup>58</sup> (Tableau 1.1). À quoi attribuer cette quasi disparition des particuliers parmi les plaignants devant les cours à la fin de la période étudiée ici? Ceci correspond à un phénomène qui a été remarqué par plusieurs auteurs<sup>59</sup>. D'après Barry Godfrey, ceci s'explique par divers facteurs dont, entre autres, l'importante augmentation des causes concernant la régulation de la vie urbaine, tout particulièrement celles relatives à la réglementation de la conduite automobile, la professionnalisation des cours qui a pour effet d'aliéner les classes populaires de ces institutions, puis l'augmentation du nombre d'avocats de la défense devant ces tribunaux qui dissuadent les victimes de plaider elles-mêmes

---

<sup>56</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Ceci est le résultat d'un calcul effectué sur un total de 450 causes dans lequel l'état civil de la plaignante est indiqué.

<sup>57</sup> *Ibid.* Ceci est le résultat d'un calcul effectué sur un total de 389 causes pour lesquelles le lien entre l'accusé et la plaignante a pu être établi.

<sup>58</sup> Aussi, on notera que si pour l'année 1921, le pourcentage calculé à partir de notre échantillon de causes indique que 7,9% des plaintes sont initiées par des particuliers, dans la réalité cette proportion est sans aucun doute encore moins importante. Ceci, dans la mesure où nous n'avons pu inclure, pour cette année là, les causes concernant la régulation de la conduite automobile entendues devant la Cour de police.

<sup>59</sup> Voir entre autres, Barry Godfrey, *loc. cit.* ainsi que Clive Emsley, *Crime and Society in England, 1750-1900*, 3e édition, Themes in British Social History, Harlow, Pearson Longman, 2005, p.195-196.

leurs causes<sup>60</sup>. Aussi, rajoute l'auteur, on constate que les policiers ont de plus en plus tendance à devenir les initiateurs de types de plaintes qui auparavant étaient initiées par les victimes elles-mêmes, comme celles concernant les crimes contre la personne<sup>61</sup>. Pour notre part, les sources nous permettent difficilement d'expliquer les causes derrière ceci. Toutefois, nous croyons qu'il est fort probable que les individus se soient tournés de façon de plus en plus systématique vers les forces policières afin de régler certains conflits et que par conséquent ils aient délaissé les cours. En effet, durant ces années, la présence des policiers augmente dans la ville et les postes de police continuent à s'implanter progressivement dans les divers quartiers<sup>62</sup>. Aussi des améliorations technologiques, comme le téléphone ou l'automobile permettent aux constables d'être plus facilement accessibles pour les habitants de la cité<sup>63</sup>. Faire appel aux constables s'avérerait sans doute une solution plus facile, plus rapide et moins dispendieuse que de déposer une plainte devant la cour et dans cette optique, il est possible de penser que plusieurs individus aient choisi cette option.

La diminution importante des particuliers parmi les plaignants ne veut toutefois pas dire que ces derniers aient totalement abandonné ces institutions à la fin de la période étudiée ici. Comme nous le verrons dans les chapitres 3 et 4 de cette thèse, ceux-ci sont toujours présents devant ces tribunaux. En même temps, la relation entre les classes populaires et les cours change indéniablement durant cette période. Alors que les individus se tournent de plus en plus vers les postes de police

---

<sup>60</sup> Godfrey, « Changing Prosecution... », p. 175. Voir également du même auteur, « Sentencing, Theatre, Audience and Communication: The Victorian and Edwardian Magistrates' Courts and their Message », dans Benoît Garnot, (dir.), *Les témoins devant la justice*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes, pp. 161-171.

<sup>61</sup> Godfrey, « Changing Prosecution... », pp. 176-180.

<sup>62</sup> Voir Jean Turmel, *Le Service de police de la cité de Montréal, (1909-1971) : étude rétrospective sur son organisation*, Montréal, s. n., 1974, pp. 39-41 et 54-56.

<sup>63</sup> *Ibid.*, pp. 51-55.

ou d'autres lieux de résolutions de conflits<sup>64</sup>, les tribunaux en viennent sans doute à former une ressource de dernier recours, une solution envisagée uniquement pour les cas extrêmes.

### 1.3 Le parcours des plaintes.

Lorsqu'un individu décidait de loger une plainte, ce dernier se dirigeait généralement vers la CRM ou la Cour de police afin d'y être assermenté et d'offrir sa déposition<sup>65</sup>. Ceci ne garantissait toutefois aucunement qu'un procès aurait lieu. La loi permettait en effet aux magistrats de rejeter les plaintes s'ils considéraient que les preuves n'étaient pas suffisamment accablantes pour justifier la tenue d'une telle procédure. Un important nombre de causes ne franchissaient d'ailleurs pas cette étape. L'analyse de notre corpus de causes nous indique en effet que 4,3% des plaintes déposées durant l'ensemble de nos années d'échantillon sont rejetées par le magistrat<sup>66</sup>. Il faut toutefois remarquer que ce taux est substantiellement plus élevé parmi les requêtes déposées par des particuliers, comparativement à celles initiées par la police ou autres agents de l'État. En effet, dans le premier cas 16,3% des plaintes seront renvoyées, alors que dans le second, la proportion n'est que de

---

<sup>64</sup> On pense ici notamment, aux diverses associations de protection des femmes et des enfants. Nous verrons dans le chapitre 3 l'importante fonction que celles-ci occupent dans la prise en charge des cas de violence conjugale et de refus de pourvoir. Ceci n'empêche pas que ce type de causes continue à être entendu devant les cours. Ces associations sont par ailleurs très actives pour ce qui est de diriger certaines plaignantes vers les tribunaux. Il n'en demeure pas moins qu'il est probable qu'un nombre important de cas qui autrement auraient pris en charge par la cour, le sont à présent par ces organismes.

<sup>65</sup> On notera que parmi les dossiers judiciaires, on observe également un très petit nombre de cas où les plaintes avaient été déposées devant un juge de paix mais dont la cause avait été subséquemment dirigée vers la Cour de police. Généralement, il s'agit de dossiers concernant des infractions pouvant être jugées par voie de mise en accusation qui requéraient la tenue d'une enquête.

<sup>66</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

2,3%<sup>67</sup>. L'information incluse dans les dossiers judiciaires ne nous permet pas de connaître les raisons qui ont justifié la décision des juges de renvoyer la plainte. Il est probable que, dans certains cas, ceci ait été justifié par le fait que les preuves rapportées n'étaient pas suffisamment accablantes pour entamer des procédures ou à cause d'irrégularités dans le processus judiciaire. Aussi, comme nous le verrons plus loin dans les chapitres 3 et 4, de telles mesures étaient souvent appliquées quand le plaignant ne se présentait pas en cour. On remarque notamment un tel phénomène dans les procès pour violence interpersonnelle, tout particulièrement les cas de violence conjugale, ainsi que dans les procès pour refus de pourvoir<sup>68</sup>. Il semble en effet, que dans ces cas, les plaignants aient fréquemment considéré que le seul fait de déposer une plainte s'avérait une mesure suffisante. On notera toutefois que pour les femmes la situation de dépendance économique dans laquelle elles se trouvaient vis-à-vis leur époux doit avoir grandement déterminé ce choix. En théorie, lorsque l'infraction était punissable par conviction sommaire, les juges avaient le droit d'émettre un mandat contre les plaignants qui se montraient récalcitrants à se présenter en cour ou encore de poursuivre le procès en leur absence<sup>69</sup>. Cependant, tout semble indiquer que de telles mesures étaient très rarement prises par les juges qui, dans ces cas, optaient généralement pour libérer les accusés.

---

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> En effet, le pourcentage de plaintes qui sont renvoyées dans les causes concernant ces infractions est particulièrement élevé. Ainsi, pour les causes concernant la violence interpersonnelle entre hommes, 15,1% des plaintes sont renvoyées, dans le cas des procès concernant de la violence conjugale, la proportion est de 12,1%. Puis, en ce qui concerne les accusations pour refus de pourvoir à la famille elle est de 21,6%. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>69</sup> Magloire Lanctôt et B. A.-T. De Montigny, *Le livre du Magistrat*, 2<sup>e</sup> édition revue et corrigée, Montréal, J. M. Valois et cie. Éditeurs, 1896, pp. 223-225.

Lorsque la plainte était retenue, un mandat était émis et le prévenu comparaissait une première fois en cour afin d'émettre son plaidoyer. Si ce dernier plaidait coupable à l'accusation formulée contre lui, une sentence était émise par le juge. Dans le cas contraire, le traitement de la cause dépendait de la gravité de l'infraction et des dispositions de la loi à leur égard. Dans le cas des crimes punissables par conviction sommaire, le procès avait lieu directement devant le magistrat de police ou encore le Recorder, tout dépendant de l'infraction faisant objet de l'accusation. On notera par ailleurs que ceci concerne la très grande majorité des causes déposées devant les cours de justice criminelle montréalaises. Ainsi, nous avons pu constater que 97,3% des plaintes déposées sont jugées directement devant ces tribunaux inférieurs<sup>70</sup>. En ce qui concerne les infractions punissables par voie de mise en accusation, le prévenu comparaissait devant la Cour de police. Aussi, si ce dernier offrait un plaidoyer de non culpabilité, le juge ordonnait tenue d'une enquête préliminaire, à suite de laquelle il décidait s'il y avait matière à procès. S'il jugeait que les preuves rapportées ne justifiaient pas le maintien de la procédure, l'accusé était libéré. Dans le cas contraire, la plainte était maintenue. Aussi, dans la mesure où la loi permettait de juger certaines infractions punissables par voie de mise en accusation de manière sommaire, les prévenus faisant l'objet de telles poursuites avaient le choix de comparaître devant la Cour des Sessions Spéciales ou encore de subir un procès devant jury devant la Cour du Banc du Roi<sup>71</sup>. Dans la mesure où la tenue d'un procès devant cette dernière impliquait des procédures

---

<sup>70</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911. BAnQM, TL32, 1901 et 1911. On notera que pour effectuer ce calcul nous avons retenu seulement les plaintes déposées au cours des années 1901 et 1911. Nous avons omis d'inclure celles déposées devant l'année 1921, dans la mesure où, comme nous l'avons mentionné plus haut, pour cette année là, nous n'avons pas pu inclure dans notre corpus les nombreux cas concernant la réglementation de la conduite automobile.

<sup>71</sup> On notera cependant que les crimes graves, comme les cas de meurtre, étaient automatiquement dirigés vers la Cour du Banc du Roi/Reine.

beaucoup plus longues et coûteuses, la première option était celle choisie par la très grande majorité des prévenus. Ainsi, sur la totalité des causes impliquant une infraction punissable par voie de mise en accusation, seulement un défendeur sur dix voyait sa cause transférée devant les Assises, le reste était jugé devant la Cour des Sessions Spéciales<sup>72</sup>.

Les données tirées de nos sources nous indiquent que sur l'ensemble des plaintes déposées par des particuliers, 12,7% d'entre elles seront retirées par le requérant avant l'énonciation d'un verdict<sup>73</sup>. Bien que les raisons précises derrière une telle attitude demeurent inconnues, il est fort probable que, très souvent, ces procédures aient été abandonnées car les plaignants considéraient qu'il s'avérerait inutile de les poursuivre. Comme nous verrons dans le chapitre 3, ceci semble avoir été fréquemment le cas pour les plaintes pour violence conjugale, ainsi que celles pour refus de pourvoir. En effet, une large fraction de ces plaintes étaient abandonnées en cours de route par les plaignantes dans la mesure où, entre autres, les maris accusés promettaient de changer leur comportements ou de payer une pension. Aussi, la possibilité que ces derniers soient condamnés à l'amende ou à l'emprisonnement s'avérerait une option que bien des plaignantes essayaient d'éviter.

Les avocats semblent avoir été peu présents dans les procédures entendues devant les cours inférieures. Toutefois, l'irrégularité avec laquelle cette information est incluse dans les archives judiciaires ne nous permet pas de mesurer avec

---

<sup>72</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911. BAnQM, TL32, 1901 et 1911. Ceci est le résultat d'un calcul effectué sur un total de 142 plaintes déposées durant les années 1901 et 1911 incluses dans notre échantillon et qui impliquent des crimes punissables par voie de mise en accusation.

<sup>73</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.



précision leur participation dans ces causes<sup>74</sup>. Les renseignements que nous avons retrouvés dans les documents judiciaires ainsi que dans les rapports des cours dans les journaux inclinent dans ce sens. Dans le cas des poursuites intentées par la Couronne, cette dernière était représentée par le Greffier de la cour dans le cas de la CRM<sup>75</sup>. En ce qui concerne la Cour de police, nous n'avons cependant pas retrouvé d'informations sur ce sujet.

Malheureusement, les archives judiciaires ne nous renseignent pas sur les échanges qui avaient lieu durant les procès. Seuls les rapports des causes entendues devant les cours inclus dans les journaux de l'époque font parfois état des paroles prononcées par les juges et les parties dans les salles d'audience de la Cour de police et de la CRM. En même temps, ces comptes-rendus rapportaient rarement ces procédures de manière neutre, mais plutôt en modelant le discours des prévenus afin d'en faire des figures stéréotypées. Cela, dans le but de condamner moralement les franges les plus marginales des classes populaires et par le fait même, faire valoir les valeurs propres à la bourgeoisie sur la respectabilité féminine et masculine<sup>76</sup>. En même temps, comme nous le verrons plus en détail dans les prochains chapitres de cette thèse, tout semble indiquer que les individus accusés devant les cours de justice criminelle restaient rarement passifs durant ces procédures, mais avaient

---

<sup>74</sup> L'important nombre de causes qui ont été prélevées à partir des plumitifs, dans lesquels cette information n'est jamais incluse, nous permet en effet mal de mesurer la présence des avocats dans les procès entendus devant les cours inférieures montréalaises durant cette période.

<sup>75</sup> *Charte de la Cité de Montréal*, 62 Vict. Cap 58, art. 479. Comme nous le verrons dans le chapitre 2, la CRM aura recours à la fin des années 1910, aux services d'un procureur. D'après nos connaissances, cela sera toutefois de courte durée.

<sup>76</sup> Sur une telle utilisation des comptes-rendus des activités des cours de justice inférieure dans les journaux de cette époque, voir notamment, Chris Burr, «'Roping in the Wretched, the Reckless, and the Wronged'. Narratives of the Late Nineteenth-Century Police Court», *Left History*, vol. 3, no. 1 (1995), pp. 83-108.

fréquemment recours à diverses tactiques afin de tenter d'assurer leur liberté, comme de justifier leurs actes ou se défendre. Ces derniers pouvaient aussi faire preuve de rébellion<sup>77</sup>. De même, les plaignants pouvaient également modeler leur discours afin d'assurer la sympathie de la cour à leur égard<sup>78</sup>. Des pistes nous montrent aussi que les amis ou la parenté des accusés tentaient également parfois d'exercer une influence sur la décision des magistrats en les approchant lors des séances de la cour, dans leurs chambres et même dans leurs demeures. Certains juges ne manqueront pas de se plaindre de ce fait, comme par exemple, le Juge Dugas de la Cour des Sessions spéciales de la paix :

I wish to draw the attention of the public generally to an abuse which has reached such a height that it is time it was stopped. I refer to the fact that there is hardly a case which is brought before this court, or even the police court, where parties, either relatives or friends are not trying to approach the judges in order to influence them in favor of the prisoner. Everyday not only are their rooms besieged by such people, but they are stopped in the streets, and besieged day and night at their houses for the same purpose. When possible they are turned out politely but it is necessary to inform the public that such proceedings will be tolerated no longer.<sup>79</sup>

Il est difficile de savoir si les tactiques employées par les défendeurs, les accusés, leurs parents et amis auront un effet sur les actions posées par les juges. Il n'en demeure pas moins que la loi concernant la justice sommaire conférait un important pouvoir aux magistrats pour ce qui est de décider de l'aboutissement des plaintes. En théorie, les décisions prises par ces derniers devaient être le fruit d'un examen objectif des faits rapportés devant eux. Plusieurs travaux historiques ont

---

<sup>77</sup> Sur l'utilisation de telles tactiques par les populations accusées devant les cours voir, entre autres, Joan Sangster, *op. cit.*

<sup>78</sup> Voir notamment les chapitres 3 et 4 de cette thèse.

<sup>79</sup> *Montreal Daily Witness*, 5 janvier 1897, p.3.

toutefois bien démontré comment les perceptions de classe, de genre et de race jouaient un rôle important dans le traitement que les juges réservaient aux individus qui étaient amenés devant eux. Ces magistrats étaient tous issus de la bourgeoisie anglo-saxonne ou francophone. Certains d'entre eux, comme Stanley Weir, avaient fait d'importantes carrières comme avocats<sup>80</sup>. D'autres, tels Amedée Geoffrion, Recorder de 1912 à 1927, et François-Xavier Dupuis, Recorder de 1907 à 1912, avaient fait des incursions dans le domaine de la politique avant d'être nommés à leur poste comme magistrat<sup>81</sup>. Pour ces juges, l'existence de la pauvreté et du crime demeuraient avant tout liée à des facteurs moraux. Ainsi, comme nous le verrons plus spécifiquement dans les chapitres subséquents de cette thèse, la plupart d'entre eux croyaient que la source de phénomènes comme la pauvreté, la criminalité et la violence conjugale se trouvait dans la consommation de boissons alcoolisées. Ces derniers étaient aussi convaincus que les facteurs qui poussaient des jeunes femmes vers la prostitution étaient avant tout liés aux mœurs douteuses de ces dernières plutôt qu'à l'absence de ressources économiques. De même, ils croyaient également que les immigrants avaient davantage tendance à faire preuve de comportements déviants. On notera à cet effet les propos du Recorder Geoffrion prononcé au congrès des municipalités en 1924 :

Consultez les statistiques de nos cours d'assises et des nos tribunaux de police, et vous constaterez que les étrangers, toute proportion gardée, y occupent la place de déshonneur.

---

<sup>80</sup> Robert Stanley Weir est également reconnu pour être l'auteur de la version anglaise de l'hymne national canadien, *O' Canada*. Ignace Deslauriers, *Les cours de justice et la magistrature du Québec : cour provinciale, cour des sessions de la paix, tribunal de la jeunesse, cour municipale*, Québec, Ministère de la Justice, 1991-1992, p. 279.

<sup>81</sup> Amédée Geoffrion fut en effet débuté libéral dans le comté de Chambly de 1908 à 1912. (<http://www.assnat.qc.ca/fra/membres/notices/g-i/GEOFA.htm>). François-Xavier Dupuis pour sa part fut député libéral dans Chateauguay de 1904 à 1907. Dans les deux cas, ces hommes mettront fin à leurs carrières politiques afin de siéger à la CRM. (<http://www.assnat.qc.ca/fra/membres/notices/d/ DUFUX.htm>.)

Consultez les statistiques des asiles d'aliénés et vous ferez la même constatation, consciente pour notre orgueil national.<sup>82</sup>

La justice qu'ils mettaient en application devant les cours était constituée d'un mélange de sévérité, de tolérance et de paternalisme<sup>83</sup>. Dans certains cas, des individus pouvaient être condamnés à six mois d'emprisonnement pour avoir été trouvés ivres dans la rue ou pour avoir commis d'autres actes ayant peu de conséquences. En même temps, les magistrats pouvaient aussi faire preuve d'indulgence dans leurs sentences, voire même dispenser de l'aide. Par exemple, lorsque Napoléon D.<sup>84</sup> est amené devant la CRM par son épouse, Blondine P. pour refus de pourvoir à la famille, le Recorder Hugh Semple tentera de trouver du travail pour celui-ci dans une manufacture de fournitures pour chemins de fer au lieu de l'emprisonner<sup>85</sup>. Parfois, les juges pouvaient aussi émettre des conditions peu conventionnelles à des prévenus en échange de leur liberté. Ainsi, lorsqu'en juin 1898, une quarantaine de personnes ayant été arrêtées à la suite d'une rafle policière dans une maison close de la rue Saint-Timothé, le Recorder De Montigny déclare qu'il est prêt à se montrer clément envers les prostituées qui décideront de se marier.

---

<sup>82</sup> AVM, Amédée Geoffrion, *Causerie donnée par le Recorder Geoffrion sur l'identification personnelle au Congrès des municipalités*, p.9.

<sup>83</sup> Sangster, *loc. cit.*

<sup>84</sup> On notera que pour les plaintes qui sont déposées au cours de l'année 1921, nous avons choisi de n'indiquer que la première lettre du patronyme dans le but de conserver l'anonymat des individus impliqués dans ces causes. Pour les autres années, nous avons toutefois choisi d'indiquer le nom au complet.

<sup>85</sup> AVM, P76, S3, PS, *Blondine P. contre Napoléon D.*, dossier no. 2667, 1er juin 1921. Ceci est perceptible par la présence d'une lettre incluse dans le dossier adressée au Recorder par un représentant de la B. J. Coghlin Company Ltd, entreprise spécialisée dans les fournitures pour les trains. Il semble toutefois que cette démarche n'ait pas été concluante: «Dear Hugh, We are unable to give Mr. Dugal any work at the present time, as our Factory is almost closed down for want of orders and we have only a very limited staff doing some repair work and alterations. Should there be any renewal of orders in the near future I will be very glad to take him on, as there is nothing against his record so far as I can see.»

Il semble par ailleurs que certaines de ces femmes aient suivi cette recommandation et que le Recorder ait tenu sa parole en libérant ces dernières<sup>86</sup>.

Outre ces quelques exemples, les sources nous informent peu sur les motifs derrière les différents jugements et sentences accordés par les juges. Chose sûre, la clémence est rare dans ces tribunaux. Ainsi, lorsqu'une plainte aboutit à un verdict, celle-ci donne lieu à un énoncé de culpabilité dans 95,9% des cas<sup>87</sup>. Aussi, bien que le taux de condamnation varie en fonction du type d'infraction impliquée dans la requête, celui-ci demeure néanmoins très élevé dans l'ensemble (Tableau 1.2). Une déclaration de culpabilité ne signifiait toutefois pas automatiquement qu'une punition serait imposée au condamné. Les magistrats avaient en effet la possibilité de suspendre la sentence. On remarque par ailleurs qu'un pourcentage significatif de défendeurs était sujet à une telle mesure (Tableau 1.2).

De manière générale, les juges accordaient une sentence suspendue dans le cas d'infractions mineures et lorsque le prévenu en était à sa première condamnation. Dans certains cas, la suspension de la sentence était conditionnelle à certaines obligations de la part de l'accusé, comme de bien se comporter ou encore de se rapporter périodiquement devant la cour. On remarquera cependant qu'une sentence suspendue était plus fréquemment octroyée pour les plaintes qui, en général, étaient déposées par les particuliers, comme celles concernant les crimes contre la propriété et les infractions contre la personne<sup>88</sup>. On constate également le

---

<sup>86</sup> Voir *La Patrie*, 10 juin 1898, p. 7; 11 juin 1898, p.8 et p.13.

<sup>87</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>88</sup> On remarquera l'exception des plaintes concernant les infractions contre l'État. Plusieurs de celles-ci concernent des cas d'assaut commis contre des constables, souvent lors d'une arrestation. Or, très souvent ces accusations étaient accompagnées d'autres incriminations, comme ivresse, voies de fait (contre un individu) ou vagabondage entre autres. Il se peut à cet effet que les magistrats aient décidé de ne pas en tenir compte. En même temps, dans la

même phénomène pour les procès impliquant des délits contre l'ordre public qui étaient parfois initiés par les particuliers, même si la plupart de ces poursuites étaient entamées par les policiers. S'il est difficile d'expliquer cette attitude de relative indulgence de la part des cours, on observe que, bien souvent, ces plaintes ne visaient pas des étrangers, mais des individus qui étaient proches des requérants, soit des voisins, des membres de la famille ou encore des personnes ayant des liens reliés au travail. À cet effet, comme nous le verrons avec plus de détails dans les chapitres 3 et 4 de cette thèse, l'octroi de sentences suspendues semble avoir été, du moins dans certains cas, le fruit de demandes, formulées par les plaignants aux juges, afin que ces derniers se montrent cléments envers les accusés.

De manière globale, on peut affirmer que dans la plupart des cas, avec l'exception des individus accusés de crimes contre la propriété<sup>89</sup>, l'octroi d'une amende est la sentence la plus souvent imposée aux prévenus devant les cours (Tableau 1.2). Ceci fait en sorte que la majorité des individus incarcérés au cours de cette période, le sont par défaut, c'est à dire pour n'avoir pas acquitté les sommes imposées par la cour<sup>90</sup>. Plusieurs facteurs expliquent le recours de plus en plus important des magistrats à l'amende, comme moyen de punir les défendeurs condamnés. D'une part, soulignons la présence croissante d'infractions aux divers règlements concernant la régulation de la vie urbaine (licences, conduite automobile, etc.) pour lesquelles les amendes constituent la peine prévue. D'autre part, il faut également mentionner le changement de perception concernant les populations criminelles et leur traitement qui a lieu au cours de cette période. Comme le souligne

---

mesure où notre échantillon ne comporte qu'un nombre limité de ce type de cas, nous ne sommes pas en mesure de bien expliquer ce phénomène.

<sup>89</sup> Nous analyserons ces cas avec plus d'attention dans le chapitre 4 de la thèse.

<sup>90</sup> Pierre Tremblay et Guy Therriault, «La punition commune du crime : la prison et l'amende à Montréal de 1845 à 1913 », *Criminologie*, vol. XVIII, no.1, PUM, 1985, p.55.

Martin J. Wiener, l'idée de plus en plus acceptée que la source de la criminalité se trouve non pas dans la libre volonté des individus, mais plutôt dans des facteurs qui sont extérieurs à eux amène les juges à octroyer des mesures moins sévères aux prévenus. En parallèle, la constatation de l'échec de la prison comme moyen de traiter le criminel fait en sorte que ces magistrats ont de moins en moins recours à l'emprisonnement et davantage à d'autres mesures, comme l'imposition d'amendes<sup>91</sup>.

**Tableau 1.2 Acquittements et mesures imposées aux prévenus condamnés, par type d'infraction, 1901, 1911 et 1921.**

| Type d'infraction                              |   | Acquitté | Amende/<br>Frais | Incarcéré | Sentences<br>Suspendues | Autres | Total |
|--|---|----------|------------------|-----------|-------------------------|--------|-------|
| Régulation de la vie urbaine.                  | % | 0,7      | 92,7             | 0,1       | 6,4                     | 0      | 100   |
|  | n | 15       | 1861             | 2         | 129                     |        | 2007  |
| Infractions contre l'ordre public              | % | 1,6      | 75,8             | 5,0       | 16,5                    | 1      | 100   |
|  | n | 68       | 3149             | 208       | 686                     | 42     | 4153  |
| Infractions contre la personne                 | % | 12,1     | 65,1             | 9,5       | 11,2                    | 2,2    | 100   |
|  | n | 55       | 296              | 43        | 51                      | 10     | 455   |
| Infractions contre la propriété                | % | 18,5     | 25,6             | 35,7      | 17,3                    | 3      | 100   |
|  | n | 174      | 241              | 337       | 163                     | 28     | 943   |
| Infractions contre la moralité                 | % | 4,2      | 83,1             | 6,4       | 6,3                     | 0,1    | 100   |
|  | n | 39       | 770              | 59        | 58                      | 1      | 927   |
| Vente et fabrication de liqueurs<br>enivrantes | % | 0        | 98,1             | 0         | 1,9                     | 0      | 100   |
|  | n |          | 103              |           | 2                       |        | 105   |
| Infractions contre l'État                      | % | 8,2      | 75,5             | 11,6      | 13,1                    | 1,6    | 100   |
|  | n | 5        | 43               | 4         | 8                       | 1      | 61    |
| Total  | % | 4,1      | 74,7             | 7,5       | 12,7                    | 0,9    | 100   |
|  | n | 356      | 6463             | 653       | 1097                    | 82     | 8651  |

Sources : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921.

BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>91</sup> Martin J. Wiener, *Reconstructing the Criminal. Culture, Law, and Policy in England, 1830-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, pp.261-264.

## Conclusion

À la fin du XIXe siècle, les cours inférieures de justice criminelle occupent toujours une place importante dans la vie des classes populaires. En effet, plusieurs pistes nous permettent de constater que ces tribunaux exercent plusieurs fonctions auprès de cette population. Ainsi, ces ceux-ci constituent non seulement un instrument de répression, mais également un lieu de divertissement, ainsi qu'un endroit où les individus se présentent afin de régler diverses situations problématiques. Il est fort probable que cette relative proximité qui caractérise le lien entre les membres des classes ouvrières et ces instances soit en grande partie exprimée par le caractère informel et quelque peu désordonné de ces tribunaux. Qui plus est, le fait que les membres des classes ouvrières aient pu y trouver une ressource expéditive et peu dispendieuse contribuait sans doute aussi à ce caractère. Il est également probable que le constat d'une certaine flexibilité des cours à l'égard des plaignants ait aussi attiré ces derniers vers ces institutions. Certains indices montrent toutefois que la relation entre les classes populaires et ces cours se transforme à la fin de la période étudiée ici. Bien que les causes de ce phénomène restent encore grandement inconnues, il est fort probable que ceci s'explique, entre autres, par le fait que les forces policières ont progressivement pris en charge certaines fonctions anciennement assurées par les tribunaux, notamment en ce qui concerne la médiation et la résolution de conflits.

Outre cette mutation majeure, on remarque également certains changements dans les délits qui sont jugés devant ces instances. Ainsi, bien que les procès concernant les crimes contre l'ordre public continuent, comme ils l'avaient fait durant la plus grande partie du XIXe siècle, à occuper une place importante au sein de ces tribunaux, les infractions contre la régulation de la vie urbaine en viennent progressivement à dominer les plaintes. Ceci est dû à l'arrivée de l'automobile et



plus précisément aux diverses mesures de réglementation relatives à la conduite de ces véhicules qui sont mises en place. On notera par ailleurs qu'il s'agit d'un phénomène qui a pour effet de transformer à tout jamais le rôle des cours inférieures, et ce, jusqu'à nos jours. Autre facteur important à constater: l'augmentation notoire des plaintes concernant les délits contre la moralité, soit principalement ceux touchant à la tenue et la fréquentation des maisons de désordre. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, ce phénomène est directement lié à l'arrivée sur la scène montréalaise des groupes de réforme morale qui mèneront une lutte acharnée contre certains segments de la population, notamment les vagabonds, les ivrognes et tout particulièrement les prostituées.

## CHAPITRE II

### LA JUSTICE CRIMINELLE ET LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC ET DE LA MORALITÉ : LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE VAGABONDAGE ET L'IVRESSE AU TOURNANT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE À MONTRÉAL

Au cours des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, on assiste, dans plusieurs sociétés occidentales, à une résurgence de la préoccupation pour la criminalité urbaine chez les classes moyennes et les élites des grandes villes. Bien que cette inquiétude soit dirigée vers le crime dans son ensemble, le discours laisse entrevoir une préoccupation particulière pour certains types de délits. Ceux-ci ne correspondent pas à la catégorie des crimes plus graves, comme le meurtre, mais plutôt à la petite criminalité urbaine. Plus précisément, au sein de ce discours, les problématiques du vagabondage, de l'ivresse et de la prostitution reviennent sans cesse, comme pour illustrer à la fois le chaos social dans lequel semblent être plongées les villes, ainsi que le danger imminent qui les guette si rien n'est entrepris pour pallier cette criminalité de la misère.

Ce chapitre explore la campagne qui se met en marche contre ces trois types de criminels que constituent les vagabonds, les ivrognes et les prostituées au tournant du XX<sup>e</sup> siècle à Montréal et documente la façon dont les cours criminelles répondront à cette demande. Dans un premier temps, nous nous attardons au discours qui se forme contre ces populations à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et aux diverses lois mises en place afin de sévir contre les vagabonds, les ivrognes et les prostituées. Dans la seconde partie du chapitre, nous nous intéressons au rôle des forces

policières dans cette répression. Ensuite, nous portons notre attention sur les individus qui se retrouvent accusés de ces délits devant les cours, ainsi qu'au rapport qu'ils entretiennent avec le système de justice criminelle. Puis, dans la dernière section du chapitre, nous abordons le traitement que les individus accusés de ces types de crimes reçoivent devant les tribunaux.

## **2.1 Le vice dans la cité : les problèmes du vagabondage, l'ivresse et la prostitution.**

À Montréal, comme dans plusieurs cités d'Amérique du Nord et d'Europe, réformateurs, journalistes, représentants des forces de l'ordre et autres acteurs sociaux importants du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, font constamment état, à travers les journaux et divers moyens de communication, du désagrément majeur que constituent, selon eux, les « lamentables alcooliques, fainéants et vagabonds que ramassent un peu partout [...] dans la ville les gardiens de la paix publique »<sup>1</sup>. Mais ce qui, pour plusieurs, apparaît comme le problème le plus important à cette époque c'est sans aucun doute la prostitution qui, aux yeux des commentateurs, occasionne des dégâts qui sont largement perceptibles à Montréal. En même temps, ces problèmes constituaient une réalité dans le paysage urbain montréalais depuis plusieurs décennies. Il n'en demeure pas moins que, comme nous le verrons ici, le discours dirigé envers ces populations qui émerge au tournant du XX<sup>e</sup> siècle diffère de celui des décennies précédentes à bien des égards.

### **2.1.1 Nouvelles perceptions autour du vagabondage, de l'ivresse et de la prostitution au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.**

L'inquiétude pour le vagabondage, l'ivresse et la prostitution perceptible au sein du discours sur le crime au tournant du XX<sup>e</sup> siècle peut apparaître surprenante,

---

<sup>1</sup> *La Patrie*, 20 mars 1905, p. 12 .

et ce, essentiellement pour deux raisons. Premièrement, parce qu'à cette époque, ces phénomènes ne constituent pas une nouveauté dans le paysage urbain montréalais, tout comme dans le reste des grandes villes occidentales. En effet, la présence de ces populations dans les cités occidentales peut sans doute être retracée à des temps immémoriaux. Deuxièmement, parce que la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est témoin d'une diminution importante du nombre d'arrestations pour ces infractions, alors que s'estompe la vive répression mise en place dans les années 1830 et 1840<sup>2</sup>. On peut se questionner sur les raisons qui font en sorte que, malgré une diminution importante des cas de vagabondage, ivresse et prostitution qui se retrouvent devant la justice criminelle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette époque est le témoin d'une telle préoccupation concernant la présence de ces phénomènes dans la cité. Notre premier élément de réponse à cette interrogation est que cette perception a peu à voir avec la statistique réelle, mais davantage avec certaines craintes dont témoignent les tenants du mouvement réformiste du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'avec un changement dans le regard qui est porté sur ces populations à cette époque. À la lumière des travaux d'auteurs comme Mariana Valverde, l'hypothèse que nous avançons ici est que cette inquiétude est avant tout liée aux puissants symboles que constituent, pour le mouvement de réforme morale, les figures du vagabond, de l'ivrogne et de la prostituée<sup>3</sup>. Pour les réformateurs, ces dernières incarnent le *vice*, soit cet état ultime de la déchéance morale qui représente le plus grave danger dans le monde urbain de l'époque. En d'autres termes, si ces trois problématiques occupent une telle place dans le discours sur le crime, c'est surtout dans la mesure où elles évoquent différents problèmes qui, aux yeux des

---

<sup>2</sup> Voir le Chapitre 1 de la présente thèse, pp. 33-34.

<sup>3</sup> Mariana Valverde, *The Age of Light, Soap, and Water. Moral Reform in English Canada, 1885-1925*, Toronto, McClelland & Stewart, 1991, 205 p. Dans la même optique, voir également Chris Burr, *loc. cit.*, pp. 83-108.

réformateurs moraux, affectent les villes à cette époque. En même temps, les notions de classe et de genre jouent un rôle important dans la construction de ces symboles. Les figures du vagabond, de l'ivrogne et de la prostituée sont élaborées autour des définitions de respectabilité féminine et masculine propres aux classes supérieures ou, comme, l'exprime Chris Burr, «around representations of what a respectable working-class man or woman was *not*»<sup>4</sup>. On notera par ailleurs qu'au sein de ce discours, la prostitution est évoquée comme un crime exclusivement féminin, tandis que les images de l'ivrogne et du vagabond sont attribuées presque uniquement aux hommes. Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, ceci ne correspond pas nécessairement à la réalité des individus qui se retrouvent devant les cours de justice; les femmes étaient parfois arrêtées comme vagabondes ou ivrognes, tandis que des hommes pouvaient être accusés pour des délits de nature sexuelle<sup>5</sup>. Il n'en demeure pas moins que, comme l'avance Mariana Valverde, «at the level of myth and allegory there was a strict gendering of vice [...]»<sup>6</sup>.

La plus longue croisade menée par les réformateurs moraux du XIX<sup>e</sup> siècle est sans aucun doute celle qui est dirigée contre la consommation d'alcool chez les classes populaires. Au Québec, c'est après la période des Rebellions qu'émergent les premiers mouvements contre l'intempérance<sup>7</sup>. Puis, durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, cette problématique sera progressivement liée à une autre question qui

---

<sup>4</sup> Burr, *loc. cit.*, p.107.

<sup>5</sup> En même temps, il est important de préciser que les plaintes pour vagabondage concernant la prostitution déposées devant le cours visent uniquement des femmes. Ceci ne veut cependant pas dire que la prostitution masculine est inexistante à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle, même si elle est peu visible dans les archives.

<sup>6</sup> Valverde, *op. cit.*, p. 78.

<sup>7</sup> Sur ces premiers mouvements, voir, Jan Noel, «Dry Patriotism: The Chiniquy Crusade», dans Cheryl Krasnick Warsh (dir.), *Drink in Canada: Historical Essays*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 27-42.

attire l'attention des réformateurs, soit celle de la famille. L'ivresse en vient ainsi à être perçue comme étant à la source des divers problèmes qui affectent les ménages ouvriers, dont la violence conjugale et la négligence parentale. Cette association entre la consommation d'alcool et la famille ouvrière explique pourquoi la tempérance figure parmi les causes défendues par des groupes voués à la protection des femmes et des enfants, comme la *Montreal Society for the Protection of Women and Children* (MSPWC)<sup>8</sup>. Ceci explique aussi pourquoi, dans le discours de réforme morale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ivrogne est très souvent décrit comme un mauvais père de famille:

[...] the drunkard goes below the level of the brute, for even in its fiercest gluttony the wild beast will never eat up his share of his offspring while, alas the drunkard is often seen depriving his young children of their last morsel of bread in order to satisfy his craving for strong drink.<sup>9</sup>

Mais le bon père de famille n'est pas seulement tempérant, il travaille pour subvenir aux besoins des siens. Ainsi, dans le discours, le vagabond représente également l'homme qui néglige sa femme et ses enfants. On peut par ailleurs remarquer que dans la propagande réformiste, les figures du vagabond et de l'ivrogne sont souvent associées :

Les vagabonds paresseux, les maris, les pères de famille sans cœur qui ne peuvent se résoudre à travailler pour subvenir aux besoins des leurs [...] [c]es tristes individus passent leurs journées à courir les cabarets en quête d'un verre à boire. Quand ils rentrent le soir à leur domicile en état

---

<sup>8</sup> Sur cette association entre famille et l'ivresse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle voir, entre autres, Greg Marquis, « Alcohol and the Family in Canada », *Journal of Family History*, vol. 289, no. 3, July 2004, pp. 308-327 ainsi que Kathryn Harvey, « Amazons and Victims : Resisting Wife-Abuse in Working-Class Montreal, 1869-1879 », *Journal of the CHA/ Revue de la SHC*, no. 2, 1991, pp. 131-148.

<sup>9</sup> *Montreal Daily Witness*, 6 mai 1895, p. 1.

d'ivresse, ils ont le cynisme de menacer et de maltraiter les malheureuses épouses qui ont peiné toute la journée chez les riches bourgeois pour nourrir les petits innocents restés à la maison.<sup>10</sup>

Toutefois, il ne s'agit là qu'une des nombreuses représentations assignées à la figure du vagabond à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>. Ainsi, dans un contexte où l'on prend de plus en plus conscience des failles du capitalisme industriel et que l'on « découvre » l'existence du chômeur, le vagabond est également vu comme l'effet néfaste de longues périodes sans travail. On notera à cet effet les propos de Helen R. Y. Reid, membre du *Montreal Local Council of Women* (MLCW) :

This lowest class consists of those who are permanently unemployed [...]. They include all the vagrant class, the shiftless nomads of the lower strata of society, the tramps and paupers, vagabonds and rogues, all of whom live more or less by lying and begging. Each one of these represents a commercial deficit or dead loss to the community and in the mass constitutes one of the greatest social evils to present and future generations<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> *La Patrie*, 15 avril 1916, p. 13.

<sup>11</sup> Sur la problématique du vagabondage à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'historiographie est trop vaste pour en faire état de façon exhaustive ici. À cet effet nous soulignerons que quelques contributions. Pour l'historiographie canadienne et québécoise voir : Aranguiz, *op.cit.* ; James M. Pitsula, *op.cit.* Pour celle issue des États-Unis voir: Eric H. Monkkonen (dir.), *Walking to Work. Tramps in America, 1790-1935*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1984, 253 p.; Paul T. Ringenbach, *Tramps and Reformers, 1873-1916: The Discovery of Unemployment in New York 1873-1916*, Westport, Conn., Greenwood Press, Contributions in American History no. 27, 1973, 224 p. Pour un exemple européen voir: Jean-François Wagniat, *Le vagabond à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bélin, coll. Socio-histoires, 1999. 348 p.

<sup>12</sup> Helen R. Y. Reid, *The problem of the unemployed : a paper by Helen R.Y. Reid, B.A. read before the Montreal local council, received by the national executive, and ordered to be printed*, s. l. s. n., 189-?, p.2. En plus d'avoir été membre du MLCW, Helen Reid (1869-1938), aussi fait partie du *Montreal Charity Organization Society* et a dirigé le *McGill School of Social Work*. Elle sera aussi active dans la mise en place du Fonds patriotique canadien. Voir Desmond Morton, « Entente cordiale? La section montréalaise du fonds patriotique canadien, 1914-1923, le bénévolat de guerre à Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, no. 2, 1999, pp. 207-246.

De plus, dans la mesure où dans les dernières décennies de ce siècle, les villes se transforment rapidement, devenant par le fait même, des lieux anonymes où s'installe une population de plus en plus nombreuse composée d'individus d'origines autres qu'anglo-saxonne ou francophone, certaines craintes émergent envers ces nouveaux arrivants. Dans cette optique, l'image du vagabond, ou du *tramp*, en vient également à représenter cet étranger qui hante les villes; un criminel potentiel qui vient tirer injustement profit des nombreuses ressources qu'offrent des cités comme Montréal:

These tramps, when they come to Montreal, think all work offered to them too debasing, or too ill paid, and rather than work for their board they go to the Refuge, where they get a place to sleep and enough food to keep them from starving.<sup>13</sup>

L'essor de l'intérêt pour la question de la prostitution trouve également sa source dans l'inquiétude qui surgit chez les classes dominantes devant plusieurs changements sociaux qui affectent les sociétés urbaines de cette époque. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la présence dans les villes d'un important nombre de jeunes ouvrières venues trouver de l'emploi dans les manufactures et tout particulièrement le fait que celles-ci se retrouvent hors des sphères de surveillance anciennement assurées par la famille et la communauté ne manque pas d'angoisser les membres des classes supérieures qui craignent les effets néfastes de cette liberté<sup>14</sup>. Selon les réformateurs, ces femmes sont une proie potentielle pour des individus visant leur exploitation sexuelle. Cette perception explique notamment pourquoi le mouvement de réforme moral est surtout préoccupé par la prostitution pratiquée dans les bordels, ainsi que par la traite des blanches. Afin de contrer ce qui leur apparaît comme un réel danger

---

<sup>13</sup> *Montreal Daily Witness*, 22 mars 1884, p. 8.

<sup>14</sup> Voir notamment, Carolyn Strange, *Toronto's Girl Problem: The Perils and Pleasures of the City, 1880-1930*, Toronto, University of Toronto Press, 1995, 299 p.



qui guette les femmes et les filles des classes populaires, les réformateurs promouvront diverses mesures, -institutions, lois- visant à protéger ces dernières.<sup>15</sup> En même temps, pour le mouvement de réforme morale, la question de la protection des femmes n'est pas qu'un problème social, mais aussi un qui est également de nature criminelle ; ces jeunes femmes sont, à la fois, *en danger* et *source* de danger, l'expression de leur sexualité ne pouvant les entraîner que vers la déchéance morale, état pour lequel la prostitution n'est que la conséquence évidente.

L'abolition de la prostitution est la problématique la plus importante pour une majorité d'associations de réforme morale du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. En même temps, c'est sans aucun doute les groupes à caractère féministe maternaliste qui seront les plus actifs dans cette cause. Pour les membres des associations féministes, l'abolition de la prostitution vise l'établissement d'un ordre moral et sexuel pour *tous*, et par le fait même, la fin de l'exploitation sexuelle féminine. Comme le souligne Amanda Glasbeek, pour les féministes le thème de la prostitution était important car il constituait une métaphore de l'oppression des femmes devant les prérogatives masculines<sup>16</sup>. À cet égard, il est possible de noter un important paradoxe dans le fait que les féministes, tout en prétendant agir afin de défendre les droits des femmes et de les protéger contre l'exploitation sexuelle, aient contribué à mettre en place des mesures qui auront davantage pour effet de les marginaliser. Les notions de classe sont importantes afin de comprendre ce paradoxe. Car, comme l'ont avancé certains auteurs, lorsqu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les féministes font la promotion de formes de traitement et de mise à l'écart pour les prostituées et autres

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, pp. 21-51.

<sup>16</sup> Amanda Glasbeek, *A Justice of Their Own: The Toronto Women's Court, 1913-1934*, Thèse Phd. (Women's Studies), Université York, 2003, p. 102.

femmes déviantes, elles ne visent pas les membres de leur propre classe sociale mais, au contraire, les femmes les plus pauvres de la classe ouvrière.

Comme nous l'avons déjà mentionné, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le vagabond, l'ivrogne et la prostituée ne sont pas des personnages nouveaux dans le paysage urbain. Toutefois, à cette époque, le danger que constituent ces populations n'est plus tant en lien avec la possibilité de révolte populaire et elles ne sont plus associées à la grande masse prolétarisée, mais à une poignée d'individus plus ou moins marginalisés. Plusieurs éléments expliquent cette transition. L'amélioration des conditions de vie d'une partie de la classe ouvrière dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la remise en question de certains préceptes de l'éthique du travail, ainsi que la diminution progressive des taux d'arrestations et d'incarcérations ont fait en sorte que les classes populaires acquièrent une certaine légitimité aux yeux des classes supérieures. En même temps, il devient de plus en plus évident que ces changements n'ont pas affecté certains individus qui continuent à peupler les cellules des postes de police, les cours et les prisons. Dans le discours du milieu carcéral, ils sont qualifiés comme les récidivistes et leur présence constante dans les prisons ne manque par ailleurs pas d'irriter les inspecteurs:

[...] les récidivistes sont [...] les plus difficiles à corriger [...] ils sont indubitablement les plus vicieux quoique n'étant pas de grands criminels. Ils ne cherchent nullement à réfléchir et ne se soucient point de changer de conduite. Ils ne s'intéressent en aucune façon au travail, [...]. Ils suivent avec une désolante indifférence tout ce qui se fait de bien autour d'eux ainsi que les instructions religieuses qui réveilleraient dans leur âme ou qui y feraient naître quelques sentiments de probité et de repentir. Ils sont de tous les prisonniers les moins sensibles aux exhortations et aux bons traitements de

leurs surveillants aussi bien qu'à toute impression morale [...].<sup>17</sup>

Dans la mesure où ces individus se montrent imperméables à toute réforme, leur état devient progressivement lié à des facteurs biologiques et héréditaires plutôt qu'à leur volonté individuelle. À cet effet, Martin J. Wiener décrit bien le changement de perception auquel on assiste en Angleterre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le cas des ivrognes :

The late 1880s and the 1890s formed a watershed in efforts against drink, as in so many areas of social discourse and policy. On the one hand, both fear and its accompanying moral fervor were waning, as the evil of drunkenness seemed at last to be in retreat. [...] On the other hand, remaining hard-core drunkards began to appear to be the prisoners of their habit, less able to change their ways by their own efforts and more of a menace [through the inheritance of alcoholism] to succeeding generations.<sup>18</sup>

Tout comme l'ivrogne, le vagabond doit également son état à des facteurs pathologiques innés et héréditaires. On notera une fois de plus les propos de Helen R. Y. Reid :

[...] those who are permanently without regular employment represent the gradual accumulation of deposits from the various grades of regular workers dislodged from their former place in the course of agricultural and manufacturing disturbances, weakened by irregular town life and breeding weaklings and incapables.<sup>19</sup>

Aussi, dans un contexte où la criminalité est de plus en plus perçue comme étant causée par des facteurs pathologiques innés et héréditaires, les femmes posent

---

<sup>17</sup> *Rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec pour l'année 1895*, pp. 14-15.

<sup>18</sup> Wiener, *op. cit.* , p.188.

<sup>19</sup> Reid, *op. cit.*

un danger particulier, surtout celles en âge d'enfanter. Comme l'évoque Lucia Zedner, les réformateurs et autres défenseurs des théories à tendance eugéniste craignaient les effets néfastes de ce qu'ils croyaient être la grande promiscuité sexuelle des femmes des classes populaires. À leurs yeux, laissées à elles-mêmes, ces femmes ne pouvaient que continuer à donner naissance à des générations futures d'êtres déficients<sup>20</sup>.

La gravité de la situation concernant les ivrognes, prostituées et vagabonds dans la ville, ainsi que le nouveau regard qui est porté sur ces populations, font en sorte qu'il devient de plus en plus clair que les mesures existantes se sont avérées inefficaces et que de nouvelles solutions doivent être envisagées. Ce constat entraîne dans un premier temps, une virulente critique envers les formes de prise en charge des populations pauvres et criminelles. Celle-ci est dirigée surtout envers la prison, mais touche également d'autres types d'institutions comme les refuges de nuit qui servent à loger les vagabonds, ou encore l'envoi d'ivrognes dans les asiles pour aliénés. La dénonciation de ces institutions repose essentiellement sur deux points : l'impossibilité de procéder à un classement efficace de ces populations, pré-requis impératif à toute possibilité de réforme, ainsi que l'absence de traitement spécialisé pour chacun de ces problèmes.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la solution à la présence de vagabonds, d'ivrognes et de prostituées n'apparaît donc plus comme la simple répression, mais plutôt comme une mise à l'écart prophylactique. C'est pour cette raison que l'on assiste de façon à peu près simultanée à des demandes auprès de l'État pour voir à la création de nouvelles institutions spécialisées visant à recevoir ces trois types de populations. En ce qui concerne les ivrognes, Maxime Forcier a bien montré comment au Québec

---

<sup>20</sup> Lucia Zedner, «Women, Crime, and Penal Responses: A Historical Account», *Crime and Justice*, vol. 14, (1991), p. 342.

à partir des années 1880, plusieurs voix se font entendre afin de créer une institution publique pour voir à leur prise en charge<sup>21</sup>. À la même époque, la présence des vagabonds récidivistes dans la prison entraîne plusieurs observateurs à réclamer la création d'un établissement public voué à recevoir ce type d'individus<sup>22</sup>. C'est également dans les années 1880 qu'émerge le mouvement pour la création d'une nouvelle institution de réforme pour femmes à Montréal. Dans un premier temps, c'est par la *Women's Christian Temperance Union* (WCTU) que sera menée cette campagne puis, à partir du milieu de la décennie suivante, par le MLCW. Ce projet

---

<sup>21</sup> Maxime Forcier, *Alcoolisme, crime et folie : l'enfermement des ivrognes à Montréal (1870-1921)*, Mémoire de maîtrise, Histoire, Université du Québec à Montréal, 2004, pp.69-91. Comme l'indique cet auteur, il s'agit non seulement de séparer les alcooliques du reste de la population carcérale mais également d'adapter la prise en charge en fonction de leur degré de curabilité. Ainsi, dans les faits, l'on proposera d'établir deux institutions séparées afin de les recevoir; l'une à mandat thérapeutique pour les ivrognes jugés curables et l'autre, pour voir à la simple réclusion des alcooliques dégénérés et incurables. (*Ibid.*)

<sup>22</sup> Aranguiz, *op. cit.*, p. 26. Malgré le fait que les établissements pour ivrognes et pour vagabonds soient clairement vus comme des deux projets distincts, on peut toutefois noter l'importante ressemblance qui caractérise ces derniers. Voici d'une part, le type d'établissement que propose l'archidiacre Ker pour recevoir les ivrognes d'habitude : « a government hospital where men of skill would apportion to the inmates work in the hospital garden, or farm, or workshop, and by lectures and otherwise inform them as to the evil results of alcohol on mind, body and soul ». (*Montreal Daily Witness*, 30 novembre 1907, p.12). De façon semblable la MSPWC avance que ce qu'il faut c'est envoyer ces individus à la campagne; « What is needed is a wide extent of open air country from which liquor is carefully excluded, to which those who are the victims of liquor can be retired for years or for life, if need be, and where they will have the opportunity to earn not only their own living and guardianship, but to work for the support of their families. » (*Montreal Daily Witness*, 24 août 1908, p. 4) . Pour ce qui est des vagabonds, la *Charity Organization Society of Montreal* propose la création d'une « farm colony [...] where these people are kept under a firm hand and confined for a period of time » (*Charity Organization Society of Montreal, Fourth Annual Report, 1903-1904*, p. 13). Pour sa part, Albert Chevalier, directeur du Département d'assistance municipale de la Ville de Montréal propose le même type d'institution, tout en rajoutant que « [If] these vagrants have a family, their salary might be paid to those who depend on them for a living [...] ». Albert Chevalier, «How Vagrants are Dealt With», *Report of Proceedings of the Thirteenth Canadian Conference of Charities and Corrections, held in Montreal, Wednesday, October 9, 1912*, p.105.

a deux objectifs : d'une part établir une nouvelle prison vouée à recevoir les femmes protestantes<sup>23</sup> et, d'autre part, mettre en place des nouvelles méthodes de réforme de la déviance féminine<sup>24</sup>.

Durant la période étudiée ici, les réformateurs ne cesseront de réclamer auprès des différents niveaux de l'État l'établissement de telles institutions. Mais, ultimement, le manque de coopération et de ressources financières fournies par les autorités fera en sorte qu'aucun de ces projets ne verra le jour ni à Montréal, ni dans l'ensemble du Québec<sup>25</sup>. Entre-temps, les différents groupes de réforme morale continueront d'exiger une intervention de plus en plus accrue de l'État dans la répression des vagabonds, ivrognes et prostituées. Cette quête prendra essentiellement deux voies. D'une part, il s'agira de modifier les différentes lois et règlements qui concernent, directement ou indirectement ces problèmes. D'autre part, on exigera que les autorités judiciaires appliquent ces mesures.

### **2.1.2 Les gains du mouvement de réforme morale : la loi et la répression du vagabondage, de l'ivresse et de la prostitution.**

Étrangement, au Canada, durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est essentiellement la même loi qui sert à la répression des prostituées, vagabonds et

---

<sup>23</sup> Ceci dans la mesure où, faute d'endroit approprié, celles-ci résident dans une section séparée de la prison des femmes tenue par les Sœurs du Bon-Pasteur, rue Fullum. Tamara Myers, *Criminal Women and Bad Girls: Regulation and Punishment in Montreal, 1890-1930*, Thèse de Ph. d. (Histoire), Université McGill, 1995, pp. 225-226.

<sup>24</sup> Bien sûr cette réforme ne vise pas uniquement les prostituées mais l'ensemble de la criminalité féminine. Mais, comme le souligne Clive Emsley, au XIX<sup>e</sup> siècle, il existe une réelle équivalence entre ces deux termes. Emsley, *Crime and Society...*, p. 96.

<sup>25</sup> On peut noter l'exception du Refuge Meurling mis en place par les autorités municipales montréalaises en 1913. Toutefois, il ne s'agit aucunement d'un établissement à vocation pénale, mais tout simplement d'un refuge de nuit, dans lequel les vagabonds mâles sont reçus sur une base strictement volontaire. Sur l'histoire de ce refuge, voir Aranguiz, *op. cit.*

ivrognes. En effet, la loi canadienne sur le vagabondage sert à l'incrimination d'un grand éventail de comportements tels la prostitution, le vagabondage, l'ivresse, ainsi que la mendicité ou encore le fait de ne pas subvenir aux besoins de sa famille. Ce statut a une longue histoire derrière lui. En Angleterre, comme dans divers pays d'Europe, c'est au cours du Moyen-Âge qu'est instaurée la première forme de cette législation afin de contrôler les populations pauvres et errantes. Par la suite, celle-ci est transposée dans les territoires coloniaux du Canada et modifiée dans le but de répondre aux besoins du contexte local<sup>26</sup>. Cependant, à partir du tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, devant ce qui apparaît comme une situation de désordre et de chaos social généralisé, ces lois sont progressivement transformées, passant par le fait même de règlements servant, avant tout, à contrôler la mendicité<sup>27</sup>, à des mesures visant à limiter de façon plus large l'usage populaire de l'espace public. C'est au lendemain des Rebellions que la loi prend l'essentiel de la forme qu'elle maintiendra durant le reste du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est notamment au cours de cette période que sont intégrées à cette législation des dispositions concernant l'ivresse et la prostitution<sup>28</sup>. L'élargissement de la définition légale du vagabond auquel l'on procède dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, aura d'importantes conséquences dans la vie des membres des classes populaires durant les décennies à venir, dans la mesure où, comme l'affirme Mary Anne Poutanen; « the statute brought women and

---

<sup>26</sup> Fyson, *Magistrates, Police and People...*, tout particulièrement le chapitre 1.

<sup>27</sup> Sur les changements apportés à ces statuts entre 1760 et la période qui précède les Rebellions dans le cas spécifique du Québec, voir Fyson, *Ibid.*, pp. 29-31.

<sup>28</sup> Mary Anne Poutanen, « Regulating Public Space... », pp.47-56. Sur le cas spécifique de la prostitution voir : Constance B. Backhouse, « Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law Reflection of a Discriminatory Society », *Histoire Sociale/ Social History*, vol. XVIII, no. 36, novembre 1985, p.389.

men into the criminal justice system as vagrants who before 1839 would not have been considered as such »<sup>29</sup>.

Ce sont essentiellement les dispositions de la loi de 1839 qui sont reprises en 1858, alors que la législation est étendue au Canada-Uni<sup>30</sup>, puis en 1869, lorsqu'elle est votée par le gouvernement fédéral<sup>31</sup>. Finalement en 1892, celle-ci est intégrée dans sa presque totalité au Code criminel canadien. La loi fédérale visait, entre autres, toute personne qui « n'ayant pas de moyens visibles d'existence vit sans recourir au travail », ceux qui ne peuvent subvenir aux besoins de leur famille; qui exposent des « objets indécents »; les mendiants; les individus flânant ou faisant du tapage, déchargeant des armes à feu, défigurant des enseignes, les prostituées trouvées dans l'espace public et « ne pouvant rendre d'elles-mêmes un compte satisfaisant », ainsi que les tenanciers, souteneurs et personnes fréquentant ou habitant les maisons de prostitution<sup>32</sup>.

---

<sup>29</sup> Poutanen, « Regulating Public Space... », p. 56.

<sup>30</sup> C'est toutefois à ce moment que l'on intègre à la loi une mention sur les maisons de prostitution : auparavant celle-ci ne comprenait des dispositions que sur la prostitution de rue. Backhouse, *op. cit.*

<sup>31</sup> 32-33 *Victoria*, Chap. 28.

<sup>32</sup> Tout individu trouvé coupable en vertu de ce statut était passible d'un temps d'emprisonnement d'au plus six mois, avec ou sans travaux forcés, ou d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, ou des deux peines à la fois (*Code criminel*, 1892, 55-56 *Victoria*, Chap. 29, partie XV) . On notera que cette peine était plus sévère que celle prévue par la loi de 1869 qui, pour sa part, prévoyait un temps d'emprisonnement maximal de trois mois. Cependant, en 1874, cette dernière est amendée afin de permettre une condamnation pouvant aller jusqu'à six mois de prison. Il semble que cette modification soit la conséquence de la même vague de peur vécue dans les années 1870 aux États-Unis, pour les *tramps*, ces jeunes hommes, travailleurs saisonniers mobiles qui parcourent les villes et villages d'Amérique du Nord et dont la présence amène plusieurs états à mettre en place des lois sévères contre eux. (Richard Anderson, « 'The Irrepressible Stampede' : Tramps in Ontario, 1870-1880 », *Ontario History*, vol. LXXXIV, no. 1, march 1992, p. 54, note 12. )



Les lois sur le vagabondage et le rôle que celles-ci jouent au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle ont fait l'objet d'une imposante historiographie. Dans la première vague de cette littérature, celles-ci sont essentiellement vues comme un instrument de discipline des classes ouvrières, mises en place et construites en lien avec les intérêts de classe des élites, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'économie de marché capitaliste<sup>33</sup>. Par la suite, c'est plutôt la thèse du contrôle social qui a été avancée. Selon cette optique, ces lois doivent être comprises comme faisant partie d'une vaste gamme de mesures, établies dans le but d'inculquer aux membres des classes populaires les notions bourgeoises de respectabilité, de sobriété et de travail et, en même temps, réprimer ceux qui apparaissent rejeter ces mêmes valeurs<sup>34</sup>. Dans un article récent portant sur la répression des femmes par la loi des vagabonds en Alberta durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, David Bright avance que le rôle joué par cette législation est mieux saisi en utilisant l'approche de la régulation morale. Selon Bright, l'important nombre de comportements pouvant être incriminés par la loi sur le vagabondage et le grand pouvoir de discrétion qu'elle alloue aux policiers dans les arrestations, font en sorte que celle-ci permet à l'État d'assurer son rôle de gardien moral de la nation. Plus précisément, Bright soutient que l'État utilise cette législation afin d'imposer ses propres notions de respectabilité, qui sont profondément imprégnées des valeurs dominantes sur les relations de genre caractérisant la société albertaine du début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup>. À cet égard, un des apports les plus importants de la littérature récente sur le vagabondage et sa

---

<sup>33</sup> Pour une revue de cette littérature voir: Jeffrey S. Adler, « A Historical Analysis of the Law of Vagrancy », *Criminology*, vol. 27, no. 2, 1989, pp. 209-229.

<sup>34</sup> Pour un aperçu de l'historiographie canadienne ayant adoptée cette approche voir, entre autres, Philips, *op. cit.*; Pitsula, *op. cit.* Pour la littérature issue des États-Unis on soulignera principalement l'ouvrage de Paul T. Ringenbach, *op. cit.*

<sup>35</sup> Voir Bright, *op. cit.*

répression se trouve dans l'emphase que celle-ci a mise sur les notions de genre afin de comprendre la façon dont la loi est utilisée au cours du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. Comme le souligne Mary Anne Poutanen, les valeurs de la bourgeoisie relatives à la respectabilité féminine et masculine jouent un rôle décisif dans la nouvelle définition du vagabondage qui est incluse dans la législation des années 1830; si le vagabond masculin est figure de danger et représente le rejet des notions reliées à la discipline et au travail, les femmes occupant l'espace public sont inévitablement associées à la prostitution<sup>37</sup>.

La loi sur le vagabondage n'est toutefois pas la seule disposition légale servant à incriminer les vagabonds, ivrognes et prostituées qui sont amenés devant la justice criminelle. À cet effet, le XIX<sup>e</sup> siècle voit également l'adoption de plusieurs lois provinciales et de règlements municipaux servant à réprimer ces comportements. Il arrive que ces dispositions chevauchent celles incluses dans la loi fédérale<sup>38</sup>; dans d'autres cas, elles viennent compenser les limites du Code criminel.

---

<sup>36</sup> Voir notamment, *Ibid.*; Tamara Myers, *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*, Toronto, Toronto University Press, 2006, 143-146; *Criminal Women...*, pp. 71-82. Voir également les travaux de Mary Anne Poutanen, tout particulièrement; «The Homeless, the Whore.... ».

<sup>37</sup> Poutanen, «Regulating Public Space ...», pp. 57-58.

<sup>38</sup> Dans le cas de la législature provinciale, les ordonnances de police contiennent la plupart des dispositions incluses dans la loi fédérale des vagabonds. Voir «Des personnes débauchées et des procédures contre elles », *Statuts refondus du Québec*, 50-52 Vict. (1888), 2783. Aussi, les règlements municipaux contiennent plusieurs sections concernant le tapage, le désordre, l'errance, la prostitution ainsi que la mendicité. Voir, entre autres, « Règlement pour pouvoir au maintien de la paix publique et du bon ordre, no. 42 (1870); « Règlement pour empêcher que les piétons ou la circulation ne soient entravées et la paix publique troublée dans les rues, ruelles et places publiques dans la cité, no. 333 (1905); « Règlement concernant les maisons d'assistance publique, les collectes publiques (tag-days) et la mendicité dans les rues et places publiques », no. 626 (1917). Guillaume Saint-Pierre, *Règlements de la Cité de Montréal : Compilation de tous les règlements à date*, Ville de Montréal, 1931, 1360 p.

Par exemple, comme la loi fédérale des vagabonds permet l'incrimination des individus trouvés en état d'ivresse uniquement dans la mesure où ces derniers causent du tapage au sein de l'espace public<sup>39</sup>, ceux qui sont trouvés ivres, mais gisant ou endormis, peuvent être accusés en vertu des règlements municipaux de la Ville de Montréal<sup>40</sup>.

Malgré que la loi fédérale sur le vagabondage demeure tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle la principale loi servant à l'incrimination des vagabonds, ivrognes et prostituées, le tournant du XX<sup>e</sup> siècle est témoin de plusieurs changements dans la législation concernant la répression de ces délits, et ce, tout particulièrement dans le cas de la prostitution. Ceci est avant tout la conséquence des pressions effectuées auprès des autorités législatives par le mouvement de réforme morale, dans leur but d'éliminer ces comportements problématiques au sein des diverses communautés urbaines à travers le Québec et le Canada.

Comme l'ont montré plusieurs historiens, les tavernes et la consommation d'alcool publique font partie intégrante de la culture ouvrière au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>41</sup>. Aussi, bien qu'au Québec la taverne soit un lieu presque exclusivement masculin, les femmes de la classe ouvrière peuvent se procurer de l'alcool au verre

---

<sup>39</sup> Raoul Dandurand et Charles Lanctôt, *Traité théorique et pratique de droit criminel*, Montréal, A. Périard, 1890, pp. 264-265.

<sup>40</sup> Le règlement no 333 de la Cité de Montréal, permettait effectivement l'arrestation de « toute personne qui sera trouvée gisant ou flânant ivre dans les rues ruelles, places publiques, champs, cours et autres endroits ». G. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 329.

<sup>41</sup> Voir Peter Delottinville, «Joe Beef of Montreal: Working Class Culture and the Tavern, 1869-1889», *Labour/Le Travailleur*, 1981-1982 vol. 8-9, pp. 9-40. Pour une étude abordant cette question dans le contexte de la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle voir Julia Roberts, «Taverns and Tavern-going in Upper Canada: 1849», in Derek Pollard and Ged Martin, (dir.), *Canada 1849*, Edinburgh, University of Edinburgh, Centre for Canadian Studies, 2001, pp. 93-107. Voir également Craig Heron, «The Boys and Their Booze: Masculinities and Public Drinking in Working-Class Hamilton, 1890-1946», *Canadian Historical Review*, vol. 86, no. 3, 2005, pp. 411-452.

dans certaines épiceries<sup>42</sup>. Si pour les classes populaires les tavernes et autres débits de boisson constituent des endroits où il est possible d'échanger et socialiser, pour certains membres des classes moyennes et supérieures, ces lieux ne font que contribuer à la propagation de ce grand mal qu'est l'ivrognerie. C'est dans cette optique qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle des groupes comme le *Citizen's League*<sup>43</sup> font appel aux autorités municipales et provinciales pour exercer plus de rigueur dans le contrôle des tavernes non licenciées. Les réformateurs ne cesseront de faire pression auprès des autorités municipales et provinciales afin d'exercer un contrôle plus rigoureux du commerce des liqueurs enivrantes<sup>44</sup>. En 1911, ceux-ci obtiennent ce qui constitue sans doute un de leurs gains majeurs, soit de faire modifier la Loi des licences, obligeant par le fait même les tenanciers de buvettes et les restaurateurs à fermer leurs établissements à dix-neuf heures le samedi et vingt-trois heures les autres jours de la semaine, et forçant les épiciers à cesser la vente d'alcool après ces mêmes heures<sup>45</sup>. Cet amendement à la loi constituait une victoire importante pour les membres du mouvement de tempérance. Pour plusieurs, comme Ulric

---

<sup>42</sup> Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal: âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1993, p. 214. Les épiceries étaient autorisées à vendre des boissons alcoolisées, mais la vente au verre était interdite par la Loi. En 1921, lorsque le gouvernement provincial créera la Commissions des liqueurs, la vente d'alcool dans les épiceries sera totalement proscrite. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal ...*, p. 311.

<sup>43</sup> Cette association montréalaise est fondée en 1888. Dans un de ses rapports annuels celle-ci indique que ses objectifs sont : « to enforce the law prohibiting the sale of liquor to minors; to enforce the observance of the laws regulating to the liquor traffic and public morals; to promote legislation that will reduce the number of licences at present issued in Montreal, and other necessary amendments to the law ». De plus, celle-ci dit travailler conjointement avec la MSPWC et la société de protection des animaux. *Citizen's League, Eighth Annual Report*. Inclus dans AVM, VM43, S4, D27.

<sup>44</sup> Il semble qu'avant 1921, plus d'un projet de loi visant à amender de nouveau la loi des licences ait été déposée devant l'Assemblée législative. Voir *La Patrie*, 8 janvier 1914, p. 4 ; 9 décembre 1916, p. 4.

<sup>45</sup> *La Patrie*, 10 avril 1911, p.4

Lafontaine, juge à la Cour des sessions de la paix et membre du mouvement de tempérance montréalais, il ne s'agissait toutefois que d'un pas vers l'objectif ultime de la prohibition :

La loi nouvelle [...] n'est qu'un acompte dans nos revendications. Ce qu'il faut c'est l'abolition du « bar » ou de la buvette. Pour l'obtenir les amis de la tempérance vont se mettre au travail immédiatement, et il convient, à cette œuvre tous ceux que leurs fonctions leur patriotisme désignent pour cette noble mission. [...] Car il s'agit d'une œuvre de régénération social et de salut national.<sup>46</sup>

C'est sans aucun doute dans les modifications qui seront apportées aux lois reliées à la prostitution que les mouvements de réforme morale obtiendront le plus de gains. Plusieurs de ces changements législatifs concerneront la répression des proxénètes et des individus responsables d'induire les jeunes femmes à la prostitution. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ces délits pouvaient déjà être incriminés par le biais du statut des vagabonds<sup>47</sup>. Cependant, grâce à l'important lobby mené par le réformateur montréalais David A. Watt, membre fondateur du MSPWC et du

---

<sup>46</sup> *La Patrie*, 1<sup>er</sup> mai 1911. Toutefois, contrairement à d'autres provinces du Canada, une majorité de Québécois ne se montreront jamais favorables à la prohibition. Le Québec sera la seule province à voter non lors du référendum sur la prohibition en 1898. De même, sauf pour une courte période en 1918, la vente d'alcool ne sera jamais totalement interdite dans la province. Tina Loo et Carolyn Strange, *Making Good Law and Moral regulation in Canada, 1867-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, p.74.

<sup>47</sup> Dans la mesure où la loi permettait l'incrimination de toutes les personnes « tenant des maisons de prostitution et maisons mal famées, ou des maisons fréquentées par des prostituées [...] [ainsi que] les personnes qui n'exercent pas de profession ou de métier honnête propre à les soutenir, cherchent surtout des moyens d'existence [...] dans les fruits de la prostitution, « Acte relatif aux vagabonds », 32-33 *Vict.*, cap. XXVIII.

*Citizen's League*<sup>48</sup>, le Code criminel de 1892 contiendra des provisions supplémentaires relativement à ces crimes<sup>49</sup>.

Les pressions exercées par le mouvement pancanadien pour l'abolition de la prostitution, dont font partie plusieurs associations montréalaises, comme le WCTU et le *Montreal Local Council of Women* porteront également fruit pour ce qui est d'augmenter les peines prévues contre les tenanciers des maisons closes. Ces modifications comportaient plusieurs amendements visant à élargir la définition et, par le fait même le champ d'incrimination, des maisons de désordre et de leurs tenanciers. Déjà les réformateurs avaient réussi, lors de la codification, à inclure la tenue des maisons de désordre dans la nouvelle loi concernant les nuisances, ce qui par le fait même faisait de cette infraction un acte criminel entraînant une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an<sup>50</sup>. De plus, en 1915, le Code criminel sera amendé afin de prévoir une sentence d'emprisonnement d'un minimum de trois

---

<sup>48</sup> Carman Miller, « Watt, David Allan Poe », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*. Disponible [En ligne] : <[www.biographi.ca/FR](http://www.biographi.ca/FR)>.

<sup>49</sup> Ainsi, la nouvelle loi prévoit une sentence pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement pour toute personne trouvée coupable d'avoir induit une fille de moins de vingt et un ans « qui n'est pas une prostituée [ni] réputée de mauvaises mœurs » à avoir des relations sexuelles illicites; ou encore qui l'entraîne dans une maison de désordre ou qui l'engage à se livrer à la prostitution tant à l'intérieur du Canada que dans un pays étranger<sup>49</sup>. (*Code Criminel*, 55-56 Vict., Chap. 29, partie XIII, art. 185). La crainte qui se développe dans les années 1900 et 1910 face au prétendu réseau international de traite des blanches – dont l'existence ne sera par ailleurs jamais prouvée – donne lieu à des amendements qui viseront, avant tout, à augmenter les peines. Ainsi, dans les deux premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, le temps d'emprisonnement maximal prévu pour ces crimes passe progressivement de deux, à cinq, puis ensuite à dix ans d'emprisonnement, avec une peine discrétionnaire de coups de fouet. 8-9 *Edouard VII*, ch. 9, art.2 ; 3-4 *George V*, chap. 13, art.9 et 5 *George V*, chap. 43, art. 18.

<sup>50</sup> *Code Criminel*, 55-56 Vict., Chap. 29, partie XVI, art. 195.

mois et d'un maximum de deux ans pour toute personne condamnée trois fois ou plus pour avoir tenu une maison de désordre<sup>51</sup>.

Comme dans le cas des ivrognes et des vagabonds, les réformateurs, non contents d'accroître la sévérité des mesures concernant les responsables et les causes de la prostitution, préconiseront des mesures visant les prostituées elles-mêmes. Ainsi, en 1915, un amendement au code criminel procédera à l'ajout de l'article 229a qui permettra d'incriminer toute personne qui habite dans une maison de prostitution, ce qui en même temps faisait disparaître de la loi des vagabonds les dispositions concernant les prostituées travaillant dans les maisons closes<sup>52</sup>. Les femmes condamnées en vertu de l'article 229a pouvaient encourir une peine pouvant aller jusqu'à un an d'emprisonnement, ou encore une amende d'un maximum de cent dollars ou à défaut de paiement un an de prison<sup>53</sup>. Il faut par ailleurs noter que les modifications qui seront faites à la loi n'affecteront pas que les femmes travaillant dans les maisons closes. Ainsi, en 1907 l'élargissement de la définition légale des maisons malfamées permettait d'appréhender les prostituées qui sollicitaient dans la rue, mais utilisaient leurs résidences ou autres endroits pour offrir leurs services<sup>54</sup>. L'ensemble de ces changements faisaient en sorte que, pour la première fois, la prostitution devenait un acte criminel et par le fait même, les prostituées devenaient sujettes à des peines particulièrement sévères. Au contraire, le fait d'avoir été « trouvé dans une maison close », disposition qui concernait surtout les clients des maisons de prostitution, sera confirmé comme étant une

---

<sup>51</sup> *George V*, Chap. 12, 5 art. 6.

<sup>52</sup> *Ibid.*, arts. 5, 7.

<sup>53</sup> 5 *George V*, Chap. 12, art. 5.

<sup>54</sup> John McLaren, « The Canadian Magistracy and the Anti-White Slavery Campaign 1900-1920 », dans *Canadian Perspectives on Law and Society. Issues in Legal History*, Pue W. Wesley et Barry Wright (dir.), Carleton University Press, Ottawa, 1988, p. 331.

infraction punissable par voie sommaire<sup>55</sup>. La sentence maximale prévue pour cette infraction était de cent dollars et, à défaut, deux mois d'emprisonnement<sup>56</sup>.

L'inquiétude des élites qui surgit dans les années 1880 et 1890 autour des problèmes du vagabondage, de l'ivresse et de la prostitution à Montréal, comme dans plusieurs autres grandes villes, donnera donc lieu à la mise en place d'un véritable arsenal légal visant à régler ces trois problèmes. Ceci concernera avant tout les femmes travaillant dans la prostitution ainsi que les tenanciers de bordels et souteneurs, dans la mesure où le vice organisé était devenu au cours de cette période la principale cible du programme réformiste. Toutefois, malgré l'important nombre de modifications que les groupes de réforme morale réussiront à faire valoir auprès des autorités législatives, ces derniers sont conscients qu'une coopération du système de justice est nécessaire pour mettre en vigueur ces mesures : les policiers pour effectuer les arrestations, puis les juges afin d'appliquer les sentences prévues par la législation. Ceci fait en sorte que, durant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les réformateurs montréalais ne cesseront de faire pression auprès des représentants de l'ordre afin qu'ils coopèrent à la suppression du vice dans la cité. Nous verrons dans les prochaines parties de ce chapitre, quels seront les résultats de ces demandes.

---

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> 3-4 *George V*, chap. 13, art. 12. On notera également que, durant la période qui suit la Première Guerre mondiale, les craintes soulevées par des médecins, hygiénistes et autres membres du mouvement de réforme morale, concernant la propagation des maladies vénériennes, entraîneront la mise en place de nouvelles mesures étatiques visant l'inspection médicale des prostituées. Ainsi, en 1918, une nouvelle loi provinciale est sanctionnée afin d'établir l'examen médical des personnes appréhendées pour délit sexuel. En conséquence, à partir de septembre 1919, les médecins du service de police de Montréal commenceront à faire la détection des maladies vénériennes auprès des individus trouvés dans les maisons de prostitution lors des descentes. AVM 18, S1, SS1, Dossier 510-02.



## **2.2 Maintenir l'ordre au tournant du XX<sup>e</sup> siècle : le pouvoir des forces policières dans la régulation de l'ordre public et de la moralité.**

Les groupes de réforme morale croyaient non seulement que l'État avait une importante responsabilité dans la suppression du vice, mais également que celle-ci revenait aux pouvoirs locaux et tout particulièrement aux forces policières. C'est dans cette optique qu'à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on constate un nombre important de demandes formulées au Service de police de la Ville afin que ce dernier procède à la répression des différentes formes de vice dans la cité, notamment la prostitution, le vagabondage et l'ivresse. Ceci correspond à ce que John C. Weaver décrit comme un important changement qui se produit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans la perception que l'on accorde au rôle de la police urbaine. Selon cet auteur, à partir des années 1880, il devient communément accepté que les policiers ne sont pas uniquement des employés municipaux appelés à protéger la propriété privée, ou voir à la répression des manifestations de désordre, mais qu'ils doivent également personnifier et défendre les standards moraux de la communauté<sup>57</sup>.

Afin de mesurer les divers changements dans la répression policière de l'ivresse, du vagabondage et de la prostitution, nous avons choisi d'observer les statistiques relatives aux arrestations effectuées pour ces infractions par le Service de police durant la période située entre 1890 et 1920. Un survol préliminaire de ces chiffres nous a toutefois permis de constater que ceux-ci laissent présager plusieurs difficultés d'analyse que nous indiquerons au fil de notre démonstration. Pour tenter de contrer ces limites, nous avons décidé d'analyser ces statistiques en parallèle avec celles incluses dans les rapports de la CRM. Nous rappellerons ici qu'il est normal que ces deux séries ne concordent pas. Premièrement, malgré le fait que la grande

---

<sup>57</sup>Weaver, *op. cit.*, pp. 110-111.

majorité des individus arrêtés et incriminés pour des infractions contre l'ordre public et la moralité étaient jugés par le Recorder, une fraction tout de même importante de ces derniers se retrouvaient devant la Cour de police ; ceci s'applique notamment à certaines accusations de vagabondage, de désordre, prostitution, aux maisons de jeu, ainsi qu'à la vente et la fabrication d'alcool. Deuxièmement, les policiers et la CRM avaient des façons différentes de comptabiliser les cas qu'ils recevaient. Ce point est par ailleurs soulevé par le greffier de la CRM, Lucien Forget:

[...] the police do not know all the law although I may say that they understand their duty. An officer arrests a man for being disorderly or for committing a breach of the peace, but when the case comes before the Court, we have to see what the evidence is and follow the case out. . When a man is drunk, I always put him out as drunk, to show that drunkenness is the cause of nearly all disorder. We had a case before the Court today of a man who was drunk, cruelly treating his horse and resisting arrest by the constable. That appears as three cases in my book, but is one in the record of the Chief of police, which is "ill treating a horse".<sup>58</sup>

Ainsi, les individus arrêtés pour un délit pouvaient, dans certains cas, être accusés d'une ou de plusieurs autres infractions devant les cours. Malgré les différences qui caractérisent les statistiques incluses dans les rapports annuels de la police et celles de la CRM, nous croyons que ces dernières, lorsqu'utilisées de façon complémentaire, peuvent offrir un aperçu de l'évolution de la répression au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>58</sup> *Liquor Traffic. Quebec*, dans *Sessional Papers*, no. 11, Session 1895, vol. XVIII, p. 779

### 2.2.1 La répression de l'ivresse et du vagabondage

Tout comme durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ivresse continuera, au cours de la période étudiée ici, à être la principale infraction pour laquelle les Montréalais se retrouvent devant la justice criminelle. En même temps, les années 1910 sont témoin d'un renouveau dans la lutte contre l'ivrognerie. Comme nous l'avons déjà mentionné, on assiste au début de cette décennie à l'émergence d'une campagne visant une réglementation plus sévère des débits de liqueurs, voire même, pour certains, la prohibition totale des boissons enivrantes. À cet effet, la nouvelle législation concernant les heures d'ouverture des établissements de vente d'alcool mise en place en 1911 s'accompagne toutefois d'un élan de répression contre les ivrognes eux-mêmes. Ainsi, l'ordre est donné par le Chef de police Olivier Campeau d'amener tous les individus trouvés en état d'ébriété après les heures de fermeture des buvettes devant le Recorder<sup>59</sup>. L'observation des statistiques nous permet de constater que cette année-là marque le début d'une hausse importante des arrestations et des plaintes reliées à l'ivresse (Figure 2.1 et Figure 2.2).

Le nombre d'arrestations et de plaintes concernant le vagabondage ne subit cependant pas de hausse significative au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle, les infractions reliées au vagabondage avaient compté pour la majorité des arrestations et des incriminations, après l'ivresse. Ce n'est que dans les années 1910 que cette tendance se modifie (Figure 2.1 et Figure 2.2)<sup>60</sup>. Les changements dans la répression du vagabondage durant cette décennie sont

<sup>59</sup> *Montreal Daily Witness*, 8 mai 1911, p. 1.

<sup>60</sup> On se fiera ici uniquement au graphique concernant les plaintes déposées devant la CRM. Les statistiques de la police montrent en effet que les cas de vagabondage chutent abruptement entre 1904 et 1905 (Figure 2.2). Comme nous le verrons plus loin, ceci n'est pas l'effet d'une baisse réelle de ces arrestations, mais plutôt celui d'un changement dans la manière de comptabiliser ces cas.

difficiles à mesurer, car les rapports de police et ceux de la CRM laissent entrevoir une évolution quelque peu différente des courbes<sup>61</sup>. De manière générale, on peut toutefois constater que les taux d'arrestations et d'incrimination pour ces cas ne subissent pas d'augmentation aussi substantielle que ceux pour ivresse ou les infractions reliées aux maisons de prostitution (Figure 2.1 et Figure 2.2). Il est difficile d'attribuer une explication à ce phénomène, car, comme nous l'avons déjà mentionné, le vagabondage est une accusation complexe qui sert à réprimer plusieurs types de comportements : ivrognerie, prostitution de rue, mendiants, vagabonds, désordre public, etc. Cependant, nous avancerons ici deux hypothèses. Premièrement, il est fort probable que ceci soit l'effet d'une certaine diminution des manifestations de pauvreté extrême dans la ville, conséquence de l'élargissement du réseau d'assistance montréalais. Deuxièmement, dans l'optique où durant ces années est mise sur pied une virulente croisade contre la consommation d'alcool, il est possible qu'un grand nombre d'individus qui autrement auraient été incriminés pour vagabondage, aient été accusés d'ivresse.

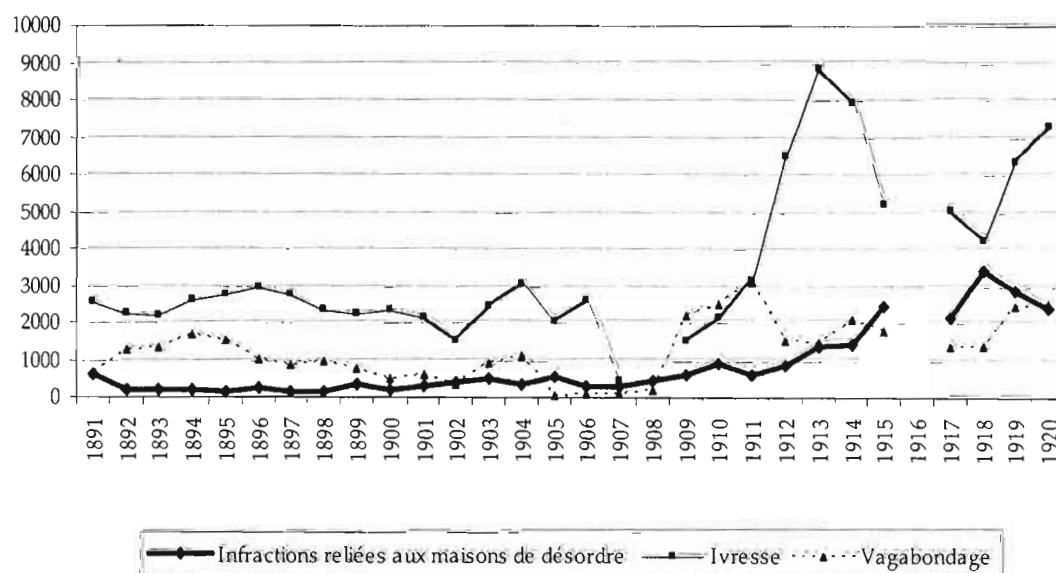
Il nous apparaît toutefois pertinent de préciser que ces variations dans les courbes concernant les arrestations et les plaintes peuvent aussi être influencées par d'autres facteurs. Par exemple, comme nous l'avons déjà mentionné, au tournant des années 1910, Montréal connaît augmentation rapide de sa population due à l'immigration, à l'urbanisation et surtout, à l'annexion de plusieurs municipalités avoisinantes. Aussi, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'absence de filet social ainsi que la précarité et l'instabilité du travail font en sorte qu'une partie

---

<sup>61</sup> Les statistiques de la police indiquent une augmentation des arrestations pour vagabondage au début de la décennie, une autre autour de 1914 puis finalement une nouvelle remontée à la fin de la période. Les chiffres de la CRM quant à eux indiquent une légère remontée en 1914, sans toutefois laisser présager aucune hausse substantielle durant toutes ces années.

considérable de la société vit dans des situations économiques caractérisées par leur fragilité. Face à cette vulnérabilité structurelle, il est possible que les périodes de crise aient entraîné une augmentation des populations susceptibles d'être arrêtées et incriminées devant les cours. On peut à cet effet remarquer qu'au cours de l'année 1914, alors qu'émerge une période de récession, on observe une hausse du nombre de plaintes pour vagabondage et ivresse jugées à la CRM (Figure 2.2). On peut également noter l'entrée du Canada dans la Première Guerre mondiale qui a provoqué l'enrôlement de plusieurs milliers de jeunes hommes de la classe ouvrière, catégorie d'individus qui représente une fraction significative des personnes qui sont arrêtées et amenées devant les cours, tout particulièrement pour des infractions comme vagabondage et ivresse.

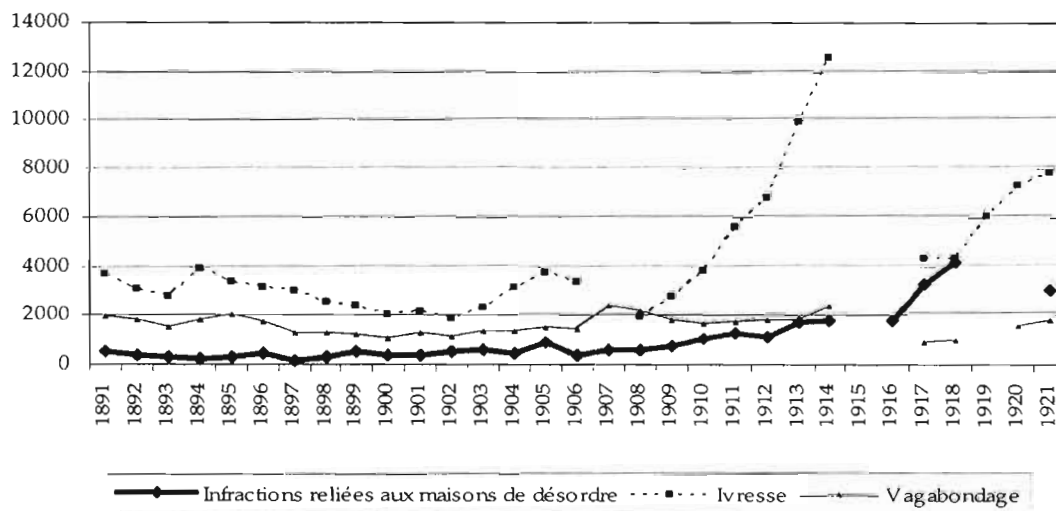
**Figure 2.1** Nombre d'arrestations concernant des infractions liées au vagabondage, à l'ivresse et aux maisons de désordre, 1891-1920.<sup>62</sup>



Source : AVM, *Rapports annuels du Service de police de la Ville de Montréal*, 1891-1920.

<sup>62</sup> L'on notera ici que nous ne possédons pas les données pour l'année 1916.

**Figure 2.2** Plaintes déposées devant la Cour du Recorder de Montréal pour des infractions liées au vagabondage, à l'ivresse et aux maisons de désordre, 1891-1921.



Source : AVM, *Rapports annuels de la Cour du Recorder de Montréal*, 1899-1921.

Les variations dans les courbes peuvent aussi être influencées par diverses modifications aux lois concernant ces infractions. Par exemple, si on observe l'évolution des arrestations pour vagabondage au cours des années 1900, on constate qu'entre 1904 et 1905, celles-ci chutent abruptement de 1153 à 39 cas et qu'elles demeurent à un taux très bas durant les années 1906, 1907 et 1908 (Figure 2.1). Or, cette diminution est due principalement à certains changements dans les règlements servant à l'incrimination des vagabonds. En juin 1905, le Conseil de Ville vote un nouveau règlement municipal permettant l'arrestation de tous les individus « flânant dans les rues, voies publiques ou ruelles, ou sur les trottoirs, pavages ou places publiques de la cité », ou encore qui font « du tapage ou du bruit dans ou près d'une rue ou place publique »<sup>63</sup>. Or, le rapport de police pour 1905 indique une augmentation du nombre d'arrestations liées aux règlements municipaux, soit

<sup>63</sup> Règlement no. 333, adopté le 19 juin 1905, G. Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 329.

3736 cas, comparativement à 681 pour l'année précédente<sup>64</sup>. Dans cette optique, il est fort probable que la baisse des arrestations pour vagabondage indiquée dans les statistiques policières, ne correspond pas à une réelle diminution de ces cas, mais tout simplement au fait que ceux-ci ont été comptabilisés parmi l'ensemble des arrestations concernant les règlements municipaux<sup>65</sup>.

On remarquera également que les rapports annuels de la police, ainsi que ceux de la CRM, n'ont enregistré aucun cas d'ivresse pour l'année 1907 (Figure 2.1 et Figure 2.2). Or, cela est aussi la conséquence de certains changements législatifs. C'est notamment ce qui ressort d'une lettre envoyée par le greffier de la CRM, L. A. Lefebvre, à M. E. H. Saint-Denis, Secrétaire du bureau des statistiques du gouvernement du Canada. Dans cette missive, Lefebvre explique au fonctionnaire fédéral les causes de la baisse fulgurante de cas d'ivresse enregistrés au cours de l'année 1907. Le greffier avance à cet effet qu'il s'agit de «circonstances tout à fait exceptionnelles» car si jusqu'au commencement de cette même année, les autorités procédaient à l'incrimination des individus trouvés gisant ivres, en vertu de la charte de la cité<sup>66</sup>, ce statut fut déclaré invalide dans le cadre d'une cause portée en appel devant la Cour supérieure. Ceci obligea donc les autorités à agir différemment :

---

<sup>64</sup> AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, 1904 et 1905.

<sup>65</sup> On remarquera également que les statistiques de la CRM montrent une évolution très différente de celles contenues dans les rapports de police, soit une moyenne de 1880 plaintes pour vagabondage déposées annuellement entre les années 1905 et 1908, ce qui nous indique donc qu'il n'y a pas eu de baisse dans la répression du vagabondage. Cependant, pour l'année 1905, celles-ci sont compilées sous l'ensemble des plaintes concernant la loi fédérale des vagabonds. À partir de 1911 celles-ci sont compilées dans la section comprenant les plaintes concernant les règlements municipaux, sous la rubrique « flâner dans la rue » ou « flâner la nuit ». AVM, *Rapports annuels de la Cour du recorder*, 1905, 1906, 1907 et 1908.

<sup>66</sup> AVM, P76, S0, D6, *Lettre de L. A. Lefebvre, Greffier de la Cour du Recorder à M. E. H. Saint-Denis, Secrétaire du bureau des statistiques, Ministère de l'Agriculture*, 18 décembre 1908.

Il est arrivé alors que les ivrognes arrêtés par la police ont [...] été détenus pour protection dans les postes de police et libérés, au petit jour, le lendemain matin. Cependant, dans tous les cas, où on a pu faire une accusation pour vagabondage on l'a faite [...]. Cette situation a duré plusieurs mois, jusqu'à ce qu'enfin la Ville ait fait un règlement pour rétablir les choses comme avant [...] <sup>67</sup>. Il n'y a pas de doute que les ravages de l'ivrognerie n'ont pas diminué à Montréal [...]. Quant au vagabondage, l'augmentation est réelle. En face du nombre de bandits dont Montréal est infesté, la police est obligée de sévir contre tous les gens suspects et porte très souvent contre eux des accusations de vagabondage, faute d'autres plus graves. <sup>68</sup>

Ce passage nous renseigne, d'une part, sur le caractère interchangeable des accusations pour vagabondage et celles pour ivresse et, d'autre part, sur l'important pouvoir discrétionnaire accordé aux policiers dans leur travail. Comme l'affirme Jennifer Davis, si les arrestations et les incriminations constituent les manifestations de discrétion policière les plus visibles pour l'historien, celle-ci pouvait également s'appliquer dans d'autres circonstances <sup>69</sup>. En effet, une grande partie du pouvoir disciplinaire des policiers s'opérait dans la rue, le plus souvent par des menaces ou un avertissement verbal <sup>70</sup>. De plus, comme le constate Davis dans son étude sur le système de justice de Londres dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs

---

<sup>67</sup> Nous n'avons pu déterminer quelle est la loi qui est utilisée jusqu'en 1907 afin d'incriminer les individus trouvés gisant et ivres. Toutefois, le 23 décembre 1907, le Conseil de Ville fait amender le règlement no. 333 afin de permettre l'incrimination de « toute personne qui sera trouvée gisant ou flânant ivre dans les rues, ruelles, places publiques champs, cours et autres endroits dans la cité ». Voir, Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 330.

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> Jennifer Davis, « Prosecutions and Their Context. The Use of the Criminal Law in Later Nineteenth-Century London », dans Douglas Hay et Francis Snyder (dir.), *Policing and Prosecution in England, 1750-1850*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 420.

<sup>70</sup> *Ibid.*; Emsley, *Crime and Society...*, p. 15.



personnes arrêtées étaient ensuite relâchées le lendemain, si l'on considérait que cette punition s'avérait suffisante<sup>71</sup>. Plusieurs témoignages indiquent que cette pratique existait également chez les forces policières montréalaises au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, tout particulièrement en ce qui concerne les individus trouvés en état d'ébriété. Ceci est notamment soulevé par le greffier de la CRM, Lucien Forget:

A large number of persons who are arrested for being drunk, especially on Saturday night, are [...] discharged by the police, and never appear before the Recorder's Court. [The number of these cases] is about two-thirds of the number that go before the court.<sup>72</sup>

La fonction de protection fait partie du travail des forces policières de plusieurs villes d'Amérique du Nord du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>73</sup>. À Montréal, on logeait dans les postes pour la nuit tant les vagabonds que, comme l'indiquent les propos de Forget, les personnes ivres incapables de regagner leur domicile<sup>74</sup>. Malheureusement, nous avons peu de sources pouvant nous informer sur les facteurs qui pouvaient influencer la décision d'arrêter, d'incriminer un

---

<sup>71</sup> Davis, *op. cit.*

<sup>72</sup> *Liquor Traffic...*, pp.781-782.

<sup>73</sup> Voir, entre autres, Eric H. Monkonnen, *Police in Urban America, 1860-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 86-108; Sur le cas de Montréal voir, Aranguiz, *op. cit.*, pp.33-38.; Eric Giroux, *Les policiers à Montréal: Travail et portrait socio-culturel*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1996, p.66-69. Cette pratique semble par ailleurs avoir existé dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle à Montréal. Voir Mary Anne Poutanen, «Bonds of Friendship, Kinship, and Community : Gender, Homelessness, and Mutual Aid in Early Nineteenth-Century Montreal», dans Bettina Bradbury et Tamara Myers (dir.), *Negotiating Identities in 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> Century Montreal*, Vancouver, UBC Press, 2005, p.32

<sup>74</sup> Giroux, *op. cit.*, p.68. Les statistiques incluses dans les rapports de police montrent l'importance de cette fonction, car au cours de certaines années le nombre de cas de protection est souvent supérieur au total des arrestations. Aranguiz, *op. cit.*, p.36.

individu ou de le relâcher le lendemain matin. Seuls certains commentaires de Lucien Forget, offrent une indication à cet égard :

Intoxicated persons who are quiet and can manage to get home are not arrested. [...] When a man is so drunk that he cannot walk the officers will bring him to the station and if he is known as a loafer and has created no disturbance he is often discharged by the sergeant of the station when he gets sober.<sup>75</sup>

Cette façon de procéder est mentionnée par le Chef de police Olivier Campeau en 1911. Selon ce dernier : «[...] when a man has been arrested for drunkenness, and it is known that he is a first offender and a respectable citizen, the captains have the option of releasing him when he has sobered up»<sup>76</sup>. Malheureusement, les sources n'indiquent pas quel était le niveau de tapage qui n'était pas acceptable dans l'espace public, ni les critères servant à différencier les « loafers » des citoyens respectables, parmi l'ensemble des individus arrêtés en état d'ébriété. Il n'en demeure pas moins que la notion de respectabilité était un élément déterminant dans les choix appliqués par les policiers au sein des processus d'arrestation et d'incrimination. Il n'est sans doute pas faux de penser que les perceptions de genre aient également pu jouer un rôle central dans ces différentes décisions. À cet effet, la loi offrait un très grand pouvoir aux policiers pour ce qui est d'incriminer les femmes interceptées dans les rues et autres espaces publics et, comme nous le verrons plus loin, ces derniers l'utilisaient abondamment.

En même temps, la liberté d'action des policiers n'était pas totale. Comme l'avance Jennifer Davis, si la police avait ses propres conceptions de ce que constituait une menace à l'ordre social, son besoin de financement public faisait en

---

<sup>75</sup> *Liquor Traffic...*, p. 780.

<sup>76</sup> *Montreal Daily Witness*, 8 mai 1911, p. 1.

sorte que les policiers ne pouvaient opérer sans l'approbation au moins implicite des citoyens<sup>77</sup>. Or, l'effort constant des forces policières pour concilier ces deux éléments est particulièrement perceptible dans la lutte qui prend forme au tournant du XX<sup>e</sup> siècle contre les maisons de prostitution.

### 2.2.2 Les forces policières et la lutte contre les maisons de prostitution

Malgré le fait que les tenants du mouvement de réforme morale commencent, dès le tournant des années 1890, à décrier la présence des maisons de désordre et à réclamer l'intervention des forces policières pour voir à leur suppression, les taux d'arrestation et d'incrimination pour des infractions reliées aux bordels demeureront relativement bas jusqu'au début des années 1910. Cette relative tolérance envers ces établissements caractérise l'attitude qu'entretient la police à l'égard de ces derniers durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les premières décennies de ce siècle, même si les maisons de prostitution font l'objet de plusieurs protestations de la part des habitants de la ville<sup>78</sup>, ce sont les prostituées travaillant dans l'espace public qui sont soumises à la plus grande répression policière. Tout indique que cette tendance

---

<sup>77</sup> Davis, *op. cit.*, p.421.

<sup>78</sup> Parmi les moyens utilisés par les élites du début et du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle afin de réclamer l'intervention policière pour voir à la fermeture des maisons de prostitution, on note l'utilisation de pétitions. À titre d'exemple, cet extrait d'une pétition envoyée en 1857 au Maire et au Conseil de Ville de Montréal, contenant les noms de plus de 350 habitants des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques qui se plaignent de la présence de maisons de prostitution sur la rue Lagauchetière : « Il est impossible de passer devant ces maisons sans être attaqué ou scandalisé par les discours et les cris des personnes qui les habitent ou même exposé à avoir les yeux sur des tableaux révoltants d'indécence, leur présence dans une rue aussi fréquentée est de nature à démoraliser entièrement la jeunesse de ces quartiers. » AVM, VM43, S4, D9, « Requête des habitants des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques contre les prostituées », 3 août 1849. Pour un autre exemple voir également, AVM, VM43, S4, D12, *Petition for Inhabitants of German & St. Constant streets complaining of certain houses of ill fame in German Street*, 16 septembre 1857.

se soit poursuivie au cours des prochaines décennies puisque, entre les années 1863 et 1890, les cas reliés aux maisons de désordre atteignent, au plus, 6,6% du total des arrestations et en moyenne 7,5% de l'ensemble des infractions concernant les femmes<sup>79</sup>. Il est toutefois difficile de mesurer l'évolution de la répression de la prostitution dans sa forme publique, dans la mesure où les femmes pratiquant cette activité étaient généralement accusées de vagabondage. Cependant, on observe que, durant cette même période, ces cas comptent pour 24,3% des arrestations chez les femmes<sup>80</sup>. Bien sûr, les femmes arrêtées pour vagabondage n'étaient pas toutes des prostituées. Néanmoins, il est probable que la forte représentation de la population féminine parmi l'ensemble de ces causes tend à indiquer l'existence d'une importante répression à l'endroit des prostituées trouvées dans l'espace public.

Cette relative tolérance à l'égard des maisons closes de la part des policiers durant le XIX<sup>e</sup> siècle, ne veut pas dire que ces derniers n'étaient pas préoccupés par la présence de ces établissements dans la ville. Au contraire, durant la période située entre 1863 et 1890, les différents chefs de police reviennent sans cesse sur le problème que constituent les bordels à Montréal<sup>81</sup>. Il est toutefois important de préciser que, durant une importante partie du XIX<sup>e</sup> siècle, il était impossible pour les policiers d'intervenir directement dans la suppression de ces établissements, la loi ne leur permettant pas de déposer des plaintes contre les tenanciers et les individus

---

<sup>79</sup> AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, 1863-1890.

<sup>80</sup> Durant les années 1863-1869, les femmes comptent pour 56,9% des arrestations pour vagabondage. Ce taux diminue toutefois par la suite. Ainsi, dans les années 1870, celles-ci forment 29,7% de cette population et dans les années 1880, 27,3%. Comme nous le verrons plus loin, durant les décennies suivantes, les femmes comptent généralement pour moins de 20% de ces cas. *Ibid.*

<sup>81</sup> On remarque également que les rapports annuels pour ces mêmes années contiennent systématiquement des statistiques concernant le nombre de maisons de prostitution opérant dans la ville. *Ibid.*

trouvés dans les maisons de désordre. Certaines sources indiquent en effet que la police pouvait procéder à l'arrestation de ces individus uniquement lorsqu'une plainte avait été préalablement déposée contre une telle maison par, au moins, deux habitants de la ville payant des taxes municipales <sup>82</sup>. Dans son rapport pour l'année 1875, le Chef F. W. L. Penton soulève l'importance de faire modifier la législation afin de faciliter le travail des policiers:

I would recommend [...] that the Police be authorised, on their own complaint, before the Recorder, to arrest the inmates of all disreputable houses [...], whenever the scandal is manifest or the locality unsuitable; and also that the Police should not be compelled to wait for citizens to lodge their complaints, for, as a rule, the latter, either through repugnance or fear, are seldom willing to do so.<sup>83</sup>

Certains indices indiquent qu'autour de 1880 l'obligation d'attendre qu'une plainte soit logée par deux particuliers sera levée pour permettre aux constables de déposer des plaintes contre les maisons de désordre<sup>84</sup>. Les statistiques indiquent toutefois que cette modification n'entraîne pas une augmentation des arrestations concernant les bordels. Dans les faits, ce nouveau droit acquis par les policiers ne semble pas avoir donné lieu à des changements dans leur façon de procéder à

---

<sup>82</sup> Nous ignorons exactement quelle est la loi qui dicte cette restriction. Nous avons cependant relevé plusieurs documents où ceci est évoqué. Par exemple, en avril 1875, le Recorder Sexton répond à une lettre envoyée par le Président du Comité de police qui cherche à comprendre pourquoi la CRM ne peut délivrer des mandats d'arrestation contre les maisons de désordre lorsque des plaintes sont déposées par les policiers : « [...]the practice of the Court always has been, and still continues to be, in conformity to the Law, in relation to such Warrants in England and in this Country, which accordingly to the provisions of the Statute made 'to facilitate the proceedings in such cases', requires that the Complaint should be made by at least two Inhabitants Rate-payers of the place to the Constable or Police ; and not by the Constables or Police themselves.», AVM, 3e série, Dossier no. 509.

<sup>83</sup> AVM, *Annual Report of the Chief of Police for the year 1875*, pp. 5-6.

<sup>84</sup> Ceci est notamment évolqué dans un article du journal *La Patrie* datant du 26 octobre 1880 : p. 3.

l'égard de ce type de causes. On notera ici les réponses du chef de police George Hughes aux questions qui lui sont posées sur ce sujet lors de la Commission royale sur le trafic des liqueurs :

Speaking about houses of prostitution : they have no legal standing in this community, I suppose?

-No

Do you have difficulty in prohibiting them? I suppose the police raid them at times?

-Yes, when complaints are made.

Only when complaints are made?

-Yes. [...]

And there are many complaints made?

-Not very often.

Do you find it difficult to suppress that class of institution in this city?

-The fact is that we don't suppress them.

Would it not be well, since that they are not suppressed, to license them?

-I think so.<sup>85</sup>

Comme en témoigne cet extrait, Georges Hughes, était favorable à une réglementation des bordels, plutôt qu'à leur répression. Cette opinion était par ailleurs partagée par la plupart des chefs de police montréalais durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>86</sup>, facteur qui peut sans doute aussi contribuer à expliquer le

---

<sup>85</sup> *Liquor Traffic...*, p. 245.

<sup>86</sup> Citons pour mémoire le commentaire suivant du chef de police Guillaume Lamothe dans son rapport pour l'année 1863 : « On prétend que régler la prostitution c'est l'encourager, rien n'est plus erroné ; c'est en la laissant libre et sans contrôle qu'on l'encourage, c'est seulement en la contrôlant qu'on peut la restreindre et l'empêcher de produire tout le mal que sa pleine liberté d'allure produit là où existe ce funeste préjugé que l'on ne doit pas intervenir ». (AVM, *Rapport annuel du Chef de police pour 1863*, p.10). Puis, en 1876, le Chef de police Penton aborde également ce sujet : « [...] with regard to disorderly houses or houses of ill fame [...] it is manifest that so long as they shall not be placed under the immediate control of the Police, as the practice adopted in most European countries, it will be utterly impossible to regulate and keep within bounds that pest of modern civilisation. » AVM, *Annual Report of the Chief of Police for the Year 1876*, pp. 5-6.

manque de rigueur dans les arrestations concernant ces établissements au cours de cette période. Toutefois, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que les groupes de réforme morale émergent et que leur intolérance envers les bordels se manifeste ouvertement, le laxisme des forces policières montréalaises devient de plus en plus contesté et leurs agissements sont l'objet d'une surveillance grandissante. Ceci entraîne notamment la tenue de deux enquêtes sur le travail des policiers dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle<sup>87</sup>. C'est en 1905 qu'est tenue la première de ces enquêtes. Celle-ci a été enclenchée à la suite d'accusations proférées à l'endroit du chef de police David Legault et d'autres officiers, les impliquant dans une affaire de pots-de-vin<sup>88</sup>. La sortie de ce scandale à la fin de l'année 1904 provoque la démission de Legault et de la nomination d'un nouveau surintendant à la tête du Service de police, Olivier Campeau<sup>89</sup>. Dans son rapport, le Juge Henri Taschereau qui a présidé cette enquête ne manque pas de condamner le système de tolérance qui existe à Montréal à l'endroit des maisons closes. Celui-ci avance notamment que les policiers doivent être au premier rang de la répression de la prostitution et ce, sans attendre que surgissent les plaintes des voisins de ces établissements<sup>90</sup>.

La tenue de l'Enquête Taschereau provoque ce qui apparaît comme une première augmentation substantielle des arrestations et des incriminations

---

<sup>87</sup> Sur celles-ci voir notamment, Jean-Paul Brodeur, *La délinquance de l'ordre*, LaSalle, QC, Hurtubise HMH, 1984, Coll., Recherches sur les commissions d'enquête, 368 p.

<sup>88</sup> On accuse notamment ces derniers d'avoir reçu de l'argent et des bouteilles de vin de la part de tenancières de bordels en échange de protection. AVM, VM 43, S2, *Enquête sur certaines accusations portées contre l'ex-chef de police David Legault, contre le capitaine de Police Trefflé O. Bellefleur et contre les constables Sanguinet, Guyon, Vézina et Deschamps*, 29 décembre 1904.

<sup>89</sup> AVM, VM 43, S6, SS2, D5, *Enquête sur le service de la police*.

<sup>90</sup> AVM, VM 43, S6, SS2, D6, *Rapport de l'honorable Juge Taschereau sur l'enquête et ses résultats*, pp. 53-54.

concernant les maisons de désordre. Ainsi, pour l'année 1905 l'on procède à 544 arrestations et au dépôt de 811 plaintes devant la CRM pour ce type d'infractions, soit près de deux fois plus qu'au cours de l'année précédente<sup>91</sup>. Il ne semble cependant pas que les recommandations du Juge Taschereau aient été suivies à plus long terme, car dès 1906 on assiste à une baisse des cas concernant les maisons de désordre (Figure 2.1 et Figure 2.2). Le retour de cette attitude de tolérance de la part du service de police à l'égard du « vice commercialisé » provoque le déclenchement, en 1909, d'un autre scandale impliquant la police. Cette fois-ci, des allégations qui visent le chef Campeau sont énoncées par le Révérend Arthur French, qui a mis sur pied une campagne contre la prostitution<sup>92</sup>. On reproche notamment à Campeau d'avoir mis sur pied un système de réglementation des maisons de prostitution<sup>93</sup>. Ces allégations, ainsi que d'autres accusations de corruption qui visent plusieurs départements de l'Hôtel-de-Ville, entraînent, à la demande des membres du mouvement réformiste, la mise sur pied d'une nouvelle commission d'enquête. En ce qui touche spécifiquement le Service de police, l'enquête présidée par le Juge Lawrence Cannon aborde, entre autres, les questions concernant la tolérance envers la vente illégale des liqueurs alcooliques, les maisons de jeu et les bordels<sup>94</sup>. Dans

---

<sup>91</sup> En 1904, les rapports annuels de la police indiquent qu'il y a eu 354 arrestations pour des infractions reliées à la tenue et à la fréquentation des maisons de désordre. Aussi, 483 plaintes ont été déposées devant la CRM cette année-là. AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, pour 1904 et 1905. AVM, *Rapports annuels de la Cour du Recorder*, pour 1904 et 1905.

<sup>92</sup> *La Patrie*, 25 février 1909, p. 1 et 8.

<sup>93</sup> Sur le fonctionnement de ce système voir : Andrée Lévesque, « Éteindre le 'Red Light': les réformateurs et la prostitution à Montréal, 1865-1925 », *Urban History Revue/Revue d'histoire urbaine*, vol. XVII, no. 3, février 1989, p. 192.

<sup>94</sup> Ironiquement, même si le surintendant Campeau est blâmé par le Juge Cannon, ce dernier ne retient aucune accusation contre lui. Olivier Campeau restera en poste jusqu'en décembre 1918. Voir Jean Turmel, *op. cit.*, p. 4 ; 22.



son rapport déposé en décembre 1909, Cannon condamne les agissements du Service de police quant à son manque de rigueur dans la répression du vice. Parmi les recommandations faites par le Juge, on notera l'abolition de la Commission de police, la réorganisation du Service de police ainsi que l'augmentation de ses effectifs<sup>95</sup>. La tenue de l'enquête Cannon aura d'importantes conséquences pour la police de Montréal. D'une part, entre les années 1909 et 1914, la Ville embauche 597 nouveaux policiers, faisant ainsi passer le corps policier de 614 à 1211 membres<sup>96</sup>. De plus, l'on procède à la fin de l'année 1909 à la création du Bureau de la moralité, une escouade spécialement assignée aux problèmes de la prostitution, des drogues illicites et de la vente illégale d'alcool<sup>97</sup>.

La tenue de l'enquête Cannon et les différentes réformes du Service de police aura d'importantes conséquences dans la répression des maisons de désordre. En effet, comme le montrent les statistiques, à partir de 1909, on assiste à une augmentation progressive du nombre d'arrestations et de plaintes reliées à ces établissements (Figure 2.1 et Figure 2.2). De plus, le climat créé par la vague de panique sur la traite de blanches au début des années 1910 contribue à maintenir cette répression. Puis, la période qui marque la fin de la Première Guerre mondiale entraîne une nouvelle vigueur dans cette lutte, provoquée sans aucun doute par l'arrivée d'un nouvel acteur dans le paysage réformiste montréalais, le Comité des seize, une association spécialement vouée à la suppression du vice dans la cité<sup>98</sup>. Au

---

<sup>95</sup> Pour remplacer le Comité de Police, le Juge Cannon propose la mise sur pied d'une commission nommée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil mandatée pour contrôler l'ensemble des corps de police et la police provinciale. Toutefois, cette proposition ne sera jamais mise en pratique.

<sup>96</sup> Turmel, *op. cit.*, p. 39.

<sup>97</sup> AVM, VM 43, S2, *Procès-verbaux*, 17 novembre 1909, pp. 137-138.

<sup>98</sup> Au sein du Comité des seize on retrouve plusieurs réformateurs sociaux montréalais importants comme, entre autres, Eleanor Tetley du MLCW et Owen Dawson, greffier à la

cours de cette période, on assiste à l'émergence d'un important débat entre ce groupe et les représentants de la justice criminelle et la Ville autour de la question des maisons de désordre qui durera essentiellement de 1918 à 1924. Au cours de cette période, le Comité des seize ne cessera de décrier l'inaptitude des autorités pour ce qui est de procéder à la fermeture des maisons closes. Cette critique sera dirigée envers le Service de police, les pouvoirs municipaux<sup>99</sup>, ainsi que les Recorders. Mais, dans un premier temps, l'essentiel du blâme est dirigé contre les forces policières :

[...] the officers in charge of the police department are far too experienced not to know that there are many other methods of suppressing vice besides the occasional arraignment of offenders in court. [...] The police officers know that the first measure necessary in suppressing vice is to impress upon the minds of those engaged in vice that [...] the department does not intend to 'tolerate immoral conditions. Upon the announcement of such a policy by the police official there would be an automatic closing of a large number of such places without even the need for arrest or prosecution of the owners, agents or operators.<sup>100</sup>

L'arrivée du Comité des seize sur la scène publique montréalaise marque le début d'une nouvelle vague de répression policière contre les maisons de désordre.

---

Cour des jeunes délinquants ainsi que des représentants du Clergé protestant, catholique et juif. Voir Andrée Lévesque, *Résistance et transgression. Études en histoire des femmes au Québec*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1995, p. 93.

<sup>99</sup> Effectivement, le Comité des Seize se montrera très critique à l'égard de la position du Maire Méderic Martin sur la question de la prostitution, ce dernier ayant déclaré être favorable à la réglementation des maisons closes. Voir Myers, *Criminal Women...*, p. 99; Lévesque, *Résistance...*, p. 104.

<sup>100</sup> Committee of Sixteen, *Preliminary Report of an Unofficial Organization upon the Vice Conditions in Montreal after an Investigation lasting three months financed by private citizens. Conducted during August, September and October 1918*, Publication no. 1, 1918, pp. 18-19.

Ainsi, durant les années 1917 et 1918, les taux d'arrestations concernant les maisons de prostitution atteignent des niveaux jusqu'alors inégalés (Figure 2.1 et Figure 2.2). Dans cette optique, l'opinion du Comité des seize selon laquelle les forces policières ne contribuaient pas à la répression du vice sera vivement contestée par le nouveau Chef de police Pierre Bélanger. D'après Bélanger, le Service de police fait tout ce qui est en son pouvoir afin de voir à la répression des maisons de prostitution et l'on a tort d'attaquer celui-ci. La réelle entrave à la lutte contre les maisons closes se trouve dans les peines trop légères accordées par les tribunaux aux tenanciers et aux prostituées qui travaillent dans ces maisons. Ce point est notamment soulevé par Bélanger dans une lettre qu'il envoie au président de la Commission administrative, M. Décary :

Il n'entre pas dans les attributs d'un chef de police de faire des commentaires sur les jugements des tribunaux, et encore moins de les critiquer. Ce n'est pas d'ailleurs là mon intention en vous communiquant ces renseignements. Nous poursuivons avec beaucoup d'activité une campagne incessante contre les maisons de désordre. Mais cette campagne peut-elle obtenir des résultats appréciables, si les tribunaux ne nous donnent pas leur concours? [...] je crains que l'on veuille en pratique un système de répressions légères pour cette catégorie d'offenses criminelles.<sup>101</sup>

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les demandes constantes des réformistes en ce qui a trait à la suppression du vice avaient résulté en un accroissement du pouvoir de l'État dans l'arrestation et l'incrimination des vagabonds, des ivrognes et tout particulièrement des prostituées travaillant dans les maisons closes. Une large partie de ce pouvoir avait notamment été attribué aux forces policières, tant par le biais de mesures légales que dans une augmentation de leurs effectifs. En même temps, ces dernières se trouvaient dans une situation quelque peu difficile, car même si les

---

<sup>101</sup> AVM, VM18, S1, SS1, Dossier 510.3, 10 avril 1919.

policiers étaient en mesure de procéder à des arrestations et d'amener ces causes devant les cours, le réel pouvoir de sanction se trouvait dans les mains des magistrats. À cet effet, nous verrons dans une prochaine partie de ce chapitre comment les magistrats traitaient ces cas qui étaient amenés devant eux dans le contexte de réforme morale du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Voyons toutefois auparavant, qui étaient ces individus dont la présence dans la ville semblait poser un si grave problème.

### **2.3 Ivrognes, vagabonds et prostituées dans la ville.**

Depuis quelques années, nombre d'auteurs ont su tirer profit de la richesse des archives judiciaires afin de mieux connaître les individus accusés devant les cours; montrant, entre autres, les rapports complexes que ces derniers entretenaient avec la justice, leur usage de l'espace public, leurs stratégies de survie et les liens qu'ils établissaient avec les hommes et les femmes qu'ils côtoyaient. Une analyse similaire des cas entendus devant les cours montréalaises du tournant du XX<sup>e</sup> siècle entraîne toutefois certains obstacles. Les dossiers de la CRM et de la Cour de police, où étaient jugés la majorité des individus accusés à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, incluent peu d'informations sur les défendeurs ainsi que sur les infractions pour lesquelles ils comparaissent. Malgré de telles limites, nous croyons que ces documents peuvent néanmoins offrir de précieux indices sur les multiples contextes dans lesquels les accusés étaient arrêtés, sur certains aspects de la vie de ces individus et sur leurs interactions avec la justice criminelle.

#### **2.3.1 Les multiples visages du vagabond.**

Comme l'a montré une imposante historiographie, une grande partie de la vie des membres des classes populaires du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles se passait dans

les rues de leurs villes et villages. C'est surtout dans le contexte de l'Ancien régime et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que l'usage populaire de l'espace public a été abordé par les historiens<sup>102</sup>. Toutefois, comme le souligne Kathleen Lord, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle « the presence of women, men, and children engaged in a variety of social activities on city streets [...] remained an essential facet of working-class experience and cultural identities »<sup>103</sup>. Lieu de travail, de socialisation ou de divertissement, la rue occupait de multiples fonctions dans la vie des membres des classes ouvrières montréalaises du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. En même temps, pour certains d'entre eux, notamment les plus démunis, la rue faisait partie intégrante de leurs stratégies de survie. Toutefois, dans un contexte où l'on assiste à une résurgence des craintes de la bourgeoisie urbaine à l'égard de la présence de certaines catégories d'individus dans l'espace public, ces derniers deviennent sujets à une plus grande surveillance de la part des policiers. Aussi, dans la mesure où la loi des vagabonds permet l'arrestation et l'incrimination d'une vaste gamme de comportements publics, celle-ci jouera un rôle important dans ce processus<sup>104</sup>.

À ce jour, la majorité des historiens qui se sont penchés sur la question du vagabondage ont perçu ce phénomène comme étant essentiellement masculin. Cette tendance a été critiquée par certains auteurs. Mary Anne Poutanen affirme notamment qu'en agissant ainsi, l'historiographie a donné l'impression qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les femmes étaient absentes de l'espace public et que certaines infractions associées à l'errance, comme l'ivresse et le désordre, concernaient uniquement les

---

<sup>102</sup> Voir, entre autres, Christine Stansell, *City of Women : Sex and Class in New York, 1789-1860*, New York, Knopf, 1986, 301 p.; Arlette Farge, *La vie fragile, violence, pouvoir et solidarité à Paris au 18<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1986, 355 p.

<sup>103</sup> Kathleen Lord, *Days and Nights : Class, Gender and Society on Notre-Dame Street in Saint-Henri, 1875-1905*, Thèse de doctorat (Histoire), University McGill, 2006, 303 p.

<sup>104</sup> Poutanen, « The Homeless... », p. 29.

hommes. Aussi, ajoute-t-elle, lorsque la littérature a abordé la problématique du vagabondage en relation aux femmes, elle l'a fait par le biais de l'usage de la législation dans la répression de la prostitution. Or, les femmes accusées de vagabondage devant les cours n'étaient pas toutes des prostituées. De plus, la loi servait à réprimer de multiples actes commis par des individus des deux sexes au sein de l'espace public<sup>105</sup>. Bien que nous soyons d'accord avec ces propos, nous aurions tendance à expliquer cette attitude de l'historiographie par le fait qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire la période sur laquelle s'est attardée une très large partie de cette littérature, le vagabondage est effectivement un phénomène qui touche avant tout les hommes<sup>106</sup>. Certains indices tendent en effet à démontrer ceci, dont la très faible présence des femmes dans les institutions pour sans-logis<sup>107</sup> ainsi que parmi les individus arrêtés et incriminés pour des infractions reliées au

---

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> À cet égard plusieurs auteurs ont noté une diminution de la présence des femmes parmi les vagabonds dans le deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, Patricia Ferguson Clement constate que, dans le cas de la ville de Philadelphie, entre les années 1823 et 1861, la composition de la classe des vagabonds était formée d'environ 50% de femmes. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, soit entre les années 1876 et 1899, les femmes ne forment qu'au plus 25% des vagabonds. Voir Priscilla F. Clement, «The Transformation of the Wandering Poor in Nineteenth Century Philadelphia», dans Monkkonen, Eric (dir.), *Walking to Work. Tramps in America, 1790-1935*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1984, pp. 67-68. Sur la diminution des femmes au sein de la population des vagabonds aux États-Unis, voir également, Kenneth L. Kusmer, *Down and Out, On the Road, The Homeless in American History*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp.107-112.

<sup>107</sup> Par exemple, au refuge de nuit du *Montreal House of Industry and Refuge*, sans doute la plus importante institution pour les vagabonds à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle, les femmes comptent toujours pour au moins 15% des gens reçus dans cette institution entre 1863 et 1870. Toutefois, durant les années 1891-1899, elles constituent au plus 2% de cette population (Aranguiz, *op. cit.*, p. 21). On notera également l'importante diminution des femmes parmi les vagabonds logés dans les postes de police. Ainsi, entre 1863 à 1869, les femmes forment plus de la moitié de cette population, soit 56,2%. Toutefois, dans les années 1870 et 1880, elles n'en forment plus que le quart, 13% dans les années 1890 et dans les années 1910, seulement 3,7% des individus logés dans les postes de prison sont des femmes. AVM, *Rapports annuels du Service de Police de Montréal*, 1863-1920.

vagabondage. Par exemple, à Montréal, dans les années 1863 à 1869, 56,9% des arrestations pour cette infraction concernaient des femmes<sup>108</sup>, toutefois, entre 1891 et 1921, leur proportion dépasse rarement les 30%<sup>109</sup>. Bien qu'il y ait sans doute plusieurs causes à la diminution de la présence féminine au sein de cette population, nous pensons que celle-ci s'explique surtout par une certaine amélioration des conditions de vie chez les femmes de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, provoquée par l'expansion des possibilités de travail dans le secteur manufacturier pour elles et leurs enfants ainsi que par le développement de diverses mesures d'assistance réservées aux femmes et aux enfants.

Si, comparativement aux femmes, les hommes des classes populaires bénéficiaient de meilleurs salaires et de plus grandes chances de trouver de l'emploi, il existait cependant peu d'institutions et autres ressources charitables réservées à la population masculine, tout particulièrement pour les jeunes hommes célibataires<sup>110</sup>. Or, les statistiques relatives aux registres d'écrou indiquent que c'est cette tranche de la population qui est la plus représentée parmi les hommes écroués pour vagabondage. Durant l'ensemble de la période 1891-1921, 62,3% de ceux-ci sont célibataires. Aussi, une forte proportion sont âgés de moins de quarante ans et ceux qui sont dans la vingtaine forment le groupe le plus important de cette cohorte

---

<sup>108</sup> AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, 1863-1869.

<sup>109</sup> AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, 1891-1920. Pour l'ensemble de ces années, les femmes forment en moyenne 21% des individus arrêtés pour des infractions reliées au vagabondage (vagabondage, désordre, *loose, idle and disorderly*, flâner, ne pas travailler). On peut toutefois remarquer les exceptions que forment les années 1891, 1915 et 1917. Durant celles-ci les femmes comptent pour 42%, 36,1% et 45,1% de cette population respectivement. Ceci s'explique sans doute par le fait que ces années sont témoins d'importantes vagues de répression contre la prostitution et bien que ce sont surtout les maisons closes qui seront visées par celles-ci, il est probable que les prostituées travaillant dans la rue en aient également subi les conséquences.

<sup>110</sup> Aranguiz, *op. cit.*

(Figure 2.3). Comme on pourrait s'y attendre, la grande majorité de ces hommes étaient des travailleurs non qualifiés (journaliers, serviteurs, débardeurs, etc.) (Figure 2.4). Les historiens du vagabondage se sont beaucoup penchés sur les *tramps*, ces ouvriers qui parcouraient les routes d'Amérique du Nord à la recherche de travail saisonnier et dont la présence dans les villes et villages ne manquera pas de causer plusieurs craintes chez les élites<sup>111</sup>. À Montréal, l'on assiste essentiellement au même phénomène. Ainsi, d'après le portrait qu'en dépeint la presse locale, la ville est infestée de vagabonds venus de l'étranger :

Pour chasser les vagabonds de l'étranger il faudrait sévir sévèrement. Wm Johnson et Wm Cameron ont été surpris dans l'un des hangars du Grand Tronc par le gardien-chef, M. Holdness, et logés au poste. Cet officier nous disait ce matin qu'il arrive toutes les semaines une nuée de vagabonds, qui s'abattent sur le pays et qu'il faudrait sévir contre ceux qui sont pincés, afin de donner un exemple salutaire à leurs compères qui ont l'intention de visiter le Canada. Ils ont été condamnés à \$2 d'amende.<sup>112</sup>

Les statistiques relatives à l'origine des hommes écroués pour vagabondage montrent toutefois que 70,3% d'entre eux étaient natifs du Canada. Pour ce qui est des autres, ils étaient principalement issus des îles Britanniques (Tableau 2.1). On doit cependant préciser qu'au milieu des années 1910, l'on retrouve une importante proportion d'individus nés dans les pays d'Europe continentale chez cette population, surtout des Italiens et des Russes. Par exemple, en 1915, les Russes et les Italiens comptent respectivement pour 7,4% et 8% des hommes incarcérés pour vagabondage. Bien que cette période soit témoin de l'arrivée de centaines d'immigrants issus de ces pays, comparativement à leur réel poids démographique, ces nationalités sont surreprésentées parmi la population masculine écrouée pour

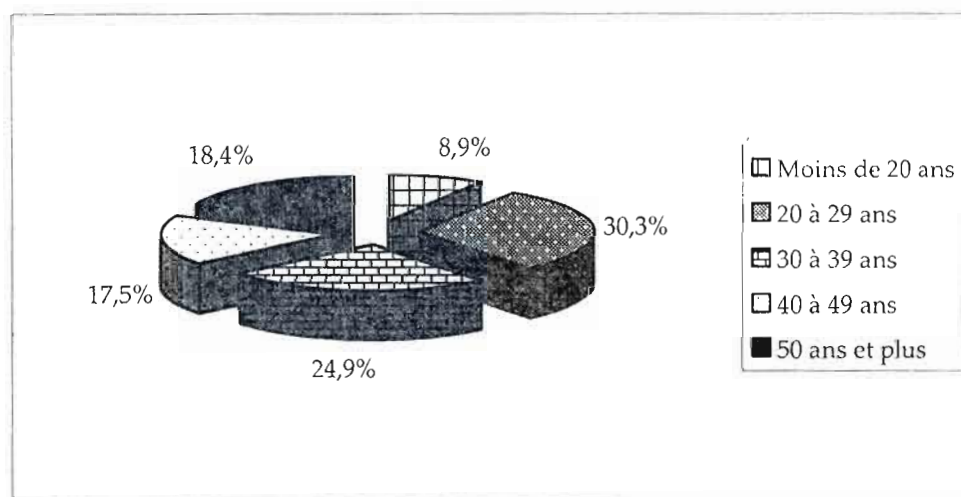
<sup>111</sup> Voir, entre autres Pitsula, *op. cit.*; Monkkonen, *op. cit.*; Ringenbach, *op. cit.*

<sup>112</sup> *La Patrie*, 1<sup>er</sup> août 1890, p.4.



vagabondage.<sup>113</sup> Même si la question des relations interethniques à Montréal au cours de cette période reste encore grandement à explorer, il est possible de constater que durant ces années surgissent, au sein de l'opinion publique, certaines inquiétudes à l'égard de ces nouveaux arrivants. Ceci se manifeste notamment par la présence de plusieurs préjugés à leur égard dans la presse locale, dont certains concernant leur propension au crime<sup>114</sup>. Dans cette optique, il est plus que probable que la présence relativement importante de ces hommes parmi les individus écroués pour vagabondage ait été la conséquence de telles notions.

**Figure 2.3 Répartition des âges des hommes incarcérés pour vagabondage (1891-1921).**

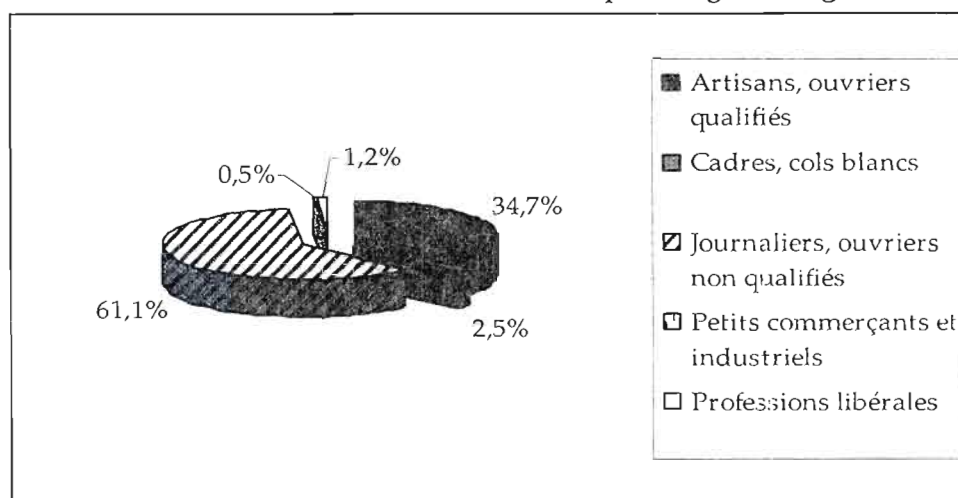


Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1921*.

<sup>113</sup> On notera que, d'après les données du recensement pour 1921, 1% des montréalais sont nés en Italie et 2,6 sont originaires de Russie. (Canada, *Sixième recensement du Canada*, vol. II-population, p.352.) Sur les immigrants italiens, nous verrons dans le quatrième chapitre de cette thèse, comment ces derniers sont également constamment représentés comme étant prompts à la violence.

<sup>114</sup> Voir, entre autres, *Le Devoir*, 29 décembre 1911 p.1 ; 5 mai 1915, p. 1. *Montreal Daily Witness*, 18 octobre 1907, p. 5.

Figure 2.4 Professions des hommes incarcérés pour vagabondage (1891-1921).



Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1921*.

Tableau 2.1 Origine des hommes incarcérés pour des infractions liées au vagabondage (1891-1921).

| Origine                    |       |
|----------------------------|-------|
| Canada                     | 70,3% |
| Royaume-Uni (sauf Irlande) | 11,5% |
| Irlande                    | 6,2%  |
| Autres pays d'Europe       | 7,2%  |
| Etats-Unis                 | 3,9%  |
| Autres                     | 1,0%  |
| Total                      | 100%  |

Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal, 1891-1921*.

Les journaux jouent un rôle important dans la diffusion des craintes autour des jeunes hommes présents dans l'espace public, les dépeignant, entre autres, comme des « vendeurs de drogues », des « assommeurs » et des « rôdeurs de nuit »<sup>115</sup>. On notera que les propos émis dans la presse sur les jeunes hommes accusés de vagabondage devant les cours contrastent souvent avec la gravité relative des

<sup>115</sup> *La Patrie*, 17 décembre 1906, p. 3 ; 14 novembre 1913, p. 12.

infractions faisant l'objet de la plainte. Par exemple, lorsque George Farmer comparait devant la CRM pour avoir fait du tapage dans la rue, le journal *La Patrie* ne manque pas de le décrire comme faisant partie « d'une dangereuse bande de voyous qui sème la terreur dans le quartier Saint-Louis [...] aussitôt la nuit venue »<sup>116</sup>. Aussi, dans la mesure où les dispositions de la loi des vagabonds permettent d'incriminer tout individu trouvé dans l'espace public qui ne rend pas un compte satisfaisant de lui-même, bien souvent ces hommes étaient amenés devant les cours pour s'être tout simplement trouvés dans la rue, parcs ou autres lieux publics, sans toutefois avoir commis aucun délit. Par exemple, en janvier 1912, Arthur Bérubé est arrêté et accusé de vagabondage devant la CRM car, selon les propos du surintendant de police, « depuis un mois courant nous voyons ce garçon-là flâner le jour et la nuit dans une salle de pool et sur la rue Mont-Royal, il vit sans recourir au travail (sic) nous croyons que c'est un vagabond »<sup>117</sup>.

Tout comme pour les jeunes hommes, le contexte de réforme morale du tournant du XX<sup>e</sup> siècle amène une surveillance accrue des jeunes femmes présentes dans les lieux publics par les forces policières. Dans les années récentes, des auteurs comme Tamara Myers et Carolyn Strange, entre autres, ont démontré le rôle important des plaintes pour vagabondage dans la criminalisation des jeunes femmes et adolescentes dont le comportement était jugé moralement condamnable. C'est notamment vrai pour celles qui défiaient l'autorité parentale, qui cherchaient la compagnie des hommes ou qui fréquentaient les salles de danse, le cinéma, les parcs et autres lieux publics. Selon Amanda Glasbeek, dans un contexte où surgit une préoccupation importante, tant pour les problèmes posés par la présence des jeunes

---

<sup>116</sup> *La Patrie*, 30 août 1901, p.8.; AVM, P76, S3, Plaintes de la police [après PP], *Le Roi contre George Farmer*, no. 5 du 30 août 1901.

<sup>117</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Arthur Bérubé*, no. 89, 17 janvier 1912.

femmes en milieu urbain, que pour les dangers encourus par ces dernières, — dont celui de « tomber » dans la prostitution—; « vagrancy charges were the most readily available weapon through which to achieve both aims »<sup>118</sup>. Cette utilisation de la loi des vagabonds est particulièrement notoire dans les plaintes déposées contre des mineures à la Cour de police et à la CRM. À cet effet, on peut observer que 56,5% du total des accusations portées contre ces dernières sont pour vagabondage<sup>119</sup>. À titre de comparaison, cette infraction concerne environ 20% de l'ensemble des femmes accusées devant les cours<sup>120</sup>. L'exemple de Laura Pelletier est assez représentatif des cas de vagabondage concernant les mineures. En novembre 1911, Laura, 14 ans, est amenée devant le Recorder après avoir été interceptée, entre deux et trois heures du matin, en compagnie d'une autre fille et de deux hommes sur la rue Craig par un constable. Accusée d'avoir flâné dans la rue et trouvée coupable, elle est condamnée à trois ans d'école de réforme par le Recorder Dupuis<sup>121</sup>. Il faut toutefois préciser que les mineures constituaient une infime minorité parmi les femmes incarcérées pour vagabondage<sup>122</sup>. Il n'en demeure pas moins que cette population était très jeune, la moitié des prisonnières étant âgées de vingt-neuf ans ou moins (Figure 2.5).

---

<sup>118</sup> Glasbeek, *op. cit.*, p. 207.

<sup>119</sup> Ceci est calculé à partir d'un total 127 cas pour lesquels nous avons pu identifier le défendeur comme étant un mineur, soit âgé de moins de seize ans. Ceux-ci ont été repérés parmi l'ensemble des plaintes déposées devant la Cour de police et la CRM au cours des années 1901, 1902 et 1911. Nous rappellerons ici qu'à partir de 1912 les causes concernant les mineurs seront entendues devant la Cour des jeunes délinquants qui ouvre ses portes au début de cette même année.

<sup>120</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>121</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Laura Pelletier*, no. 21, du 23 octobre 1911.

<sup>122</sup> La proportion exacte de mineurs, garçons ou filles, jugés devant les cours criminelles est toutefois difficile à établir avec exactitude dans la mesure où certains dossiers ne contiennent pas suffisamment d'information pouvant les identifier. Toutefois, à partir d'un échantillon de 675 cas de vagabondage jugés devant la Cour de police et la CRM durant les années 1901 et

On remarquera également que la population féminine emprisonnée pour vagabondage tend à rajeunir au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, entre les années 1891 et 1895, la moyenne d'âge de ces femmes est de 38 ans<sup>123</sup>. Toutefois, pour les années 1916 à 1921, celle-ci est de 31 ans<sup>124</sup>. Ce rajeunissement s'explique, selon nous, par l'augmentation de l'utilisation de la loi du vagabondage dans le contrôle des jeunes femmes présentes au sein de l'espace public, soit par loisir ou afin de gagner leur vie par le biais de la prostitution. Il est difficile de déterminer jusqu'à quel point les vagues de répression contre la prostitution auront un effet sur les arrestations concernant les prostituées de rue. Ceci dans la mesure où il est impossible d'évaluer la proportion de prostituées parmi les femmes accusées de vagabondage. La mention de prostitution est en effet très peu présente dans les sources; seulement 13,7% des dossiers pour lesquels nous avons une plainte indiquent qu'il s'agit d'un tel cas, ce qui nous apparaît comme une proportion peu représentative de la réelle présence des prostituées parmi ces accusées<sup>125</sup>.

---

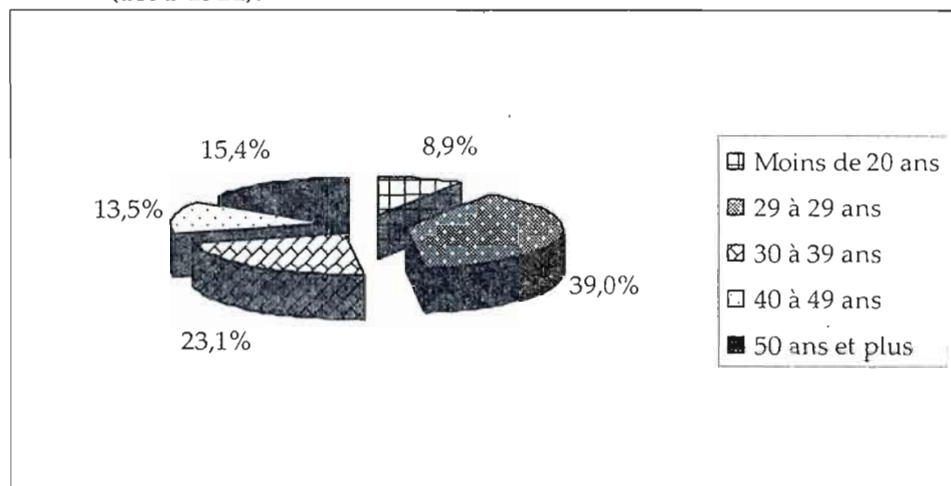
1911, nous avons repéré seulement 6 cas concernant des mineurs, ce qui constitue moins de 1% des causes.

<sup>123</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1891-1895.

<sup>124</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1916-1921.

<sup>125</sup> Pour arriver à ce résultat, nous avons calculé le nombre de plaintes indiquant que l'accusée était en train de commettre la prostitution au moment de l'arrestation. Selon nous, il est fort probable que, durant certaines années, les plaintes pour vagabondage aient compris une majorité de cas de prostitution, tout particulièrement dans les années 1910, alors que la lutte contre cette activité s'intensifie dans la ville.

Figure 2.5 Répartition des âges des femmes incarcérées pour vagabondage (1891-1921).



Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1921*.

Malgré ces limites, les dossiers judiciaires nous offrent quelques informations sur les contextes dans lesquels les prostituées travaillant dans la rue sont arrêtées. Comme l'indique Tamara Myers, la plupart d'entre elles étaient interceptées à l'intérieur du quartier *Red-light*<sup>126</sup>; sur les rues Cadieux, Saint-Laurent ou Lagauchetière, entre autres. Même si la plupart d'entre elles étaient arrêtées seules, certaines l'étaient en groupes, généralement composés de deux ou trois filles. Le fait que certaines dépositions mentionnent que les femmes ont tenté de solliciter le constable qui dépose la plainte, tend à indiquer que les policiers patrouillaient les rues habillés en civil dans le but de tromper les prostituées. Blanche Gauthier fut notamment accusée de vagabondage par un constable pour avoir « rôdé dans la rue Dorchester et gêné les passants en les incommodant se servant d'un langage insultant à leur adresse et spécialement à l'adresse du dénonciateur, savoir, en

<sup>126</sup> Myers, *Criminal Women...*, p. 77. Le *Red Light* correspond essentiellement au quadrilatère délimité par les rues Craig (aujourd'hui Saint-Antoine) au sud, la rue Sherbrooke au nord, le boulevard Saint-Laurent à l'ouest et la rue Saint-Denis à l'est. Voir Lévesque, *Résistance...*, p. 124.

l'invitant à aller commettre la prostitution »<sup>127</sup>. Des accusations de vagabondage étaient aussi portées contre des femmes qui travaillaient dans des maisons de désordre, mais qui se trouvaient dans la rue afin d'attirer des clients vers ces établissements. Par exemple, Dora Moreau, Alice Rohneiham, Minnie Powers et Marguerite Armstrong furent arrêtées alors qu'elles sollicitaient dans la rue. Leurs dossiers indiquent cependant que celles-ci habitaient dans la « maison de prostitution tenue par Marguerite Lyons, 306 rue Saint-Laurent »<sup>128</sup>.

Étant donné le jeune âge d'une importante proportion des femmes accusées de vagabondage, il n'est pas surprenant de constater que la plupart d'entre elles étaient célibataires, soit 48% pour l'ensemble de la période 1891-1921<sup>129</sup>. Les veuves quant à elles comptaient pour 14,8% de cette population et les femmes mariées pour 37,2%<sup>130</sup>. Ceci tend à indiquer qu'un grand nombre des femmes accusées de vagabondage vivaient sans conjoint<sup>131</sup>. Bien que les difficultés économiques étaient le lot d'une large fraction de la classe ouvrière, pour les femmes, ces obstacles se trouvaient souvent amplifiés. Bénéficiant de très bas salaires et de peu de possibilités de travail, la grande majorité des femmes mariées vivaient dans une situation de dépendance financière vis-à-vis leurs maris. Les célibataires, ainsi que les femmes qui se retrouvaient veuves ou séparées et qui ne pouvaient bénéficier du soutien financier de leurs proches risquaient souvent de tomber dans une situation

<sup>127</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Blanche Gauthier*, no. 2 du 14 février 1921.

<sup>128</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Dora Moreau*, no. 40 du 2 octobre 1911 ; *Le Roi contre Alice Rohneiham*, no. 41 du 2 octobre 1911 ; *Le Roi contre Marguerite Armstrong*, no. 42 du 2 octobre 1911 ; *Le Roi contre Minnie Powers*, no. 43 du 2 octobre 1911.

<sup>129</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1921*.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> Dans la mesure où la séparation légale et le divorce n'étaient pas des mesures accessibles à la grande majorité des membres des classes populaires, il est fort probable qu'une certaine fraction des femmes qui se déclaraient mariées ne vivaient plus avec leurs époux.

de pauvreté extrême. Comme le souligne Bettina Bradbury, il est probable qu'une majorité d'entre elles aient réussi à s'en sortir, notamment en ouvrant des petits commerces, logeant des pensionnaires, travaillant comme servantes ou en faisant appel à l'aide des institutions charitables<sup>132</sup>. Toutefois, pour celles qui n'arrivaient pas à surmonter ces obstacles, il fallait parfois tenter de survivre par le biais de l'errance, la mendicité ou la prostitution. La fragilité économique dans laquelle vivaient les femmes accusées d'infractions liées au vagabondage se reflète par ailleurs dans les métiers qu'elles déclarent pratiquer au moment de leur incarcération. Tout au long de la période, celles-ci disent occuper essentiellement deux occupations : 43,6% d'entre elles déclarent être servantes et 28,4% disent travailler à la journée. Les autres occupent toutes des petits métiers nécessitant peu ou pas de qualification comme couturière, blanchisseuse ou encore ménagère (Figure 2.6). On remarquera également que si, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le secteur manufacturier engage un large pourcentage de la main d'œuvre féminine, seulement 2% des femmes incarcérées pour vagabondage disent occuper un métier lié à cette industrie<sup>133</sup>. Les femmes arrêtées pour vagabondage occupaient donc des métiers précaires, mal payés et de moins en moins en demande au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui ne faisait sans doute qu'accroître les difficultés liées à leur subsistance quotidienne.

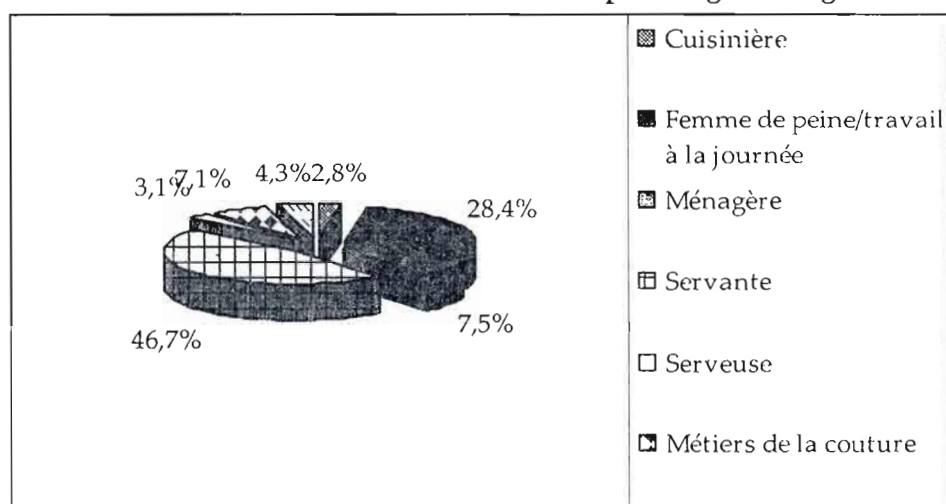
---

<sup>132</sup> Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal...*, pp. 261-285.

<sup>133</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1916-1921*.



Figure 2.6 Professions des femmes incarcérées pour vagabondage (1891-1921).



Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1921*.

Chez les hommes comme chez les femmes emprisonnés pour vagabondage, les Francophones et les Anglophones forment des proportions à peu près égales. Chez la population masculine, les Francophones comptent pour 47,9% et les Anglophones pour 50,5% durant l'ensemble de la période<sup>134</sup>. Du côté des femmes, les proportions sont de 45,2% et de 48,6% respectivement<sup>135</sup>. Pourtant, les données relatives aux recensements démontrent qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle Montréal est une ville majoritairement francophone<sup>136</sup>. En 1901, par exemple les Francophones représentent 56,3% des habitants de la cité et les Anglophones, 37,3%. Puis, en 1921, ces derniers ne représentent plus qu'environ le quart des Montréalais (24%), tandis

<sup>134</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1921*.

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> Comme le constate Paul-André Linteau, si les Anglophones forment 56,5% de la population montréalaise en 1844, en 1871 cette proportion n'est plus que de 45%. En 1921, ces derniers forment un peu moins du quart des habitants de la ville. Paul-André Linteau, «La montée du Cosmopolitisme montréalais», *Questions de Culture 2, migrations et communautés culturelles*, F. Dumont (dir.), IQRC, Ottawa, Léméac, pp.29 ; 52-53.

que les Francophones comptent pour 63,1% de ceux-ci<sup>137</sup>. Le grand nombre d'anglophones chez les prisonniers écroués pour vagabondage est, entre autres, l'effet de la présence d'un important nombre d'individus originaires des îles Britanniques au sein de cette cohorte (Tableau 2.1 et Tableau 2.2). On remarquera notamment la grande proportion d'Irlandaises parmi les prisonnières. Durant l'ensemble de la période, 17,1% des femmes incarcérées pour vagabondage sont natives d'Irlande (Tableau 2.2)<sup>138</sup>. Or d'après les données du recensement de 1891, seulement 5% des habitants de Montréal sont nés en Irlande puis, en 1921, ceux-ci ne forment plus que 1% de la population de la cité<sup>139</sup>. Bien que cette surreprésentation des Irlandais s'applique également aux hommes, on peut remarquer qu'elle est nettement moins importante que chez les femmes (Tableau 2.1 et Tableau 2.2)<sup>140</sup>.

---

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> La présence des Irlandaises est particulièrement importante au début de la période. Ainsi, entre 1891 et 1895, celles-ci représentent en moyenne 33% de la population féminine emprisonnée pour vagabondage (BANQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal, 1891-1895*). Cette proportion est très similaire à celle trouvée chez les femmes incarcérées pour prostitution à Toronto. Selon Constance Backhouse, 29,3% des femmes écrouées pour des infractions reliées à la prostitution au cours de l'année 1895 étaient natives d'Irlande. Toutefois cette auteure base ses statistiques sur les femmes emprisonnées pour l'ensemble des infractions suivantes : vagabondage, *loose, idle and disorderly*, ivre et désordonnée et fréquenter une maison de désordre. Backhouse, *op. cit.*, pp.395, 399-400.

<sup>139</sup> Canada, *Sixième recensement du Canada, 1921*, vol. 2, p.352.

<sup>140</sup> Le même phénomène a également été remarqué par d'autres auteurs qui se sont penchés sur les origines démographiques de ces populations. Par exemple, Kenneth L. Kusmer, note que chez la population emprisonnée pour vagabondage à la maison de correction de Philadelphie au cours des années 1874-1875, 63% des femmes et 23% des hommes étaient nés en Irlande. Il remarque également qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, alors que le nombre d'Irlandais est devenu peu significatif chez la population des vagabonds masculins, chez les femmes leur présence est encore importante puisqu'environ la moitié d'entre elles sont originaires de ce coin du monde. Kusmer, *op. cit.*, pp. 105-107 ; 116-117.

Tableau 2.2 Origine des femmes incarcérées pour des infractions liées au vagabondage (1891-1921).

| Origine                    |       |
|----------------------------|-------|
| Canada                     | 63,3% |
| Royaume-Uni (sauf Irlande) | 10,2% |
| Irlande                    | 17,9% |
| Autres pays d'Europe       | 2,1%  |
| États-Unis                 | 6,0%  |
| Autres                     | 0,6%  |
| Total                      | 100%  |

Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1891-1921.

L'importante présence des Irlandaises parmi cette population démontre le rôle conjoint que jouent les rapports de genre, de classe et d'ethnicité dans les accusations et les incarcérations pour vagabondage. Si la vie n'était pas facile pour la plupart des membres des classes populaires, les difficultés liées à la survie se trouvaient amplifiées pour les immigrants. Certains d'entre eux devaient parfois faire face à la discrimination et aux préjugés. D'ailleurs tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les idées selon lesquelles les Irlandais étaient enclins au crime, à la violence et à la consommation d'alcool demeurent bien vivantes au sein d'une partie de l'opinion publique. Or, ces notions s'avéraient sans doute déterminantes dans l'attitude des policiers à l'égard des individus qu'ils interceptaient<sup>141</sup>. De plus, comme l'ont montré plusieurs auteurs, au XIX<sup>e</sup> siècle, les réseaux familiaux et sociaux jouaient un rôle important pour trouver du travail, ainsi que dans les situations de maladie, de chômage ou de difficultés économiques. À cet effet, il est probable que certains immigrants n'aient pu bénéficier de tels réseaux. En même temps, comme nous l'avons déjà mentionné, l'absence du soutien assuré par les proches, la famille ou la

<sup>141</sup> Helen Boritch, « Recidivism and Punishment in Ontario, 1871-1920 », *Social Science History* 29:1, spring 2005, p. 153.

communauté entraînait bien souvent des conséquences plus graves pour les femmes que pour les hommes. L'ensemble de ces facteurs explique en grande partie pourquoi les Irlandaises étaient aussi présentes parmi les femmes écrouées pour vagabondage. Discriminées à cause de leur sexe, de leur origine et ayant plus de chances de se retrouver dans des situations de grande pauvreté, ces femmes s'avéraient sans doute plus vulnérables à être l'objet d'arrestations et d'incarcérations<sup>142</sup>.

L'âge semble également avoir joué un rôle dans la grande présence des Irlandais parmi cette population. À cet effet, on observe que la moyenne d'âge des Irlandais écroués pour vagabondage est plus élevée que celles des individus d'autres origines ethniques, celle-ci étant de 45 ans pour les hommes et 46 ans pour les femmes (Tableau 2.3).

La vieillesse pouvait parfois entraîner des difficultés liées à la survie quotidienne chez les classes populaires, tout particulièrement pour les plus pauvres et ceux qui n'avaient pas d'enfants ou de famille pouvant les prendre en charge. À cet effet, il est possible que certains immigrants n'ayant pas de famille élargie au pays se soient retrouvés sans support économique disponible une fois la vieillesse atteinte. Malgré le fait que l'on retrouvait plusieurs institutions destinées à recevoir les vieillards à Montréal, plusieurs témoignages laissent croire que ces dernières

---

<sup>142</sup> On notera que de façon générale les Irlandais tendent à diminuer parmi les individus écroués pour vagabondage, ainsi que parmi l'ensemble de la population carcérale. Ceci semble avoir été la conséquence de deux phénomènes. D'une part, la baisse de l'immigration irlandaise au Canada au tournant du XXe siècle. Puis, d'autre part l'amélioration des conditions de vie des membres de cette communauté. Sur la présence des Irlandais dans Prison de Montréal, voir Fenchel, *op. cit.*, pp. . Sur l'amélioration des conditions de vie des membres de ce groupe ethnique voir Sherry Olson et Patricia Thorton, « The Challenge of the Irish Community in Montreal, in Nineteenth-Century Montreal, *Histoire Sociale/Social History*, vol. 35, no. 70, (2002), pp. 331-362.

étaient grandement insuffisantes<sup>143</sup>. Aussi, il arrivait que des vieillards soient renvoyés de ces institutions pour mauvaise conduite ou pour ivrognerie<sup>144</sup>. Pour certains individus plus âgés, la prison s'avérait donc parfois le seul lieu où ils pouvaient trouver un refuge.<sup>145</sup>

**Tableau 2.3 Moyenne d'âge des hommes et des femmes écroués pour vagabondage, par origine (1891-1921).**

| Origine     | Femmes |        | Hommes |        | Total |        |
|-------------|--------|--------|--------|--------|-------|--------|
| Canada      | 32     | (1007) | 36     | (2758) | 35    | (3765) |
| Irlande     | 46     | (285)  | 45     | (244)  | 45    | (529)  |
| Royaume-Uni | 35     | (163)  | 37     | (450)  | 36    | (613)  |
| États-Unis  | 30     | (95)   | 31     | (155)  | 30    | (250)  |
| Autres pays |        |        |        |        |       |        |
| d'Europe    | 30     | (33)   | 32     | (281)  | 32    | (314)  |
| Autres      | 31     | (9)    | 31     | (37)   | 31    | (46)   |
| Total       | 35     | (1599) | 36     | (3940) | 36    | (5539) |

Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1891-1921. (Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de cas ayant servi à calculer la moyenne d'âge).

Il arrivait également que certaines personnes qui n'étaient ni vieilles, ni infirmes soient envoyées à la prison pour des raisons uniquement reliées à leur grand état de pauvreté. Par exemple, en janvier 1901, Blanche Lavallée, une jeune femme de vingt et un ans, fait une demande à la CRM afin d'être envoyée en prison afin de trouver un refuge pour elle et son jeune enfant. Selon l'article du journal *The*

<sup>143</sup> *La Patrie*, 21 décembre 1900, p.1; 3 mai 1901, p. 6 et 30 octobre 1907, p.12.

<sup>144</sup> Bettina Bradbury, « Mourir chrétiennement. La vie et la mort dans les établissements catholiques pour personnes âgées à Montréal au XIXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no. 1, été, p.155.

<sup>145</sup> Cet état de choses était par ailleurs fréquemment dénoncé par plusieurs acteurs, dont les inspecteurs des prisons : « (...) les décès seraient sans doute encore moins nombreux à la prison de Montréal, si les refuges où les vieillards et les infirmes trouvent un dernier asile, n'étaient pas tout à fait insuffisants pour cette ville. Quelques-uns de ces misérables n'ayant que le choix entre la rue et la prison pour y mourir choisissent cette dernière, et font de leur mieux pour s'y faire condamner. » *Rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec pour 1898*, p. 15.

*Gazette* qui relate sa condamnation, celle-ci déclare n'avoir ni demeure, ni amis à Montréal<sup>146</sup>. De plus, bien que Blanche ait été mariée, tout semble indiquer qu'elle n'était plus avec son époux. Le Recorder Weir la condamnera à payer la somme, sans doute symbolique, de 1\$ ou à défaut, à purger une sentence de quatre mois d'emprisonnement<sup>147</sup>. Les sources indiquent que ces causes reliées à l'indigence étaient initiées de diverses façons. Comme le montre l'exemple de Blanche Lavallée, certains individus en faisaient la demande, soit directement à la Cour ou encore dans les postes de police. Parfois des cas étaient aussi signalés par des voisins ou des proches<sup>148</sup>. Quelques individus commettaient aussi de petits délits dans le but de se faire condamner à la prison, comme briser des vitres, des vitrines de magasin ou des lampadaires<sup>149</sup>. Bien qu'il est fort probable que pour un grand nombre de ces individus, le recours à la prison comme refuge ait été une façon de pallier temporairement leurs problèmes, pour d'autres ceci s'avérait une solution à long terme. Comme l'indique le Chef de police Hughes lors de son témoignage dans le cadre de l'enquête royale sur le trafic des liqueurs, certains indigents subissaient des emprisonnements à répétition :

They are arrested as vagrants and brought before the Recorder, and they are fined one dollar or three months in jail. They go to jail, and when they come out the same thing is repeated again<sup>150</sup>.

Bien qu'une analyse du taux de récidive de la population jugée devant les cours criminelles au tournant du XX<sup>e</sup> siècle dépasse le cadre de la présente étude, on peut constater que certains de ces individus se retrouvaient fréquemment devant les

---

<sup>146</sup> *The Gazette*, 4 janvier, 1901, p. 3.

<sup>147</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Blanche Lavallée*, no. 11 du 3 janvier 1901.

<sup>148</sup> *La Patrie*, 9 octobre 1891, p. 4; *La Presse*, 10 mars 1893, p. 6.

<sup>149</sup> Aranguiz, *op. cit.*, pp. 31-32.

<sup>150</sup> *Liquor Traffic...*, p. 237.

magistrats. Des historiennes comme Judith Fingard ont porté une attention particulière à cette tranche de la population criminelle; composant une « sous culture » de marginaux qui survivaient surtout par l'errance, la mendicité ainsi que, dans le cas de certaines femmes, par la prostitution et qui se retrouvaient de façon répétitive devant les cours. Quelques individus accusés devant la justice criminelle montréalaise correspondent effectivement à cette description. On notera ici l'exemple d'Onésime Charbonneau, pour lequel nous avons été capable de retracer 42 accusations déposées devant la CRM entre 1903 et 1921<sup>151</sup>. Une des nombreuses comparutions subies par Onésime est par ailleurs signalée dans un entrefilet dans le journal *La Patrie* en janvier 1911:

Onésime Charbonneau se traîne sur les genoux parce qu'il a les deux jambes coupées. Comme son infirmité l'empêche de gagner sa vie, il mendie. Seulement, dès qu'il a quelques sous il les liquide chez le prochain mastroquet et se saoule. C'est l'un des tristes habitués de la correctionnelle.<sup>152</sup>

Cette fois, le Recorder Weir condamnera Onésime à une sentence de trois mois d'emprisonnement, tout en déclarant que « Montréal devrait avoir au moins un refuge pour ces sortes de ruines dont le spectacle est une honte pour nos rues »<sup>153</sup>. Dans la mesure où le handicap d'Onésime faisait en sorte qu'il devait être difficile pour lui de gagner sa vie, la mendicité était sans doute une des seules façons par

---

<sup>151</sup> AVM, P76, S3, PP, 1903-1921. Il est fort probable que cet individu ait comparu devant la justice plusieurs autres fois. Nous avons choisi de ne tenter de retracer les plaintes que dans le cas des plaintes déposées à la Cour du Recorder entre 1900 et 1921. Aussi, dans la mesure où les plunitifs et les dossiers de la Cour de police ne sont toujours pas accessibles pour consultation, il a été impossible de faire une recherche similaire dans ces derniers.

<sup>152</sup> *La Patrie*, 4 janvier 1911, p.1.

<sup>153</sup> *Ibid.* Bien que l'article de *La Patrie* indique qu'il a reçu une sentence de huit jours d'emprisonnement, le dossier correspondant à cette cause indique qu'Onésime est plutôt condamné à trois mois. AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Onésime Charbonneau*, no. 29 du 4 janvier 1911.

laquelle il pouvait assurer sa survie. Or, ceci lui valut plusieurs comparutions devant la cour à travers les années. L'on doit toutefois préciser que, malgré la dénonciation virulente de cette pratique par certains éléments de l'élite, les accusations pour mendicité étaient peu nombreuses. Celles-ci comptaient pour seulement 5,5% des cas reliés au vagabondage et pour moins de 1% de l'ensemble des plaintes déposées devant les cours<sup>154</sup>. À cet égard, il est fort probable que la volonté de réprimer la mendicité ait été, dans la pratique, très difficile à appliquer, et ce, malgré les multiples demandes des réformateurs.

Un autre individu qui se retrouvera fréquemment devant la justice criminelle au cours de la période étudiée ici est Catherine M.<sup>155</sup>. Il nous est impossible de savoir exactement combien de fois cette femme sera incriminée. Cependant, un article dans le journal *La Patrie* à son sujet, datant de janvier 1902, indique qu'à cette date elle avait déjà subi vingt condamnations<sup>156</sup>. Pour notre part, nous avons été capable de retracer une trentaine de plaintes déposées contre elle entre 1890 et 1915. Comme plusieurs femmes fréquemment accusées de vagabondage, Catherine était née en Irlande. Elle arriva au Canada en 1887 alors qu'elle était âgée de vingt-trois ans<sup>157</sup>. Il est fort probable que, comme bien des immigrants, Catherine était venue dans ce pays afin d'y trouver une vie meilleure. Tout semble cependant indiquer que ses problèmes avec la justice ont débuté peu après son arrivée. Dès 1890, elle fut condamnée à trois mois d'emprisonnement pour vagabondage par le Recorder De

---

<sup>154</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>155</sup> Dans la mesure où plusieurs informations sur cette femme ont été prises dans le registre d'écrou de la prison des femmes, nous ne pouvons l'identifier.

<sup>156</sup> *La Patrie*, 15 janvier 1902. p.6.

<sup>157</sup> Canada, *Recensement de 1901*, Montréal, 178, Tableau 1, Microfilm T-6537.



Montigny « pour avoir tenu une conduite indécente sur la rue Colborne »<sup>158</sup>. Après cette incarcération, Catherine passera les vingt-cinq prochaines années à entrer et sortir continuellement de prison.

Malgré les divers problèmes auxquels elle devait faire face, il est probable que le parcours de Catherine ait quand même été marqué par des moments plus heureux, comme l'ont peut-être été son mariage et la naissance de son fils dans la deuxième moitié des années 1890<sup>159</sup>. Ces événements n'ont toutefois pas entraîné la fin de ses confrontations avec la justice. Les fréquentes incarcérations de Catherine ne semblent cependant pas l'avoir empêchée d'assumer son rôle de mère, du moins durant un certain temps, puisque pendant les années 1899 à 1902 son garçon sera souvent emprisonné avec elle<sup>160</sup>. Fait qui ne manquera par ailleurs pas d'être souligné par certains journaux, dont le journal *La Presse* en 1901 :

Kate a un charmant petit garçon de trois ans qui la suit partout. Entre-t-elle dans un hôtel, il entre à sa suite. Tombe-t-elle ivre au milieu du chemin, il ne la quitte pas pour ça.

---

<sup>158</sup> *La Patrie*, 18 décembre 1890. BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, entrée no. 90630, 1890.

<sup>159</sup> *La Presse*, 5 janvier 1901, p.20 ; BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1894 ; entrée no. 38640, 1899.

<sup>160</sup> Tout semble indiquer que les autorités carcérales faisaient preuve d'un certain laxisme pour ce qui est de permettre aux femmes écrouées d'amener leurs jeunes enfants avec elles lors de leur incarcération. En 1895, le Shérif de la prison écrit au Procureur général de la province de Québec sur ce sujet : « j'ai bien remarqué la présence de pauvres jeunes enfants à la prison avec leur mère, mais je crois, qu'il est humainement impossible de soustraire ces pauvres enfants à l'affection de leur mère qui sont d'ailleurs laissés avec elles lorsqu'elles reçoivent leur condamnation par [...] les magistrats ou le recorder. » Ce à quoi le Procureur général répondra « quand les enfants ont moins de 18 mois, il n'y a pas absolument objection à les laisser avec leurs mères dans les cas d'extrême détresse; mais pour les enfants plus âgés vous ne devez pas permettre la chose dans aucun cas ». La présence de ces enfants en prison était toutefois bien mal vue par certaines associations de protection de l'enfance comme le MSPWC qui croyaient que « great evil must result to the tender minds of young children by being brought in contact with adult criminals ». BAnQQ, E17, T131, dossier 1196/95.

Hier, il est encore entré avec elle dans la cellule au poste de police et s'est mis à fumer avec une pipe de plâtre. Il vient de passer douze mois avec sa mère en prison. Le pauvre petit ne connaît pas de meilleur foyer.<sup>161</sup>

Comme le montrent les exemples d'Onésime Charbonneau et de Catherine M. certains individus fréquemment accusés de vagabondage devant les cours étaient aussi souvent incriminés pour d'autres infractions. Ceci correspond au même phénomène noté par certains auteurs qui ont étudié des populations similaires. Amanda Glasbeek y voit la preuve que les diverses catégories d'infractions (vagabondage, ivresse, infractions concernant des maisons de désordre, vol, etc.) étaient seulement distinguées par la Loi et par le discours. Pour les individus accusés, celles-ci n'étaient pas des entités distinctes, mais formaient comme l'envers des stratégies qu'ils employaient afin d'assurer leur survie<sup>162</sup>. Dans le cas de femmes comme Catherine M., ces stratégies comprenaient très souvent l'errance, la mendicité, l'ivresse, la prostitution ainsi que, parfois, l'utilisation de violence<sup>163</sup>. À cet égard, Catherine sera incriminée au moins trois fois pour avoir commis des actes de violence contre d'autres personnes.<sup>164</sup> En août 1899, elle fut condamnée à deux mois d'emprisonnement pour assaut grave<sup>165</sup>. Puis, en 1911, elle fut accusée d'assaut par une certaine Madame Stevenson domiciliée rue Ottawa, qui déclara dans sa

---

<sup>161</sup> *La Presse*, 5 janvier 1901, p.20.

<sup>162</sup> Glasbeek, *op. cit.*, p. 201.

<sup>163</sup> Sur la place de la violence chez les femmes vagabondes, voir notamment Mary Anne Poutanen, « Images du danger dans les archives judiciaires : comprendre la violence et le vagabondage dans un centre urbain du début du XIXe siècle, Montréal (1810-1842) », *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, vol. 55, no 3, hiver 2002, pp. 381-405.

<sup>164</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, entrée no. 90350, 1899 ; entrée no. 90695, 1901 et entrée no. 90855, 1911.

<sup>165</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, entrée no. 90350, 1899.

plainte que Catherine l'avait assaillie « by striking her three times on the head with her fist, knocking her down senseless »<sup>166</sup>.

Comme l'indique également Mary Anne Poutanen dans ses travaux sur les vagabondes au début du XIX<sup>e</sup> siècle, celles-ci tissaient parfois de liens avec d'autres femmes et hommes qui se retrouvaient dans des situations similaires, relations qui s'avéraient importantes dans leur recherche de vivres, de refuge, de sécurité et de plaisir<sup>167</sup>. Dans le cas de Catherine, il est fort probable qu'elle ait trouvé une telle relation dans la personne de Dora A.. Les archives judiciaires témoignent en effet de quelques moments où les parcours de ces deux femmes se croisent. Celles-ci travailleront dans la même maison de prostitution durant un certain temps<sup>168</sup>. Aussi, les deux femmes buvaient parfois ensemble. En mars 1903 elles furent arrêtées alors qu'elles gisaient toutes deux ivres dans une maison abandonnée de la rue Saint-David entre trois et quatre heures de l'après-midi. Accusées devant la cour, Catherine et Dora seront toutes deux condamnées à deux mois d'emprisonnement et à payer une amende de 10\$ ou à défaut, à passer deux mois supplémentaires en prison. Aucune des deux ne pourra payer cette somme<sup>169</sup>. Peut-être est-ce la similitude de leurs parcours qui amènera ces deux femmes à se connaître? Tout comme Catherine, Dora était native d'Irlande (elle avait immigré en 1890<sup>170</sup>). Puis, comme sa compagne Dora A. était aussi pauvre et alcoolique. Puis, ce qui rejoignait

---

<sup>166</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Catherine M.*, no. 2377, 2 décembre 1901

<sup>167</sup> Voir entre autres, Poutanen, « Bonds of Kinship... », p. 26.

<sup>168</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Dora A.*, no. 10 du 11 avril 1904 ; *Le Roi contre Catherine M.*, no. 19 du 24 avril 1904.

<sup>169</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Catherine M.*, no. 4 du 19 mars 1903 ; *Le Roi contre Dora A.*, no. 5 du 19 mars 1903 .

<sup>170</sup> Canada, *Recensement de 1911*, Sainte-Marie, district no. 2, p. 15.

aussi sans doute ces deux femmes est l'usage qu'elles faisaient de la rue afin d'assurer leur survie.

### 2.3.2 Ivrognes dans la ville.

Source de loisir pour certains, de dépendance chronique pour d'autres, l'alcool faisait partie de la vie d'un nombre important d'hommes et de femmes de la classe ouvrière du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Il est probable que c'est le plus souvent au sein du foyer que les membres des classes populaires consommaient des boissons alcoolisées, lors d'événements spéciaux ou bien de façon quotidienne, comme source de loisir ou pour des fins médicales<sup>171</sup>. Mais c'est aussi dans l'espace public que ces derniers buvaient, ce qui les rendait par le fait même vulnérables aux arrestations policières. Comme nous l'avons vu précédemment, il semble que certaines personnes aient pu bénéficier d'une relative tolérance de la part des policiers qui, parfois, choisissaient de ne pas procéder à une arrestation ou qui les relâchaient le lendemain sans porter d'accusations contre elles. Il n'en demeure pas moins que, pour d'autres, le résultat d'une telle rencontre était une comparution devant la justice criminelle.

Les individus accusés d'ivresse étaient interceptés à travers la cité, mais le plus souvent, ces arrestations avaient lieu dans les plus vieux secteurs de Montréal; rues Craig<sup>172</sup>, Lagauchetière et Saint-Jacques, entre autres. En même temps, celles-ci avaient également lieu dans les quartiers plus récemment développés, comme le Plateau Mont-Royal. Ainsi, Georgy Rominick, un immigrant d'origine autrichienne âgé de 50 ans, fût arrêté alors qu'il mendiait en état d'ébriété au coin des rues

---

<sup>171</sup> Cheryl Krasnick Warsh, «'Oh, Lord, pour a cordial in her wounded heart': The Drinking Woman in Victorian and Edwardian Canada», dans *Drink in Canada: Historical Essays*, Cheryl Krasnick Warsh (dir.), Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 70-91.

<sup>172</sup> Aujourd'hui rue Saint-Antoine.

Christophe-Colomb et Mont-Royal<sup>173</sup>. Des individus étaient aussi parfois appréhendés dans les parcs et les places publiques, comme le Square Victoria ou le Carré Chaboillez. Dans certains cas, des arrestations avaient également lieu dans les zones rurales de l'île de Montréal. Ainsi, Fred Porter fût accusé de vagabondage devant la Cour de police, pour s'être trouvé ivre et avoir dérangé les passants en criant et jurant à la station de train de Sainte-Anne de Bellevue<sup>174</sup>.

À ce jour, les historiens ont abordé la question de la consommation d'alcool chez les classes populaires essentiellement sous deux angles. D'un côté, certains auteurs se sont penchés sur la condamnation morale et la répression subie par les ivrognes de la classe ouvrière au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. D'autres chercheurs ont plutôt axé leurs recherches sur le boire comme élément de la culture populaire lors de cette même période. Dans ce dernier cas, cette problématique a surtout été abordée par le biais de la taverne comme lieu d'expression de la culture ouvrière et, surtout, masculine<sup>175</sup>. D'après Craig Heron, les tavernes et débits d'alcool de la ville de Hamilton constituaient des endroits où se trouvaient consolidées deux représentations distinctes de l'identité ouvrière masculine; soit, une première forme de sociabilité contenue et accompagnée d'un boire modéré, puis un second type d'interaction, basé sur un comportement plus explosif, parfois même violent et comprenant une plus grande consommation d'alcool. C'est surtout cette deuxième forme d'expression de l'identité masculine qui, dans certains cas, se soldait par une visite chez le magistrat local<sup>176</sup>. À Montréal, tout comme à Hamilton, certaines accusations pour ivresse portées contre des hommes semblent avoir été la

---

<sup>173</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Georgy Rominick*, no. 9 du 19 mai 1911.

<sup>174</sup> BAnQM, E17, TL32, *Le Roi contre Fred Porter*, no. 494, 22 février 1911.

<sup>175</sup> Heron, *op. cit.* ; Delottinville, *op. cit.*

<sup>176</sup> Heron, *op. cit.*, pp. 426-430.

conséquence de tels comportements. À cet effet, ces derniers étaient parfois arrêtés après avoir été impliqués dans des bagarres dans les tavernes. Par exemple, en juillet 1921, Joseph Paquette comparaît sous une accusation pour ivresse devant la CRM. Or, celui-ci doit également répondre à deux plaintes pour dommages à la propriété; une première, déposée par le propriétaire de l'établissement, pour avoir brisé des tables et chaises, puis une autre, initiée par un des commis, qui accusera Paquette d'avoir déchiré sa chemise<sup>177</sup>. Bien souvent, les ivrognes poursuivaient leurs comportements tapageurs hors des tavernes, dans la rue ou autres lieux publics comme les parcs ou les ruelles. Ces derniers criaient, chantaient et attiraient ainsi l'attention d'un constable ou des habitants du quartier qui alertaient les autorités. Parfois, ces virées prenaient fin alors que les individus commettaient des dommages à la propriété d'un habitant de la ville, cassant portes, fenêtres, clôtures ou autres. Dans le cas d'Alcide Robitaille alias Larocque, c'est après avoir causé du désordre dans un tramway qu'il sera arrêté et accusé d'ivresse. En plus de répondre à une accusation d'ivresse, celui-ci sera l'objet d'une plainte déposée par le conducteur qui l'accuse d'avoir brisé une des fenêtres du véhicule. Le Recorder condamnera Robitaille à défrayer 8,50\$ pour dédommager la compagnie de tramway ou à défaut 15 jours d'emprisonnement. Dans ce cas, l'accusé paiera les frais<sup>178</sup>.

Bien que des femmes pouvaient aussi être arrêtées et incriminées pour s'être trouvées en état d'ébriété au sein de l'espace public, leur nombre était peu important parmi l'ensemble de ces cas. Entre 1891 et 1920, seulement 11,1% des arrestations pour ivresse effectuées par la police de Montréal concernaient des femmes<sup>179</sup>. Il est

---

<sup>177</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Joseph Paquette*, no. 6 du 26 juillet 1921.

<sup>178</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Alcide Robitaille alias Larocque*, no. 73 du 25 juillet 1921.

<sup>179</sup> AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, 1891-1920.

important de remarquer que, tout comme pour le vagabondage, la présence féminine parmi les cas d'ivresse diminue dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. On notera à cet effet que si celles-ci formaient environ 1/5 des individus arrêtés pour ivresse entre les années 1863 et 1885, entre 1891 et 1895, ce pourcentage baisse à 13,4 %. Puis, à la fin des années 1910, la proportion de femmes parmi ce type de cas décline encore, passant sous la barre des 10%<sup>180</sup>. Comme l'avance Tamara Myers, le déclin des arrestations pour des infractions liées à l'ordre public (vagabondage, ivresse, désordre) chez les femmes auquel on assiste à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle est la conséquence de l'émergence de nouvelles perceptions autour de la criminalité féminine et plus précisément, de la préoccupation croissante pour le problème des maisons de prostitution durant cette même période<sup>181</sup>.

Lorsque les femmes étaient arrêtées pour ivresse, elles l'étaient dans des contextes très semblables à leurs acolytes masculins. Tout comme les hommes, celles-ci faisaient du tapage, chantaient, criaient, injuriaient les passants ou encore commettaient des dommages à la propriété d'autrui. En janvier 1902, Catherine M., dont nous avons parlé plus haut, fut arrêtée et condamnée après avoir brisé la fenêtre d'un magasin de la rue Notre-Dame avec une bouteille vide<sup>182</sup>. De fait, plusieurs groupes d'ivrognes qui étaient interceptés par la police étaient formés d'individus des deux sexes. Par exemple, Hélène Leblanc fut arrêtée en compagnie de James Walsh, Thomas Cullitan, John McCarthy et Charles Timberg alors qu'ils

---

<sup>180</sup> *Ibid.* On notera ici que même si, comme nous l'avons avancé précédemment, les individus arrêtés pour ivresse étaient parfois incriminés par le biais de la loi des vagabonds, l'ensemble des statistiques incluses dans cette section ont été calculées en tenant compte uniquement des accusations pour ivresse (flâner ivre, gisant ivre, drunk and disorderly).

<sup>181</sup> Myers, *Criminal Women...*, *op.cit.*

<sup>182</sup> *La Patrie*, 15 janvier 1902, p. 6

faisaient du « tapage sur la ruelle Ste-Elizabeth étant ivre, criant et jurant »<sup>183</sup>. De même, John Sparrow, Lauretta et Louise Benoît, furent interceptés ensembles sur la rue Dorchester, alors qu'ils « faisaient « du tapage [...] en criant, jurant et incommodant les passants paisibles [...] »<sup>184</sup>. Par ailleurs, malgré que plusieurs de ces arrestations étaient la conséquence du comportement tapageur des accusés, il arrivait également que certains individus soient amenés devant la justice même s'ils n'avaient fait preuve d'aucune conduite dérangeante. Par exemple, Antoine Berthiaume, Joseph Henri Lévesque et deux autres hommes furent arrêtés et accusés d'ivresse après avoir été trouvés endormis sur le terrain de la Ferme Fletcher par un constable. Ils furent condamnés à des sentences allant de trois mois d'emprisonnement à cinq dollars ou à défaut quinze jours d'emprisonnement<sup>185</sup>.

Les individus accusés d'ivresse devant les cours étaient arrêtés à tous les jours de la semaine et durant les douze mois de l'année. En même temps, les samedi soirs semblent avoir été témoin d'une majorité de ce type d'arrestations. À cet effet, les lundis et les lendemain de congés fériés, comme Pâques ou la fête du travail, étaient des journées particulièrement chargées à la CRM à cause du grand nombre de causes dont on devait disposer, dont une majorité de cas reliés à l'ivresse<sup>186</sup>. Cette abondance d'ivrognes présents devant la cour durant ces jours s'explique en partie par le fait que celle-ci ne siégeait pas le dimanche ou lors de journées fériées et que,

---

<sup>183</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Hélène Leblanc*, no. 29 du 24 mars 1911 ; *Le Roi contre James Walsh*, no. 30 du 24 mars 1911; *Le Roi contre Thomas Cullitan*, no. 31 du 24 mars 1911; *Le Roi contre John McCarthy*, no. 32 du 24 mars 1911; *Le Roi contre Charles Timberg*, no. 33 du 24 mars 1911.

<sup>184</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Lauretta Benoît*, no.8, 20 mai 1911 ; *Le Roi contre Louise Benoît*, no. 9, 20 mai 1911 ; *Le Roi contre John Sparrow*, no. 10, 20 mai 1911.

<sup>185</sup> *La Patrie*, 17 juillet 1912, p. 12. La ferme Fletcher est le nom attribué à cette époque au terrain qui de nos jours occupe le Parc Jeanne-Mance, au pied du Mont Royal.

<sup>186</sup> *Montreal Daily Witness*, 9 avril 1912, p. 1 et 3 septembre 1912, p. 1.



par conséquent, lors de sa réouverture elle devait entendre deux fois plus de causes qu'à l'habitude. Mais il est aussi probable que ceci soit également un reflet des habitudes de boire des membres des classes populaires qui profitaient de ces congés pour fêter et socialiser à l'extérieur de leurs demeures. Dans ce contexte, on notera sans surprise que c'est durant les mois de mai, juin, juillet et août que la majorité des plaintes pour ivresse étaient déposées devant la cour. À cet égard, il se peut que la bonne température ait facilité la répression des ivrognes. En même temps, il est plus que probable que la rudesse de l'hiver montréalais ait incité plusieurs individus à boire à l'intérieur durant cette période de l'année et qu'au contraire, la saison chaude ait entraîné un plus grand nombre de gens vers la rue, les parcs ou autres espaces ouverts<sup>187</sup>.

Certains historiens qui ont abordé la question de la répression des ivrognes par la justice criminelle, ont mis l'emphasis sur le très haut taux de récidive de cette population. Helen Boritch révèle à cet effet que, parmi la population écrouée à prison du comté de Middlesex en Ontario entre 1871 et 1920, les récidivistes étaient plus souvent accusés d'ivresse que de toute autre infraction<sup>188</sup>. Bien que notre échantillon ne nous permette pas de connaître le taux de récidive de cette population, nous sommes en mesure de savoir qu'en effet, un nombre relativement

---

<sup>187</sup> Le greffier de la CRM, Lucien Forget indique qu'effectivement, une majorité d'individus préfèrent boire à l'intérieur durant les mois d'hiver : « In winter, those who drink remain inside their homes or in shebeens and at all events are not seen by the police and are not arrested; but when the weather is hot they go out on the street and are caught. ». Cependant, contrairement à ce qu'indique notre échantillon, Forget indique que la plupart des arrestations pour ivresse ont lieu durant les mois d'avril, octobre et novembre. *Liquor Traffic...*, p. 780.

<sup>188</sup> Selon Helen Boritch, 53,5% des récidivistes étaient accusés d'ivresse, 19,% de vagabondage, 18,2% de larcin et 8,5% d'assaut (Boritch, *op. cit.*, p. 163.). Dans son étude sur la Cour des femmes de Toronto entre 1913 et 1934, Amanda Glasbeek indique également que 65% des plaintes déposées devant cette cour concernaient des accusations pour ivresse. Glasbeek, *op. cit.*, p. 179.

significatif d'individus amenés devant la cour pour des accusations reliées à l'ivresse étaient des récidivistes.

L'alcoolisme n'était pas un problème qui affectait seulement la classe ouvrière. Mais, contrairement aux alcooliques issus des milieux plus aisés qui pouvaient bénéficier du support financier de leurs proches et de l'accès à des institutions privées<sup>189</sup>, ceux des classes populaires se retrouvaient souvent seuls, appauvris et particulièrement vulnérables à la répression des autorités. Les exemples de Catherine M., Dora A. et Onésime Charbonneau dont nous avons traité plus haut illustrent bien de telles situations. Il est cependant faux de croire que les individus fréquemment arrêtés pour ivresse étaient tous des vagabonds et des marginaux. On notera à cet effet l'exemple de Bridget Hogan. Tout comme Catherine M. et Dora A., Bridget était native d'Irlande. Elle avait immigré au Canada en 1874, avec son mari John Burke et ses deux enfants aînés, John, alors âgé d'environ huit ans et Margaret née l'année précédente<sup>190</sup>. Lors de sa première année au Canada, le couple aura un troisième enfant, Oliver, né en 1874<sup>191</sup>. Dans les années qui suivirent, son mari mourut et Bridget se remaria éventuellement avec un ouvrier du nom de Mathew Humphreys<sup>192</sup>. Nous ignorons quand eurent lieu les premiers démêlés de Bridget avec la justice, mais nous savons toutefois qu'entre 1887 et 1907, elle fut arrêtée au moins quatre fois pour des infractions reliées à l'ivresse. Il est toutefois fort probable que les comparutions de Bridget aient été beaucoup plus fréquentes car lorsqu'en avril 1891 elle est accusée d'être une personne « loose, idle and disorderly » devant la Cour de police pour avoir déambulé en état d'ivresse sur la rue Notre-Dame, le

---

<sup>189</sup> Sur les asiles privées pour ivrognes au Québec voir notamment, Maxime Forcier, *op. cit.*.

<sup>190</sup> Canada, *Recensement de 1901*, Montréal, 174, Sainte-Anne, A-21, p.2, microfilm T-6533.

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> BANQM, TL32, CP, *Le roi contre Bridget Hogan*, 10 avril 1891.

journal *La Patrie* la décrit comme « une vieille veuve connue depuis longtemps de la police comme vagabonde et ivrognesse »<sup>193</sup>. Lors de cette comparution, le Juge Dugas condamna Bridget à une sentence particulièrement sévère de six mois d'emprisonnement avec travaux forcés<sup>194</sup>. En avril 1892, elle se retrouva de nouveau devant la Cour de police pour avoir causé du tapage en étant ivre près de chez elle sur la rue Canning dans le quartier Sainte-Anne, accusation pour laquelle elle reçut une autre sentence de six mois d'emprisonnement<sup>195</sup>. Malheureusement, nous ignorons si durant les années qui suivirent cette femme se retrouva encore devant la justice criminelle. Cependant, en août 1901, Bridget maintenant âgée de 55 ans et redevenue veuve, fut accusée de vagabondage devant la CRM pour ivresse<sup>196</sup>. Mais, cette fois-ci, la sentence fut suspendue<sup>197</sup>. Les diverses informations que nous avons pu recueillir sur cette femme indiquent que celle-ci ne correspondait pas aux caractéristiques des populations marginales décrites par des auteurs comme Judith Fingard ou Mary Anne Poutanen. Rien n'indique à cet effet que Bridget ait été sans abri ou prostituée. Ainsi, lorsqu'elle n'était pas en prison, elle vivait avec sa famille. Puis, lorsque qu'elle devint veuve pour une deuxième fois dans sa vie, Bridget continua à vivre avec ses enfants maintenant devenus adultes et qui occupaient tous les trois un emploi<sup>198</sup>. Dans le cas de Bridget Hogan, ce n'est donc pas tant la

---

<sup>193</sup> *La Patrie*, 15 avril 1891, p.4.

<sup>194</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Bridget Hogan*, 10 avril 1891.

<sup>195</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le roi contre Bridget Hogan*, 22 juin 1892.

<sup>196</sup> Celle-ci apparaît effectivement comme veuve dans le recensement de 1901. Ainsi que dans les dossiers de la CRM.

<sup>197</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Bridget Hogan*, no. 1178, 21 août 1901.

<sup>198</sup> Le recensement de 1901 témoigne que celle-ci vit effectivement avec ses trois enfants dans le quartier Ste-Anne. Puis en 1911, Bridget habite avec sa fille maintenant mariée, sur la rue McCord. Canada, Recensement de 1901, Montréal, 174, Sainte-Anne, A-21, p.2.; Recensement de 1911, Montréal, 22, Ste-Anne, p.12.

situation de précarité économique qui semble avoir été à la source de ses interactions avec la justice, mais plutôt son alcoolisme et plus précisément, l'intolérance des autorités à l'égard des ivrognes présents dans l'espace public. En même temps, le fait qu'elle ait pu compter sur la présence des membres de sa famille lui a sans doute permis d'éviter de basculer dans le même état de pauvreté extrême dans la quelle se trouvaient d'autres individus.

Les caractéristiques sociodémographiques de la population masculine écrouée pour ivresse sont très semblables à celles de la population incarcérée pour vagabondage. La grande majorité de ces hommes étaient célibataires, soit 64,3% pour l'ensemble de la période et nés au Canada<sup>199</sup>. On remarquera également que parmi cette population, les autres groupes ethniques sont représentés dans des proportions relativement similaires à celles que l'on retrouve dans les cas de vagabondage (Tableau 2.1, Tableau 2.2, Tableau 2.4 et Tableau 2.5). La ressemblance entre la population masculine écrouée pour vagabondage et celle incarcérée pour ivresse s'explique surtout par le fait que, chez les hommes, ces deux accusations ciblaient essentiellement les mêmes comportements, soit le tapage, le désordre et l'ivresse. Il faut toutefois préciser l'importante différence dans l'âge des individus incarcérés pour ces deux types infractions. La moyenne d'âge des hommes écroués pour ivresse était de 40 ans<sup>200</sup>. On notera à cet effet que pour les hommes comme pour les femmes, les individus écroués pour ivresse formaient la cohorte la plus âgée parmi l'ensemble de la population carcérale.

Chez les prisonnières écrouées pour ivresse, la moyenne d'âge était également de 40 ans. On notera également que 48,5% d'entre elles étaient âgées de

---

<sup>199</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1891-1921.

<sup>200</sup> *Ibid.*

plus de quarante ans<sup>201</sup>. Durant l'ensemble de la période, 70% des ces femmes étaient anglophones. Là encore ceci s'explique en grande partie par la forte présence des Irlandaises qui forment le tiers de cette population pour l'ensemble de la période<sup>202</sup>. Cette surreprésentation flagrante des Irlandaises parmi les femmes écrouées pour ivresse est difficile à expliquer<sup>203</sup>. D'un côté, il est possible que des pratiques culturelles propres aux Irlandais aient fait en sorte que ces derniers aient eu plus de propension à boire dans l'espace public, comparativement à des individus appartenant à d'autres groupes ethniques. Aussi, les Irlandaises, comme l'ensemble des femmes étaient exclues des tavernes et autres lieux de consommation d'alcool, ce qui les obligeait sans doute à boire dans les rues, parcs ou autres lieux extérieurs. D'un autre côté, il est aussi probable que les Irlandais et tout particulièrement les Irlandaises, aient été particulièrement ciblés par les constables<sup>204</sup>. Bien que les causes exactes de la forte présence des membres de cette communauté parmi les individus écroués pour ivresse demeurent difficiles à

---

<sup>201</sup> *Ibid.*

<sup>202</sup> L'on remarque que dans le cas d'ivresse la proportion représentée par les Irlandaises diminue également entre le début et la fin de la période, passant d'environ 50% au début des années 1890, à un peu moins de 20% à la fin des années 1910.

<sup>203</sup> On remarquera toutefois que ce phénomène semble être aussi perceptible dans d'autres villes. Ainsi, Lorna McLean et Marilyn Barber remarquent que 43,9% des incriminations concernant des Irlandaises étaient pour ivresse. Pour l'ensemble des femmes le taux était de 32,5%. Voir Lorna McLean and Marilyn Barber, « In Search of Comfort and Independence : Irish Immigrant Domestic Servants Encounter the Courts, Jails, and Asylums in Nineteenth-Century Ontario », in *Sisters or Strangers? Immigrant, Ethnic, and Racialized Women in Canadian History*, Marlene Epp & al. (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 140.

<sup>204</sup> Mary Anne Poutanen note que la majorité des hommes et des femmes incriminés pour des infractions reliées au vagabondage à Montréal entre les années 1810 et 1842 étaient d'origine irlandaise. Poutanen, « Regulating Public Space... », pp.39-40. Aussi Constance Backhouse constate qu'à Toronto, en 1863, les Irlandais formaient environ 60% des individus emprisonnés. Constance Backhouse, *Petticoats and prejudice: women and law in nineteenth-century Canada*, Toronto, Women's Press, 1991, p. 240.

déterminer avec certitude, il est clair que les préjugés concernant la propension à l'alcoolisme chez les Irlandais étaient très répandus à cette époque. On notera ici un exemple de ceci:

The Irish drunk in the Recorder's Court is, of course, the purveyor of considerable humour. Mike had a brogue that could not have come from any place but the dear old sod. He admitted that he had been drunk, and said: 'If ye give me a chance, ye'll nivver see me again, Your Anner. Besides, St. Patrick's Day is near at han'! [...] Patrick could not see how he had come to be described by a policeman as 'up the neck, and rolling all over the map'. 'I had only a breath of it said Patrick: 'divvie a taste more!. 'Thank ye kindly, Your Lordship, said another Pat, who had been let down easily: 'ye're a gintleman, an' as if an afterthought -an' a man!<sup>205</sup>

**Tableau 2.4 Origine des hommes incarcérés pour ivresse (1891-1921).**

| <b>Origine</b>             |             |
|----------------------------|-------------|
| Canada                     | 45,2%       |
| Royaume-Uni (sauf Irlande) | 15,8%       |
| Irlande                    | 32,9%       |
| Autres pays d'Europe       | 1%          |
| États-Unis                 | 4,5%        |
| Autres                     | 0,6%        |
| <b>Total</b>               | <b>100%</b> |

Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1891-1921.

<sup>205</sup> *Montreal Daily Witness*, 16 novembre 1912, p. 12.

Tableau 2.5 Origine des femmes incarcérées pour ivresse (1891-1921).

| Origine                    |       |
|----------------------------|-------|
| Canada                     | 71,6% |
| Royaume-Uni (sauf Irlande) | 11,4% |
| Irlande                    | 8,4%  |
| Autres pays d'Europe       | 5,2%  |
| États-Unis                 | 3%    |
| Autres                     | 0,3%  |
| Total                      | 100%  |

Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1891-1921.

Il est fort probable que des notions reliées à l'ethnicité aient joué un rôle important dans les arrestations et les incriminations des ivrognes. De même, les inégalités de genre concourraient également en ce sens. Ainsi, même si les femmes constituaient une minorité parmi l'ensemble de ces cas, les Irlandaises étaient particulièrement présentes parmi ces arrestations. À cet égard, il est plus que probable que des femmes comme Catherine M. , Dora A. et Bridget Hogan aient fréquemment été les victimes de tels préjugés.

### 2.3.3 Prostituées, tenancières et maisons closes.

Pour les réformateurs sociaux du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le bordel constituait un symbole représentant l'exploitation économique et, surtout, sexuelle des femmes de la classe ouvrière. En même temps, comme l'ont démontré plusieurs auteurs, une des grandes contradictions de la lutte contre « le vice commercialisé » est qu'elle aura comme conséquence une plus grande répression envers les femmes qui, aux yeux des réformateurs, devaient être protégées. L'exemple de Montréal illustre bien ce paradoxe. Ainsi, au cours de la période étudiée ici, les prostituées travaillant dans les maisons de désordre étaient plus souvent amenées devant la justice criminelle que ne l'étaient leurs clients ou encore les tenanciers et tenancières de ces

établissements. Parmi la totalité des plaintes déposées devant les cours pour ce type de cas au cours des années 1901, 1911 et 1921, 45,8%, visaient les prostituées qui travaillaient dans les maisons de prostitution, 36,5% étaient dirigées contre les hommes trouvés dans les bordels (autres que les tenanciers) et 17,7% concernaient les tenanciers, hommes et femmes<sup>206</sup>. Comme le montrent ces pourcentages, les hommes ne seront pas complètement épargnés des effets de la lutte contre les maisons de désordre<sup>207</sup>. Celle-ci n'aura cependant pas le même impact pour ces derniers que pour les femmes. Alors que dans les années 1910 ce type de délit devient la principale source d'incarcération et d'incrimination des femmes, chez les hommes, il demeure peu important. Par exemple, entre 1916 et 1920, 62% de l'ensemble de femmes arrêtées l'étaient pour ce type d'infraction<sup>208</sup>. Toutefois, au

---

<sup>206</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. Ceci est basé sur un échantillon de 878 cas. Les tenanciers et tenancières de maison de prostitution étaient accusés de « tenir une maison de désordre ». Pour ce qui est des individus qui se trouvaient dans ces établissements - prostituées, clients et autres- les accusations utilisées afin de les incriminer étaient : « trouvé dans une maison de désordre », « habiter une maison de désordre » ou encore « fauteur d'une maison de désordre ». Afin de déterminer le pourcentage de plaintes dirigées envers les prostituées travaillant dans les bordels, nous avons calculé la proportion de femmes accusées d'avoir été trouvées dans les bordels parmi l'ensemble des cas concernant les maisons de prostitution. À cet effet, il se peut fort bien qu'un certain nombre d'entre elles n'étaient pas des prostituées, mais des femmes qui occupaient d'autres fonctions dans ces endroits ou encore qui s'y trouvaient pour diverses raisons. Cependant, à la lumière de quelques informations recueillies dans diverses sources (journaux, archives du Comité de police, dossiers judiciaires), nous croyons qu'une grande majorité de ces femmes travaillaient dans les bordels à titre de prostituées.

<sup>207</sup> On notera ici une certaine différence entre le cas de Montréal et celui de Toronto. Selon Amanda Glasbeek, à Toronto plus d'hommes que de femmes étaient arrêtés pour s'être trouvés dans les maisons de désordre. À Montréal, au contraire, les femmes seront toujours majoritaires parmi ces arrestations. Par exemple, Glasbeek note qu'en 1913, 36% des arrestations pour ce type de délit concernaient des femmes. Or, à Montréal, au cours de cette même année, les femmes comptent pour 52,7% d'individus arrêtés pour cette infraction. Voir Glasbeek, *op. cit.*, pp. 256-257.

<sup>208</sup> AVM, *Rapports annuels du Service de police de Montréal*, 1916-1920.



cours de la même période, les accusations concernant les maisons de désordre concernent seulement 7,1% de l'ensemble des arrestations des hommes<sup>209</sup>.

Comme l'a indiqué Andrée Lévesque, les maisons closes étaient particulièrement nombreuses à Montréal à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles<sup>210</sup>. La majorité de ces établissements étaient situés dans le secteur du *Red Light*. D'après les informations recueillies dans les dossiers judiciaires, les rues Cadieux (aujourd'hui de Bullion), Sainte-Elizabeth et Lagauchetière avaient une grande concentration de maisons de désordre. Certains bordels étaient toutefois situés hors de ce secteur, notamment dans le quartier Saint-Jacques; les rues Saint-Timothée et Saint-André, entre autres. Dans les années plus tardives de la période étudiée ici, on retrouve également un petit nombre de bordels établis plus à l'est de la ville, comme sur les rues Fullum, Cartier ou Delorimier, reflet sans doute de l'importante expansion de la cité qui a cours durant cette période.

Comme on peut le remarquer, les maisons de prostitution se trouvaient, dans une très large majorité, dans les secteurs francophones de Montréal, notamment dans les quartiers Saint-Jacques, Sainte-Marie, Saint-Louis<sup>211</sup>. Ceci se reflète par ailleurs dans les caractéristiques sociodémographiques des individus qui travaillaient dans les bordels. À cet effet, les statistiques de la prison nous indiquent que les trois quarts (76,7%) des prostituées étaient francophones. Du côté des tenancières; la proportion de francophones était encore plus grande, soit de 82,4%.

---

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> Comme le note Lévesque, au moment de l'enquête Coderre, en 1924, l'on estimait à environ 300 le nombre de bordels dans la ville. Il faut toutefois préciser que cette estimation était faite par Owen Dawson, membre du Comité des Seize. A. Lévesque, *Résistance...*, p. 124.

<sup>211</sup> Parmi un peu plus de 1700 dossiers concernant ce type de causes que nous avons consultés, nous avons trouvé qu'un très petit nombre de cas impliquant des bordels se trouvant à l'ouest de l'Avenue du Parc.

Chez les tenanciers, environ la moitié, soit 51,2%, sont francophones, 31,7% sont anglophones et 17,1% d'entre eux ont des patronymes avec des consonances autres que française ou britannique<sup>212</sup>. L'on doit toutefois préciser que ces données ne sont basées que sur un échantillon de 82 entrées, ce qui constitue un très petit nombre de cas. En effet, 85,2% des individus incarcérés pour tenir une maison de désordre étaient des femmes<sup>213</sup>. Sur cette forte présence féminine dans ces poursuites, l'on pourrait sans doute supposer que celle-ci est causée par le fait que le métier de tenancier de maison de prostitution était avant tout une occupation pratiquée par des femmes.

Malgré que les réformateurs et les journaux de l'époque aient fréquemment décrié la présence dans la ville de « bouges cosmopolites » dans lesquels travaillaient des filles amenées d'Europe et de divers endroits dans le monde<sup>214</sup>, les statistiques relatives aux prostituées laissent entrevoir une tout autre réalité. En effet, 82,4% d'entre elles étaient nées au Canada. Si l'on considère également que la majorité de cette population était francophone, on peut déduire une forte présence canadienne-française chez ces femmes. Ceci s'explique sans doute par les différents réseaux par lesquels celles-ci intégraient les bordels. Bien que nous ayons peu d'informations à ce sujet, les archives tendent à démontrer que plusieurs filles et jeunes femmes accédaient aux maisons de prostitution par l'intermédiaire, non pas d'étrangers, mais de proches ou de connaissances. Comme l'indique Tamara Myers, il est fort probable que les bordels aient aussi exercé une certaine attirance pour les

---

<sup>212</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1891-1921

<sup>213</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1891-1921

<sup>214</sup> Voir *La Patrie*, 13 août 1912, p. 9; 21 octobre 1912, p. 1; 25 octobre 1912, p.1; 12 août 1913, p.12.

adolescentes qui choisissaient de fuir le foyer familial<sup>215</sup>. Bien qu'il est possible que certaines filles aient intégré ces endroits dans de telles circonstances, il faut préciser que l'on retrouve une minorité d'adolescentes parmi les prostituées, même si celles-ci étaient pour la plupart de très jeunes femmes. La moyenne d'âge de ces dernières était de 25 ans<sup>216</sup>. Aussi, les registres d'écrou indiquent que 78% d'entre elles avaient moins de 30 ans (Figure 2.7). En même temps, la plupart d'entre elles étaient dans la jeune vingtaine; les femmes âgées de moins de vingt ans comptant pour seulement 9,7% de l'ensemble des femmes écrouées pour s'être trouvées dans des maisons de désordre entre 1891 et 1921 (Figure 2.7)<sup>217</sup>.

Une fois qu'une femme avait intégré le milieu des maisons de prostitution, elle pouvait dans certains cas changer d'établissement plusieurs fois au cours de son parcours. Les archives judiciaires laissent effectivement entrevoir une certaine mobilité chez ces femmes travaillant dans les maisons de désordre. Par exemple, Antoinette Beaudin fut amenée devant la CRM en janvier 1921 pour avoir été trouvée dans la «maison de désordre tenue par Blanche Parent au 61 Hôtel-de-Ville»<sup>218</sup>. Deux mois plus tard, en mars, elle fut arrêtée de nouveau. Toutefois, cette fois-ci elle était au 102 rue De Montigny, dans la maison de désordre tenue par Rose

---

<sup>215</sup> Myers, *Caught...*, p. 169.

<sup>216</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison des femmes*, 1891-1921.

<sup>217</sup> *Ibid.* Il faut préciser que dans la mesure où les mineurs n'étaient pas censés être détenus à la prison, il est normal que les filles âgées de moins de seize ans ne se retrouvent qu'en très petit nombre parmi cet échantillon. Toutefois, nous croyons que le fait que la grande majorité de ces femmes étaient âgées de vingt ans ou plus tend à indiquer que les adolescentes étaient peu nombreuses parmi les prostituées travaillant dans les maisons closes. On notera également que parmi notre échantillon de dossiers concernant des mineurs accusés devant les cours, nous n'avons trouvé que quatre cas concernant des filles trouvées dans des maisons de prostitution. Aussi, dans trois de ces cas, il s'agissait des enfants des tenanciers.

<sup>218</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Antoinette Beaudin*, no. 43 du 5 janvier 1921.

Anna Lafortune<sup>219</sup>. Aussi, au cours de l'année 1911, Ida Leclair subit des arrestations consécutives alors qu'elle se trouvait au 72 rue Cadieux, au 80 rue Cadieux, puis au 13 ruelle Charlotte<sup>220</sup>.

Même si une forte majorité des prostituées étaient célibataires (68,9%), on remarque que 24,5% d'entre elles étaient mariées<sup>221</sup>. Bien qu'il soit possible que certaines d'entre elles aient continué à vivre de la prostitution tout restant avec leurs époux, l'on peut aussi imaginer qu'un certain nombre aient eu recours au bordel comme moyen de survivre à la suite d'une séparation. Malheureusement, les archives n'offrent aucune information sur ce sujet. Une importante majorité de ces femmes (60%) déclarent être servantes au moment de leur incarcération, soit un plus haut taux que parmi celles accusées de vagabondage ou d'ivresse. Plusieurs auteurs ont abordé le lien entre le métier de servante et la prostitution<sup>222</sup>. Certains ont notamment avancé que dans la mesure où les domestiques étaient généralement issues de milieux pauvres, qu'elles travaillaient durant de longues heures tout en étant mal payées et qu'elles étaient parfois sujettes à l'abus sexuel de la part de leurs employeurs, la prostitution pouvait être une alternative possible pour plusieurs jeunes femmes employées comme servantes. Sur ce sujet, Tamara Myers remarque que « for some women there was not a huge leap from being poorly paid as a domestic where sex was another chore, to being paid directly for it »<sup>223</sup>. Cette très grande proportion de servantes que l'on retrouve parmi les femmes accusées de

---

<sup>219</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Antoinette Beaudin*, no. 9 du 7 mars 1921.

<sup>220</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Ida Leclair*, no. 6 du 6 février 1911 ; *Le Roi contre Ida Leclair*, no. 9 du 3 mai 1911 ; *Le Roi contre Ida Leclair*, no. 8 du 23 septembre 1911.

<sup>221</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registres de la prison de Montréal*, 1891-1921.

<sup>222</sup> Voir entre autres : Judith Fingard, *The dark side of life in Victorian Halifax*, Porters Lake, N.S., Pottersfield Press, 1989, pp. 100-102; Stansell, *op. cit.*, p. 167.

<sup>223</sup> Myers, *Criminal Women...*, p. 36.

travailler dans les bordels, ainsi que parmi celles écrouées pour vagabondage ou ivresse, soulève toutefois certaines questions. Lucia Zedner note qu'il pouvait être tentant pour les femmes prisonnières de donner de faux détails sur leurs vies afin de cacher leurs passés et rehausser leur respectabilité<sup>224</sup>. On notera par exemple que dans les entrées relatives aux incarcérations de Catherine M. et Dora A. dans le registre d'écrou, ces dernières s'étaient toujours identifiées comme servantes. Or, vu la fréquence de leurs emprisonnements, il est peu probable que ces dernières aient pratiqué ce métier. À cet effet, même s'il est possible qu'une fraction importante des femmes incriminées avaient déjà été employées comme servantes dans leur passé, les métiers qu'elles disent occuper doivent être considérés comme un indice de leur pauvreté et de leur manque de qualification, plutôt que comme leur occupation réelle.

Les tenancières étaient pour leur part généralement plus âgées que les prostituées. En même temps, ces dernières étaient tout de même relativement jeunes, une grande majorité d'entre elles ayant moins de 40 ans (Figure 2.7)<sup>225</sup>. Une forte proportion de celles-ci étaient célibataires (41,2%) et une fraction significative d'entre elles étaient veuves (16,5%). Aussi, même si une majorité de ces femmes étaient mariées (42,3%), il est clair que plusieurs d'entre elles étaient séparées de leurs époux. C'était le cas notamment d'Emma Bougie qui a tenu pendant plusieurs

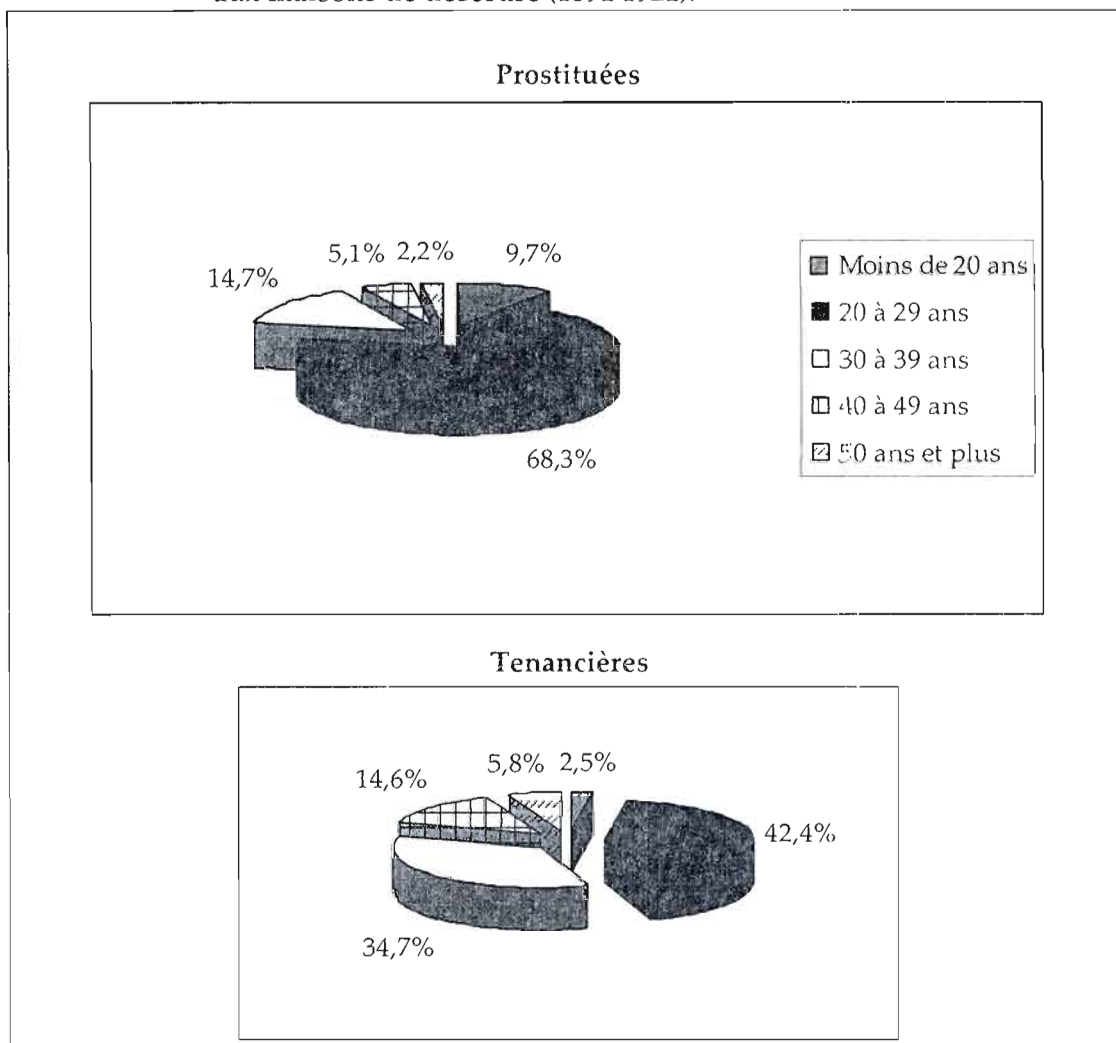
---

<sup>224</sup> Zedner, *op. cit.*, p. 154.

<sup>225</sup> Les résultats des statistiques relatives à l'âge des tenancières trouvées ici correspondent par ailleurs à celles trouvées par Danielle Lacasse pour les années 1945-1970. D'après cet auteure, 22% des tenancières des bordels durant cette période avaient 40 ans ou plus. Aussi la plupart de ces dernières étaient dans la trentaine. Danielle Lacasse, *La prostitution féminine à Montréal, 1945-1970*, Montréal, Boréal, 1994,, p. 40.

années un établissement rue Lagauchetière<sup>226</sup>, de même que pour Délia Bédard qui dirigea diverses maisons de désordre au cours de la période étudiée ici<sup>227</sup>.

**Figure 2.7** Groupes d'âge des femmes incarcérées pour des infractions liées aux maisons de désordre (1891-1921).



Source : BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal, 1891-1921*.

<sup>226</sup> AVM, 43, S6, SS2, D5, *Rapports des accusations spécifiques pour enquête contre le chef de police (Enquête Taschereau)*, 18 novembre 1904.

<sup>227</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Délia Bédard*, no. 88, 8 janvier 1909.

Nous possédons peu d'informations nous permettant de comprendre les parcours par lesquels ces femmes en sont venues à opérer de tels établissements. Nous savons toutefois que quelques-unes étaient d'anciennes prostituées, comme Marie Desjardins qui tenait un bordel sur la rue Sainte-Élisabeth<sup>228</sup>. D'autres tenaient ces maisons avec leurs époux. En effet, certains établissements étaient de véritables entreprises familiales. Par exemple, Henri Lacoste opérait deux maisons de désordre situées rue Dorion en compagnie de sa femme, Rose-Alma Piquette et de sa belle-mère Georgiana Renaud<sup>229</sup>. De même, Philomène Hogue opéra pendant plusieurs années une maison de prostitution sur la rue Saint-Timothée avec son mari Cléophas Beauvais. Puis, lorsque ce dernier décéda en 1897, elle continua à faire fonctionner son établissement en association avec son frère Joseph Hogue<sup>230</sup>. Certains tenanciers et tenancières vivaient par ailleurs dans les bordels en compagnie de leurs enfants. Rose-Alma Piquette et son époux Henri Lacoste habitaient l'établissement qu'ils tenaient rue Dorion, avec leurs quatre enfants âgés de un à dix ans<sup>231</sup>. Les fréquentes descentes dans les bordels et les emprisonnements subis par les tenanciers semblent parfois avoir donné lieu à des situations difficiles pour les enfants de ces derniers. Lorsque les parents étaient emprisonnés, les enfants pouvaient, dans certains cas, être envoyés dans des institutions sur ordre de la cour. Ainsi, lorsqu'en avril 1891 Christopher Smith et sa femme furent arrêtés pour avoir tenu une maison de débauche sur la rue Saint-Charles Borromée, leurs enfants Teresa 12 ans et Walter 16

---

<sup>228</sup> AVM, 43, S6, SS2, D5, *Rapports des accusations spécifiques pour enquête contre le chef de police (Enquête Taschereau)*, 18 novembre 1904.

<sup>229</sup> *La Patrie*, 1<sup>er</sup> juin 1906, p. 1; AVM, P76, S3, P5, *Le Roi contre Georgiana Renaud*, no. 1421, 22 mai 1911; PP, *Le Roi contre Rose Alma Piquette*, no 28 du 29 mai 1911.

<sup>230</sup> AVM, 43, S6, SS2, D6, *Rapport de l'honorable Juge Taschereau sur l'enquête et ses résultats*, 18 février 1906, p.20.

<sup>231</sup> Canada, *Recensement 1911*, Montréal, Quartier Papineau, Ste. Marie, 53, p. 8, Tableau 1, Microfilm T-20438.

ans furent condamnés à trois ans d'École de réforme par le Recorder De Montigny<sup>232</sup>. Il arrivait toutefois que les parents réussissent à placer leurs enfants chez des voisins ou des proches. Par exemple, lorsque Julia Delorme fut arrêtée et condamnée à six mois d'emprisonnement pour tenir une maison de désordre sur la rue Hôtel-de-ville, elle demanda au Recorder la permission de placer ses trois enfants chez un voisin. Ceci ne lui fut cependant accordé que pour les deux plus jeunes, Émile 9 ans et Florida 8 ans. Pour ce qui est de l'aînée, Aurore, âgée de 14 ans, le Recorder refusa et cette dernière fut condamnée à trois ans d'école de réforme<sup>233</sup>. Les dossiers ne mentionnent pas pourquoi Aurore ne subira pas le même traitement que son frère et sa sœur. Il est cependant fort probable que son âge ait joué contre elle, dans la mesure où le Recorder a sans doute pu douter des vertus morales d'une fille de 14 ans vivant dans un bordel.

On retrouvait à Montréal des bordels de plusieurs catégories, allant de maisons luxueuses à des endroits beaucoup plus sordides<sup>234</sup>. À cet effet, il est fort probable que les tenancières de ces établissements n'aient pas toutes joui du même statut économique. Une fraction d'entre elles semblent en effet avoir réussi à atteindre une situation financière relativement confortable. Toutefois, la vie au bordel n'était pas facile. Tenancières et prostituées devaient subir de multiples descentes et incarcérations. Pour les prostituées, les maladies vénériennes et les avortements fréquents étaient le lot de plusieurs d'entre elles. De plus, certaines tenancières et prostituées devaient parfois subir la pression exercée par leur voisinage. Il arrivait par ailleurs que certains curés des paroisses dans lesquelles se

---

<sup>232</sup> *La Patrie*, 28 avril 1901, p.4.

<sup>233</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Julia Delorme*, no. 862, 14 juillet 1902. PP, *Le Roi contre Aurore Leduc*, no. 20 du 15 juillet 1902; *Le Roi contre Florida Leduc*, no. 21 du 15 juillet 1902; *Le Roi contre Émile Leduc*, no. 22 du 15 juillet 1902.

<sup>234</sup> Lévesque, *Résistance ...*, p. 133.



trouvaient ces établissements aillent semoncer directement les prostituées, comme l'indique ce témoignage offert par Henri Gauthier, curé de la paroisse Saint-Jacques et membre du Comité des Seize :

Voulez-vous me permettre de citer un cas? C'est le cas du no. 249 rue Dorchester. Il y avait là manifestement des prostituées, entre autres la fameuse Wilson –ce n'est pas Florence, c'est une autre; dans tous les cas, on dit 'la Wilson, c'est son nom de guerre –elle était donc là à trois reprises; je l'ai fait rentrer : je me suis arrêté à la porte et je lui ai dit de rentrer; je lui ai dit : 'Vous savez, c'est moi qui aurai le dernier mot là dedans, et je l'aurai, je l'aurai le dernier mot : ce n'est pas possible que ça dure comme cela'. Donc j'ai été à trois reprises là, je lui ai dit : 'Il faut absolument que vous partiez d'ici.' Elle m'a dit : 'Cela ne vous regarde pas allez-vous en chez vous.' Et une autre fois je l'ai rencontrée, elle a ri littéralement de moi.<sup>235</sup>

Malgré cela, il est fort probable que le bordel, comparativement à la rue, ait assuré une vie moins rude et dangereuse aux prostituées qui travaillaient dans ces endroits.

#### 2.4 Le traitement de l'ivresse, du vagabondage et de la prostitution par la justice criminelle.

Dans la prochaine section nous verrons comment la CRM réagit aux problèmes de la prostitution, du vagabondage et de l'ivresse dans le contexte du début du XX<sup>e</sup> siècle. Premièrement, nous nous pencherons sur les sentences qui sont accordés à ces délits devant la cour. Puis, ensuite, nous verrons comment les Recorders réagissent aux demandes formulées par les réformateurs.

---

<sup>235</sup> AVM, 17, S3, *Témoignages de l'enquête Savard*, p. 82.

### 2.4.1 Vagabonds et ivrognes devant les cours.

Lorsqu'un individu se retrouvait en cour afin de répondre à une plainte de vagabondage ou d'ivresse, celui-ci avait peu de chances d'être libéré sans qu'aucune mesure soit prise contre lui. En effet, ces infractions affichaient des taux de condamnation très élevés, soit de 95% dans les cas de vagabondage et de 99% pour les causes reliées à l'ivresse<sup>236</sup>. Ceci s'explique certes par la sévérité des juges à l'égard de ces populations. Il est toutefois important de souligner qu'une majorité de défendeurs plaide coupable aux accusations qui sont portées contre eux. Ainsi, chez les accusés pour vagabondage, 66% des femmes et 75% des hommes offrent un tel plaidoyer. Dans les causes reliées à l'ivresse, ceci est le cas pour 86,7% des hommes et 88,4% des femmes<sup>237</sup>. Ceci ne doit toutefois pas être vu comme un signe de la passivité de ces populations devant le pouvoir de la justice criminelle. Les individus contestaient de différentes façons le pouvoir de l'État et ce, lors des diverses étapes du processus judiciaire. Par exemple, au moment des arrestations, certains individus se débattaient ou attaquaient physiquement les constables. Ainsi, en octobre 1894, Elizabeth Murphy fut interceptée par un policier alors qu'elle dansait ivre sur la rue Notre-Dame. Comme elle résistait à son arrestation, ce dernier fit entrer Elizabeth dans une voiture afin de l'emmener au poste. Elle entreprit alors de briser d'un coup de pied le panneau de la voiture et de mordre le policier au visage et aux mains<sup>238</sup>. De même, lors de leur comparution en cour, certains accusés essayaient, par le biais de divers arguments, d'assurer leur liberté ou du moins,

---

<sup>236</sup> À titre de comparaison, les accusés dans les causes d'infractions contre la propriété affichaient un taux de condamnation de 51%, tandis que ceux incriminés pour des crimes contre la personne étaient trouvés coupables dans 36,6% des cas. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921

<sup>237</sup> *Ibid.*

<sup>238</sup> *La Patrie*, 2 octobre 1894, p. 4.

d'adoucir leur peine. À certaines occasions, les échanges entre les défendeurs et les juges étaient rapportés dans les journaux. On notera que dans bien des cas, la presse tournait au ridicule ces tentatives. Par exemple, cet extrait d'un article tiré du *Montreal Daily Witness* qui fait part des propos d'une femme qui comparaît devant le Recorder Weir sous une accusation d'ivresse:

A glass put me over your honor, said Bridget, by which she would have it inferred that the delirious period reached her a hogshead earlier than the average tippler. 'The trouble is that I can't take it. Your honor.' 'The trouble is that you do take it' remarked His Honor, 'and rather often too'. However you may go this time.<sup>239</sup>.

Comme dans le cas de Bridget, certains défendeurs offraient des explications et des excuses aux juges. D'autres promettaient d'arrêter de boire et de changer leurs comportements. Quelques-uns tentaient de négocier leur sentence, implorant le juge de leur imposer des mesures moins sévères. Par exemple, lorsqu'en avril 1891, Bridget Hogan fut accusée d'ivresse devant la Cour de police, celle-ci suggéra au Juge Dugas de l'envoyer chez les sœurs Grises pour quelques mois au lieu de l'emprisonner<sup>240</sup>. Les diverses façons par lesquelles les défendeurs essayaient de contester le pouvoir des autorités de négocier leurs peines nous montrent à quel point ceux-ci ne resteront pas passifs devant le pouvoir déployé par l'État. En même temps, cette résistance n'était pas sans limites. Car, si parfois, les individus réussissaient à convaincre les juges d'être indulgents à leur égard, ces tentatives s'avéraient aussi souvent un échec. Ainsi, Elizabeth Murphy reçut une sentence de trois mois de prison pour avoir résisté à son arrestation, ceci en plus des trois mois que lui valut son accusation pour ivresse<sup>241</sup>. Puis, bien que Bridget Hogan ait prié le

---

<sup>239</sup> *Montreal Daily Witness*, 23 novembre 1912, p.4.

<sup>240</sup> *La Patrie*, 15 avril 1891, p. 4.

<sup>241</sup> *La Patrie*, 2 octobre 1894, p. 4.

juge de ne pas l'emprisonner, celle-ci fut condamnée à purger six mois de travaux forcés<sup>242</sup>.

Comme nous l'avons vu précédemment, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'amende est la sentence la plus fréquemment utilisée par les tribunaux afin de punir la petite criminalité<sup>243</sup>. On remarque en effet qu'au cours de nos trois années d'échantillon, une majorité de défendeurs accusés de vagabondage ou d'ivresse sont condamnés à défrayer une amende (Figure 2.9). La loi des vagabonds accordait une importante latitude aux juges dans l'octroi des sentences qui pouvaient condamner les défendeurs à une amende d'un maximum de 50\$, ou à l'emprisonnement pour, au plus, six mois ou encore, aux deux peines à la fois<sup>244</sup>. L'analyse des sentences imposées à la Cour de police et la CRM montre toutefois que seule une minorité d'accusés sont condamnés à payer le montant maximal permis par la loi, la plupart encourant une amende de moins de 25\$. Malgré cela, de tels frais représentaient de fortes sommes d'argent pour une population qui faisait partie des rangs les plus pauvres de la classe ouvrière. Il faut également préciser qu'entre 1901 et 1921, les montants exigés aux accusés dans les cas de vagabondage augmentent de façon importante (Tableau 2.6).

**Tableau 2.6 Moyenne des amendes et frais imposés, procès pour vagabondage et ivresse, par sexe.**

| Accusation           | 1901    | 1911     | 1921     |
|----------------------|---------|----------|----------|
| Ivresse (Femmes)     | 7,12 \$ | 14,98 \$ | 25,60 \$ |
| Ivresse (Hommes)     | 5,08 \$ | 9,52 \$  | 17,71 \$ |
| Vagabondage (Femmes) | 9,26 \$ | 14,98 \$ | 25,60 \$ |
| Vagabondage (Hommes) | 5,03 \$ | 8,92 \$  | 17,52 \$ |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>242</sup> *La Patrie*, 15 avril 1891, p. 4.

<sup>243</sup> Sur ce thème voir, Tremblay et Therriault, *loc. cit.*

<sup>244</sup> *Code criminel*, 1892, 55-56 *Victoria*, Chap. 29, partie XV.

On notera que, durant l'ensemble de la période, les amendes imposées aux femmes sont toujours supérieures à celles qui sont infligées aux hommes (Tableau 2.6). Ceci est sans doute l'effet de la perception très négative qu'avaient les magistrats à l'égard de femmes trouvées fautives dans l'espace public. Celles-ci étaient très souvent associées à la prostitution de rue. Il faut préciser à cet égard que, si les juges avaient une perception très négative de l'ensemble des femmes travaillant dans l'industrie du sexe, ils considéraient la prostitution de rue comme un fléau particulièrement indésirable. Comme nous le verrons plus loin, une majorité de magistrats se montrait favorable à l'application d'une certaine tolérance à l'égard des bordels, entre autres parce qu'ils croyaient que ces établissements constituaient un bien moindre mal, comparativement à ce qu'entraînerait leur fermeture complète, soit l'augmentation de la prostitution publique. Selon le Recorder De Montigny, il était préférable de localiser les prostituées dans un même endroit, dans la mesure où celles-ci « menacent sans cesse la moralité publique en s'affichant, en provoquant les passants, qui peuvent se laisser entraîner par des agaceries et des invitations au vice »<sup>245</sup>. De même, le Recorder Geoffrion croyait que l'abolition des maisons closes aurait des conséquences néfastes pour la ville. Celui-ci affirmera notamment qu'« il y a trois mille femmes dans les maisons de tolérance à Montréal, dans le *Red light* district [...] si vous fermez ces maisons, vous jetez ces trois mille femmes-là dans la rue, cela fait trois mille racoleuses de plus »<sup>246</sup>.

Si l'incarcération sans option d'amende est peu utilisée par les magistrats afin de punir les individus accusés de vagabondage, l'on remarquera toutefois qu'une telle sentence est plus souvent accordée aux femmes qu'aux hommes, au cours de nos trois années échantillon (Tableau 2.7). L'on notera également qu'en 1911, un

---

<sup>245</sup> AVM, *Rapport du Recorder De Montigny...*, p. 25.

<sup>246</sup> AVM, *Enquête Coderre, Déposition du Recorder Amedée Geoffrion, 1924*, P45, vol. 8, p. 7549.

nombre relativement important de femmes reçoivent une sentence d'emprisonnement. Bien qu'il soit difficile d'expliquer ce phénomène, nous croyons que ceci est l'effet de l'intensification, au tournant des années 1910, de la lutte contre la prostitution alors que surgit la panique autour de la traite des blanches.

Chez les individus accusés d'ivresse, on remarque que si, en 1901, 12,3% des femmes et 3,8% des hommes sont condamnés à l'emprisonnement, aucun défendeur ne reçoit une telle peine durant les années 1911 et 1921. Ce changement est dû à des modifications dans la loi. Comme nous l'avons mentionné plus haut, en 1907 la Ville vote un règlement qui couvre, à partir de ce moment-là, l'ensemble des incriminations d'individus accusés d'ivresse. Or, celui-ci prévoit une peine pouvant comprendre une amende d'un maximum de 40\$ et, à défaut, une période d'incarcération d'au plus, deux mois<sup>247</sup>. Ce nouveau règlement ne permet donc pas aux juges de condamner directement les individus trouvés en état d'ébriété à l'emprisonnement, ceux-ci n'y étant dirigés que s'ils s'avèrent incapables de payer la somme qui leur est imposée. On remarquera que pour ces cas également, les juges accordent rarement les montants maximaux autorisés par la loi. Aussi, tout comme chez les accusés pour vagabondage, les magistrats octroient des amendes plus importantes aux défenderesses qu'aux accusés masculins (Tableau 2.7).

Même si le recours à l'amende comme mesure pénale se généralise, plusieurs individus accusés d'ivresse ou de vagabondage seront tout de même incarcérés dans la mesure où ils se montrent incapables de payer les sommes que leur impose la cour. Proportionnellement, les hommes acquittent leurs amendes plus souvent que les femmes condamnées pour les mêmes délits. Ainsi, parmi les cas d'ivresse, durant nos trois années d'échantillon, environ 58% des accusés masculins paient leurs

---

<sup>247</sup> Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 330.

amendes<sup>248</sup>. Du côté des femmes, on constate qu'en 1901, seulement 21,4% défraient les sommes que leur impose la cour. En 1911, le quart des défenderesses réussit à le faire. La moins grande capacité des femmes de régler ces montants n'est pas surprenante. D'une part, les amendes qui leur sont infligées sont plus importantes. D'autre part, celles-ci possèdent moins de ressources financières que leurs acolytes masculins. Toutefois, les statistiques pour l'année 1921 montrent un revirement à cette tendance. En effet, 64,9% des défenderesses incriminées pour ivresse durant cette année-là payent leurs amendes et évitent ainsi l'emprisonnement. Dans la mesure où notre échantillon n'est basé que sur trois années, nous ne pouvons établir avec certitude si ceci correspond à un réel changement dans la capacité de la population féminine des cours à défrayer les sommes imposées par les magistrats. Il faut néanmoins préciser qu'il est possible de constater un phénomène semblable chez les femmes accusées de vagabondage. Ainsi, en 1901, 86,7% de celles-ci n'acquittent pas leurs amendes; proportion qui est de 40% en 1911 et de seulement 18,8% en 1921. On notera qu'on ne constate pas d'évolution semblable chez les hommes<sup>249</sup>.

Comme on a pu le remarquer, les inégalités de genre demeurent déterminantes dans les peines qui sont imposées par les cours tout au long de la période étudiée ici. Ainsi, lorsque la loi le permet, les femmes sont toujours plus souvent incarcérées que ne le sont les hommes. De même, ces dernières doivent payer des amendes plus importantes et doivent purger des périodes d'incarcération plus longues que leurs acolytes masculins (Tableau 2.6 et Tableau 2.8).

---

<sup>248</sup> On doit toutefois préciser que ceci n'exclut pas que les défendeurs aient pu acquitter leurs amendes par la suite et qu'ils n'aient donc pas purgé la totalité de leur peine d'emprisonnement.

<sup>249</sup> Les pourcentages des accusés masculins incarcérés pour ne pas avoir payé leur amende sont de 51,6% pour 1901, 51,4% en 1911 et 60,8% en 1921.

Tableau 2.7 : Sentences cas de vagabondage et d'ivresse, 1901, 1911, 1921

|                                  |   | ivresse |      |      |      |      |      | vagabondage |      |      |      |      |      |
|----------------------------------|---|---------|------|------|------|------|------|-------------|------|------|------|------|------|
|                                  |   | 1901    |      | 1911 |      | 1921 |      | 1901        |      | 1911 |      | 1921 |      |
|                                  |   | f       | h    | f    | h    | f    | h    | f           | h    | f    | h    | f    | h    |
| Amende/Frais/Caution             | % | 78,1    | 85   | 79,1 | 72,3 | 76,0 | 90,8 | 54,9        | 68,8 | 49,4 | 65,0 | 49,1 | 59,6 |
|                                  | n | 57      | 288  | 102  | 646  | 38   | 1087 | 35          | 110  | 44   | 195  | 53   | 353  |
| Acquitté/Libéré                  | % | 1,4     | 0,6  | 0    | 0,1  | 0    | 0,8  | 0,3         | 5    | 1,1  | 2,3  | 0,9  | 4,1  |
|                                  | n | 1       | 2    |      | 1    |      | 9    | 1           | 8    | 1    | 7    | 1    | 24   |
| Sentences suspendues/Sur parole  | % | 8,2     | 10,6 | 20,2 | 25,8 | 24   | 7,8  | 25,6        | 9,4  | 13,5 | 18   | 23,1 | 24   |
|                                  | n | 6       | 36   | 26   | 233  | 12   | 93   | 5           | 15   | 12   | 54   | 25   | 142  |
| Placement institutionnel/aliénés | % | 0       | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 5,9         | 3,1  | 3,4  | 3    | 6,5  | 1,5  |
|                                  | n |         |      |      |      |      |      | 4           | 5    | 3    | 9    | 7    | 9    |
| Info. manquante/Cas problème     | % | 0       | 0    | 0,8  | 0,6  | 0    | 0    | 0           | 1,3  | 0    | 0    | 0    | 0,3  |
|                                  | n |         |      | 1    | 5    |      |      |             | 2    |      |      |      | 2    |
| Autres                           | % | 0       | 0    | 0    | 1,2  | 0    | 0,5  | 2,7         | 6,3  | 1,1  | 3,7  | 11,1 | 3,7  |
|                                  | n |         |      |      | 11   |      | 6    | 5           | 10   | 1    | 11   | 12   | 22   |
| En prisonnement                  | % | 12,3    | 3,8  | 0    | 0    | 0    | 0,2  | 10,6        | 6,3  | 31,5 | 8,0  | 9,3  | 6,8  |
|                                  | n | 9       | 13   | 0    | 0    |      | 2    | 8           | 10   | 28   | 24   | 10   | 40   |
| Total                            | % | 100     | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100         | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  |
|                                  | n | 73      | 339  | 129  | 902  | 50   | 1197 | 58          | 160  | 89   | 300  | 108  | 592  |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

Tableau 2.8 Moyenne des jours d'emprisonnement imposés aux accusés, cas d'ivresse et vagabondage, par sexe.

|                      | 1901 | 1911 | 1921 |
|----------------------|------|------|------|
| Ivresse (Femmes)     | 32   | 33   | 20   |
| Ivresse (Hommes)     | 21   | 21   | 16   |
| Vagabondage (Femmes) | 94   | 80   | 41   |
| Vagabondage (Hommes) | 33   | 62   | 28   |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.



L'inégalité entre les sentences imposées aux hommes et aux femmes est également perceptible dans les dossiers des cours. Par exemple, en mars 1911, John et Annie Brady<sup>250</sup>, sont arrêtés en état d'ébriété par un constable sur la rue Sainte-Monique et amenés devant la CRM. John est accusé d'ivresse et est condamné à payer une amende de 15\$ ou à défaut, à subir deux mois d'emprisonnement par le Recorder Weir. Pour ce qui est d'Annie, celle-ci reçoit une double accusation d'ivresse et vagabondage et est condamnée à 20\$ ou à défaut deux mois d'emprisonnement pour le premier délit et trois mois de travaux forcés pour le second<sup>251</sup>. Un autre exemple : lorsque Hélène Leblanc et ses trois compagnons masculins sont condamnés pour avoir fait du tapage sur la rue Saint-Elizabeth. Le Recorder Dupuis condamna ces derniers à 5\$ ou à défaut 15 jours d'incarcération. Hélène pour sa part est condamnée à 4 mois de travaux forcés<sup>252</sup>.

Ce n'est toutefois pas l'ensemble des condamnés qui devra subir une sentence d'emprisonnement ou déboursier une amende. En effet, comme on peut le constater, au cours de certaines années, une partie relativement importante des défendeurs accusés de vagabondage ou d'ivresse reçoivent des sentences suspendues (Tableau 2.7). Il est utile de noter que l'octroi d'une sentence suspendue ne veut pas nécessairement dire qu'aucune mesure n'est imposée au condamné. Dans certains cas, les juges permettaient en effet aux défendeurs de retourner chez eux sous certaines conditions, telle une promesse de mieux se comporter à l'avenir. Parfois, certains individus étaient obligés de revenir devant la cour à une date fixée par le juge. Par exemple, lorsque Antoine Leduc fut trouvé coupable de

---

<sup>250</sup> Nous ne savons pas s'il existait un lien familial entre ces deux individus.

<sup>251</sup> AVM, P76, S3, PP, *Le Roi contre Annie Brady*, no. 47 du 13 mars 1911 ; *Le Roi contre James Brady*, no. 48 du 13 mars 1911.

<sup>252</sup> Voir *Supra* note 219.

vagabondage, celui-ci reçut une sentence suspendue; cependant le Recorder Dupuis obligea ce dernier à se rapporter à la cour toutes les trois semaines<sup>253</sup>. Aussi, pour certains individus, la suspension de la sentence pouvait être conditionnelle à l'engagement par le défendeur de se soumettre à certaines exigences, comme entre autres, de suivre un traitement contre l'alcoolisme<sup>254</sup>. Il arrivait également que les sentences suspendues impliquent des mesures plus sévères. Ainsi, lorsque Charles Lavoie fut trouvé coupable pour avoir mendié sans certificat sur la rue Craig, le Recorder Weir suspendra la sentence, tout en condamnant ce dernier à être renvoyé à Ottawa<sup>255</sup>.

Le recours important aux amendes comme moyen de punir le vagabondage et l'ivresse par les autorités n'est pas sans soulever certaines interrogations. Même si cela reste difficile à déterminer avec certitude, les sources pointent vers deux causes qui pourraient expliquer cette attitude. D'une part, l'on notera qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la présence constante de certains individus dans la prison de Montréal, dont une majorité de cas de vagabondage et d'ivresse, n'est pas sans causer une certaine irritation chez les juges, notamment, parce que le maintien de ces derniers coûte cher à la municipalité. Ce sentiment d'exaspération est notamment exprimé par le Recorder De Montigny dès la fin des années 1880:

C'est vraiment décourageant, mais c'est la vérité. Les faits sont là pour l'attester. Le nombre des ivrognes et vagabonds augmente d'une manière alarmante dans notre ville. [...]. Cette multitude de prisonniers me met dans l'embarras; car la prison est pleine et on ne sait plus où loger ceux qui sont condamnés à l'emprisonnement, sans compter que la ville est obligée de payer des sommes considérables au

---

<sup>253</sup>CRM, PP, *Le Roi contre Antoine Leduc*, no. 13 du 18 janvier 1911.

<sup>254</sup> Sur ce traitement voir Maxime Forcier, *op. cit.*

<sup>255</sup>CRM, PP, *Le Roi contre Charles Lavoie*, no. 84 du 23 juin 1911.

gouvernement pour l'entretien des prisonniers qu'elle envoie dans la prison de Montréal.<sup>256</sup>

D'autre part, non seulement le maintien des vagabonds et des ivrognes est coûteux pour la Ville, mais l'utilité même du maintien de ces individus en prison est remise en question par les magistrats. Ceux-ci se montrent en effet de plus en plus sceptiques à l'égard de l'efficacité de prison comme moyen de traitement de la petite criminalité. Ceci ne veut toutefois pas dire que les magistrats soient opposés au recours à l'enfermement pour ces populations; ils considèrent simplement que la prison s'avère incapable d'assurer leur réhabilitation. Ce point est notamment soulevé par le Recorder Weir. Ce dernier affirme notamment qu'il est inutile d'emprisonner les vagabonds et les ivrognes, dans la mesure où ceux-ci reviennent sans cesse devant la cour. Pour régler ce problème, le Recorder propose d'instaurer des sentences à durée indéterminée, ce qui aurait le double bénéfice de réhabiliter ces individus et d'assurer la protection de la société :

There are a certain number of people in Montreal who are constantly before the court : by this I mean that they no sooner pay a fine or serve a sentence than they are back for trial again. [...] Persons who are not fit to be members of society ought not to be allowed to take their place in society. What is needed is the indeterminate sentence, whereby a person who had been convicted three, four or five times would be kept in prison until such time as the governor was able to recommend them as fit and proper persons to take their place among the people, and ceased to be a menace to the rising generation. Society must be protected, and this treadmill sort of business, hopping in and out of jail, is not a satisfactory protection.<sup>257</sup>

---

<sup>256</sup> *La Patrie*, 12 septembre 1888, p. 4.

<sup>257</sup> *Montreal Daily Witness*, 23 novembre 1912, p.1.

Dans un contexte où les mesures punitives existantes sont de plus en plus perçues comme incapables de résoudre le problème de la criminalité, les autorités ont de plus en plus recours à l'amende afin de punir ces populations. L'amende n'est toutefois pas seulement une mesure adoptée par défaut. En effet, le recours à ce type de sentence comporte certains avantages, car si l'emprisonnement engendre des coûts pour la Ville, l'imposition d'amendes, au contraire, lui rapporte d'importantes sommes. Le recours à l'amende par les magistrats n'est toutefois pas bien perçu chez certains réformateurs qui soutiennent que « la soif des ivrognes et l'effronterie des horizontales emplissent les coffres du trésorier de la cité »<sup>258</sup>. Mais, comme nous verrons plus loin, dans le contexte des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, c'est avant tout en lien avec les infractions concernant les maisons de désordre que l'écart entre les sanctions imposées par les magistrats et les aspirations des réformateurs devient la plus apparente.

#### **2.4.2 Magistrats, maisons de désordre et réformateurs.**

Comme nous l'avons vu précédemment, à partir des années 1890, les tenants de la réforme morale avaient émis d'importantes critiques à l'endroit des forces policières, condamnant vivement leur manque de vigueur dans la répression des maisons closes. Curieusement, les magistrats seront longtemps épargnés des critiques des réformateurs. Pourtant, la plupart d'entre eux manifesteront clairement leur opposition au déploiement de mesures qui visent l'abolition complète des maisons closes. Certains d'entre eux préconisaient même ouvertement la mise en place d'un système de réglementation par les autorités municipales. Ceci avait notamment été avancé par le Recorder De Montigny dans les années 1890<sup>259</sup>. Son

---

<sup>258</sup> *La Patrie*, 26 septembre 1894, p. 3.

<sup>259</sup> De Montigny, *op. cit.*

successeur, le Recorder François-Xavier Dupuis, croyait également à la nécessité de telles mesures dans un contexte où, d'après lui, les maladies vénériennes causaient des ravages au sein de la population<sup>260</sup>. C'est cette même conviction qui entraînera Dupuis à mettre sur pied, avec la collaboration du chef de police Olivier Campeau, un système de contrôle non officiel des maisons de prostitution en 1907 et 1908<sup>261</sup>. On remarque par ailleurs que si les accusations formulées par le Révérend French en janvier 1909 mettent ces pratiques au grand jour et entraînent la tenue d'une enquête sur le département de police, aucune mesure ne sera prise contre la CRM ni contre le Recorder François-Xavier Dupuis bien qu'il ait déclaré publiquement être l'instigateur de ces pratiques<sup>262</sup>.

Pour le Recorder Dupuis et les autres tenants de la réglementation, la prostitution était non seulement inévitable, mais elle occupait une réelle fonction sociale, soit celle qui consistait à protéger les femmes honnêtes « des séductions des libertins qui, ne pouvant plus satisfaire leurs passions [...] [et qui] ne craindront de semer le déshonneur et la honte dans les familles »<sup>263</sup>. Selon Dupuis, le fait de punir les hommes qui fréquentaient les prostituées ne ferait qu'entraîner bien des maux au sein des familles :

---

<sup>260</sup> François-Xavier Dupuis, *Pro Domo Sua. Dissertation sur la prostitution. Prononcée en audience publique le 25 février 1909*, p. 1.

<sup>261</sup> *Ibid.*

<sup>262</sup> Dupuis, *op. cit.*, p. 2. Au plus, le Recorder Dupuis recevra une réprimande du Procureur général du Québec. Ainsi, ce dernier lui écrira : « Vos déclarations [...] ont fait naître dans le public un malentendu sur la manière dont vous aviez l'intention d'appliquer la loi destinée à assurer la disparition des maisons malfamées. Nous vous recommandons de mettre fin à ce malentendu et au malaise qui s'en suivi, en appliquant la loi telle qu'elle a été édictée par les législateurs. Ceux-ci sont, en effet, nous n'avons pas besoin de vous le dire, les seuls responsables des lois qui se trouvent dans nos statuts et les seuls qui peuvent et doivent y apporter des modifications. » BAnQQ, E17, T131, 1185/09.

<sup>263</sup> *Ibid.* Également cité dans Lévesque, « Éteindre... », p. 192.

On veut envoyer en prison [...] des pères de famille de la plus parfaite honorabilité, en dépit d'une défaillance que personne, pas même les docteurs *esvertus*, ne peut se vanter d'éviter. Briser l'avenir d'un honnête homme, salir une réputation, semer la douleur et le désaccord au foyer familial, faire naître la colère, la haine, la vengeance entre époux, et faire tout cela délibérément, en se drapant dans le manteau rapiécé et déteint de la pudeur outragée, de la vertu indignée et de l'austérité menteuse, cela paraît méritoire à certains êtres d'une mentalité spéciale, qui sont autant à plaindre qu'à doucher.<sup>264</sup>

Si ces magistrats étaient favorables à une attitude de tolérance envers les maisons de désordre, ce n'est toutefois pas dans l'optique où ils souhaitaient une amélioration des conditions dans lesquelles travaillaient les prostituées. Au contraire, ces derniers se montraient très sévères à l'égard de ces femmes. Par exemple, le Recorder De Montigny, tout en avançant qu'il fallait « tolérer un certain nombre de ces maisons où l'ordre règne dans le désordre »<sup>265</sup>, ne manquait pas de qualifier les prostituées « d'immondices de la passion humaine »<sup>266</sup>. De même, le Recorder Dupuis soulignera qu'un des objectifs de la mise en place de son système de réglementation était de rendre la vie impossible pour ces femmes:

Notre but était d'abord de protéger la société contre les terribles dangers de la syphilis. Puis de rendre aux prostituées la vie si malheureuse, si dure et si méprisable, que cette perspective devait éloigner les filles d'une vertu indécise de ce métier immonde. En les cantonnant dans un lazaret, en les séquestrant dans leurs bouges, en rompant toute attache entre elles et la société, et la famille, et les amies d'enfance, nous pensions avec raison que le

---

<sup>264</sup> Dupuis, *op.cit.*, p. 9.

<sup>265</sup> AVM, *Rapport du Recorder De Montigny...*, p. 25.

<sup>266</sup> *Ibid.*

recrutement des prostituées souffrirait grandement –et heureusement- de ce traitement de pestiférées.<sup>267</sup>

À notre connaissance, parmi les magistrats qui siègeront dans les cours montréalaises au cours de la période étudiée ici, seul le Recorder Stanley Weir était favorable à une abolition totale de la prostitution. Près des réformateurs moraux montréalais, ce dernier appuyait notamment la croisade du Révérend French contre les maisons de désordre<sup>268</sup>. Aussi, contrairement à ses collègues, Weir était farouchement opposé à toute forme de tolérance et de réglementation à l'égard de la prostitution. D'après celui-ci, la supervision sanitaire des bordels ne fonctionnait pas, car elle était non scientifique. Pour lui, la seule solution à envisager était la mise en place d'une sévère répression contre ces établissements. Ceci ferait en sorte que les prostituées n'auraient d'autre choix que d'abandonner leurs pratiques :

To scatter prostitution is speedily to stifle it. The moment it is detected it is denounced and expelled. To scatter individual prostitutes who, thus isolated, in constant terror of discovery, the old life broken up, are compelled to change their habits or starve.<sup>269</sup>

Comme le montre cette citation, malgré les divergences dans les opinions des magistrats sur le traitement que les autorités devraient réserver aux maisons closes, leurs perceptions sur les femmes qui travaillaient dans ces endroits étaient pour le moins très similaires. Malgré leurs différends, Weir et ses collègues attribuaient l'existence de la prostitution non pas tant aux inégalités de classe et de sexe, mais aux comportements immoraux de certaines femmes, ainsi qu'à l'idée que les hommes qui fréquentaient ces dernières étaient les victimes de leurs désirs naturels.

---

<sup>267</sup> Dupuis, *op. cit.*, p. 7.

<sup>268</sup> *Montreal Daily Witness*, 10 décembre 1908, p. 1.

<sup>269</sup> *Montreal Daily Witness*, 22 mars 1909, p.6.

Étonnamment, si les groupes de réforme morale n'hésitent pas à contester l'attitude des forces policières à l'égard des maisons de désordre, ceux-ci se montreront, durant plusieurs années, peu enclins à émettre des critiques envers les magistrats responsables du jugement de ces causes. Ceci change toutefois à la fin des années 1910, alors qu'entre en scène le Comité des seize. En effet, ce groupe de réformateurs ne manquera de critiquer le manque de sévérité des juges à l'endroit des individus accusés d'infractions reliées aux maisons de désordre. Dans la mesure où c'est à la CRM que ces causes sont jugées, c'est contre les *Recorders* Hugh Semple et -tout particulièrement- Amédée Geoffrion, que l'essentiel de ces critiques sont émises. Les tenants de la réforme morale reprochent à ces derniers leur manque de rigueur dans l'imposition des sentences. Ainsi, même si les divers amendements émis durant les années précédentes permettent l'imposition de mesures particulièrement sévères contre ces individus, les *Recorders* hésitent à imposer les sentences maximales dans ces cas. D'après les réformateurs, ces derniers préfèrent condamner les accusés à des amendes plutôt qu'à l'emprisonnement. Or, l'octroi d'amendes contre ces individus s'avère une mesure complètement inutile. Sur cette question, l'on notera les propos du Révérend Hart, membre du Comité des seize :

[those who sit upon the Bench] fine when they should imprison, and dismiss cases when to the layman there is abundance of evidence to impose the maximum penalty. The only good that fines do is to augment the City Treasury. In fact it is freely admitted in official circles that many houses of prostitution exist because of their revenue value to the city. Those in the business can readily meet these fines out of the proceeds in a single day.<sup>270</sup>

---

<sup>270</sup> *Ibid.*, p. 39.



**Tableau 2.9 Sentences, cas reliés aux maisons de désordre, selon le sexe des accusés.**

|                       | Tenir maison de désordre <sup>271</sup> |      |      |      | Tenir ou fréquenter une maison de désordre |      |      |      |      |      |
|-----------------------|---|------|------|------|--|------|------|------|------|------|
|                       |   |      |      |      | 1901                                       |      | 1911 |      | 1921 |      |
|                       |   |      |      |      | f  | h    | f    | h    | f    | h    |
| Acquitté/Libéré       | %                                       | 3,1  | 0,0  | 5,0  | 5,6  | 4,4  | 1,6  | 2    | 5,4  | 4,6  |
|                       | n                                       | 2    | 0    | 7    | 4  | 2    | 2    | 2    | 13   | 9    |
| Amende/Frais/Caution  | %                                       | 29,2 | 72,6 | 78,6 | 47,9                                       | 35,6 | 69,4 | 63,3 | 87,1 | 90,3 |
|                       | n                                       | 19   | 69   | 110  | 34   | 16   | 86   | 62   | 210  | 176  |
| Emprisonnement        | %                                       | 53,8 | 16,9 | 5,0  | 39,4                                       | 37,8 | 14,5 | 4,1  | 0    | 0    |
|                       | n                                       | 35   | 16   | 7    | 1  |      | 7    | 1    |      |      |
| Sentences suspendues  | %                                       | 1,5  | 6,3  | 2,1  | 5,6  | 2,2  | 14,5 | 23,5 | 0,8  | 1,5  |
|                       | n                                       | 1    | 6    | 3    | 4  | 1    | 18   | 23   | 2    | 3    |
| Autres                | %                                       | 10,8 | 4,2  | 8,6  | 1,4  | 15,6 | 0    | 7,1  | 6,2  | 3,1  |
|                       | n                                       | 7    | 4    | 12   | 1  | 7    |      | 7    | 15   | 6    |
| Information manquante | %                                       | 1,5  | 0    | 0,7  | 0  | 4,4  | 0    | 0    | 0,4  | 0,5  |
|                       | n                                       | 1    |      | 1    |  | 2    |      |      | 1    | 1    |
| Total                 | %                                       | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  |
|                       | n                                       | 65   | 95   | 140  | 71   | 45   | 124  | 98   | 241  | 195  |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

Les statistiques relatives aux plaintes concernant les causes reliées aux maisons de désordre tendent à montrer que les critiques des réformateurs moraux n'étaient pas totalement sans fondements. Tout comme les cas d'ivresse et de vagabondage, les causes reliées aux maisons de désordre affichaient un taux de condamnation très élevé, soit de plus de 95%. En même temps, les statistiques montrent que si les magistrats n'hésitaient pas à condamner les individus accusés de ce type de délit, au cours des deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, ces derniers abandonnent progressivement le recours à l'incarcération au profit de l'amende

<sup>271</sup> Dans la mesure où le nombre d'hommes accusés de cette infraction est trop peu important pour pouvoir en tirer des statistiques, nous avons choisi de calculer les sentences reçues par les hommes et les femmes conjointement.

pour punir cette population. En effet si, en 1901, l'on constate une forte proportion d'individus condamnés à l'incarcération soit pour tenir ou fréquenter/habiter une maison de désordre, les années 1911 et ensuite 1921 témoignent d'une diminution importante de l'imposition de ce type de mesure (Tableau 2.10)<sup>272</sup>.

Tout comme dans le cas du vagabondage et de l'ivresse, les amendes imposées aux individus incriminés pour tenir et fréquenter les maisons de désordre augmentent également de façon importante durant la période (Tableau 2.11). Malgré ces changements, l'on notera que la plupart du temps, les magistrats n'imposent pas les montants maximaux permis par la loi. Toutefois, l'analyse de notre échantillon nous a permis de constater que, parmi l'ensemble des individus condamnés pour fréquenter/habiter une maison de désordre au cours de l'année 1921, seulement 10% des femmes et 3,4% des hommes condamnés devront défrayer une telle somme. En effet, la grande majorité de ces défendeurs seront condamnés à payer une amende qui sera située, la plupart du temps, entre 10\$ et 20\$<sup>273</sup>. Toutefois, dans ces cas, comme pour les infractions reliées au vagabondage et à l'ivresse, la moyenne des amendes imposées aux femmes est toujours supérieure à celles imposées aux hommes (Tableau 2.11).

---

<sup>272</sup> On rappellera ici qu'en vertu de l'article 229a du Code criminel émis en 1915, l'on pouvait condamner toute personne habitant dans une maison de prostitution à un an d'emprisonnement, ou encore à une amende d'un maximum de 100\$ ou à défaut, à un emprisonnement d'une durée d'au plus, deux mois. (Canada, « Loi modifiant le code criminel », Chap. 12, 5 *George V*, art. 5.). Dans le cas d'individus fréquentant ces maisons, comme le montrent les statistiques relatives à l'année 1921, les Records ne semblent pas avoir eu recours à la possibilité d'emprisonnement pour ces cas.

<sup>273</sup> De telles sommes sont en effet accordées à 72,4% des femmes et 51,4% des hommes condamnés au cours de cette année. AVM, *Plaintes déposées à la Cour du Recorder de Montréal*, 1921.

Tableau 2.10 Moyenne des amendes imposées, plaintes reliées aux maisons de désordre.

|  | 1901    | 1911    | 1921    |
|--|---------|---------|---------|
| Tenir une m.de désordre (Hommes et Femmes)     | 50,90\$ | 52,75\$ | 72,66\$ |
| Habiter/fréquenter une m. de désordre (Femmes) | 21,81\$ | 20,66\$ | 27,73\$ |
| Habiter/fréquenter une m. de désordre (Hommes) | 10,09\$ | 17,23\$ | 25,61\$ |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

Non seulement les magistrats accordent très rarement les amendes maximales permises par la loi, mais les défendeurs réussissent très souvent à payer les sommes qui leur sont imposées. Ainsi, parmi les individus accusés de tenir une maison de désordre, ces derniers réussissent à défrayer leurs amendes dans neuf cas sur dix, durant nos trois années d'échantillon. Du côté des femmes accusées de fréquenter/habiter une maison de désordre, 64,7% d'entre elles défraient les sommes qui leur sont imposées par la cour<sup>274</sup>. Du côté des hommes condamnés pour la même infraction, ces derniers payent leur amende dans 8 cas sur 10<sup>275</sup>. Il faut toutefois préciser que parmi ces derniers, un certain nombre ne subissent même pas leur procès. À cet égard, l'information incluse dans les dossiers nous montre que la pratique exercée par la CRM pour les hommes accusés de fréquenter les maisons de désordre consistait à exiger une caution aux défendeurs, montant qui se situait généralement entre 10\$ et 20\$. Or, dans les cas où le défendeur ne se présentait pas à son procès, celui-ci était déclaré coupable par défaut et la somme du dépôt était retenue afin de payer l'amende imposée à titre de sentence. Le fait qu'un grand nombre de ces hommes réussissent à échapper à l'emprisonnement est par ailleurs souligné par le président de la Commission administrative, Ernest Decary dans une

<sup>274</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921.

<sup>275</sup> *Ibid.*

lettre qu'il envoie au Colonel Gaudet, directeur de la Sûreté publique de laquelle relève la CRM :

Ne pensez-vous pas qu'il serait à propos d'avoir une entrevue avec les Records pour leur demander d'augmenter les amendes contre les hommes trouvés dans de telles maisons? Si le dépôt exigé de ces gens était de vingt-cinq dollars et même de cinquante dollars, si la loi nous le permet et l'amende d'au moins vingt-cinq dollars, nous aurions peut-être un meilleur succès.<sup>276</sup>

Malgré les suggestions d'Ernest Decary, aucune mesure ne sera prise en ce sens durant la période étudiée ici. Comme le démontrent les statistiques relatives aux amendes imposées aux individus condamnés pour fréquenter ou habiter une maison de désordre, il existait une certaine disparité entre les amendes et les périodes d'incarcération imposées aux femmes, soit les prostituées et les tenancières de ces établissements, et celles imposées aux hommes, qui étaient pour la plupart les clients des bordels (Figures 2.11 et 2.13). Plusieurs tenants de la réforme morale dénonçaient le double standard qui était appliqué par les cours dans les cas reliés aux maisons de désordre. Sur cette question l'on notera de nouveau les propos du Révérend E. I. Hart:

There is one law for the woman, another for the man. The man, almost invariably, is shielded, though he is equally guilty with the woman, often very much more so. Equity demands that both sexes be treated alike, for the buyer as well as the seller in this nefarious business is a moral and physical menace to the community.<sup>277</sup>

---

<sup>276</sup> AVM, VM18, S1, SS1, Dossier 510.01.1, 25 octobre 1920.

<sup>277</sup> Hart, *op. cit.*, p. 40.

Tableau 2.11 Tenue et fréquentation des maisons de désordre (moyenne du nombre de jours).

| Accusation                                     | 1901 | 1911 | 1921 |
|--|------|------|------|
| Tenir une m.de désordre (Hommes et Femmes)     | 73   | 101  | 86   |
| Habiter/fréquenter une m. de désordre (Femmes) | 80   | 66   | 36   |
| Habiter/fréquenter une m. de désordre (Hommes) | 56   | 53   | 22   |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921

Il n'en demeure pas moins que, malgré des déclarations comme celles du Révérend Hart, les réformateurs moraux montréalais se montraient davantage préoccupés par le fait que les magistrats n'appliquaient pas des sentences assez sévères contre les femmes accusées de tenir et de fréquenter les bordels que par les inégalités dont celles-ci étaient victimes. L'opposition entre le Comité des seize et les Records prendra un nouveau tournant après le déclenchement de l'affaire Fleurette Lapalme. Celle-ci était une jeune fille âgée de quinze ans qui, en mai 1919, avait été trouvée par la police lors d'une descente effectuée dans la maison de prostitution tenue par Irene Ross sur la rue Cadieux. Accusée devant la CRM, Ross fut trouvée coupable de tenir une maison de prostitution et condamnée à une amende de 50\$ ou à défaut deux mois d'emprisonnement. L'accusée paya la somme qui lui avait été imposée et fut libérée sans qu'aucune autre mesure ne soit prise contre elle, malgré le fait qu'elle pouvait être accusée, en vertu du Code criminel, pour avoir logé une fille mineure dans son établissement pour des fins de prostitution<sup>278</sup>. L'inaction de la CRM dans ce cas provoquera l'ire du Comité de seize qui fera appel au Procureur général de province de Québec afin de dénoncer l'inertie des Records dans la répression du vice. À ceci, Charles Lanctôt, l'Assistant Procureur général, répondra que le problème semblait être relié à

<sup>278</sup> AVM, VM 18, S1, SS1, *Re : Committe of sixteen. Irene Ross keeping a disorderly house at 333 Cadieux*, 11 juin 1919, dossier 510.5.

l'absence à la CRM d'un « d'avocat chargé de suivre les procédures dans toutes les causes »<sup>279</sup>. Dans cette optique, Lanctôt proposera que la Ville nomme un avocat dont le mandat sera « de veiller à ce que les causes soient décidées après instruction complète et à ce que la peine soit proportionnée à la gravité de l'offense »<sup>280</sup>. Suivant ces recommandations, les autorités municipales procéderont à une modification de la charte afin de créer le poste de procureur général de la Cour du Recorder<sup>281</sup>. De façon révélatrice, la personne que la Ville nommera afin d'occuper cette fonction, sera Nathan Gordon, un avocat natif de la Nouvelle-Orléans et un membre actif du Comité des seize. À partir du moment de sa nomination en juillet 1919, ce dernier sera chargé de poursuivre au nom de la Cité toutes les causes amenées devant la CRM. Il sera également mandaté pour poursuivre et pour comparaître avec les avocats de la couronne dans les appels de jugements de ladite cour pour les affaires de vagabondage et de maisons de désordre, ainsi que dans toutes les causes d'Habeas corpus et de certiorari contre des jugements des Recorders pour violation de la charte municipale ou des règlements de la Cité de Montréal<sup>282</sup>.

Gordon restera officiellement en poste durant un peu plus de deux ans. Pendant ce temps, malgré les diverses tentatives que ce dernier fera en ce sens, il aura peu de succès pour ce qui est de changer les procédures des Recorders à l'égard des maisons de désordre. En effet, au cours de la période qu'il occupera la fonction de procureur de la Ville, Gordon se plaint à plusieurs reprises de l'inutilité des mesures mises en place pour la répression du vice. Ce dernier fait notamment part aux autorités du fait que le dépistage obligatoire des maladies vénériennes chez les

---

<sup>279</sup> AVM, VM18, S1, SS1, Dossier 510.01.1

<sup>280</sup> *Ibid.*

<sup>281</sup> AVM, VM18, S1, SS1, Dossier 1838.

<sup>282</sup> AVM, VM 18, S1, SS1, *Re : Poursuites de devant la Cour du Recorder*, 4 septembre 1919, dossier 1838.

prostituées ne donne pas les résultats souhaités, notamment parce que la plupart de ces femmes n'étaient pas emprisonnées et ne pouvaient donc être traitées<sup>283</sup>. Gordon se plaint également à certaines reprises du manque de coopération des Records pour ce qui est du traitement adéquat des causes. Par exemple, en janvier 1920, il dénonce au président de la Commission administrative le fait que, lors d'une séance de la cour, le Recorder Geoffrion a renvoyé cinq plaintes concernant les maisons de désordre parce que personne n'était présent pour plaider au nom de la Ville. Or, Nathan Gordon avance que, s'il n'avait pu faire son plaidoyer, c'était parce qu'il était arrivé avec vingt minutes de retard car il était occupé à la Cour de police pour un autre cas impliquant la municipalité. Devant cet état de fait, Gordon dénonce la mauvaise volonté de Geoffrion :

Had I arrived three hours late, I could have understood the action of the Recorder. But I was only twenty minutes late, and Recorder might have adjourned the cases for a few minutes to find out the reasons for our tardiness. After all, the cases were in his hands, he was responsible for them and he was not compelled to dismiss five cases of the city of Montreal so quickly. May I say that this will give you an idea of the manner in which I am handicapped. [...] This in addition to the bitter enmity which I have succeeding in attracting to my self since I am here, makes matters pretty difficult. Somehow or other, everything done here is done out of spite, and the spite is all against me. I hope we shall remedy this in due course.<sup>284</sup>

---

<sup>283</sup> Gordon indique également qu'une partie du problème se trouve dans le fait que le petit nombre de prostituées qui est incarcéré ne demeure pas suffisamment longtemps en prison pour pouvoir subir un traitement. Ainsi que, parce qu'à la Prison des femmes, les Sœurs refusent de traiter celles qui sont malades. AVM, VM 18, S1, SS1, *Lettre de Nathan Gordon à E. R. Decary*, 19 septembre 1919, Dossier no. 1838.

<sup>284</sup> AVM, VM 18, S1, SS1, dossier 1838.

En octobre 1921, Nathan Gordon démissionne de son poste de procureur de la CRM, après avoir été absent du travail durant plus de six mois<sup>285</sup>. Bien que les sources n'offrent aucune indication des causes derrière ce geste, il est fort probable que le peu de succès qu'il aura afin de faire modifier les procédures des Recorders ont joué un rôle important à cet égard. On notera par ailleurs qu'à notre connaissance, la Ville ne procédera pas à la nomination d'un nouveau procureur après le départ de Gordon. Si les diverses plaintes faites par les réformateurs ainsi que par le Chef de police à l'endroit des Recorders n'entraînera aucun changement dans la façon dont les causes seront traitées à la CRM, c'est que ces derniers considéraient que leur jugement ne devait pas être contesté. Les instances municipales ne manqueront toutefois pas de se plaindre au gouvernement des agissements des Recorders Semple et Geoffrion. En avril 1919, Ernest Decary, écrit au Procureur général de la province de Québec afin de dénoncer le manque de coopération des Recorders avec les forces policières dans la répression des maisons closes. Toutefois, les représentants du gouvernement ne poseront pas de geste afin de corriger cette situation :

Comme nous avons déjà eu l'occasion de vous le dire, les recorders sont responsables à eux-mêmes de leurs jugements. Ce serait en conséquence un point très délicat de leur en demander raison. Je crois qu'ainsi que nous avons déjà eu l'honneur de vous le suggérer, le moyen le plus propre à vous aider à réaliser l'objet que la Commission administrative et la police ont en vue serait que vous-même vous discutiez la question avec les recorders, en y mettant toutes les formes voulues, ainsi que vous savez si bien le faire.<sup>286</sup>

---

<sup>285</sup> *Ibid.*

<sup>286</sup> AVM, *Lettre de Charles Lanctôt, assistant procureur-général à Ernest Decary, président de la Commission administrative. Re : maisons de désordre*, 1<sup>er</sup> mai 1919, VM18, S1, SS1, Dossier. 510.3



En agissant ainsi, le gouvernement ne faisait qu'attester le pouvoir des Recorders. Devant cet état des choses les réformateurs pouvaient faire bien peu afin de faire modifier la façon dont la CRM traitait les cas concernant les maisons closes. Au début de l'année 1924, les Recorders utiliseront le rapport annuel de la CRM pour l'année précédente afin de répondre aux Comité des seize. Dans ce dernier, les Recorders manifesteront ouvertement l'immense pouvoir dont ils étaient les détenteurs. On notera dans un premier temps, la déclaration de Hugh Semple et ensuite celle d'Amédée Geoffrion :

Après y avoir mûrement réfléchi, je crois qu'il suffirait de nous en rapporter aux arrêts que nous avons prononcés, pour établir hors de tout doute, en dépit des clameurs de l'heure présente, que nous n'avons de comptes à rendre à qui que ce soit et que personne n'a le droit de nous en demander[...].<sup>287</sup>

Nommé par la Couronne pour administrer la justice correctionnelle durant bonne conduite, je ne suis pas obligé de me baisser pour passer sous la porte parfois un peu basse du suffrage populaire et de soumettre mes jugements à l'approbation des électeurs. Grâce à Dieu et à la constitution qui nous régit, l'inamovibilité fait de moi un magistrat libre et indépendant. Dans l'interprétation des lois je n'ai d'ordres à recevoir que de ma conscience. Mais j'estime que l'homme qui administre la justice -quelque modeste soit sa juridiction- ne doit pas même être soupçonné.<sup>288</sup>

La dernière étape de la lutte contre la prostitution à Montréal sera marquée par la tenue de l'Enquête Coderre à la fin de l'année 1924. Celle-ci portera, entre autres sur la prostitution à Montréal et visera, encore une fois, les forces policières. Malgré le fait que les résultats de l'enquête donneront raison au Comité des seize, au

---

<sup>287</sup> AVM, *Rapport annuel de la Cour du Recorder de Montréal pour l'année 1923*, p.36. v. 900.2 1/7

<sup>288</sup> *Ibid*, p.6

lendemain de celle-ci le groupe se dissout, marquant ainsi la fin de la grande période de réforme morale à Montréal<sup>289</sup>.

## Conclusion

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré ce qui apparaît comme une importante baisse de la criminalité, s'élève un véritable vent de panique chez certains membres de la bourgeoisie à l'égard d'une fraction de la classe ouvrière qui apparaît comme un réel danger à l'ordre social et moral de la ville. À cette époque, ce n'est plus la grande masse des classes populaires qui est ciblée par le discours, comme cela avait été le cas au début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais plutôt un petit groupe d'irréductibles qui demeure insensible à toute réforme. Plus précisément, cette condamnation vise les vagabonds, les ivrognes et de façon tout à fait particulière, les prostituées. Dans la mesure où ces trois types de criminels constituent d'importants symboles pour le mouvement de réforme morale, celui-ci met en branle une véritable campagne contre ces populations. À cet effet, deux stratégies seront déployées : d'une part, l'instauration de diverses lois censées faciliter et accentuer la répression sur ces individus; d'autre part, l'exercice de pressions de plus en plus insistantes sur les autorités afin qu'elles voient à l'application de ces mesures.

Le pouvoir des groupes de réforme morale était important. En effet, ces derniers réussiront à provoquer la tenue de trois enquêtes sur le travail des policiers durant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Aussi, ils arriveront à convaincre la législature de modifier la législation et ainsi, mettre sur pied un véritable arsenal légal visant ces populations, tout particulièrement dans le cas des prostituées et des

---

<sup>289</sup>On assistera toutefois à une nouvelle vague de répression contre les maisons de prostitution au lendemain de la Deuxième guerre mondiale. Période qui marquera par ailleurs la fin de la prééminence de cette forme de prostitution à Montréal. Sur cette question voir, Lacasse, *op. cit.*, pp. 103-116.

tenanciers et tenancières de maisons de désordre. Ils parviendront même à infiltrer la CRM, plaçant un de leurs membres comme procureur de la cour. Cependant, la lutte qu'ils mèneront contre le vagabondage, l'ivresse et la prostitution se révélera un échec retentissant. Ainsi, les policiers ne répondront que par une répression ponctuelle aux demandes formulées. Mais, la véritable entrave à l'application de ces mesures se trouvait à la CRM où étaient jugés les individus accusés de ces délits. Car, bien que la loi permettait aux magistrats d'appliquer des peines d'emprisonnement, ces derniers préféraient octroyer des amendes qui, bien souvent, étaient acquittées par les prévenus. Aussi, les prérogatives accordées aux juges par la loi feront en sorte que ceux-ci resteront de glace devant les attaques formulées contre eux.

### CHAPITRE III

#### «FOR YOU'RE MY WIFE AND I CAN DO WHAT I WANT WITH YOU»: FEMMES PLAIGNANTES ET COURS DE JUSTICE AU TOURNANT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE,

Par une journée du mois de novembre 1920, Emilia P. sortit de sa demeure pour se diriger chez Joseph F., rue Saint-Denis. Emilia était dans une situation difficile, plusieurs semaines avant ce jour, son mari était parti et elle n'avait plus reçu aucune nouvelle de lui. Malgré les diverses difficultés financières entraînées par le départ de son conjoint, Emilia avait réussi à amasser la somme de 50\$ nécessaires afin de payer Joseph F.. Celui-ci prétendait être médium et avait promis à cette dernière que pour ladite somme il pourrait lui prédire ce qu'il adviendrait au sujet de son mari. Sans doute qu'Emilia sentit un grand soulagement quand Joseph F. lui dit que celui-ci reviendrait. Il est aussi toutefois fort probable que ce sentiment se transforma progressivement en déception, puis sans doute en colère lorsque les semaines passèrent sans que son mari ne revienne. Trois mois après avoir vu Joseph F., Emilia se rendit devant la Cour de police et déposa une plainte contre ce dernier pour faux prétextes. Quelques jours plus tard, le Juge Décarie de la Cour des Sessions spéciales se montra sympathisant envers la plaignante et condamna Joseph F. à rembourser celle-ci ou à subir un mois d'emprisonnement<sup>1</sup>.

Emilia P. n'est qu'une des nombreuses femmes qui, au cours de la période étudiée ici, auront recours aux tribunaux criminels afin de tenter de résoudre les

---

<sup>1</sup> BAnQM, TP12, S2, SS1, *Emilia P. contre Joseph F.*, dossier no. 490, 3 février 1921.

situations difficiles dans lesquelles elles se trouvaient. Par son aspect cocasse, le cas de cette plaignante est certes particulier. La plupart des femmes qui initiaient des procédures devant les cours étaient les victimes de crimes plus graves. Plusieurs d'entre elles avaient été agressées physiquement ou sexuellement. D'autres se trouvaient dans un état de grande pauvreté en conséquence de la négligence ou du départ de leur mari. En même temps, certaines plaignantes faisaient appel aux cours pour des raisons qui à nos yeux peuvent paraître très banales. Par exemple, Elizabeth Deschênes déposa une plainte pour dommages contre sa voisine, Elizabeth Dwyer, parce que cette dernière lui avait coupé sa corde à linge<sup>2</sup>. Dans le cas de Maggie Moore, celle-ci accusa Mary Chambers de vagabondage parce qu'elle l'avait insultée en l'appelant « a crazy and mad woman »<sup>3</sup>. En même temps, malgré la différence dans la gravité des crimes impliqués dans les diverses plaintes déposées par des femmes devant les cours criminelles montréalaises, la plupart de ces plaignantes partageaient sans doute le sentiment que quelque chose de mal avait été perpétré à leur égard ou qu'un tort avait été commis à leur endroit et que l'intervention de ces instances pourrait leur permettre d'obtenir justice et réparation.

Ce chapitre porte sur les femmes qui, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, déposèrent des plaintes devant la cour de police et la CRM. Dans la première partie, nous verrons qui étaient ces femmes, ainsi que les raisons qui les ont amenées à intenter des poursuites devant les tribunaux. Puis, dans la seconde et la troisième parties de ce chapitre, nous analyserons plus en détail les deux types de procédures les plus fréquemment initiées par des plaignantes au début du XX<sup>e</sup> siècle, soit les plaintes pour violence conjugale et celles pour refus de pourvoir.

---

<sup>2</sup> BAnQM, TL32, CP, *Elizabeth Deschênes contre Elizabeth Dwyer*, dossier non numéroté, 4 juillet 1892.

<sup>3</sup> BAnQM, BAnQM, TL32, CP, *Maggie Moore contre Mary Chambers*, dossier no. 20, 4 avril 1892.

### 3.1 Les femmes et leur utilisation des cours

Jusqu'à ce jour, l'historiographie québécoise a porté peu d'attention à la question de l'utilisation des tribunaux par les femmes au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles. On notera toutefois l'exception importante de l'étude de Donald Fyson sur la justice criminelle durant la période coloniale britannique, dans laquelle la question des plaintes déposées par les femmes est abordée<sup>4</sup>. L'auteur indique à cet effet que les plaignantes étaient à la source d'entre 25% et 30% des procédures initiées devant les *Quarter sessions* et d'une proportion encore plus significative des causes amenées devant les juges de paix<sup>5</sup>. Même si Fyson ne manque pas de mettre de l'avant les inégalités de genre et de classe inhérentes à la justice criminelle de la période coloniale, ce dernier précise aussi que les femmes participaient pleinement à cette instrumentalisation populaire dont celle-ci était l'objet, tout particulièrement aux niveaux inférieurs de l'appareil judiciaire<sup>6</sup>. L'utilisation des instances judiciaires par les femmes au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles a également été soulignée par d'autres auteurs<sup>7</sup>. Entre autres, Katherine M. J. McKenna note que, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les habitantes de la ville de Prescott en Ontario avaient fréquemment recours au bureau de police de la ville dans le but de régler leurs conflits ou pour se venger contre des individus ayant proféré des insultes portant atteinte à leur réputation<sup>8</sup>. Ainsi, selon McKenna, cette instance constituait un important forum pour l'*agency* des femmes qui y amenaient leurs plaintes. L'auteur

---

<sup>4</sup> Fyson, *Op.cit*

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 296. Voir notamment la Figure 7.3.

<sup>6</sup> *Ibid.*, pp. 279-289; pp.295-302.

<sup>7</sup> Voir entre autres, Fingard, *Op.cit.*; Shani D'Cruze, *Crimes of Outrage. Sex, Violence and Victorian Women*, Dekalb Il., Northern Illinois University Press, 1998, 263 p.; Davis, *loc. cit.*

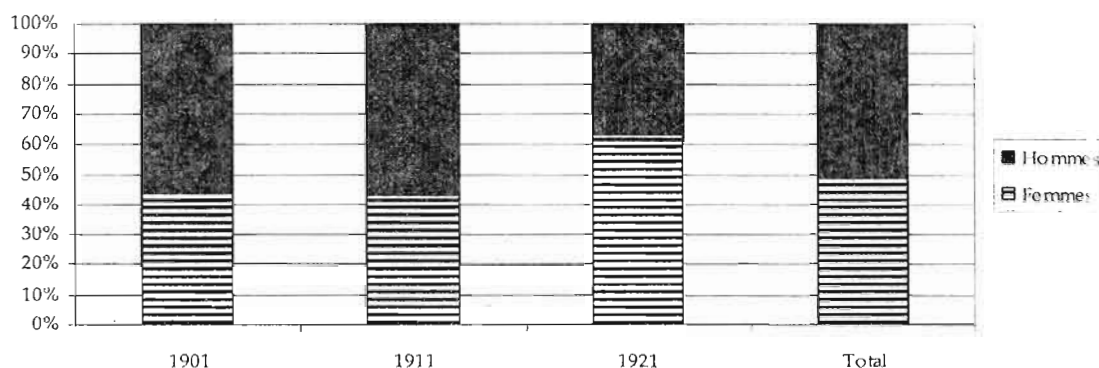
<sup>8</sup> Katherine M. J. McKenna, « Women's Agency in Upper Canada : Prescott's Board of Police Record, 1834-1850 », *Histoire Sociale/Social History*, vol. XXXVI, no. 72, nov. 2003, pp. 347-370.

remarque toutefois qu'après 1848, on assiste à une disparition graduelle de la présence des plaignantes devant cette institution. Devant la plus grande attention portée par les autorités à la croisade contre l'intempérance et la prostitution, soutien McKenna, le bureau de police de Prescott « became increasingly the instrument for a gendered and class-based agenda of social control and moral reform, led by professional men of the bourgeois class »<sup>9</sup>. Notre propre analyse des tribunaux montréalais du tournant du XX<sup>e</sup> siècle nous permet d'arriver à un constat quelque peu différent de celui de cette auteure. Certes, comme nous l'avons vu précédemment, la transformation du système de justice au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et notamment la répression de plus en plus importante des populations marginales, ainsi que la prise en charge par les forces policières d'une grande partie du processus d'incrimination, fait en sorte que durant la période analysée ici les femmes -et les hommes- des classes populaires sont beaucoup plus susceptibles de se retrouver devant les tribunaux comme accusés que comme plaignants. En même temps, comme nous l'avons également souligné, ces diverses transformations n'entraînent pas pour autant la fin de l'utilisation populaire des cours. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les membres des classes ouvrières sont toujours nombreux à amener leurs doléances devant ces institutions. Qui plus est, celles-ci sont à la source d'une fraction importante, voire même parfois majoritaire, des plaintes déposées par des particuliers. Ainsi, en 1901, les femmes sont à la source de 45,1% des procédures initiées par des particuliers devant la justice criminelle montréalaise et 42,6% en 1911. Puis, en 1921, celles-ci sont responsables de 63,3% des plaintes initiées par des particuliers (Figure 3.1).

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p.370.

Figure 3.1 Sexe des plaignants (particuliers seulement), Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.



Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. (Échantillon d'une entrée sur cinq)

Est-ce que la forte présence des femmes parmi les plaignants au sein des cours criminelles de Montréal implique pour autant qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle ces institutions constituaient une source de pouvoir et d'autonomie pour elles, tout comme McKenna l'indique pour le bureau de police de Prescott? Notre premier réflexe serait de répondre à cette question par l'affirmative. On ne peut certes qu'être impressionné par le grand courage que certaines femmes semblent avoir déployé en décidant de confronter leurs maris violents ou d'autres individus ayant commis des crimes contre elles. Toutefois, la thèse du *agency* pose certains problèmes lorsqu'elle est appliquée à la relation qu'entretiennent les plaignantes avec les cours criminelles du début du XX<sup>e</sup> siècle. Un des problèmes liés à l'utilisation du terme *agency* dans la thématique abordée ici vient notamment du fait que celui-ci sous-tend l'effet d'une volonté, ou encore l'exercice d'un *choix*. Or, malgré que certaines femmes semblent avoir librement pris la décision de déposer une plainte contre des individus qui, à leurs yeux, avaient commis des torts contre elles, ceci peut difficilement s'appliquer à l'ensemble de plaignantes. On notera à titre d'exemple, les cas d'agressions sexuelles où les victimes étaient des mineures ou encore de



jeunes filles. Bien que ces dernières aient agi comme requérantes, les dossiers correspondant à ces causes laissent entrevoir le rôle éminemment important joué par les parents ou d'autres membres de la famille. Dans ce cas spécifique, le recours à la justice criminelle n'était pas tant l'effet d'une démonstration de pouvoir, ni de l'exercice d'un choix, mais bien plus celui de rapports complexes au sein de la famille qui pouvaient inclure, entre autres choses, de la négociation, des conflits, de la persuasion ou parfois même de la violence. Même dans le cas des plaignantes plus âgées, l'initiation d'une poursuite devant la justice apparaît fréquemment non pas comme le résultat d'un processus qui sous-tend une stratégie délibérément déployée, mais plutôt comme celui d'un parcours complexe qui implique souvent d'autres acteurs; tels les membres de la famille de la requérante, les forces policières ou des associations charitables. Ainsi, comme nous le verrons dans la deuxième et dans la troisième partie de ce chapitre, durant la période étudiée ici, les cas de violence conjugale et de refus de pourvoir forment la grande majorité des poursuites intentées par des femmes devant la justice pénale. Or, à cette époque, les associations de protection des femmes et des enfants jouent un rôle de plus en plus important auprès des cours criminelles, notamment en incitant leurs clientes à déposer ce type de plaintes contre leurs maris. Ceci n'implique nullement que ces dernières étaient contraintes d'intenter de telles procédures, il n'en demeure pas moins que l'intervention de ces associations n'est pas sans soulever de sérieux doutes sur l'exercice d'un choix réel.

Il nous paraît qu'un autre des dangers possibles de centrer notre regard sur l'autonomie des plaignantes est d'occulter les importantes entraves auxquelles celles-ci étaient confrontées lorsqu'elles faisaient appel à la justice criminelle. Il est fort probable que la plupart des requérantes croyaient qu'elles avaient le droit d'obtenir justice et protection de la part des cours. Toutefois, ces tribunaux étaient,

avant tout, des institutions de pouvoir et, comme l'a montrée une importante historiographie, des instances éminemment patriarcales. Les réclamations que les femmes apportaient devant les cours étaient, la plupart du temps, considérées en fonction de leur respect des normes de respectabilité féminine. La manière dont elles parlaient, s'habillaient, leur passé sexuel, leur consommation d'alcool et bien d'autres aspects qui avaient peu à avoir avec le crime commis, étaient tous des facteurs qui pouvaient entacher, voir invalider, la crédibilité de leur témoignage. Ceci ne signifie pas que les femmes ne réussissaient pas à contourner ces obstacles. Toutefois, il est important de souligner que l'autonomie déployée par les plaignantes n'était pas sans se voir imposer de grandes limites.

### 3.1.1 Un portrait des plaignantes.

Les femmes qui avaient recours à la justice criminelle au cours de la période étudiée ici étaient pour la plupart d'origine ouvrière. La non-disponibilité d'informations, telles les données socioprofessionnelles, pour les plaignantes fait en sorte qu'il nous est impossible de chiffrer cette affirmation. En même temps, l'appartenance d'une majorité de requérantes à ce groupe social est perceptible par d'autres facteurs. Ainsi, 70% des plaintes déposées par les femmes sont dirigées envers leurs maris<sup>10</sup>. Or, les statistiques relatives à l'occupation de ceux-ci nous montrent qu'ils font surtout partie du groupe des artisans/travailleurs qualifiés (46,8%) ainsi que de celui des travailleurs non qualifiés (41%)<sup>11</sup>.

Malgré les origines ouvrières d'une grande majorité de plaignantes, celles-ci ne semblent pas faire partie des fractions les plus marginales des classes populaires.

---

<sup>10</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>11</sup> *Ibid.* Calculé sur un total de 673 plaintes déposées par une femme contre son mari et pour lequel l'information sur le métier pratiqué sur ce dernier était incluse dans le dossier

À cet effet, certains auteurs ont noté que les individus qui se retrouvaient fréquemment accusés devant les tribunaux n'hésitaient pas à faire appel aux institutions de l'appareil judiciaire (postes de police, cours, prison) dans le but de résoudre certains conflits ou encore d'y trouver de la protection. Mary Anne Poutanen, entre autres, remarque ce phénomène dans le cas des prostituées et vagabondes montréalaises du début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Pour une période plus tardive, soit la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, B. Jane Price avance que la proximité et la familiarité des cours de justice par les femmes criminelles d'Halifax «enabled them to understand the criminal justice system and sometimes bend it to their needs »<sup>13</sup>. Notre propre analyse nous a également permis de constater que les cours étaient parfois utilisées par des femmes –et des hommes- qui se retrouvaient eux mêmes fréquemment accusés devant ces institutions. Par exemple, en mars 1911, Bridget Hogan dépose une plainte contre son fils de 47 ans, John, pour vagabondage, ce qui vaut à ce dernier une condamnation d'un mois d'emprisonnement avec travaux forcés<sup>14</sup>. Or, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, Bridget fut maintes fois convoquée devant la justice criminelle pour diverses accusations de vagabondage et d'ivresse durant la période étudiée ici. De même, Philomène Hogue que nous avons également aperçue comme une tenancière de bordel très connue des autorités montréalaises, dépose en juin 1891 une plainte pour assaut contre son mari Cléophas Beauvais, déclarant que ce dernier l'a assaillie en la frappant au bras avec une bouteille<sup>15</sup>. Puis, elle se retrouve de nouveau en cour à titre de plaignante en

---

<sup>12</sup> Poutanen, « Images du danger dans les archives judiciaires... », pp. 401-404.

<sup>13</sup> B. Jane Price, « 'Raised in Rockhead. Died in the Poor House': Female Petty Criminals in Halifax, 1864-1890 », dans Philip Girard et Jim Philips, dir., *Essays in the History of Canadian Law*, 3: *Nova Scotia*, Toronto, U. of Toronto Press, 1990, p. 220.

<sup>14</sup> BAnQM, TL32, CP, *Bridget Hogan contre John Burke*, dossier no. 773, 25 mars 1911.

<sup>15</sup> BAnQM, TL32, CP, *Philomène Hogue contre Cléophas Beauvais*, dossier no. 666, 11 juin 1891.

novembre de la même année, lorsqu'elle accuse un certain Arthur Cooper de lui avoir volé une paire de claques d'une valeur de 3\$<sup>16</sup>. Toutefois, malgré ces exemples, nous ne sommes pas en mesure d'affirmer qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'utilisation des cours par les populations récidivistes est un phénomène courant. Au contraire, les cas de Bridget Hogan et de Philomène Beauvais font davantage figure d'exceptions au sein de notre échantillon de causes. Aucun indice ne nous permet d'affirmer que les prostituées de rue, les sans-abri ou les mendiants se retrouvaient fréquemment devant les cours à titre de requérants durant la période étudiée ici<sup>17</sup>. Peut-être peut-on expliquer l'absence de ces populations récidivistes parmi les plaignants au changement subi par la justice pénale dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle? Est-ce que la disparition d'une justice de proximité, l'importante bureaucratisation des cours, le contrôle de plus en plus grand des autorités sur le parcours des plaintes ont entraîné une fin de l'utilisation plébéienne des cours décrite par certains historiens? Ou encore peut-on penser que ces derniers ont accordé trop d'importance à un phénomène qui a toujours été somme toute, marginal? La question reste ouverte.

Si la très grande majorité des plaignantes semblent avoir appartenu à la même classe sociale, celles-ci apparaissent toutefois être issues de communautés culturelles et linguistiques variées. Là encore, les dossiers judiciaires nous offrent peu d'information à cet effet. Cependant, le recours à l'analyse de la consonance linguistique des noms de famille des plaignantes nous permet de constater que cette population est très représentative de la composition ethnique des habitants de Montréal au cours de la période. Comme nous pouvons l'observer dans la Figure 3.2,

---

<sup>16</sup> BAnQM, TL32, CP, *Philomène Hogue contre Arthur Cooper*, dossier no. 1582, 16 novembre 1891.

<sup>17</sup> On doit toutefois remarquer que notre observation se limite à un nombre restreint d'années d'opération de ces cours. Ceci mériterait sans aucun doute une recherche plus détaillée.

la très grande majorité des requérantes sont d'origine francophone, leur pourcentage demeurant autour de 60% durant les trois années d'échantillon. Or, les statistiques issues des recensements nous indiquent que les francophones comptent pour 60,9% des habitants de la ville de Montréal en 1901, 63,5% en 1911 et 63,1% en 1921<sup>18</sup>. Dans le cas des Anglophones, leur proportion dans la ville diminue de 33,7% à 25,7% entre 1901 et 1911 puis à 24% en 1921<sup>19</sup>. Or, les résultats tirés de notre échantillon témoignent également d'une baisse des plaignantes anglophones dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, même si leur pourcentage s'accroît quelque peu entre 1911 et 1921 (Tableau 3.1). Pour ce qui est des femmes dont le patronyme n'est pas de consonance anglophone ou francophone, elles augmentent de 8,6% à autour de 15% entre 1901 et 1911, puis leur pourcentage reste relativement stable par la suite (Tableau 3.1). Les données des recensements montrent pour leur part que la population montréalaise d'origine autre que britannique ou française, passe de 4,5 à 9,9% puis à 12%, entre 1901, 1911 et 1921<sup>20</sup>. Comme en témoignent ces chiffres, même si les femmes issues de l'immigration demeurent minoritaires, elles constituent une proportion de plus en plus importante parmi les plaignantes au cours de la période étudiée ici, tout comme chez l'ensemble de la population de la ville.

**Tableau 3.1 Consonance linguistique des patronymes des plaignantes, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.**

|          | 1901  | 1911  | 1921  | Total |
|----------|-------|-------|-------|-------|
| Français | 61,8% | 61,2% | 58,1% | 59,9% |
| Anglais  | 29,6% | 23,7% | 27,8% | 26,5% |
| Autre    | 8,6%  | 15,1% | 14,1% | 13,6% |
| Total    | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. (Échantillon d'une entrée sur cinq)

<sup>18</sup> Linteau, « La montée du cosmopolitisme montréalais », p.52.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

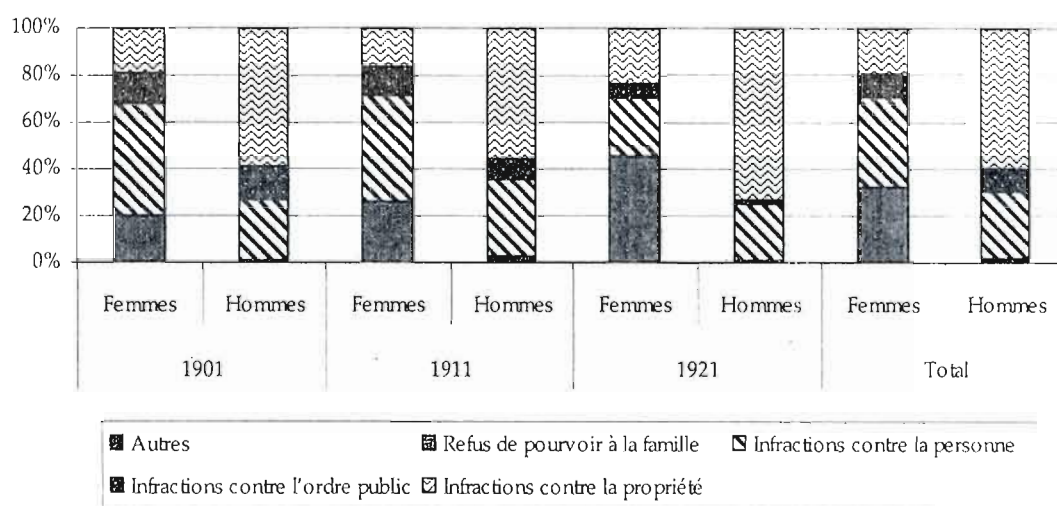
### 3.1.2 Famille et voisins devant la cour : l'utilisation féminine des cours de justice.

Les archives des tribunaux du début du XX<sup>e</sup> siècle nous montrent que les hommes et les femmes qui se retrouvent devant les cours à titre de plaignants utilisent ces institutions pour des raisons très différentes (Figure 3.2). Dans le cas des requérants masculins, le type d'accusation la plus fréquemment portée concerne des crimes contre la propriété. D'un autre côté, ces délits ne constituent qu'une minorité des plaintes déposées par des femmes. À cet effet, si ces dernières déposent peu de plaintes pour larcin ou d'autres infractions contre la propriété, c'est principalement parce que, de façon générale, elles sont peu susceptibles de posséder des biens qui peuvent potentiellement d'être volés ou endommagés<sup>21</sup>. En fait, la présence des plaignantes devant les cours est grandement déterminée par la situation de dépendance économique dans laquelle elles se trouvent vis-à-vis leurs maris et, à un moindre degré leurs enfants. À cet effet, sur l'ensemble de notre échantillon constitué à partir des plaintes déposées par des femmes au cours des années 1901, 1911 et 1921, 32,3% des causes initiées par des femmes constituent des poursuites pour refus de pourvoir à la famille qui visent principalement leurs conjoints (Figure 3.2).

---

<sup>21</sup> Il est toutefois aussi possible que dans le cas des femmes mariées qui résident avec leur conjoint, ce soit plus souvent ce dernier qui dépose la plainte, même si la propriété appartient au couple. On notera toutefois que les femmes mariées sont nombreuses parmi les plaignantes pour vol. Ainsi, sur un total de 109 plaintes concernant des crimes contre la propriété déposées par une femme et dans lesquelles le statut civil de la plaignante est indiqué, 76 sont initiées par des requérantes qui déclarent être mariées, 28 par des veuves et 5 par des célibataires. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

**Figure 3.2** Infractions relatives aux plaintes déposées par des particuliers, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, selon le sexe des plaignants, 1901, 1911 et 1921.



Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. (Échantillon d'une entrée sur cinq)

Ce sont toutefois les manifestations de violence, incluant les cas d'agressions sexuelles, qui concernent la majorité des plaintes déposées par les femmes au début du XX<sup>e</sup> siècle. Au sein de notre échantillon, 37,7% des procédures initiées par des plaignantes concernent divers types de crimes contre la personne<sup>22</sup>. Cette constatation tend à rejoindre l'hypothèse avancée par Shani D'Cruze selon laquelle la violence, ou du moins sa potentialité, est une composante importante de la vie des femmes de la classe ouvrière au XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles. La violence, soutient D'Cruze, était pour les hommes et les femmes des classes populaires, une stratégie importante servant à maintenir et à affirmer les rapports de pouvoir. En même temps, les inégalités de genre et les valeurs patriarcales étaient intimement liées à cette affirmation de pouvoir; la violence à l'égard des femmes était

<sup>22</sup> *Ibid.*

principalement perpétrée par des hommes alors que les femmes étaient très rarement à l'origine des assauts commis envers ces derniers<sup>23</sup>.

Dans une grande majorité, les cas de brutalité perpétrés à l'endroit d'une femme qui sont amenés devant les cours concernent des cas d'assaut simple. Ainsi, malgré que les historiens se soient beaucoup penchés sur les plaintes pour agressions sexuelles déposées devant la justice criminelle<sup>24</sup>, celles-ci sont relativement peu nombreuses. Au sein de notre échantillon, ce type de plainte ne forme que 2% des procès initiés par des femmes<sup>25</sup>. En même temps, on ne doit pas interpréter ce chiffre comme étant le reflet de la fréquence réelle des cas d'agressions de nature sexuelle à l'époque étudiée ici. Il est fort probable que le peu de réceptivité témoignée par la justice criminelle pour les femmes qui amenaient leurs agresseurs devant les cours ait dissuadé ou découragé un grand nombre de femmes à franchir ce pas. Car si pour l'ensemble des plaignantes, leur adhérence aux normes de respectabilité féminine constitue un prérequis à la crédibilité qui est accordée à leurs réclamations devant les tribunaux, ceci est particulièrement vrai pour celles qui déposent des plaintes pour agression sexuelle. Comme le souligne Shani D'Cruze, par le seul fait de déposer une plainte, une femme mettait en doute sa respectabilité, et par conséquent sa crédibilité comme témoin; « first because she was sexually compromised and secondly because she dared (and was forced by the legal system) to speak immodestly in open court »<sup>26</sup>. Ainsi, le passé sexuel de la victime, son âge,

---

<sup>23</sup> D'Cruze, *Op.cit.*, pp. 21-22.

<sup>24</sup> Voir, entre autres, Karen Dubinsky, *Improper advances. Rape and Heterosexual Conflict in Ontario, 1880-1929*, Chicago, University of Chicago Press, 1993, 228 p. ; Constance Backhouse, *Petticoats and prejudice: women and law in nineteenth-century Canada*, Toronto, Women's Press, 1991, 467 p.

<sup>25</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>26</sup> Shani D'Cruze, «Sex, violence and local courts: working-class respectability in a mid-nineteenth-century Lancashire town», *The British Journal of Criminology*, vol. 39, 1999, p. 39.



le degré de résistance déployée lors de l'assaut, le fait qu'elle consomme ou non de l'alcool ou encore la relation qu'elle entretenait avec l'assaillant précédemment à l'agression pouvaient tous être des facteurs déterminants dans le résultat d'un procès de ce type<sup>27</sup>. Au bout du compte, relativement peu de victimes étaient crues par les cours. Ceci est perceptible au sein de notre échantillon. Ainsi, sur un total de 105 plaintes pour divers types d'agressions sexuelles, seulement le tiers aboutit en un verdict de culpabilité<sup>28</sup>.

Comme nous l'avons mentionné dans le précédent chapitre, les dangers encourus par les femmes en milieu urbain font l'objet d'une importante préoccupation pour plusieurs réformateurs et autres commentateurs sociaux du tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Cette période est effectivement témoin d'une inquiétude manifeste pour les dangers moraux et sexuels que courent les jeunes femmes vivant dans les villes, autour de laquelle s'orchestre une vaste diffusion médiatique. Celle-ci est perceptible, entre autres, dans la presse de l'époque, tout particulièrement après 1909, alors que les rumeurs autour de la traite des blanches sont fortement répandues. Les journaux montréalais publient en effet, durant ces années, une grande quantité d'articles racontant des cas où de jeunes femmes de la ville se font kidnapper, attaquer ou encore agresser sexuellement<sup>29</sup>. Dans la plupart de ces narrations, l'assaillant est un inconnu qui surgit d'une ruelle ou qui pénètre par effraction dans la demeure de sa victime. Or, ceci contraste très fortement avec l'information incluse dans les dossiers judiciaires. Ceux-ci nous montrent, entre autres, que les femmes victimes d'agressions physiques ou sexuelles sont très

---

<sup>27</sup> Dubinsky, *Op.cit*, pp. 22-28.

<sup>28</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>29</sup> Voir, entre autres, *La Patrie*, 14 février 1911, p.1; 15 novembre 1911, p.14; 4 janvier 1912, p.12. *Daily Witness*, 2 octobre 1909, p.1.

rarement attaquées par des inconnus. Comme le souligne Karen Dubinsky, de tous les temps, un des stéréotypes les plus répandus sur ce type de crime est que ces agressions sont surtout commises par des inconnus alors qu'au contraire, la victime connaît très souvent l'assaillant<sup>30</sup>. Ceci est effectivement confirmé dans notre échantillon de causes; les femmes victimes de violence physique ou sexuelle sont dans une grande majorité attaquées par des connaissances, des voisins et même très souvent, par des membres de leur propre famille, mais rarement par un étranger<sup>31</sup>. La proximité entre l'accusé(e) et la plaignante est par ailleurs un élément qui caractérise un grand nombre de plaintes déposées par des femmes. Ainsi, sur l'ensemble des procès initiés par ces dernières, nous avons pu déterminer que 54% sont dirigés vers quelqu'un que la plaignante connaît ou qui habite près de chez elle<sup>32</sup>.

Parmi l'ensemble des plaintes déposées par des femmes, 8,5% visent un voisin de la requérante. Aussi, on notera que parmi ceux-ci un peu plus de la moitié des cas concernent un accusé de sexe féminin. Depuis quelques années, certains auteurs ont montré la complexité des rapports que partageaient les femmes de la

---

<sup>30</sup> Dubinsky, *Op. cit.*, p. 37-43.

<sup>31</sup> Il est également possible que le fait que les agresseurs qui sont étrangers à leurs victimes sont plus difficiles à retrouver et par conséquent, à amener devant la justice explique également en partie pourquoi ces derniers figurent peu parmi les accusés dans ce type de cause.

<sup>32</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq. Ce pourcentage est le résultat d'un calcul effectué sur un total de 713 plaintes déposées par des femmes durant nos trois années d'échantillon. Il faut toutefois préciser qu'il est fort probable que dans la réalité ce pourcentage soit plus important. En effet, si pour 46% des causes nous n'avons pu déterminer le lien entre les parties, ceci ne veut pas dire que celui-ci n'ait pas existé, mais que l'information ne soit tout simplement pas suffisante pour en faire état. Nous rappellerons que plusieurs causes sont tirées des plunitifs dans lesquels l'adresse des parties et autres informations qui peuvent nous renseigner à cet effet ne sont pas incluses.

classe ouvrière avec les membres de leur voisinage au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, relations qui comprenaient de l'entraide et du partage, mais aussi bien souvent des tensions<sup>33</sup> qui dans certains cas étaient résolues devant les cours. Si l'utilisation des cours de justice par les femmes de la classe ouvrière pour régler ce type de situation est difficile à quantifier, elle semble avoir été suffisamment importante pour faire parfois l'objet d'objections exclamées dans la presse locale:

[...] The season of neighborly bickering and quarrelling has reached its zenith. The lists of cases for the Recorder's Court in heavily besprinkled with charges [...] and the complainants in the cases are almost always the woman upstairs or next door. [...] And the greatest reason for all the disputes is that in the summer people are on their doorsteps and galleries a great part of the afternoon and evening, and they see what their children do, or rather what their neighbors' children do, and they gossip and step a little further into each other's lives [...] <sup>34</sup>

Dans les trois quarts des cas (75,7%), les plaintes déposées contre des voisins concernent des crimes contre la personne, principalement des cas d'assaut simple, mais également un certain nombre d'accusations pour menaces et assaut grave<sup>35</sup>. Ce sont parmi les plaintes concernant des voisines que l'on retrouve les cas de brutalité les plus graves. Par exemple, Elmire Bléguier dépose une plainte pour assaut grave contre sa voisine Elmira Mitmarch après que celle-ci l'ait frappée avec une hache et lui ait fendu le cuir chevelu.<sup>36</sup> De même, Elizabeth House se retrouve devant la cour

---

<sup>33</sup> D'Cruze, *Crimes of Outrage...*, le chapitre 3; Ellen Ross, « Survival Networks: Women's Neighbourhood sharing in London Before World War One », *History Workshop Journal*, 1983 (15): 4-27.

<sup>34</sup> *Montreal Daily Witness*, 16 juillet 1910, p. 5.

<sup>35</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>36</sup> BAnQM, TL32, CP, *Elmire Bléguier contre Elmira Mitmarch*, dossier non numéroté, 9 septembre 1902.

accusée par sa voisine Catherine Connan pour lui avoir lancé une théière remplie d'eau bouillante, lui causant ainsi des brûlures au visage<sup>37</sup>. Ainsi, même si la violence féminine est un thème que l'historiographie a peu abordé jusqu'à présent, ces exemples nous montrent que les femmes pouvaient parfois faire preuve d'actes d'une grande brutalité à l'égard des autres<sup>38</sup>.

L'absence de détails dans les dossiers nous permet mal de tracer un portrait bien précis des sources de discorde entre les plaignantes et leurs voisins. Ces conflits semblent cependant avoir tourné essentiellement autour de quatre types de situations. Premièrement, plusieurs de ces causes concernent des accusations de désordre public. Par exemple, Alexandrine Ayotte dépose une plainte pour vagabondage contre sa voisine Caroline Poirier car cette dernière se trouvait ivre et criait sur la rue Saint-Laurent, où elles vivaient toutes deux<sup>39</sup>. Emma Vallières de la rue Saint-André quant à elle dépose une plainte contre son voisin Euclide Morin déclarant que celui-ci a parcouru ladite rue en criant et en insultant les passants<sup>40</sup>. Ainsi, malgré qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les quartiers ouvriers montréalais constituent des lieux où l'espace public est grandement utilisé et partagé par ses habitants, tout semble indiquer que ces derniers tolèrent mal que des comportements dépassent les limites jugées acceptables.

Deuxièmement, l'analyse des dossiers nous a permis de constater que les querelles entre voisins tournent aussi très souvent autour des enfants d'un ou des deux parties. Dans les quartiers ouvriers, la surveillance des enfants qui se trouvent

---

<sup>37</sup> BAnQM, TL32, CP, *Catherine Connan contre Elizabeth House*, dossier no. 273, 9 mars 1891.

<sup>38</sup> Sur le thème de la violence féminine voir, notamment, Andrew Davies, « 'These Viragoes Are no Less Cruel than the Lads' », *British Journal of Criminology*, vol. 39, 1999, pp. 72-89.

<sup>39</sup> AVM, P76, S3, PS, *Alexandrine Ayotte contre Caroline Poirier*, dossier no. 1120, 5 août 1901; Emma Vallières contre Euclide Morin, dossier no. 215, 30 janvier 1911

dans l'espace public constitue une tâche parfois partagée entre voisins<sup>41</sup>. Cependant, les mères de la classe ouvrière semblent mal tolérer que ce gardiennage informel donne lieu à l'octroi de punitions corporelles sur leur progéniture. Aussi, dans certains cas, les parents s'immiscent dans les querelles initiées par leurs enfants. Ainsi, Kate Ross a une altercation avec sa voisine Nathalie Desprès après que celle-ci ait frappé sa fille de 11 ans<sup>42</sup>. De même, Éléonore Vanier porte plainte contre sa voisine Florida Boulanger après que celle-ci ait lancé un caillou au fils de la plaignante âgé de quatre ans « qui l'atteignit et lui fit une blessure au front »<sup>43</sup>.

En troisième lieu, on observe également qu'un important nombre de causes déposées par des plaignantes contre leurs voisins sont reliées à des questions de propriété. Tout comme Elizabeth Deschênes, dont le cas est mentionné au début de ce chapitre, certaines requérantes amènent les habitants de leurs quartiers en cour pour des raisons reliés à des cordes à linge coupées. D'autres cas semblables concernent des carreaux de fenêtres brisées ou encore des objets empruntés, mais non rapportés. Par exemple, Marie Metayer, veuve d'Eugène Robinson, dépose une plainte contre sa voisine Catherine Girard pour larcin parce que, d'après la plaignante, cette dernière avait omis de lui remettre « une tasse, une soucoupe, un couteau, quatre fourchettes, une hache un fer à repasser, cinq cuillères, le tout valant une piastre sa propriété »<sup>44</sup>.

Enfin, en dernier lieu, un autre thème qui revient constamment dans les plaintes déposées par des femmes contre leurs voisins concerne des insultes ou des

---

<sup>41</sup> Ross, *Loc.cit.*, pp.12-13.

<sup>42</sup> BAnQM, TL32, CP, *Kate Ross contre Nathalie Desprès*, dossier no. 2267, 8 août 1911.

<sup>43</sup> BAnQM, TL32, CP, *Éléonore Vannier contre Florida Boulanger*, dossier non numéroté, 24 septembre 1892.

<sup>44</sup> BAnQM, TL32, CP, *Marie Metayer contre Catherine Girard*, dossier non numéroté, 4 mai 1892.

remarques lancées aux plaignantes. Parfois ces paroles concernent l'apparence physique des requérantes. Par exemple, Eliza Lauman dépose une plainte contre sa voisine Jennie Brown après que cette dernière l'ait traitée de « face de singe »<sup>45</sup>. Toutefois, la plupart du temps, il s'agit d'insinuations mettant en doute la respectabilité des plaignantes. Plusieurs dépositions mentionnent à cet effet que la plaignante s'est fait traiter de « putain » ou « whore ». Autre exemple, celui de Mathilde Picotte qui traîne sa voisine Alexina Roger devant la Cour de police après que celle-ci lui ait dit d'aller voir son « Jack en ville »<sup>46</sup>. Aussi, Mary Dempsey dépose une plainte contre Jeremiah Johnson déclarant que celui-ci l'a traitée de « bitch » et a crié dans la rue « that I went to the US to mother my bastard »<sup>47</sup>. Dans son étude sur le rôle joué par le commérage dans les classes populaires britanniques, Mélanie Tebbutt montre bien comment celui-ci pouvait être un instrument de pouvoir pour les femmes des quartiers populaires, mais aussi de façon parallèle pouvait servir à exclure les individus qui ne se conformaient pas aux règles de respectabilité établies par la communauté<sup>48</sup>. Qui plus est, dans la mesure où la sexualité constitue un élément central dans la définition de la respectabilité féminine, le comportement sexuel hors mariage, l'adultère et l'illégitimité sont tous des facteurs qui peuvent contribuer à ostraciser les femmes dans les quartiers ouvriers<sup>49</sup>. À cet effet, il n'est pas surprenant que celles-ci aient tenté, par le biais des cours de justice, de rétablir leur réputation.

---

<sup>45</sup> BAnQM, TL32, CP, *Eliza Laumur contre Jennie Brown*, dossier no. 1199, 5 mai 1891.

<sup>46</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mathilde Picotte contre Alexina Roger*, dossier no. 1039, 10 juillet 1901.

<sup>47</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mary Dempsey contre Jeremiah O'Neil*, dossier no. 1376, 5 octobre 1891.

<sup>48</sup> Melanie Tebbutt, *Women's Talk? A Social History of 'Gossip' in Working-class Neighbourhoods, 1880-1960*, Scholar Press, Aldershot, 1995, pp. 76-86.

<sup>49</sup> *Ibid.*

Mais ce qui distingue de façon plus marquée les causes initiées par des femmes est l'omniprésence des membres de la famille dans le banc des accusés. Car, si seulement 26% des poursuites initiées par un requérant de sexe masculin vise un membre de sa parenté, ceci s'applique à environ huit plaintes sur dix dans le cas des femmes<sup>50</sup>. Même si, dans quelques rares cas, ces procédures visent un membre de la famille de la requérante qui ne vit pas avec elle, la très grande majorité est dirigée à un individu qui cohabite avec elle, soit principalement un de ses enfants ou son conjoint. Plusieurs auteurs, qui se sont penchés sur la question des cours de justice réservées aux jeunes délinquants qui émergent dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, ont remarqué le rôle joué par les parents dans l'initiation des procédures contre leurs enfants devant ces nouvelles institutions<sup>51</sup>. Or, ce même comportement est également perceptible dans les cours pénales dans lesquelles sont jugés les mineurs précédemment à la création de ces nouveaux tribunaux de justice socialisée. Devant la CRM ou la Cour de police, les mères des classes populaires portent plainte plus souvent contre leurs fils que contre leurs filles<sup>52</sup>. Comme l'ont remarqué les auteurs qui ont abordé cette problématique pour la période plus tardive, plusieurs de ces causes concernent des cas où les enfants témoignent d'un comportement que

---

<sup>50</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>51</sup> Voir, entre autres, David Niget et Jean Trépanier, «Parents et mineurs face à l'institution judiciaire pour mineurs: le cas d'Angers et de Montréal, 1912-1940», dans *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, pp. 400-417; Tamara Myers, «The Voluntary Delinquent: Parents, Daughters, and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918», *Canadian Historical Review*, 80,2, 1999, pp. 242-268; Franca Iacovetta, «Parents, Daughters, and Family Court Intrusions into Working-Class Life», dans *On the Case. Explorations in Social History*, F. Iacovetta & W. Mitchinson (dir.), Toronto, U. of Toronto Press, 1998, pp. 313-337; Mary E. Odem, «Single Mothers, Delinquent Daughters, and the Juvenile Court in Early 20<sup>th</sup> Century Los-Angeles», *Journal of Social History*, 25, Fall 1991, pp. 27-43.

<sup>52</sup> Sur un total de 87 plaintes déposées par des mères contre leurs enfants que nous avons recueillies pour les années 1891, 1892, 1911 et 1912, 35 concernent les filles des plaignantes, tandis que 52 sont dirigés à leur fils.

les parents jugent inacceptables dont, entre autres, la désobéissance, le refus d'aller à l'école ou de travailler ou encore le vol. Aussi, dans le cas spécifique des filles, certaines procédures visent clairement à contrôler des actes que les parents jugent moralement condamnables. Par exemple, Mélina Charbonneau accuse sa fille de 15 ans, Albertine Turgeon de vagabondage, déclarant que cette dernière « ne travaille pas depuis six mois et de plus passe son temps à courir les rues et places publiques rentre tard le soir [...] »<sup>53</sup>. Toutefois, comme le remarque Mary E. Odem, dans le cas des mères monoparentales qui portent plainte contre leurs filles à la cour juvénile du comté de Los Angeles dans les années 1920, ce que ces femmes cherchaient avant tout dans leurs actions est de rétablir la contribution, déficiente, de leurs enfants à l'économie familiale<sup>54</sup>. On notera par ailleurs que dans environ le tiers des plaintes, la plaignante déclare être veuve<sup>55</sup>. Aussi, plusieurs requérantes semblent avoir vécu séparées de leurs conjoints. Dans la mesure où, la contribution financière des enfants en âge de travailler s'avère un apport indispensable pour les femmes qui vivaient sans la contribution financière de leurs maris, le recours à la justice par ces mères nous apparaît davantage comme un moyen déployé afin d'assurer la survie de leur famille que comme une mesure visant à punir leurs enfants.

### **3.2 La violence conjugale et son traitement devant les cours criminelles montréalaises.**

Les plaintes concernant des cas de violence conjugale forment une importante fraction des causes initiées par des femmes devant les cours montréalaises au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. On notera par ailleurs que celles-ci sont particulièrement

---

<sup>53</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mélina Charbonneau contre Albertine Turgeon*, dossier no. 1107, 18 juillet 1901.

<sup>54</sup> M. Odem, *loc. cit*, p.33.

<sup>55</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.



nombreuses au début de la période étudiée ici. En 1901, 25% des plaintes déposées par des femmes devant les cours concernent des cas de violence conjugale<sup>56</sup> et en 1902 celles-ci forment 27% des procédures initiées par les plaignantes<sup>57</sup>. Cette partie du chapitre porte sur ces femmes qui au tournant du XX<sup>e</sup> siècle choisissent d'entamer des procédures judiciaires devant les cours criminelles contre leurs conjoints pour divers types d'actes de violence<sup>58</sup>.

### 3.2.1 Le problème de la violence conjugale au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

La croyance populaire veut que ce ne soit que dans les années 1970, avec l'essor du mouvement féministe, qu'émerge pour une première fois dans la conscience collective le problème de la violence conjugale. Auparavant, avance-t-on généralement, les abus subis par les femmes au sein du mariage étaient une affaire « cachée et considérée comme [...] privée »<sup>59</sup>. Cependant, nombre d'historiens ont démontré que depuis bien avant cette décennie, certaines femmes choisissent de dénoncer devant la justice criminelle les actes dont elles sont victimes<sup>60</sup>. La

---

<sup>56</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901; BAnQM, TL32, 1901.

<sup>57</sup> Ce pourcentage est le résultat d'un échantillon d'une plainte sur cinq déposé devant le Greffe de la paix et la CRM durant les mois de janvier, février et mars 1902. Ainsi dans un sous échantillon de soixante-dix plaintes initiées par des femmes, dix-neuf concernaient des cas de violence conjugale.

<sup>58</sup> Pour ce faire, nous avons recueilli 661 plaintes impliquant divers types d'assauts (voies de fait, assaut grave, blessures, tentative de meurtre et menaces) pour lesquelles nous avons pu identifier la victime comme étant une femme et l'accusé comme étant le conjoint de cette dernière. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>59</sup> QUÉBEC, *Politique d'intervention en matière de violence conjugale. Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*, Gouvernement du Québec, 1995, p.11.

<sup>60</sup> Pour une étude sur les cas de violence conjugale entendus devant les cours d'Ancien régime voir notamment, Jennine Hurl-Eamon, « Domestic Violence Prosecuted: Women Binding over their Husbands for Assault at Westminster Quarter Sessions, 1685-1720 », *Journal of Family History* 2001, 26(4), pp. 435-454. Pour un exemple montréalais voir : Ian C.

littérature historique a aussi montré comment dès les années 1850 à 1870 la violence conjugale devient l'objet d'importants débats publics. Cette première prise de conscience s'inscrit par ailleurs dans la conjoncture tout à fait particulière qui émerge dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> du siècle. D'une part, durant cette période surgit une inquiétude pour la famille qui, aux yeux de plusieurs, se trouve dans une situation de péril imminent devant les effets néfastes de l'industrialisation et l'urbanisation. Dans un tel contexte, divers problèmes qui affectent un certain nombre de foyers ouvriers, comme la mortalité infantile, la désertion des maris et la violence faite aux femmes et aux enfants apparaissent comme les symptômes de ce grand mal qui semble fragiliser l'institution familiale<sup>61</sup>. D'autre part, on assiste également à l'émergence de nouveaux standards de masculinité basés sur la maîtrise de soi et la sobriété ainsi qu'à un déclin de la tolérance sociale à l'égard de la

---

Pilarczyk, 'Justice in the Premises': *Family Violence and the Law in Montreal, 1825-1850*, Thèse Phd. Droit, Université McGill, 2003, 463 p. Sur la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècles voir, entre autres : Lori Chambers and John Weaver, «Alimony and Orders of Protection: Escaping Abuse in Hamilton-Wentworth, 1837-1900», *Ontario History*, Volume XCV, Number 2, Autumn 2003, pp. 113-135; Lorna McLean, «'Deserving' Wives and 'Drunken' Husbands: Wife Beating Marital Conduct, and the Law in Ontario, 1850-1910», *Histoire Sociale/Social History*, vol. xxxv, no. 69, mai 2002, pp. 59-81; Joan Sangster, *Regulating Girls and Women. Sexuality, Family, and the Law in Ontario, 1920-1960*, Don Mills, Oxford University Press, 2001, tout particulièrement le chapitre 3; Bernadine Dodge, «'Let the Record Show': Women and Law in the United Counties of Durham and Northumberland, 1845-1895», *Ontario History*, Volume XCII, Number 2, Autumn, 2000, pp. 127-145; Shani D'Cruze, *Crimes of Outrage...*, tout particulièrement le chapitre 4; Kathryn, Harvey, *Loc.cit.*; Linda Gordon, *Heroes of their own lives : the politics and history of family violence : Boston, 1880-1960*, New York, Viking, 1988, 383 p.; Nancy Tomes, «'A Torrent of Abuse': Crimes of Violence Between Working-Class men and Women in London, 1840-1875», *Journal of Social History*, Vol. 11, No. 3. (Spring, 1978), pp. 328-345.

<sup>61</sup> Voir, entre autres, Linda Gordon, *Pitied but not entitled : Single Mothers and the History of Welfare, 1890-1935*, New York, Free Press, 1994, 433 p. En ce qui concerne le cas du Québec, voir: Chantale Quesney, *op.cit.*

violence masculine, notamment celle qui est dirigée envers les femmes<sup>62</sup>. De plus, durant ces années surgissent de nouvelles définitions concernant le mariage. Celui-ci devient progressivement perçu comme une union qui doit être fondée avant tout sur des notions de compatibilité et d'affection et non plus comme un lien économique ou un moyen de reproduction ou de transmission du patrimoine familial<sup>63</sup>.

Comme l'ont noté plusieurs historiens, ce sont les associations antialcooliques qui seront les premières à amener la question de la violence conjugale sur la place publique<sup>64</sup>. À Montréal, comme l'a montré Kathryn Harvey, c'est dans les années 1870 que s'amorce ce mouvement notamment par le concours de journaux comme le *Montreal Star*<sup>65</sup>. Toutefois, malgré ces actions, le mouvement antialcoolique s'avère incapable de créer une campagne soutenue pour lutter contre la violence conjugale dans la mesure où il reste convaincu que la source du problème réside, non pas dans

---

<sup>62</sup> Sur ce thème voir, notamment, Martin J. Wiener, *Men of Blood. Violence, Manliness and Criminal Justice in Victorian England*, New York, Cambridge U. Press, 2004, 296 p.

<sup>63</sup> James Hammerton, *Cruelty and Companionship: Conflict in Nineteenth Century Married Life*, New York Routledge, 1992, p.83.

<sup>64</sup> Voir entre autres, Annalee Lepp, *Dis/membering the family: Marital breakdown, domestic conflict, and family violence in Ontario, 1830-1920*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University Queens à Kingston, 2001, p. 451-453. Judith Fingard, «The Prevention of Cruelty»..., p. 211. L'on notera qu'aux États-Unis, en Grande Bretagne ainsi que dans certaines provinces anglophones du Canada, l'on observe une importante participation des groupes féministes à cette première vague de lutte contre la violence conjugale. Au Québec, la situation est toutefois différente. Même si certains groupes protoféministes comme le *Montreal Womens Temperance Movement* se prononcent contre la violence conjugale, cette organisation ainsi que d'autres associations de femmes restent très à l'écart du débat. Malheureusement, l'état actuel de la recherche ne nous permet pas de comprendre les causes derrière le peu de participation des femmes au mouvement contre la violence conjugale. Sur le *Montreal Women's Temperance Movement* et la question de la violence domestique voir Fernand Hébert, *op.cit.*

<sup>65</sup> Kathryn Harvey, *Loc.cit.* Aussi «To love, honor and obey»: Wife-Battering in Working-Class Montreal, 1869-1879», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, Vol. XIX, no. 2, (octobre 1990), pp. 128-140.

les relations inégalitaires au sein de la famille patriarcale, mais plutôt dans la consommation d'alcool immodérée de certains hommes de la classe ouvrière. Comme l'exprime Kathryn Harvey, «[the temperance movement] supported women's right not to be beaten, but it was incapable of formulating a critique of male supremacy as it was lived by women within the family »<sup>66</sup>.

Il n'en demeure pas moins que, malgré les importantes limites de cette campagne, le mouvement de tempérance saura tout de même créer une plateforme à partir de laquelle le problème de la violence domestique est dénoncé et discuté publiquement<sup>67</sup>. De plus, c'est sur la vague initiée par les groupes anti-alcooliques que sont créées les premières associations vouées à la protection des femmes battues. Dans le cas de Montréal, c'est en 1882, qu'est fondée la *Montreal Society for the Protection of Women and Children* (MSPWC) par quelques membres de la bourgeoisie anglophone montréalaise<sup>68</sup>. Bien que cette association ait été créée dans le but de faire cesser les diverses formes de maltraitance imposées aux femmes et aux enfants, la question de la violence conjugale demeure un des thèmes privilégiés par la

---

<sup>66</sup> Harvey, « Amazons... », p.142.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 134.

<sup>68</sup> Créé à l'image du *New York Society for the Prevention of Cruelty to Children* fondé en 1875, la MSPWC oeuvrera durant plusieurs décennies auprès de la population montréalaise. Sur l'histoire de cette association voir notamment, Fernand Hébert, *La Philanthropie et la violence maritale. Le cas de la Montreal Society for the Protection of Women and Children et de la Woman's Temperance Union of the Province of Quebec*, Mémoire de maîtrise, Histoire, Université du Québec à Montréal, 1999, 175 p. Sur les associations similaires qui sont créées à travers l'Amérique du Nord, voir Judith Fingard, «The Prevention of Cruelty...»; Elizabeth Pleck, *Domestic Tyranny. The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*, New York, Oxford U. Press, 1987, le chapitre 5; Sherri Broder, *Tramps, Unfit Mothers, and Neglected Children. Negotiating the Family in Nineteenth-Century Philadelphia*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2002, 259 p.

MSPWC au moins jusqu'au début des années 1910<sup>69</sup>. La démarche de cet organisme en cette matière prend essentiellement deux voies. D'une part, il s'agit de chercher à accroître la portée du champ pénal afin de punir les individus qui maltraitent des femmes et, d'autre part, intervenir directement auprès des familles « problématiques » par le biais d'un suivi régulier. La MSPWC travaille en collaboration avec les cours tout au long de la période étudiée ici, intervenant dans plusieurs causes impliquant divers types d'abus infligés aux femmes et aux enfants, et tout particulièrement les cas de violence conjugale et de refus de pourvoir<sup>70</sup>. Aussi, dans quelques rares cas, la MSPWC agit à titre de plaignant dans l'initiation des procédures judiciaires, mais le plus souvent, sa pratique semble avoir été de diriger certaines plaignantes vers les cours<sup>71</sup> ainsi que de fournir aux juges diverses informations sur les parties en cause.

---

<sup>69</sup> Comme nous le verrons plus loin, la thématique de la désertion et du refus de pourvoir semble devenir de plus en plus privilégiée par la MSPWC à partir de cette période. Ceci n'empêche toutefois pas cette association de continuer à prendre en charge des cas de violence conjugale.

<sup>70</sup> Au sein de notre corpus de causes, nous avons repéré 50 dossiers comprenant de l'information qui atteste d'une participation de la MSPWC dans la cause. Parmi ceux-ci, l'on discerne, 30 plaintes pour refus de pourvoir, 13 concernant des cas de violence conjugale, 4 cas d'assauts commis sur des enfants, 2 cas d'agressions physiques perpétrés à des parents par leurs enfants et 1 cas d'inceste. Il faut toutefois préciser que ces chiffres ne témoignent pas de la réelle participation de la MSPWC dans les procès. On notera que le concours de l'association dans ces poursuites est perceptible dans les archives judiciaires seulement dans la mesure où les dossiers contiennent certains indices à cet effet, comme de courtes lettres envoyées par le secrétaire de l'organisme aux juges. Les informations incluses dans les rapports annuels de la MSPWC témoignent d'une participation beaucoup plus importante de cette association dans les causes que ce qu'en laissent paraître les dossiers des cours. Par exemple, pour l'année 1902 seulement, cette association indique avoir contribué à l'arrestation et la punition de 83 hommes accusés de violence conjugale et 67 inculpés pour refus de pourvoir. (MSPWC, *Twentieth Annual Report for the Year ending Dec. 31<sup>st</sup>, 1902*, Montréal, Witness Printing House, 1903, p.8.)

<sup>71</sup> Ceci est clairement perceptible dans les archives judiciaires. À titre d'exemple, cet extrait d'un mot trouvé dans un des dossiers écrit par le Secrétaire de l'association, George Marshall

Le constat de la participation de la MSPWC dans les procès pour violence conjugale et pour refus de pourvoir nous amène à nous questionner sur les conséquences de l'arrivée de cette organisation sur ces types de cas. La présence de la MSPWC, a-t-elle fait en sorte que plusieurs femmes battues ou négligées par leurs maris se sont dirigées vers cette dernière au lieu d'aller vers la justice criminelle? Aussi, cette organisation a-t-elle contribué en ce sens à ce qu'une proportion de plus en plus grande de cas de violence conjugale soient traités hors de la sphère du judiciaire? Ou, est-ce que la création de la MSPWC a contribué, au contraire, à ce qu'un nombre plus important de femmes victimes des abus de leurs maris intentent des poursuites contre ces derniers? L'absence de sources pouvant nous renseigner à cet égard fait en sorte qu'il est malheureusement difficile de répondre à ces questions<sup>72</sup>. Nous croyons toutefois qu'avant la fin des années 1910, l'effet de la présence de la MSPWC sur les procès ne doit pas être surestimé car jusqu'à cette année-là, cette association semble être la seule à travailler auprès des cours et, au moins jusqu'au début des années 1920, elle emploie qu'un seul individu afin de s'occuper de l'ensemble des cas qui lui sont rapportés. Il est donc peu probable que la MSPWC ait joué un rôle direct dans tous les cas de violence conjugale et de refus

---

et adressé au Juge Lafontaine de la Cour de police : « March 13, 1902. Judge Lafontaine. Kindly grant Mrs Diamond a warrant against her husband who threatened her to choke her and swore he will have her life. He is drinking and has driven her out of doors. She and her children are out on the street. Respectfully. George Marshall. Secretary, Montreal Society for the Protection of Women and Children.» BAnQM, GP, CP, *Margaret Riley contre George Diamond*, dossier no. 414, 13 mars 1902.

<sup>72</sup> Les statistiques judiciaires n'offrent malheureusement aucun chiffre relatif aux plaintes pour violence conjugale, dans la mesure où ces causes sont incluses dans l'ensemble des infractions contre la personne (voies de fait, assaut grave, etc.). Aussi, comme nous le verrons plus loin, les plaintes pour refus de pourvoir étaient surtout faites par le biais du statut des vagabonds. Par conséquent, on ne peut les distinguer de l'ensemble des procédures concernant cette infraction. L'on notera également que les archives des cours de justice tout comme celles de la MSPWC ne nous offrent aucune information nous permettant de répondre à ces interrogations.

de pourvoir amenés annuellement devant la justice criminelle. L'année 1916 amène cependant un changement important à cet égard. Car, au cours de cette même année sont fondés deux autres organismes ayant des mandats similaires à ceux de la MSPWC, soit la *Federation of Jewish Philanthropies of Montreal* (FJPM)<sup>73</sup> et la Société catholique de protection et de renseignements (SCPR)<sup>74</sup>. Tout comme la MSPWC le faisait depuis plus d'une trentaine d'années, la FJPM et la SCPR collaborent avec les cours judiciaires et jouent un rôle influent dans plusieurs procès initiés par des femmes contre leurs époux<sup>75</sup>. Encore une fois l'absence de sources nous permet mal de mesurer avec exactitude les changements apportés par la création ces deux associations dans les années 1910.

Toutefois, les effets de la présence des associations de protection des femmes battues doivent être considérés à plusieurs niveaux. Ainsi, comme l'avait fait le mouvement de tempérance dans les années 1870, celles-ci contribuent, par le biais

---

<sup>73</sup> *Montreal Herald*, 19 mars 1917, p.2. La FJPM est née du regroupement de plusieurs associations desservant la communauté juive montréalaise, tels le *Baron de Hirsch institute*, le *Herzl Dispensary* et la *Ladies' Hebrew Benevolent Society*. Il s'agit en fait d'un organisme qui coordonne et subventionne l'assistance dirigée envers plusieurs types de clientèle au sein de la communauté juive montréalaise, dont les familles. Nous savons toutefois peu de choses sur cette association dont l'histoire reste encore à écrire. Les dossiers judiciaires nous indiquent cependant que c'est le *Legal Aid Department* de la FJPM qui s'occupe des cas de violence conjugale et de refus de pourvoir qui sont dirigés vers les cours. Sur le travail de la FJPM auprès des jeunes délinquants, voir Tamara Myers, « On Probation : The Rise and Fall of Jewish Women's Antidelinquency Work in Interwar Montreal », dans *Negotiating Identities in 19th and 20th-Century Montreal*, Bettina Bradbury et Tamara Myers (dir.), Vancouver, UBC Press, 2005, pp. 175-201.

<sup>74</sup> *Le Devoir*, 4 décembre 1916, p.1.

<sup>75</sup> Contrairement à la MSPWC, la FJPM et la SCPR visent des clientèles définies par des bases confessionnelles, la première visant la communauté juive de Montréal et la seconde les Catholiques francophones. Aussi, le FJPM, contrairement aux deux autres associations, adhère aux nouvelles techniques de travail social qui émergent au cours de cette période (Myers, « On Probation... », pp. 182-197). Les sources disponibles ne nous permettent toutefois pas de comprendre le rôle des intervenants de ces associations auprès des individus qui sont dirigés vers les cours.



d'une intervention régulière dans la presse locale, à attirer l'attention sur le problème de la violence conjugale et des divers types de cruauté infligés aux femmes et aux enfants. À cet égard, il est possible que cette attention médiatique ait encouragé certaines femmes à porter plainte contre leurs époux, soit auprès de ces associations ou directement devant les cours. Deuxièmement, il faut également mentionner que la MSPWC facilitera l'accès des femmes à la justice en s'assurant auprès du Procureur général du Québec que ces dernières puissent déposer leurs plaintes gratuitement, privilège qui sera également attribué aux clientes du FJPM et de la SCPR<sup>76</sup>. Cette accessibilité semble par ailleurs avoir joué un rôle important dans l'initiation des procédures pour violence conjugale, puisque les données tirées des archives des cours criminelles nous indiquent que 65% des plaignantes déposeront leurs plaintes *in forma pauperis*<sup>77</sup>. À cet égard, il est probable qu'un grand nombre de femmes pauvres qui auparavant ne pouvaient déposer une plainte par raison des frais importants que cela entraînait aient dorénavant pu le faire.

L'arrivée d'associations vouées à la protection des femmes et des enfants à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles à travers l'Amérique du Nord ne marque cependant pas l'amorce d'un changement en ce qui concerne la perception sur les causes de la violence familiale. Tout comme le mouvement de tempérance plusieurs années auparavant, ces associations demeurent éminemment convaincues que la source des abus perpétrés à l'endroit des femmes se trouve, non pas dans le statut

---

<sup>76</sup> BAnQQ, E17, *Dossiers civils et criminels*, 11925/1892.

<sup>77</sup> Ce calcul est basé sur un sous-échantillon de 464 plaintes déposées par des femmes envers leurs époux pour des infractions contre la personne (menaces, assaut et assaut grave). Ce nombre correspond non pas à la totalité des cas de violence conjugale que nous avons retenus, mais uniquement ceux pour lesquels nous avons un dossier, l'information sur les frais relatifs à la plainte n'étant pas toujours indiquée dans les plunitifs. *In forma pauperis* constitue une permission accordée par la cour au plaignant d'entamer une poursuite sans acquitter les frais relatifs au dépôt de la plainte. *The 'Lectric Law Library's Lexicon*, [En ligne] <<http://www.lectlaw.com/def/i020.htm>>.



inférieur qui est accordé à ces dernières au sein de la famille comme dans la société en général, mais plutôt dans l'abus d'alcool de certains maris de la classe ouvrière. À titre d'exemple, cet extrait d'un rapport annuel de la MSPWC qui montre bien sur quelles bases l'association mesure le succès de son intervention auprès de sa clientèle :

[...] we would state for the information of the public that we conceive it to be in the best interest of wives and their children, not so much to punish their drunken husbands and fathers, as to reform them, and our earnest endeavors are always directed in the first instance to procure the reclamation of the man, and we are pleased to be able to state, with no small measure of success, as witness the not inconsiderable number of 81 drunken husbands who have taken the pledge during the year, and have thus again become good husbands and fathers, and also good citizens.<sup>78</sup>

Le recours à l'alcool comme facteur explicatif de la violence conjugale par les associations de protection des femmes et des enfants ainsi que par d'autres commentateurs sociaux de l'époque constitue, dans le contexte du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, un moyen commode de dénoncer ce phénomène tout en ne questionnant pas les bases de la famille patriarcale. L'association de la violence conjugale avec certaines caractéristiques sociologiques et/ou ethniques de la population occupe par ailleurs une fonction semblable. Ainsi, ce phénomène est très souvent perçu comme un problème vécu exclusivement par certains secteurs de la population soit, notamment, les familles pauvres et urbaines<sup>79</sup>. Les membres mieux nantis des villes, tout comme les individus habitant les zones rurales sont éminemment exclus du discours dominant sur la violence conjugale. De plus, au sein de celui-ci, les

---

<sup>78</sup> MSPWC, *Fourteenth Annual Report for the year ending March 31st, 1897*, Montréal, Witness Printing House, 1897, p.8.

<sup>79</sup> Voir Hammerton, *op. cit.*, pp. 57-67.

hommes appartenant à certains groupes ethniques sont perçus comme étant particulièrement enclins à battre leurs épouses. Cette croyance est notamment perceptible dans la presse locale montréalaise où on ne manque pas de faire état, entre autres choses, de la grande jalousie des Italiens et de la brutalité des Polonais à l'endroit de leurs femmes<sup>80</sup>.

Toutefois, contrairement à l'image diffusée par les médias, la violence conjugale fait partie de la réalité de femmes appartenant à des groupes socio-économiques relativement variés. Marie-Aimée Cliche observe notamment que parmi les procès pour séparation de corps jugés à Montréal au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans lesquels on retrouve une plus grande proportion de membres des classes moyennes et supérieures, les mauvais traitements infligés par les maris sont la cause la plus fréquemment invoquée par les femmes pour entamer de telles procédures<sup>81</sup>. De même, les statistiques tirées de notre échantillon montrent que la majorité des plaintes concernant des cas de maltraitance déposées par des femmes contre leurs conjoints ne sont pas initiées par des individus appartenant aux franges les plus défavorisées des classes ouvrières. En effet, l'analyse des données socioprofessionnelles concernant les accusés montre que 52,2% d'entre eux sont des

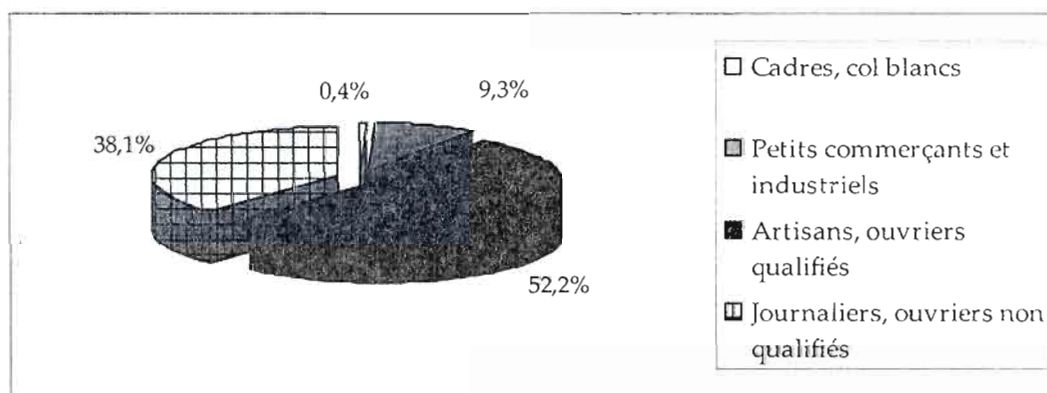
---

<sup>80</sup> Voir notamment, *La Patrie*, 8 janvier 1906, p.1 et p.6; 3 novembre 1911, p.12; 11 décembre 1911, p. 12; *Montreal Daily Witness*, 12 juillet 1907, p.1. Sur la place des préjugés et des stéréotypes reliés à l'ethnicité dans la problématique de la violence conjugale au début du XX<sup>e</sup> siècle, voir, Karen Dubinsky et Franca Iacovetta, «Murder, Womanly Virtue, and Motherhood: The Case of Angelina Napolitano, 1911-1922», *Canadian Historical Review*, LXXII, 4, 2001, pp. 505-531.

<sup>81</sup> Marie-Aimée Cliche, « Les séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal de 1900 à 1930 », *Revue canadienne de droit et société*, vol. 12, no. 1, printemps, 1997, p. 83. M.-A. Cliche souligne toutefois que les membres des classes moyennes et aisées ne forment pas la majorité des parties dans les causes pour Séparations de corps jugées devant la Cour supérieure de Montréal entre 1900 et 1930. La possibilité d'entamer des procédures *in forma pauperis* faisait en sorte qu'une large proportion de ces procédures étaient initiées par des femmes des classes ouvrières. Sur le phénomène de la violence conjugale parmi les classes plus favorisées voir également : Backhouse, *Petticoats...*, chapitre 6.

artisans ou des ouvriers qualifiés (menuisiers, forgerons, maçons etc.). Aussi, une proportion minoritaire mais néanmoins non négligeable d'accusés font partie de la catégorie des petits commerçants et industriels, parmi lesquels on retrouve une très forte majorité d'épiciers et de propriétaires de petits commerces. En ce qui concerne les journaliers et les ouvriers non qualifiés, 38,1% des défendeurs appartiennent à ce groupe de travailleurs (Figure 3.3) <sup>82</sup>.

**Figure. 3.3 Professions des défendeurs, plaintes pour violence conjugale déposées devant la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal (1891-1921).**



Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921

La violence conjugale n'est pas non plus qu'un phénomène urbain. Ainsi, bien que la grande majorité des causes faisant partie de notre corpus impliquent des couples vivant dans les quartiers populaires de la cité, nous avons retracé quelques cas qui concernent des individus habitant certains secteurs ruraux du district judiciaire de Montréal. Par exemple, en août 1901, Laure Gauthier porte plainte

<sup>82</sup> Ces pourcentages sont le résultat de l'analyse de 266 plaintes concernant des cas de violence conjugale pour lesquelles l'information sur l'occupation du défendeur était disponible. L'on remarquera par ailleurs que la représentation des diverses catégories professionnelles demeure constante entre 1891 et 1922.

pour assaut contre son époux, Adélard Lefebvre, un cultivateur de la Paroisse de Rigaud, après que celui-ci ait tenté de l'étouffer<sup>83</sup>. De même, en mai 1902, Philomène Taillefer initie des procédures pour menaces contre son mari, Damase Bertrand, après que celui-ci ait menacé de tuer sa femme avec un couteau. Or, Philomène et Damase, également cultivateur, déclarent habiter le village de Sainte-Dorothée situé sur l'Île-Jésus<sup>84</sup>. Malgré ces exemples, nous avons retrouvé relativement peu de cas impliquant des individus habitant les villages et campagnes du district judiciaire de Montréal<sup>85</sup>. À cet égard, il est possible que les femmes habitant les zones rurales aient été moins portées à faire appel à la justice criminelle pour faire cesser les abus dont elles étaient les victimes<sup>86</sup>. L'isolement géographique, la distance les séparant des cours, l'absence de la police et le fait qu'elles ne pouvaient souvent bénéficier de la proximité des voisins ou des proches faisaient sans doute en sorte que, comparativement à leurs consœurs résidant dans les villes, ces femmes étaient proportionnellement moins nombreuses à faire appel à la justice criminelle pour dénoncer leurs conjoints violents.

Les archives judiciaires nous montrent également que des situations d'abus font partie de la vie de femmes d'origines ethniques très variées. Dans son analyse sur les procès pour violence conjugale en Ontario, Annalee Lepp, en constatant le peu de plaintes amenées par les femmes d'origine autre qu'anglo-saxonne, note que

---

<sup>83</sup> BAnQM, TL32, CP, *Laure Gauthier contre Adélard Lefebvre*, no. 1267, 8 août 1901.

<sup>84</sup> BAnQM, TL32, CP, *Philomène Taillefer contre Damase Bertrand*, no. 770, 21 mai 1902.

<sup>85</sup> Sur un total de 398 plaintes pour lequel nous avons l'adresse des parties, seulement huit impliquent des individus ne vivant pas dans la cité de Montréal ou les villes adjacentes.

<sup>86</sup> L'on notera toutefois qu'il est possible que certains cas de violence conjugale aient été jugés localement par des Juges de paix. Bien que le rôle important joué par les Juges de paix au Québec ait été bien démontré pour la fin du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles par Donald Fyson notamment, les fonctions qu'ils occupent au tournant du XX<sup>e</sup> siècle reste encore étudié. Il se pourrait également que ces causes aient été entendues par des cours locales, mais là encore le rôle de ces dernières à l'époque étudiée ici n'a pas encore été élucidé.

l'origine ethnique des plaignantes semble avoir joué un rôle important dans la décision de porter plainte devant la justice criminelle. Selon l'auteure, ceci est sans doute l'effet d'un possible sentiment d'affinité ethnique avec les autorités légales, la connaissance d'une langue commune et une certaine familiarité avec le système de justice criminelle, ce que des femmes d'autres groupes ethniques ne possédaient peut-être pas<sup>87</sup>. Les dossiers judiciaires des cours montréalaises nous font part d'une réalité quelque peu différente de celle décrite par Lepp. Ceux-ci indiquent en effet que les individus d'origine autre qu'Anglo-Celtique ou Française forment un groupe minoritaire mais néanmoins significatif d'accusés. Ainsi, 12,4% des défendeurs déclarent être natifs d'un pays où la langue communément parlée n'est ni l'anglais, ni le français. Ceux-ci viennent tout particulièrement d'Autriche, de Russie et d'Allemagne<sup>88</sup>. Les hommes nés au Canada représentent quant à eux 78,6% de cette population, ceux issus des îles britanniques forment 6,1% et 2,9% déclarent être natifs des États-Unis<sup>89</sup>. On remarquera que ces proportions sont relativement similaires à celles que l'on retrouve au sein de l'ensemble de la population montréalaise à cette même époque<sup>90</sup>.

La présence de ces femmes issues de l'immigration nous apparaît d'autant plus importante à signaler dans la mesure où il y a relativement peu d'immigrantes

---

<sup>87</sup> Lepp, *Op.cit.*, p. 463.

<sup>88</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921. Cette information est tirée d'un sous-échantillon de 110 dossiers pour lesquels le lieu de naissance de l'accusé était indiqué dans le dossier. L'on notera que l'ensemble de ces plaintes ont été déposées au cours des années 1901, 1902, 1911 et 1912. Observons également que bien que l'origine ne soit pas disponible pour les plaignantes, l'observation de leurs patronymes nous permet d'affirmer qu'il est fort probable qu'une grande majorité d'entre elles appartiennent au même groupe ethnique que leurs conjoints.

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> Linteau, « La montée du cosmopolitisme... », p.52.

parmi les plaignantes dans d'autres types de causes. Ainsi, le recours à la justice criminelle pour les femmes immigrantes semble s'être fait presque exclusivement lorsqu'il concerne des actes de violence commis contre elles par leurs conjoints. On notera que certaines d'entre elles paraissent résider au Canada depuis relativement peu de temps au moment où elles déposent des plaintes. À titre d'exemple, en janvier 1911, Billy Morrieth se retrouve en cour sous une accusation de tentative de meurtre pour avoir assailli sa femme Paraska Pernarovska<sup>91</sup>. Natif de Pologne, le couple n'était au Canada que depuis 1907<sup>92</sup>. Paraska, comme plusieurs plaignantes issues de l'immigration récente, ne semble avoir parlé ni l'anglais, ni le français de façon courante et aura besoin de l'aide d'un interprète afin de déposer sa plainte et livrer son témoignage. Un autre exemple est celui d'Elkie Carbusky, une immigrante d'origine roumaine qui, en mai 1911, dépose une plainte pour blessures contre son époux Susman Rosman. Vivant au Canada que depuis 1909<sup>93</sup>, la connaissance de l'anglais ou du français d'Elkie semble avoir été insuffisante pour livrer son témoignage puisque c'est à travers un interprète du yiddish que cette dernière décrit comment Susman l'a attaquée avec un couteau de cuisine après que celle-ci ait refusé de retourner vivre avec lui après leur séparation<sup>94</sup>.

Elkie et Susman ont par ailleurs la caractéristique d'être parmi les couples les plus jeunes au sein de notre échantillon. Âgés tous deux de seulement vingt ans, ils n'étaient mariés que depuis huit mois lorsqu'Elkie décida de quitter son époux dans la mesure où, selon sa déclaration, « he is a sick man »<sup>95</sup>. Le jeune âge d'Elkie et de

---

<sup>91</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Billy Morrieth*, 20 janvier 1911.

<sup>92</sup> CANADA, Recensement de 1911, Québec, Maisonneuve, 159, p.17.

<sup>93</sup> CANADA, Recensement de 1911, Québec, Montréal, Saint-Louis, p.9.

<sup>94</sup> BAnQM, TL32, Cour des sessions spéciales de la paix [après SP], *Elkie Carbunsky contre Susman Rosman*, no. 236, 20 mai 1911.

<sup>95</sup> *Ibid.*

son mari font de ce couple un cas quelque peu exceptionnel au sein de notre échantillon. Il n'en demeure pas moins que les informations incluses dans les dossiers nous indiquent que le quart (25%) des défendeurs dans les cas de violence conjugale sont âgés de moins de trente ans<sup>96</sup>. Ce qui tend à indiquer que pour certaines femmes, les situations d'abus auxquelles elles étaient soumises aux mains de leurs conjoints étaient une réalité qu'elles devaient affronter relativement tôt après le début de la vie commune. En même temps, cela démontre également que, comme Elkie Carbusky, plusieurs jeunes femmes décideront assez rapidement après le début de leur vie de couple de dénoncer ces actes de maltraitance perpétrés à leur égard. La majorité des couples qui se retrouvent devant les cours ne semblent toutefois pas avoir été aussi jeunes. Malheureusement, nous ne possédons pas suffisamment d'informations sociodémographiques sur les plaignantes pour pouvoir tirer des conclusions sur celles-ci. Toutefois, l'analyse des informations relatives à l'âge des hommes accusés de violence conjugale, nous permet de constater que le groupe plus important au sein de notre échantillon est celui des 30 à 39 ans qui représentent 34,3% des défendeurs. Ceux-ci sont suivis par les individus âgés de 40 à 49 ans (27,7%) et ceux ayant 50 ans ou plus (13%) <sup>97</sup>. Les dossiers ne mentionnent toutefois pas depuis combien de temps les épouses enduraient les actes de brutalité perpétrés par leurs maris au moment du dépôt de la plainte, ni si l'accusé avait déjà été incriminé auparavant pour la même infraction. Le fait que nous ayons pu retracer plusieurs couples parmi des échantillons de plaintes déposées à dix ans d'intervalle nous indique toutefois que certaines plaignantes

---

<sup>96</sup> Ces statistiques sont le résultat d'une analyse d'un sous-échantillon de 108 dossiers dans lesquels l'âge du défendeur est indiqué. Malheureusement, l'âge des requérantes n'est pas indiqué dans les dossiers.

<sup>97</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921

subissaient la violence de leurs époux durant des périodes relativement longues. Ainsi, en octobre 1892, Virginie Champagne dépose une plainte pour assaut et voies de fait devant la Cour de police, contre son mari, Hilaire Champagne, déclarant que celui-ci « m’a saisie par la gorge avec ses deux mains me serrant fortement et me renversant par terre »<sup>98</sup>. Dix ans plus tard, en février 1902, les parties se retrouvent de nouveau devant la cour alors que Virginie intente une autre poursuite pour assaut contre Hilaire affirmant cette fois-ci que ce dernier l’a frappée avec un fer à repasser<sup>99</sup>. Comme le montre cet exemple, les actes de violence perpétrés par les hommes envers leurs femmes sont bien souvent, non pas une erreur de parcours, mais plutôt une façon continuelle pour ces derniers d’affirmer leur pouvoir au sein du foyer.

Même si les dossiers criminels laissent entrevoir des contextes différents dans lesquels se déroulent ces situations de conflits entre époux, certains patterns semblent toutefois se dégager dans les différents cas que nous avons analysés. Ainsi, on constate, entre autres, une constance dans les lieux où ces assauts sont commis. En effet, ces attaques prennent place la plupart du temps à l’intérieur, dans le logis habité par le couple. De plus, au sein de celui-ci, la cuisine apparaît comme le lieu privilégié où les conflits émergent. Dans certains cas, les hommes utilisent divers objets couramment trouvés dans la cuisine afin d’attaquer leurs femmes; balais, assiettes, couteaux de cuisine ou autres. Ainsi, Mary O’Connor déclare que son mari, Henry Ilerton l’a attaquée en lui lançant une tasse sur la tête<sup>100</sup>. De son côté, Laure Purcell atteste que son époux, Patrick Sullivan, l’a frappée « with a sauce pan upon

---

<sup>98</sup> BAnQM, TL32, CP, *Virginie Champagne contre Hilaire Chartrand*, dossier non numéroté, 17 octobre 1892.

<sup>99</sup> BAnQM, TL32, CP, *Virginie Champagne contre Hilaire Chartrand*, no. 319, 25 février 1902.

<sup>100</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mary O’Connor contre Henry Ilerton*, dossier non numéroté, 18 mai 1892.



the hand »<sup>101</sup>. De même, lorsque Catherine Cowell dépose une plainte pour menaces contre son conjoint, Charles Bonnell, elle déclare : « [he] threatened to kill me and also threw at me a clock, a chair and some dishes from the table threatening to smash up all the furniture in the house »<sup>102</sup>. Plusieurs assauts semblent par ailleurs débiter durant le repas du soir. Ceci est par ailleurs compréhensible dans la mesure où de nombreux couples se voyaient sans doute peu durant la journée et que l'heure du souper s'avérait être parfois un moment où certaines tensions pouvaient surgir.

Le fait que ces actes de violence sont commis à l'intérieur les met à l'abri des regards des voisins ou des passants. Mais, en réalité, la promiscuité physique qui caractérise les conditions d'habitation dans les quartiers ouvriers fait en sorte que ces conflits entre époux sont rarement méconnus du voisinage<sup>103</sup>. Dans certains cas, le regard des voisins semble agir comme un incitatif important pour calmer les maris. Ainsi, lorsqu'Arthur Conti frappe son épouse, Eva Beauregard, alors qu'ils se trouvent sur leur galerie arrière, il s'interrompt quand il se rend compte qu'un voisin les a vus car, d'après le témoignage d'Eva, « là il a eu peur que M. Portier vienne me secourir »<sup>104</sup>. En même temps, tout semble indiquer que les voisins, hommes ou femmes, gardent une certaine distance vis-à-vis les conflits entre conjoints. Dans l'ensemble des dossiers que nous avons analysés, le seul geste dont les voisins font preuve afin de faire cesser ces agressions est celui d'aller chercher un constable. Ceux-ci se montrent toutefois peu enclins à s'immiscer directement dans ces conflits. Par exemple, en septembre 1902, Albert Prenoveau se retrouve en cour des sessions

---

<sup>101</sup> BAnQM, TL32, CP, *Laure Purcell contre Patrick Sullivan*, no. 143, 26 janvier 1901.

<sup>102</sup> BAnQM, TL32, CP, *Catherine Cowen contre Charles Bonnell*, dossier no. 1698, 17 octobre 1901.

<sup>103</sup> Ellen Ross, *Love and Toil: Motherhood in Outcast London, 1870-1918*, New York, Oxford U. Press, 1993, p.85.

<sup>104</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Auguste Conti*, dossier no. 703, 28 septembre 1914.

de la paix pour avoir infligé des coups à sa femme, Rosina Leclair, lui cassant ainsi un bras et lui causant plusieurs blessures corporelles<sup>105</sup>. Lors de l'enquête préliminaire, plusieurs voisins déclarent avoir été présents dans le terrain vague derrière la résidence du couple au moment de l'assaut. Or, leurs témoignages ne laissent entrevoir d'aucune façon qu'ils aient tenté de protéger Rosina. Au plus, un voisin dira à Albert : « Tu ne devrais pas faire une affaire de même »<sup>106</sup>. Ellen Ross et Shani D'Cruze notent un phénomène semblable dans leurs études respectives. Selon ces auteures, l'intervention directe du voisinage dans les cas de violence conjugale n'a lieu que dans les situations où la vie de la victime paraît être en danger<sup>107</sup>. Cette attitude est par ailleurs démontrée par Robert Portier, le voisin d'Eva Beauregard qui assiste de son balcon à l'assaut commis sur cette dernière. Ainsi, lorsque l'avocat de la plaignante lui demande s'il est intervenu, Portier répond : « No sir; I did not take any notice of it; I did not say anything. [...] Well of course if it had knocked the woman down I would have interfered. »<sup>108</sup> Comme nous le verrons plus loin lorsque nous analyserons les cas de refus de pourvoir, les dossiers montrent que les réseaux de voisinage jouent un rôle de soutien important auprès des femmes négligées par leurs maris. En effet, celles-ci trouvent souvent auprès de leurs voisins une source de refuge, de nourriture et même, dans quelques cas, d'aide financière. L'implication de ces derniers afin de protéger les victimes de violence domestique n'est toutefois pas aussi perceptible dans les dossiers. Bien que des recherches plus approfondies soient nécessaires afin de mieux comprendre le rôle joué par le voisinage dans les cas de violence conjugale, les dossiers consultés ici tendent à démontrer que les conflits

---

<sup>105</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Albert Prenoveau*, dossier no. 200, 27 septembre 1902.

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> D'Cruze, *Crimes of Outrage...*, p. 76; Ross, *Love and Toil...*, p.85.

<sup>108</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Auguste Conti*, dossier no. 703, 28 septembre 1914.

entre époux étaient perçus, aux yeux de la communauté, comme une affaire privée dans laquelle il ne fallait pas s'immiscer.

Si les voisins se montrent peu enclins à défendre les femmes victimes de violence conjugale, celles-ci peuvent généralement trouver une source d'appui auprès des membres de leur famille<sup>109</sup>. Parfois ce sont même ces derniers qui amorcent les procédures judiciaires pour ce type de causes. Un certain nombre de plaintes sont notamment déposées par les enfants adultes des victimes. Ainsi, quand Jean-Baptiste Guenette, 57 ans, commet un assaut contre sa femme, Sophie Désormeau, « la frappant plusieurs fois au corps à coups de pieds », c'est la fille du couple, Cénalda, 35 ans, qui dépose la plainte contre son père, qui sera accusé d'assaut grave sur sa femme<sup>110</sup>. Mais, ce sont le plus souvent les parents des victimes qui interviennent dans les cas de violence conjugale. Non seulement ceux-ci déposent des plaintes pour leurs filles, mais ils prennent également ces dernières, ainsi que leurs petits enfants, sous leur toit. Par exemple, quand Alex Brown attaque sa femme, Mary McDermott, celle-ci se réfugie chez ses parents qui résident seulement à quelques maisons de sa demeure, rue Dorion. C'est par ailleurs la mère de Mary qui agit à titre de plaignante dans la cause contre Alex<sup>111</sup>. Comme le montre cet exemple, pour les femmes victimes de violence conjugale, la proximité géographique des parents ou autres membres de la famille peut s'avérer un important avantage lorsqu'elles tentent de se protéger contre la brutalité de leurs conjoints. En même temps, la protection des proches ne constitue pas toujours une garantie de sécurité. Ainsi, en janvier 1901, Joseph Lambert, un machiniste de 41

---

<sup>109</sup> Sur ce thème voir Gordon, *Heroes of their own lives...*, pp. 276-279.

<sup>110</sup> AVM, P76, S3, PS, Cénalda Guénette contre Jean-Baptiste Guénette, dossier no. 3930, 18 décembre 1911.

<sup>111</sup> BAnQM, TL32, CP, Annie Molloy contre Alex Brown, no. 2791, 20 septembre 1911.

ans, attaque son épouse Exilda Bleau, battant celle-ci à coups de poing. À la suite de cet assaut, Exilda quitte Joseph et se réfugie chez ses parents. Puis, la femme dépose une plainte contre son mari en cour de police.<sup>112</sup> Bien qu'il ait été condamné à verser une caution de 200\$ pour garder la paix, Joseph récidive quelques jours plus tard alors qu'il se présente à la demeure des parents d'Exilda et qu'il se met à la rouer de coups. De plus, il bat également sur son beau-père ainsi que sa belle-mère à coups de canne, jusqu'à ce que cette dernière tombe inconsciente<sup>113</sup>.

Les sujets qui sont au centre des affrontements entre maris et femmes sont nombreux. En même temps, il est possible de déceler une trame commune à la grande majorité de ces situations. En effet, ces conflits tournent très souvent autour des questions de pouvoir et de contrôle. Les actes de violence des maris apparaissent à cet égard comme un moyen employé par ces derniers afin d'affirmer leur pouvoir, qu'ils croient menacé, sur leurs femmes, ainsi que sur leurs enfants. Cette attitude s'applique par ailleurs à l'égard de plusieurs sphères de la vie de leurs conjointes. Ainsi, dans certains cas, les maris s'enragent au sujet des allées et venues ou des fréquentations de leurs épouses. Par exemple, en décembre 1892, François-Xavier Beauvais s'en prend à sa femme Anastasie Beaudin parce qu'elle a trop tardé pour rentrer à la maison après son travail. Bien que celle-ci lui explique qu'elle a du attendre avant de recevoir ses gages, Beauvais la frappe avec une chaise lui cassant ainsi un bras.<sup>114</sup> Certaines femmes attestent également que leurs conjoints témoignent d'une jalousie chronique. Ainsi, Célamyre Guay dira au sujet de son

---

<sup>112</sup> BAnQM, TL32, CP, *Exila Bleau contre Joseph Lambert*, dossier no. 92, 20 janvier 1901.

<sup>113</sup> *La Patrie*, 13 février 1902, p.10. BAnQM, GP, SP, *Le Roi contre Joseph Lambert*, dossiers no. 39, 40 et 41, 13 février 1902.

<sup>114</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre François-Xavier Beauvais*, dossier no. 25, 16 février 1892.

mari, Eugène Dagenais, accusé d'assaut et menaces sur sa femme : « Mon mari ne veut pas que je parle à personne. Il n'a aucune amitié pour moi. »<sup>115</sup>

Dans l'esprit de plusieurs maris, leur domination sur leurs épouses s'étend même jusqu'à la vie de celles-ci. Ceci est notamment perceptible dans les paroles utilisées par les accusés lorsqu'ils profèrent des menaces à leurs conjointes. Ainsi, Joseph Parent déclare à sa femme Marie Zoé Duclos : «[...] il faut que tu meures, tu finiras jamais par d'autres [mains] que par mes mains, il faut que tu finisses (sic) avec la vie soit à coup de pistolet, avec un couteau ou un rasoir, il faut que tu meures aujourd'hui ou demain»<sup>116</sup>. Mais ce sont sans doute les paroles que Gabriel Vineberg prononce à sa conjointe Mary Hilf qui traduisent le mieux la conviction que semblent posséder certains maris quant au pouvoir qu'ils ont sur leurs conjointes. Ainsi, ce dernier lui dira : «I don't care for my life, I will kill you any time I get hold of you, for you're my wife and I can do what I want with you»<sup>117</sup>.

Plusieurs assauts ont également lieu à la suite de confrontations entre époux au sujet de la façon de dépenser les revenus du ménage. Comme l'ont souligné plusieurs auteurs, la division sexuelle des responsabilités au sein de la famille, les bas salaires attribués aux hommes de la classe ouvrière et la position de dépendance économique des femmes mariées envers leurs conjoints créent un contexte tout à fait propice à la violence conjugale. Dans une majorité de familles ouvrières, ce sont les femmes qui sont responsables de l'administration du budget familial. En même temps, c'est très souvent le salaire du mari qui forme la principale ressource financière du foyer. Or, les perceptions souvent dichotomiques sur l'utilisation des revenus de la famille, soit d'un côté, la nécessité des femmes d'assurer la survie du

---

<sup>115</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Eugène Dagenais*, dossier no. 742, 21 mars 1911.

<sup>116</sup> BAnQM, TL32, CP, *Marie Zoé Duclos contre Joseph A. Parent*, dossier no. 766, 22 mai 1901.

<sup>117</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mary Hilf contre Gabriel Vineberg*, dossier no. 748, 15 mai 1902.

ménage et de l'autre, la volonté des maris de garder le contrôle sur leurs gages, deviennent la source de la plupart des conflits entre conjoints. Les dossiers montrent par ailleurs que lors de ce type de disputes, ce sont parfois les femmes qui sont les premières à réagir agressivement contre leurs époux. En même temps, la plus grande force physique des hommes fait en sorte que ces affrontements s'avèrent éminemment inégaux. À titre d'exemple, le témoignage de Marie Louise Ouellette qui décrit la dispute qui a précédé l'assaut commis sur elle par son mari, Napoléon Boisclair :

[...] il a été question d'argent que l'accusé a mis sur la table en disant que n'était pas pour moi, mais que c'était pour d'autres. Il éparpillait tout et quand j'ai vu cela, j'ai sauté sur lui. Lui, quand il a vu cela, il m'a sauté sur le visage et il m'a empoignée par le cou. Ensuite il m'a donné un coup de poing et il m'a envoyée sur une pantry et j'ai été trois jours au lit.<sup>118</sup>

Les divergences entre les maris et leur épouse au sujet de la façon de dépenser les revenus de la famille expliquent par ailleurs pourquoi le thème de l'alcool revient constamment dans les altercations entre maris et femmes. Comme l'ont affirmé nombre d'auteurs, la consommation d'alcool fait partie intégrante de la culture ouvrière masculine du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles. En même temps, celle-ci entre en contradiction directe avec la responsabilité accordée aux femmes mariées de voir à l'allocation des ressources financières du ménage afin de répondre aux divers besoins de la famille. Les cas de violence conjugale analysés montrent que plusieurs conflits surgissent alors que les femmes réprouvent le fait que leurs conjoints ait dépensé une partie de leurs revenus pour l'achat de boisson ou encore qu'ils s'apprêtent à le faire. Par exemple, Napoléon Bénard commet un assaut contre son

---

<sup>118</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Napoléon Boisclair fils contre Napoléon Boisclair père*, dossier no. 429, 9 octobre 1911.

épouse Alexina après que celle-ci lui ait refusé de lui donner les cinq dollars que leur logeur venait de lui payer pour qu'il aille acheter de l'alcool. Devant le refus d'Alexina, Napoléon réagit en causant une blessure au cuir chevelu de sa femme, lui fracturant le nez et lui déplaçant une rotule<sup>119</sup>.

Il n'est certainement pas faux d'imaginer qu'une majorité d'actes de violence conjugale commis au tournant du 20<sup>e</sup> siècle n'étaient pas rapportés aux autorités<sup>120</sup>. Il est en effet probable que pour bien des femmes, la probabilité de perdre le soutien économique de leur conjoint constitue un facteur de poids dans leur décision de ne pas dénoncer les abus qu'elles subissent. De plus, la violence conjugale était et demeure toujours une source de honte pour bien des femmes. À cet effet, l'éventualité que leurs vies privées soient exposées devant la cour, voire même parfois dans les journaux est sans doute un autre élément dissuasif important. On peut aussi penser qu'un certain nombre de victimes ignoraient qu'il était possible de faire appel à la justice criminelle dans de tels cas. La peur de représailles supplémentaires est également un facteur qui a sans aucun doute découragé plusieurs femmes de porter plainte. Plusieurs dépositions montrent que certains maris, conscients de la possibilité qu'ils se retrouvent en cour, menacent leurs femmes à cet effet. Par exemple, Joséphine Gagné dépose une plainte pour menaces contre son mari, Albert Montminy, déclarant que celui-ci lui aurait dit : «que si j'étais pour faire émaner un mandat d'arrestation contre lui. Je disparaîtrais en dedans de

---

<sup>119</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Napoléon Bénard*, dossier no. 1308, 14 août 1901. *La Patrie*, 15 août 1901, p.10.

<sup>120</sup> Cette tendance de ne pas déclarer les assauts commis par les conjoints se poursuit par ailleurs de nos jours. Ainsi, selon les statistiques, en 2004 seulement 28% des cas de violence conjugale au Canada sont rapportés à la police. Statistique Canada, *La violence familiale au Canada : un profil statistique*, , Ottawa, 2006, p.18.

vingt-quatre heures»<sup>121</sup>. De même, Sarah Sherman dépose une plainte contre son conjoint Charles Hensen, déclarant dans sa déposition :

[the accused] did commit an assault against me, grabbing me by my shoulder and pushing me out of the house, and at the same time and place did threaten me in the words and to the effect following, that if I have him arrested he will do me harm even if has to swing for it.<sup>122</sup>

Si Sarah et Joséphine ont osé défier les menaces de leurs conjoints, il est fort probable que devant de telles mises en garde, d'autres femmes choisiront de ne pas le faire. Ceci ne veut toutefois pas dire que ces dernières se soient résignées à endurer les situations dans lesquelles elles se trouvaient. Nos sources nous indiquent en effet que le dépôt d'une plainte ne constitue qu'une solution parmi plusieurs autres mises en pratique par les femmes afin de faire cesser les actes de violence commis à leur endroit. À cet effet, l'une des premières réactions déployées par ces dernières est de tenter de raisonner leurs maris. Ainsi, quand Billy Morrieth lance un seau d'eau chaude sur Paraska Pernarofska, ratant sa cible de près, celle-ci lui dira : « you might have hit me on the head with that and done me harm »<sup>123</sup>. Toutefois, ces paroles n'empêcheront malheureusement pas celui-ci d'attaquer sauvagement sa conjointe. Plusieurs femmes essaient également de fuir leur agresseur. En effet, celles-ci se précipitent vers la cour arrière, la rue ou, comme nous l'avons vu précédemment, chez leurs parents ou autres membres de la famille. Il faut toutefois noter que les plaignantes ne déclarent jamais avoir répliqué aux assauts de leurs maris. Bien sûr, la plus grande force physique des hommes et la peur qu'une riposte n'aggrave la situation expliquent sans doute pourquoi plusieurs femmes choisissent

---

<sup>121</sup> BAnQM, TL32, CP, *Joséphine Gagné contre Albert Montminy*, dossier no. 3809, 20 décembre 1911.

<sup>122</sup> BAnQM, TL32, CP, *Sarah Sherman contre Charles Hensen*, dossier no. 572, 10 avril 1902.

<sup>123</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Billy Morrieth*, 20 janvier 1911.



de ne pas répondre par la violence. En même temps, ceci nous apparaît davantage comme le reflet de l'image que ces dernières tentent de projeter en cour, soit celle d'une victime sans défense, plutôt que de celui d'une réelle passivité. Comme nous l'avons vu précédemment, les dossiers judiciaires montrent que les agressions physiques ou autres actes de brutalité n'étaient pas exclusivement un comportement masculin. En effet, dans certains cas, les maris pouvaient aussi être les victimes d'assauts commis par leurs épouses. Au sein de notre échantillon, environ 5% des accusations concernant une agression ou des menaces perpétrées par un conjoint sont déposées par des hommes<sup>124</sup>. On remarque par ailleurs que les membres de certains couples font chacun de leur côté appel aux cours pour dénoncer la violence de leur partenaire<sup>125</sup>. Par exemple, en juin 1911, Willie Bigras, un journalier de la paroisse Saint-Vincent de Paul porte plainte contre sa femme, Lizzie Clermont, mentionnant que celle-ci l'a battu à coups de marteau<sup>126</sup>. Or, le même jour, cette dernière entame également des procédures contre son conjoint déclarant que celui-ci

---

<sup>124</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>125</sup> À cet effet, certains couples reviennent périodiquement devant les cours. Par exemple, en août 1902, Julius Branchand porte plainte contre sa femme, Délia Bédard accusant celle-ci de l'avoir « frappé avec son poing sur l'épaule et levant une bouteille sur lui pour le frapper, étant alors assez près de lui pour l'atteindre ». Au cours du mois d'octobre suivant, Julius et Délia reviennent devant les tribunaux après que celui-ci ait accusé sa conjointe de nouveau pour l'avoir frappé « avec son pied à la jambe ». Le mois suivant c'est Délia qui porte plainte contre Julius déclarant que ce dernier a commis un assaut en «levant la main sur elle pour la frapper étant assez près d'elle pour l'atteindre». Puis, en décembre Julia dépose encore une fois une plainte contre son conjoint déclarant que ce dernier lui a serré les bras fortement lui causant ainsi des ecchymoses. AVM, P76, S3, PS, *Julius Branchand contre Délia Bédard*, dossier no. 964, 6 août 1902; *Julius Branchand contre Délia Bédard*, dossier no. 1713, 24 octobre 1902; *Délia Bédard contre Julius Branchand*, dossier no. 1845, 8 novembre 1902. ANQ, GP, CP, *Délia Bédard contre Julius Branchand*, dossier no. 2146, 17 décembre 1902.

<sup>126</sup> BAnQM, TL32, CP, *Willie Bigras contre Lizzie Clermont*, dossier no. 1435, 7 juin 1911.

l'a frappée «à coups de pied et [...] de poings et essayant de m'étouffer»<sup>127</sup>. Malheureusement, les dossiers n'indiquent pas qui de Lizzie ou Willie a été le premier à assaillir l'autre. L'exemple de Marie Louise Ouellette et Napoléon Boisclair, cité plus haut, nous permet de constater que dans certains cas ce sont les femmes qui sont les premières à agresser leurs maris. Dans son étude sur la violence familiale, Linda Gordon note toutefois que la violence des femmes est la plupart du temps déployée en réaction à celle de leurs conjoints<sup>128</sup>. L'absence d'informations dans les dossiers judiciaires des cours montréalaises ne nous permet malheureusement pas d'identifier un pattern pour ce type de cas. Il est toutefois clair que pour certaines femmes, l'utilisation de la violence est un recours possible contre la brutalité de leurs maris. Ainsi, après que Joseph Parent ait menacé sa femme Marie Zoé Duclos de la tuer, celle-ci engage un homme nommé Beauvais pour qu'il frappe son mari. En conséquence, ce dernier se met à battre Joseph<sup>129</sup>. À la suite de cet événement, Marie Zoé est accusée d'assaut grave. La cause est cependant réglée hors cours, tout comme celle entamée par Joseph<sup>130</sup>.

Certaines femmes décident également de quitter le domicile conjugal afin de fuir la violence de leurs conjoints. En effet, malgré le risque patent de fragiliser leurs chances de survie, plusieurs femmes victimes de violence conjugale semblent avoir fait ce choix. Ainsi, le quart (25,3%) des plaignantes déclarent habiter à une autre adresse que leur conjoint au moment du dépôt de la plainte<sup>131</sup>. Bien sûr parmi celles-ci, un certain nombre semblent avoir quitté leurs époux de façon temporaire. Il n'en

---

<sup>127</sup> BAnQM, TL32, CP, *Lizzie Clermont contre Willie Bigras*, dossier no. 1438, 7 juin 1911.

<sup>128</sup> Gordon, *Heroes of their own Lives...*, p.276.

<sup>129</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Marie Zoé Duclos*, dossier no. 764, 21 mai 1901.

<sup>130</sup> BAnQM, TL32, CP, *Marie Zoé Duclos contre Joseph A. Parent*, dossier no. 766, 22 mai 1901.

<sup>131</sup> Ce pourcentage est calculé à partir d'un total de 257 dossiers dans lesquels les adresses de la plaignante et de l'accusé sont indiquées.

demeure pas moins que d'autres paraissent avoir été séparées à plus long terme. En même temps, même après avoir quitté leurs conjoints, certaines femmes doivent continuer à endurer les menaces, le harcèlement et dans certains cas, les assauts de ces derniers. Le nombre relativement important de demandes de caution pour garder la paix faites par des femmes vivant séparées de leurs maris montre que certaines d'entre elles vivaient toujours dans la peur d'être assaillies. Ainsi, par exemple, Zélia Éthier dit être séparée de son mari, et dépose une plainte pour menaces contre lui en déclarant qu'il ne cesse de la suivre allant jusqu'à se cacher devant son lieu de travail « en cherchant à l'attirer près de lui pour la provoquer et la troubler »<sup>132</sup>. Nombre de plaintes pour menaces déposées par des femmes contre leur ex-conjoint montrent que ce dernier accepte parfois très mal la séparation. Ainsi, Anastasia Platt déclare dans sa plainte que son ancien conjoint, John Cunningham, a proféré les paroles suivantes à son endroit: «I will get a revolver and if she does not consent to a reconciliation I will send her body flying into the air and will have my revenge»<sup>133</sup>.

### 3.2.2 Les procès pour violence conjugale.

La décision de déposer une plainte contre leur mari n'est donc qu'un des moyens, parmi plusieurs autres, déployés par ces femmes des classes populaires afin de faire cesser les abus dont elles sont les victimes. En même temps, un nombre surprenant d'entre elles prennent cette voie judiciaire. Cette constatation nous amène à nous questionner sur les facteurs qui poussent certaines femmes des classes populaires à faire appel à la justice criminelle. Plusieurs d'entre elles étaient pauvres, certaines illettrées et quelques unes ne parlaient ni le français, ni l'anglais.

---

<sup>132</sup> BAnQM, TL32, CP, *Zélia Émond contre Henri Boucher*, dossier no. 377, 6 mars 1902.

<sup>133</sup> BAnQM, TL32, CP, *Anastasia Platt contre John Cunningham*, no. 1029, 8 juillet 1901.

Devant ces faits, il est donc possible d'imaginer qu'une forte proportion de plaignantes n'étaient aucunement familières avec les rouages de la justice criminelle. Qui plus est, comme nous l'avons déjà mentionné, en déposant une plainte ces femmes prenaient le risque de grandement fragiliser leur subsistance ainsi que celle de leurs enfants. Devant la possibilité de telles contraintes, quels sont donc les éléments qui amènent ces femmes à déposer une plainte contre leurs maris violents?

La mention dans les dépositions des diverses tentatives précédemment déployées par les plaignantes afin de fuir leurs maris ou du moins de tenter d'apaiser leur colère, nous amène à penser que pour plusieurs de ces femmes, le recours à la justice était envisagé seulement *après* que d'autres solutions s'étaient avérées infructueuses. Dans certains cas, la gravité des assauts dont elles sont les victimes semble être un incitatif important pour les femmes qui décident de déposer une plainte. Plusieurs témoignages nous indiquent à cet effet que certaines plaignantes avaient déjà subi des agressions de la part de leurs époux sans toutefois porter plainte. Le fait que cette fois l'assaut ait menacé la vie de la plaignante ou encore que ce dernier ait eu des conséquences importantes sur leur santé, telle la provocation d'une fausse couche ou un membre cassé, semble pousser certaines victimes à dénoncer leurs maris devant la justice criminelle. De même, la peur de voir une situation se reproduire semble aussi avoir agi dans le même sens. Par exemple, Caroline Rousseau dépose une plainte contre son mari Jean-Baptiste Plante déclarant que ce dernier l'a battue en « me frappant plusieurs fois, à coups de pieds sur les reins ». Or, le dossier indique également que Caroline est enceinte de six mois. Aussi, celle-ci déclare-t-elle sous-serment au Juge Lafontaine : « mon mari m'a déjà assailli enceinte et j'ai subi une fausse couche la nuit de cet assaut »<sup>134</sup>. Dans

---

<sup>134</sup> BAnQM, TL32, CP, *Caroline Rousseau contre Jean-Baptiste Plante*, dossier no. 281, 17 février 1902.

certains cas, le fait que les actes de violence atteignent non seulement les femmes des accusés, mais aussi leurs enfants apparaît également comme un élément ayant incité l'initiation des procédures criminelles. Par exemple, Marie Louise Saratini dépose une plainte contre son mari, Zacharie Demers, après que celui-ci ait menacé de la tuer tout en rajoutant qu'il prévoyait également fendre la tête de leur enfant<sup>135</sup>. De même, Maggie Hamilton initie des procédures contre Ernest Beaucage après que celui-ci ait commis un assaut sur elle et qu'il ait également tenté de lancer de l'eau chaude sur ses deux enfants<sup>136</sup>.

On notera aussi que plusieurs femmes n'agissent pas seules lorsqu'elles initient des procédures contre leurs maris. À cet égard, l'influence et le rôle actif de divers acteurs apparaissent comme des facteurs de poids dans l'initiation de procédures judiciaires. Comme nous l'avons déjà noté, certains membres de la famille de la victime jouent un rôle important de soutien et agissent souvent comme plaignants dans ce type de cause. Nos sources montrent également qu'outre la famille, les policiers sont aussi quelques fois des acteurs importants dans l'initiation de procédures pour violence conjugale. L'absence de données probantes dans les dossiers fait en sorte que le rôle des constables dans ces cas est difficile à saisir avec exactitude, mais nous savons toutefois que c'est souvent par ceux-ci que s'établit le premier contact des femmes victimes de violence conjugale avec les autorités<sup>137</sup>. De façon générale, des voisins ou encore des membres de la famille demandent

---

<sup>135</sup> BAnQM, TL32, CP, *Marie Louise Saratini contre Zacharie Demers*, dossier no. 1195, 29 juillet 1901.

<sup>136</sup> BAnQM, TL32, CP, *Maggie Hamilton contre Ernest Beaucage*, dossier no. 1059, 26 avril 1911.

<sup>137</sup> Dans ses travaux, Joan Sangster note par ailleurs que les forces policières jouent un important rôle de médiation entre les femmes victimes de violence conjugale et leurs maris, ce qui fait en sorte qu'un grand nombre de ces cas n'atteignent pas les cours. À cause de l'absence de sources, nous ignorons si la police montréalaise joue un rôle similaire au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. (J. Sangster, *Regulating girls and Women...*, p. 53.)

l'intervention d'un policier lorsqu'un assaut a lieu. Dans d'autres cas, ce sont les victimes elles-mêmes qui cherchent de l'aide dans les postes de police, tout particulièrement lorsqu'elles se retrouvent mises à la porte de chez elles par leurs conjoints<sup>138</sup>. L'implication des policiers dans l'amorce des procès concernant des cas de violence conjugale est cependant clairement perceptible dans les dossiers judiciaires. Ainsi, des constables agissent souvent comme témoins, ainsi que comme plaignants dans ces causes. Ceci semble se faire surtout lorsque les femmes ne peuvent agir elles-mêmes comme plaignantes, notamment dans les cas d'assaut grave où ces dernières se retrouvent parfois à l'hôpital.

Malgré le fait que la violence conjugale fait l'objet d'une importante condamnation publique à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles et que le discours dominant reconnaît le recours des femmes devant la justice criminelle afin de se protéger contre la brutalité de leurs maris, lorsqu'elles se retrouvent devant les cours, les plaignantes doivent constamment défendre leur droit de ne pas être maltraitées. Cette remise en question de la légitimité des plaintes des femmes est perceptible de plusieurs façons à travers les dossiers judiciaires. D'une part, celles-ci sont sans cesse soupçonnées d'être responsables des assauts commis sur elles. Par le biais des questions posées par les juges, les procureurs et, dans certains cas les maris eux-mêmes, la perception communément avancée dans les procès pour violence conjugale est que les épouses auraient, par leur comportement, leurs paroles ou leur caractère acariâtre, provoqué la violence de leurs époux. Devant ces allégations, une majorité de plaignantes répondent en insistant sur leur docilité et leur silence devant la colère de leurs conjoints. À titre d'exemple, cet extrait de l'interrogatoire effectué par l'avocat de l'accusé envers Eva Beauregard, plaignante dans une cause pour blessures contre son mari Auguste Conti :

---

<sup>138</sup> *La Patrie*, 1<sup>er</sup> août 1905, p. 9.

Q. Le seize septembre viviez-vous en bonne intelligence avec votre mari?

R. Toujours.

Q. Il n'avait pas de raison alors pour vous frapper.

R. Il n'y en avait pas; mais il était toujours en colère, par exemple. [...]

Q. Il est arrivé sans aucune raison et puis il vous a frappée?

R. Sans aucune raison pour me frapper [...]

Q. Maintenant, madame, vous ne lui avez rien dit, vous?

R. Non, je n'ai rien dit.

Q. Pas un mot.

R. Pas un seul mot.

Q. Vous avez dû être surprise alors de vous faire frapper?

R. Oui, j'étais bien surprise [...] <sup>139</sup>

D'autre part, comme l'ont noté plusieurs auteurs, la légitimité des réclamations des plaignantes dans les cas de violence conjugale est aussi directement liée aux notions prévalentes sur la respectabilité féminine. À cet égard, la réputation des requérantes est également l'objet d'une constante remise en question devant les cours. Ces attaques visent par ailleurs divers aspects inhérents à la définition de la respectabilité féminine au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Parmi ceux-ci, on soulignera notamment la fidélité conjugale. Les femmes séparées ou encore ayant vécu dans une séparation temporaire avec leurs époux sont en ce sens particulièrement suspectes. Ainsi, lorsque Rebecca Meuer dépose une plainte contre son mari Simon Rotstein pour assaut et qu'elle atteste que le couple a été précédemment séparé durant deux ans, le procureur ne manque pas de lui demander si elle a vécu avec quelqu'un d'autre durant cette période<sup>140</sup>. Aussi, l'honneur des plaignantes peut aussi être mis en doute si elles et leurs conjoints ne sont pas légalement mariés. Dans le cas de Malvina Dauphinais, qui dépose une plainte pour assaut contre son

<sup>139</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Auguste Conti*, dossier no. 703, 28 septembre 1914

<sup>140</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Simon Rotstein*, dossier no. 336, 21 août 1911.

conjoint Horace Aubut, cette insinuation vient de la part de l'accusé lui-même. Ce dernier demande ainsi à sa conjointe, lors de l'enquête préliminaire : « Tu jures sous le nom de Madame Aubut mais tu n'es pas Madame Aubut? ». Malvina pour sa part, répliquera à cette question en formulant sa réponse de façon à dénoncer à son tour le manquement de son conjoint pour ce qui est d'assumer son rôle de protecteur; « Je donne le nom que je porte; c'est un deuxième mais je ne suis pas mariée avec lui; il m'a fait jurer d'être sa femme, qu'il aura toujours bien soin de moi, je ne veux pas être sa femme... »<sup>141</sup>.

Aussi, comme le souligne Shani D'Cruze, lorsque les femmes portent plainte pour violence conjugale, une grande partie de la validité de leur témoignage dépend de leur capacité de convaincre la cour qu'elles sont des épouses dévouées et de bonnes mères de famille<sup>142</sup>. Ainsi, même lorsqu'elles subissent les assauts de leurs maris, on s'attend à ce que les victimes de violence conjugale ne manquent pas à leurs devoirs maternels. Par exemple, lorsque Emilie Lemay déclare qu'elle est restée durant deux heures à l'extérieur de sa maison après en être sortie afin d'éviter les coups de son mari, le procureur de la défense questionne la plaignante sur ce geste. Ceci, tout en laissant entendre que par sa faute, sa fille de trois ans n'a pas mangé ce soir-là :

Q. Vous ne lui avez pas donné à manger ce soir là?

R. Non, elle n'a pas plus mangé que moi, il a frappé son enfant en me frappant aussi.

Q. Parce que votre mari vous a frappé, vous avez privé votre enfant de nourriture [...] vous vous êtes vengée sur l'enfant de ce que votre mari vous faisait?

---

<sup>141</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Horace Aubut*, dossier no. 1018, 7 juillet 1902.

<sup>142</sup> D'Cruze, *Crimes of Outrage...*, p. 64; A. Lepp, *Op. cit.*, p. 467.



R. Parce que j'avais trop peur d'entrer dans la maison pour donner de la nourriture; parce qu'il voulait me tuer.<sup>143</sup>

Cependant, l'élément le plus souvent évoqué afin de remettre en question la validité des accusations portées par les plaignantes est sans aucun doute la question de leur consommation d'alcool. Ainsi, les femmes suspectées d'avoir été ivres au moment de l'assaut commis par leurs époux se retrouvent généralement discréditées devant la cour. Ceci dans la mesure où on les soupçonne d'avoir ainsi provoqué le geste de leurs maris. À titre d'exemple, la cause opposant Célamire Guay contre son mari Eugène Dagenais. Lorsque cette dernière accuse son époux de menaces ainsi que d'assaut pour l'avoir empoignée « violemment par le bras droit et me jetant fortement par terre me causant des ecchymoses sur les jambes et les bras aussi à la tête », plusieurs voisins déclarent qu'elle avait bu le jour de l'agression. L'avocat de la défense questionnera Célamire sur ce sujet, lui demandant : « vous avez entendu les témoins de la défense dire que [...] le dimanche matin, en question, le jour de l'assaut, vous étiez ivre? »<sup>144</sup>. Si la majorité des plaignantes nient avoir été ivres au moment de l'assaut, un certain nombre d'entre elles déclarent boire à l'occasion ou encore par « cause de maladie ». Lorsqu'elles le font, celles-ci précisent par ailleurs très souvent que cela ne nuit aucunement au respect de leurs responsabilités familiales. Par exemple, alors qu'elle est questionnée sur ce sujet, une plaignante répondra : « J'en prends, mais je ne me soûle pas et j'ai toujours bien fait mon ouvrage »<sup>145</sup>. En même temps, l'allusion au fait que la requérante a l'habitude de boire, sans nécessairement démontrer qu'elle était ivre au moment de l'assaut, constitue bien souvent un élément suffisant pour entacher la crédibilité de son

---

<sup>143</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Emelie Lemay contre Olivier Vanier*, no. 1425, 5 septembre 1901.

<sup>144</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Eugène Dagenais*, dossier no. 742, 21 mars 1911.

<sup>145</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Horace Aubut*, dossier no. 1018, 7 juillet 1902.

témoignage. À titre d'exemple, le cas de Célamire Guay cité ci-haut. Ainsi, bien que cette dernière nie avoir été sous l'effet de l'alcool le jour de l'assaut, le Juge Bazin tient tout de même à la questionner sur ses habitudes concernant l'alcool, allant même jusqu'à lui demander si elle en a déjà acheté pour l'offrir à d'autres :

Q. En avez vous déjà offert de la boisson à quelqu'un?

R. Quand on a déménagé le trois mai.

Q. Cette fois-là en avez vous offert?

R. Pour les gens qui mouvaient.

Q. Un monsieur Carrière a juré que vous l'aviez appelé pour lui donner de la boisson que vous l'avez invité d'entrer dans la maison pour prendre un verre avec vous [...]

R. Non, je jure que je n'ai pas offert une seule consommation à qui que ce soit.<sup>146</sup>

L'allusion sur le fait que les plaignantes consomment des boissons alcoolisées suscite un doute sur leur capacité à assumer efficacement leurs rôles d'épouse et de mère et peut potentiellement réduire la probabilité que ces dernières acquièrent la sympathie du magistrat. Ainsi, dans le cas de Célamire Guay, son mari sera acquitté<sup>147</sup>.

En même temps, comme l'ont remarqué plusieurs auteurs, les notions propres à la respectabilité féminine et masculine sont aussi utilisées par les plaignantes elles-mêmes afin de convaincre la cour de la validité de leur plainte. Ainsi, la thématique du non respect des responsabilités maritale et paternelle de leurs époux ainsi que la question de leur consommation d'alcool sont omniprésentes dans le discours des plaignantes. Il n'en demeure pas moins que ces deux thèmes sont constamment évoqués par celles-ci afin d'obtenir l'approbation de la cour :

Q. Il travaille régulièrement votre mari?

---

<sup>146</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre Eugène Dagenais*, dossier no. 742, 21 mars 1911.

<sup>147</sup> *Ibid.*

R. Oui, mais tous les soirs il est ivre, il n'entre pas avant minuit [...]

Q. Vous avez dit que tous les soirs il est ivre, le dimanche aussi?

R. Oui [...] il est toujours ivre quand il arrive et il me donne deux ou trois piasses par semaine, je n'ai jamais plus.

Plusieurs historiens ont interprété cette attitude des plaignantes comme correspondant à une « appropriation » de ces dernières du discours bourgeois sur la respectabilité masculine au sein duquel la sobriété et le respect du rôle de pourvoyeur et de protecteur sont des valeurs centrales<sup>148</sup>. Cette interprétation n'est sans doute pas sans valeur. En même temps, il ne faut pas écarter le fait que la consommation d'alcool des maris et le manque de ces derniers pour ce qui est de pourvoir aux besoins de sa famille pouvaient constituer un important fardeau dans la vie de ces femmes. Ceci dans la mesure où de tels comportements compromettaient leur propre responsabilité qui, comme le souligne Ellen Ross, étaient avant tout basées sur la survie de la famille et du ménage<sup>149</sup>. En ce sens, ces allégations constituent plus qu'une technique narrative utilisée afin de gagner la faveur des cours, elles sont aussi un témoignage des importantes contraintes que le comportement de leurs maris apportait dans la vie de ces femmes. Qui plus est, les propos de ces dernières sont également un élément nous indiquant que la sobriété et le respect du rôle de pourvoyeur n'étaient pas tant des principes « empruntés » à la bourgeoisie que des valeurs propres aux femmes des classes populaires elles-mêmes.

---

<sup>148</sup> McLean, « 'Deserving' Wives... », p.68; Kathryn Harvey, *To Love Honour and Obey. Wife-Battering in Working-Class Montreal, 1869-1879*, Mémoire de M. A. (Histoire), Université de Montréal, 1991, pp. 63, p. 117.

<sup>149</sup> Ross, *Op.cit.*

### 3.2.3 Les résultats des plaintes pour violence conjugale

Il est intéressant de remarquer que le traitement réservé aux femmes victimes de violence conjugale par les cours de justice entre en complète contradiction avec la désapprobation publique qui est témoignée à l'égard des hommes qui maltraitent leurs épouses au cours de cette période. La condamnation morale dirigée envers ces derniers est notamment perceptible dans la presse montréalaise. Ainsi, dans les journaux, les plaignantes sont constamment représentées comme des « pauvres malheureuses », des femmes vertueuses et tolérantes qui souffrent aux mains de leur mari ivrogne et qui par conséquent, méritent l'assistance de la justice<sup>150</sup>. Aussi, la presse ne manque pas de décrire le caractère impitoyable des cours pour ce qui est de punir ces hommes qui brutalisent leurs conjointes :

MARI BRUTAL. LE RECORDER LE CONDAMNE AUX TRAVAUX FORCÉS. Monsieur John Walsh aura à compter aujourd'hui de vastes loisirs pour réfléchir aux inconvénients de se saouler et de casser ensuite les dents de son épouse légitime à coups de points. Walsh avait d'abord comparu sous l'accusation d'assaut simple et d'ivresse mais le juge Weir indigné des faits rapportés par l'agent de service qui a opéré l'arrestation du prévenu, a changé l'acte d'accusation. Celle d'ivresse a été maintenue, mais on a porté contre lui celle beaucoup plus grave d'assaut sur sa

---

<sup>150</sup> Un exemple parmi d'autres tiré du journal *La Patrie* : MARIAGE MALHEUREUX-UNE FEMME SUBIT PENDANT 16 ANS LES VIOLENCES D'UN MARI BRUTAL. [...] Une dame Théophile Larivière est venue raconter une lamentable histoire ce matin en correctionnelle. Elle est mariée depuis dix-huit ans, et voilà dix-huit ans qu'elle souffre par son mari[...]: l'homme rentre gris le soir, et la femme est battue. La malheureuse avait enduré tant qu'elle avait pu; elle avait supplié, menacé, pris tous les moyens. Il lui en coûtait de traîner le nom qu'elle portait devant les tribunaux. Hier donc, le misérable entra ivre, et [...] entra dans une rage atroce saisit la pauvre femme, et se mit à la frapper de ses points et de ses pieds. Puis saisissant un couteau à dépecer, qui se trouvait sur la table, il allait le lui plonger dans le corps, quand les voisins accoururent, désarmèrent le forcené et le livrèrent à la police. *La Patrie*, 11 novembre 1902, p.10.

femme. En conséquence, Walsh a été condamné à deux mois de prison pour ivresse, \$20,00 d'amende ou deux autres mois; pour assaut grave sur sa femme, à six mois, aux travaux forcés. En outre, à l'expiration de sa peine, il devra fournir un fort cautionnement ou retourner en prison pour trois mois.<sup>151</sup>

Bien que les journaux soulignent constamment l'octroi de peines sévères aux maris accusés d'actes de brutalité envers leurs femmes, les statistiques des cours témoignent d'un tout autre phénomène. Certes, les juges se montrent parfois sympathisants à l'endroit des plaignantes. Ceci est notamment perceptible par le haut taux de condamnation des cas de violence conjugale. Au sein de notre échantillon, 94,5% des procès aboutissent à une déclaration de culpabilité<sup>152</sup>. Il arrive aussi dans certains cas que des maris soient sévèrement punis pour ces actes. Ainsi, Hubert Faille reçoit une sentence de six mois de travaux forcés pour une accusation d'assaut sur sa femme Hermine Moquin<sup>153</sup>. De même, François-Xavier Beauvais, inculpé d'assaut grave sur sa conjointe Anastasie Beaudin et jugé devant la Cour des sessions spéciales, est condamné à 4 ans de pénitencier pour ce crime<sup>154</sup>. Ces exemples font toutefois figure d'exceptions parmi l'ensemble de cas de violence conjugale répertoriés ici. Dans les faits, la grande majorité des prévenus reçoivent des peines beaucoup plus légères que celles accordées à Hubert Faille ou François-Xavier Beauvais. De plus, les sentences d'emprisonnement sans l'option de payer une amende sont rarement prononcées par les juges, soit dans seulement 11% des

---

<sup>151</sup> *La Patrie*, 1<sup>er</sup> avril 1905, p. 12. Voir également, entre autres : *La Patrie*, 4 août 1891, p.4; 15 août 1901, p.10; 19 août 1911, p.10; 20 septembre 1912, p.12; *La Minerve*, 4 août 1891, p.1.

<sup>152</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>153</sup> BAnQM, TL32, CP, *Hermine Moquin contre Hubert Faille*, dossier no. 1209, 20 juillet 1901.

<sup>154</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre François-Xavier Beauvais*, dossier no. 25, 9 février 1892.

plaintes (Tableau 3.2). De plus, dans ces cas, les condamnés se voient généralement imposer une période d'incarcération relativement courte. Ainsi, dans sept cas sur dix, celle-ci est de moins d'un mois, dans deux cas sur dix, elle est d'un à six mois, tandis que seul un prévenu sur dix est mis en prison pour plus de six mois<sup>155</sup>. La peine la plus souvent infligée aux défendeurs trouvés coupable, est le paiement d'une amende et/ou d'une, ou parfois deux, cautions pour garder la paix<sup>156</sup>. Aussi, même si la loi permet aux juges de prescrire le paiement d'une somme pouvant aller jusqu'à 20\$<sup>157</sup> pour les accusations d'assaut simple, ou encore de 100\$ pour des crimes plus graves, dans sept cas sur dix, les individus trouvés coupables se voient imposer un montant qui est inférieur à 10\$<sup>158</sup>. On notera aussi qu'au cours des trente années faisant l'objet de cette étude, la moyenne des amendes exigées se situe constamment entre six et neuf dollars (Tableau 3.3). Si le déboursement de telles amendes pouvait sans doute s'avérer difficile pour un grand nombre de prévenus, la majorité d'entre eux parviennent tout de même à le faire. Dans certains cas, les dossiers montrent que les défendeurs font appel à un imposant réseau de connaissances afin de pouvoir assurer leur liberté; parents, amis, employeurs, voisinage, etc. Il n'en demeure pas moins que 75% des condamnés à l'amende et/ou au paiement d'une caution réussissent à acquitter les montants exigés et par le fait même, éviter l'emprisonnement<sup>159</sup>.

---

<sup>155</sup> Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921

<sup>156</sup> En effet sur un total de 298 procès qui aboutissent à un verdict, 140 aboutissent par une telle mesure. Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> *Ibid.*

**Tableau 3.2 Mesures octroyées aux hommes accusés de violence conjugale, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1891-1921.**

| Mesure               |   | 1891-1892 | 1901-1902 | 1911-1912 | 1921   | Total  |
|----------------------|---|-----------|-----------|-----------|--------|--------|
| Acquitté             | % | 2,0%      | 7,1%      | 6,6%      | 0,0%   | 5,5%   |
|                      | n | 1         | 11        | 13        |        | 25     |
| Action renvoyée      | % | 12,0%     | 13,5%     | 11,2%     | 11,3%  | 12,1%  |
|                      | n | 6         | 21        | 22        | 6      | 55     |
| Amende/Frais/Caution | % | 34,0%     | 38,5%     | 26,4%     | 20,8%  | 30,7%  |
|                      | n | 17        | 60        | 52        | 11     | 140    |
| Plainte retirée      | % | 12,0%     | 3,8%      | 16,8%     | 32,1%  | 13,6%  |
|                      | n | 6         | 6         | 33        | 17     | 62     |
| Régulé hors cours    | % | 4,0%      | 3,2%      | 4,6%      | 0,0%   | 3,5%   |
|                      | n | 2         | 5         | 9         |        | 16     |
| Sentences suspendues | % | 22,0%     | 19,9%     | 24,4%     | 22,6%  | 22,4%  |
|                      | n | 11        | 31        | 48        | 12     | 102    |
| Emprisonnement       | % | 14,0%     | 13,5%     | 7,6%      | 13,2%  | 11,0%  |
|                      | n | 7         | 21        | 15        | 7      | 50     |
| Autre                | % | 0,0%      | 0,6%      | 2,5%      | 0,0%   | 1,3%   |
|                      | n |           | 1         | 5         |        | 6      |
| Total                | % | 100,0%    | 100,0%    | 100,0%    | 100,0% | 100,0% |
|                      | n | 50        | 156       | 197       | 53     | 456    |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

**Tableau 3.3 Moyenne amendes et frais imposés, cas de violence conjugale, 1891-1921.**

|         | 1891    | 1892    | 1901    | 1902    | 1911    | 1912    | 1921   |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Moyenne | \$11,83 | \$ 5,83 | \$ 5,96 | \$ 6,22 | \$ 8,65 | \$ 9,52 | \$6,06 |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

Le peu de sévérité des peines imposées par les cours s'explique entre autres par le laxisme des juges vis-à-vis les individus accusés de violence conjugale. Ainsi, même si les magistrats semblent prompts à fustiger publiquement l'accusé, ils se montrent également peu enclins à imposer des sentences sévères aux prévenus. Comme nous le verrons dans la prochaine section de ce chapitre, cette attitude des



juges était en grande partie motivée par le fait que ces derniers étaient conscients que l'incarcération du mari ne ferait que fragiliser davantage la situation économique des plaignantes. C'est notamment ce qui explique pourquoi, malgré le fait qu'une grande majorité de ces procès se terminent par un verdict de culpabilité, les juges semblent préférer imposer des amendes peu élevées. C'est également cette même logique qui pousse les magistrats à accorder des sentences suspendues. Au cours des années faisant partie de notre échantillon de causes, la proportion de prévenus qui se voient imposer une telle mesure varie entre 19,9% et 24,4% (Tableau 3.2). Il est aussi important de noter que parmi la totalité des cas de violence conjugale répertoriés, 12,1% des procédures sont renvoyées par décision du Juge avant le prononcé d'un verdict (Tableau 3.2). Il est important de préciser ici que bien que les termes juridiques «sentences suspendues» et «actions renvoyées» font référence à des procédures judiciaires différentes, les dossiers montrent que, dans la pratique, les prévenus se voient parfois dicter des conditions similaires par le magistrat, comme, par exemple, de bien traiter son épouse ou encore d'arrêter de consommer des boissons alcoolisées. C'est par ailleurs cette dernière condition qui est la plus souvent imposée aux prévenus. À cet effet, le magistrat exige fréquemment que les défendeurs suivent le traitement du Dr. McKay contre l'alcoolisme<sup>160</sup>. Ainsi, lorsque Séraphin Vaillancourt est incriminé pour avoir battu sa femme Alma Bélair, l'action est renvoyée par le juge à condition que l'accusé s'engage à suivre le traitement du Dr. McKay<sup>161</sup>. Cette mesure est aussi imposée à Octave Tessier qui reçoit une sentence suspendue dans la cause entamée par sa femme, Clara Lecompte<sup>162</sup>. Il arrive également que les juges accordent des peines réduites si les prévenus

---

<sup>160</sup> Sur ce traitement voir le chapitre deux de cette thèse.

<sup>161</sup> AVM, P76, S3, *Alma Bélair contre Séraphin Vaillancourt*, dossier no. 3846, 4 décembre 1911.

<sup>162</sup> AVM, P76, S3, *Clara Lecompte contre Octave Tessier*, dossier no. 3414, 23 octobre 1911.



acceptent de suivre ce même traitement. C'est notamment ce qui arrive à Victor Bourgerie ainsi qu'à Georges Champagne à qui l'on exige de déboursier seulement les frais relatifs à leurs procès à condition qu'ils suivent la cure du Dr. McKay <sup>163</sup>. Le recours à ces méthodes montre encore une fois l'important lien qui est fait entre la violence conjugale et la consommation d'alcool. Plusieurs sources indiquent en effet que, tout comme les associations de protection, les juges croyaient que la cause des agressions commises par des maris à l'endroit de leurs femmes se trouvait dans l'intempérance de ces derniers. Cette conviction fait en sorte que les magistrats ont parfois tendance à excuser, ou du moins à se montrer indulgents vis-à-vis le comportement violent des maris. Ce comportement est particulièrement perceptible dans l'exemple de Patrick McKevo, un fermier de 52 ans de Côte-de-la-Visitation qui en juillet 1901 est condamné par le Juge Choquet pour avoir donné des coups de pied dans le dos à sa conjointe, Mary Carmody. Pour cette infraction, McKevo reçoit une sentence de deux mois d'emprisonnement et doit fournir une caution de 100\$ ou purger un mois supplémentaire. Toutefois, un mois après sa condamnation, ce dernier demande une révision de sa sentence. Malgré la peine sévère octroyée dans un premier temps par le Juge Choquet, ce dernier se montre favorable à la demande du prévenu:

At the time the sentence was pronounced his wife was not present, and I was informed that she was very sick as a result of the assault. This man was brought before me some six months previously on the same charge and paid a fine. He is a good farmer, but unfortunately is addicted to drink. When he is sober he is very good, but when he gets intoxicated he loses control of himself. I am willing to

---

<sup>163</sup> AVM, P76, S3, *Albina Barrette contre Georges Champagne*, dossier no. 2732, 5 septembre 1911; *Mannie Whisler contre Victor Bourgerie.*, dossier no. 810, 17 février 1921.

recommend his release, but he should give bail to keep the peace for one year.<sup>164</sup>

De manière générale, les seuls cas où des sentences sévères sont imposées aux maris sont ceux qui impliquent des assauts particulièrement graves ou encore lorsque le prisonnier possède d'importants antécédents criminels. C'est notamment, ce qui explique la sévérité des sanctions accordées à Hubert Faille et François-Xavier Beauvais cités plus haut<sup>165</sup>. Dans le cas de Faille ce dernier est accusé d'avoir poussé sa conjointe en bas des escaliers lui causant des blessures graves. Pour ce qui est de François-Xavier Beauvais, ce dernier sera incriminé pour avoir cassé le bras de sa femme et de plus, le dossier du procès de ce dernier montre qu'au moment de subir son procès, il avait déjà subi douze autres accusations et avait même été condamné à deux ans d'incarcération pour larcin. Toutefois, ceci ne concerne qu'une minorité des cas répertoriés au sein de notre échantillon. Ainsi, 85% des maris accusés le sont pour assaut simple, 12% sont incriminés pour menaces et seulement 3% sont accusés de délits plus graves<sup>166</sup>.

---

<sup>164</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mary Carmody contre Patrick McEvoy*, dossier no. 1117, 20 juillet 1901.

<sup>165</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Le Roi contre François-Xavier Beauvais*, dossier no. 25, 9 février 1892.; BAnQM, TL32, CP, *Hermine Moquin contre Hubert Faille*, dossier no. 1209, 20 juillet 1901.

<sup>166</sup> Bien qu'il est difficile d'établir ceci avec certitude, l'on doit préciser que la lecture de la description de certaines agressions nous inspire certaines questions sur le choix des accusations qui sont portées envers les maris. Par exemple, Hélène Vinet dépose une plainte contre son mari Henri Lessard, déclarant que ce dernier lui a lancé un miroir sur le visage, lui causant ainsi des « blessures corporelles graves ». De même, Laure Gauthier atteste que son conjoint, Adélarde Lefebvre, l'a assailli en « me donnant un coup de poing à la figure avec ses ongles, me serrant fortement les bras, me jetant deux fois par terre et me serrant fortement la gorge me causant de cracher le sang ». Or, malgré la gravité de leurs agressions, Henri et Adélarde seront accusés d'assaut simple et jugés devant la Cour de police. Malheureusement, l'absence de détails dans les dossiers nous empêche de savoir si ces accusations reflètent la réelle gravité de l'acte commis ou si, au contraire, elles correspondent à une certaine exagération de ces agressions. BAnQM, GP, CP, *Hélène Vinet contre Henri Lessard*, dossier no. 3870, 29 décembre 1911; *Laure Gauthier contre Adélarde Lefebvre*, dossier no. 1267, 8 août 1901.

Tout au long de la période étudiée ici, le manque de sévérité des sentences accordées aux maris violents par les juges constitue une source d'irritant majeur pour la MSPWC. Étrangement, cette association se montre toutefois peu encline à critiquer le laxisme des juges en matière de sentences. En effet, celle-ci demeure convaincue que le problème se situe davantage dans le manque de rigueur de la loi elle-même qui, d'après elle, n'avait pas suffisamment d'effet dissuasif sur les maris violents<sup>167</sup>. Pour remédier à ce problème, la MSPWC commence dès 1898 à faire pression auprès du gouvernement pour faire amender le code criminel:

[...] this Society respectfully, recommends and strenuously urges upon the attention of the Government, the advisability of granting the Magistrates the discretionary power to add a certain number of lashes on the bare back and the ordinary sentence of imprisonment. If this punishment was meted out to these cowardly ruffians[...] it would be a most fitting punishment for the offense, and would have decidedly more salutary effect: for we believe that if this punishment was in the hands of the Magistrates, that fact on becoming known, would be sufficient to restrain these poltroons.<sup>168</sup>

Après plusieurs années d'attente, la MSPWC voit finalement son souhait se réaliser alors qu'en 1909, la loi est amendée afin de permettre aux juges de condamner les prévenus au fouet dans les cas de violence conjugale. Cependant, parmi l'ensemble des causes que nous avons consultées, nous avons repéré seulement un cas où l'accusé est condamné à une telle peine. Il s'agit de William

---

<sup>167</sup> *La Patrie*, 14 décembre 1898, p.8.

<sup>168</sup> BAnQQ, E-17, *Dossiers civils et criminels*, 55/1899. L'on notera que cette citation est tirée d'une lettre que la MSPWC envoie au Procureur général, croyant qu'il faut s'adresser au gouvernement provincial pour faire amender la loi. L'Assistant procureur général répondra que la demande doit être faite au gouvernement fédéral, dans la mesure où une telle mesure nécessite un amendement au Code criminel. L'on notera également que la demande initiale vise tant les cas de violence envers les femmes que celles commises à l'égard des enfants. Toutefois, à notre connaissance, la loi visant les hommes qui battent leurs enfants n'est pas modifiée.

Gervais, un journalier de 24 ans qui, en février 1911, est accusé devant la Cour des Sessions spéciales d'avoir battu sa femme, Marguerite Vinette. Accusé d'assaut grave et jugé devant la Cour des Sessions spéciales, Gervais est condamné par le juge Langelier, à un an d'emprisonnement et à recevoir un mois après le début de sa détention, « six coups d'un fouet de neuf mèches »<sup>169</sup>. Le cas de William Gervais est par ailleurs utilisé comme exemple par les journaux et ce, tant afin de dénoncer la violence conjugale que de faire valoir l'intransigeance de la justice à l'endroit des responsables. Le couple formé par William Gervais et Marguerite Vinette constituait par ailleurs un exemple qui correspondait parfaitement à l'image de la violence conjugale communément diffusée au cours de cette période, basée sur une opposition entre la vulnérabilité des femmes et la brutalité masculine. Marguerite Vinette n'était âgée que de dix-huit ans et, de plus, celle-ci était enceinte et avait perdu son enfant en conséquence de l'assaut. D'un autre côté, Gervais était un récidiviste qui avait déjà subi plusieurs autres condamnations précédemment à celle-ci dont, entre autres, trois ans de pénitencier pour vol par effraction<sup>170</sup>. Les antécédents judiciaires du prévenu semblent par ailleurs avoir joué un rôle déterminant dans la sévérité de la peine qui lui sera accordée. C'est du moins ce que laissent supposer les paroles prononcées par le Juge Langelier qui au moment de prononcer sa sentence déclare au prévenu: « Vous n'êtes qu'une brute et vous serez traité comme tel. Vos antécédents me permettent d'être sévère contre vous. »<sup>171</sup> Il faut toutefois noter qu'à notre connaissance, la peine du fouet ne sera pas réutilisée pour punir les maris condamnés pour violence conjugale durant la période étudiée ici.

---

<sup>169</sup> BAnQM, GP, SP, *Le Roi contre William Gervais*, dossier no. 117, 6 février 1911.

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *La Patrie*, 21 mars 1911, p.1.

Plusieurs facteurs expliquent le peu de sévérité des peines qui sont octroyées aux accusés. D'une part, l'attitude des plaignantes elles-mêmes joue un rôle important à cet égard. On remarquera à cet effet que, d'après le Code criminel, l'assaut simple est à la fois une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et un acte criminel jugé par voie de mise en accusation. Le choix entre ces deux possibilités relève généralement des parties et les peines pouvant être accordées sont plus sévères dans la seconde option. Or, parmi l'ensemble de notre échantillon de cas de violence conjugale, nous avons repéré seulement trois causes dans lesquelles le prévenu est accusé d'assaut simple et est jugé par voie de mise en accusation. Kathryn Harvey note le même phénomène pour les cas des années 1870 qu'elle a étudié. D'après cet auteure, ceci s'explique par le fait que les procès entendus devant les cours inférieures étaient jugés plus rapidement que ceux tenus devant la Cour des sessions spéciales, ce qui impliquait notamment que le temps d'incarcération que les prévenus devaient subir en attendant leur procès était plus court<sup>172</sup>. Bien que le manque d'informations dans nos sources nous permet mal de connaître les motivations des plaignantes pour ce qui est de ne pas choisir un procès par voie de mise en accusation, il est fort probable que le temps entre le dépôt de la plainte et le déroulement du procès ait joué un rôle important dans leur décision. Tout semble par ailleurs indiquer que bien que les plaignantes croyaient que le rôle de la justice était de les protéger de la violence de leurs conjoints, ces dernières tentaient autant que possible d'éviter que les cours imposent un emprisonnement prolongé à leurs maris. Ceci explique sans doute aussi en grande partie pourquoi plusieurs femmes retirent leurs plaintes avant qu'elles n'aboutissent à un verdict. Ainsi, parmi la totalité des cas de violence conjugale répertoriés, 13,6% aboutissent par l'abandon de la plainte (Tableau 3.2).

---

<sup>172</sup> K. Harvey, « To love Honour... », p. 137.

Les dossiers offrent malheureusement peu d'indices nous permettant de comprendre les raisons qui poussent ces femmes à abandonner les procédures entamées contre leurs maris. Dans certains cas, il semble que ce sont les promesses des prévenus s'engageant à changer leur comportement qui incitent les plaignantes à agir ainsi. En effet, certains maris promettent de cesser de boire et de ne plus battre leurs femmes ou font appel à diverses autres tactiques dans le but d'obtenir que les requérantes retirent leur plainte. On notera à cet effet l'exemple de Sam C. et de son épouse Lilli H. Le 28 novembre 1921, cette dernière dépose une plainte contre son mari pour assaut attestant qu'il lui a mordu le bras et l'a frappée avec son poing. Dans la mesure où la comparution de Sam devant le Recorder est prévue pour le 6 décembre, celui-ci est temporairement emprisonné à la Prison de Bordeaux d'où il écrit à Lilli afin de lui demander de mettre fin aux procédures qu'elle a entamées contre lui :

Bordeaux Jail, Dec. 2, 1921, Dear Lilli, I am writing you a few lines hoping you do as I ask. Will you please be so kind as to give me another chance as I certainly am very sorry for any trouble I caused you. You cant realize how sorry I am and if you give me this one chance it will never happen again. For the sake of our child please do as I ask, if you don't want to stay with me, I will pay your support and I promise faithfully I will stop drinking and be a good husband to you. Believe me this place has taught me a lesson and if you withdraw the charge you will never feel sorry. Go right up to the Judge and withdraw the charge so I can get out of here, as I feel awful over having to be in jail. Do this at once and I promise you won't feel sorry. Answer me and let me know. Your loving husband, Sam C. PS. You know I am sick and if I stay here much longer God only knows how I will

get on send me a dollar or two as I haven't any money and no smoking.<sup>173</sup>

En même temps, si un certain nombre de plaignantes semblent disposées à mettre fin aux procédures judiciaires entamées contre leurs maris, c'est sans doute parce que l'objectif derrière le dépôt de ces plaintes n'était pas tant de punir ces derniers, mais plutôt de faire en sorte qu'ils cessent leurs abus. Comme l'ont noté plusieurs auteurs, la probabilité de perdre le soutien financier du mari constitue sans doute le facteur central dans la décision des femmes de retirer leurs plaintes<sup>174</sup>. Conscientes que l'emprisonnement de leurs conjoints ne ferait que fragiliser davantage la survie de la famille, plusieurs plaignantes étaient prêtes à minimiser les agressions qu'elles avaient subies et à pardonner leurs maris. La priorité accordée par ces épouses et mères de famille à la survie économique du ménage et au soin des enfants faisait en sorte que ces dernières étaient prêtes à tolérer plusieurs situations abusives en autant que leurs maris respectent leur obligation de pourvoir aux besoins des siens. Cette attitude est notamment perceptible dans les paroles énoncées par Marie Louise Ouellette lorsqu'elle demande au Juge Choquet d'être indulgente envers son mari, Napoléon Boisclair, même si l'assaut qu'il commit sur elle lui avait causé de telles blessures qu'elle avait dû garder le lit pendant trois jours: « A part de cela c'est le meilleur travaillant au monde; je vais lui pardonner pour cette fois-ci. » À la demande de la plaignante, Napoléon Boisclair sera acquitté<sup>175</sup>.

---

<sup>173</sup> AVM, P76, S3, PS, *Lilli H. contre Sam C.*, dossier no. 4585, 28 novembre 1921. L'on notera toutefois que contrairement à plusieurs femmes, Lilli H. ne retirera pas la plainte déposée contre son mari. Celui-ci sera toutefois condamné à la peine peu sévère de 5\$ de frais ou 5 jours d'emprisonnement par le Recorder Geoffrion.

<sup>174</sup> K. Harvey, *To Love Honour...*, p.115

<sup>175</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Napoléon Boisclair fils contre Napoléon Boisclair père*, dossier no. 429, 9 octobre 1911.

L'indulgence des juges à l'égard des maris violents trouve aussi sa source dans la situation de dépendance économique dans laquelle les plaignantes se trouvaient à l'égard de leurs conjoints. Comme nous le verrons plus en détail dans la prochaine section de ce chapitre, les juges étaient conscients que le fait d'emprisonner les époux violents ne ferait qu'aggraver la situation financière de leurs femmes et enfants. Incapables de remettre en question les fondements de la famille patriarcale, les magistrats étaient prêts à accepter que les plaignantes retournent auprès de leurs maris violents. Aussi, cette attitude n'était pas remise en question par la MSPWC ni par d'autres associations de protection des femmes et des enfants. Car si ces groupes se montraient préoccupés par le sort réservé aux femmes violentées et à leurs enfants, ils craignaient également que ces derniers ne viennent grossir les rangs des populations dépendantes de la charité. Cette peur devenait par ailleurs de plus en plus présente dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle alors que la problématique des femmes vivant sans le support financier de leur conjoint devient l'objet d'une préoccupation croissante pour les tenants de l'assistance.

### **3.3 Les cours de justice et le problème du refus de pourvoir au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.**

Comme nous l'avons vu précédemment, entre les années 1890 et 1920, la violence conjugale continue à faire partie de la triste réalité de bien des femmes au sein de la classe ouvrière montréalaise et l'existence de ce phénomène se reflète, entre autres, dans le nombre considérable de plaintes pour différents types d'assauts déposées par des plaignantes contre leurs maris dans les années 1890 et 1900. Au cours de la décennie suivante semble toutefois se dessiner un changement à cet égard. Les statistiques relatives aux poursuites initiées par des femmes nous montrent en effet que les accusations pour refus de pourvoir à la famille deviennent progressivement plus importantes que celles pour violence conjugale, si bien qu'en



1921 elles comptent pour près de la moitié des procédures intentées par des requérantes (Figure 3.2). Selon nous, il ne faut pas voir dans ce phénomène une diminution de la violence à l'égard des femmes aux mains de leurs conjoints, ni par ailleurs une augmentation du nombre de ménages devant vivre sans le soutien financier du père de famille. Notre postulat est que l'augmentation du nombre de cas de refus de pourvoir entendus devant la justice criminelle montréalaise est avant tout liée au contexte des années 1910 durant lesquelles la question de la désertion familiale devient une préoccupation prioritaire pour les associations de protection des femmes et des enfants, de plus en plus présentes devant les cours montréalaises.

### 3.3.1 La « découverte » du problème de la désertion familiale.

Le début du XX<sup>e</sup> siècle est en effet témoin de la « découverte » par les associations charitables et les divers commentateurs sociaux de l'existence des mères devant subvenir seules aux besoins de leurs enfants. À Montréal, comme dans d'autres villes d'Amérique du Nord, la presse locale joue un rôle important afin de véhiculer un réel sentiment d'urgence à cet égard; les journaux faisant régulièrement état du « nombre de maris sans cœur [qui] augmente tous les jours »<sup>176</sup> et relatant les tristes histoires de pauvres femmes et enfants délaissés ou abandonnés par leurs protecteurs et qui échouent dans les postes de police et les institutions de charité<sup>177</sup>. Pourtant, ceci ne constitue aucunement une nouveauté à cette époque dans la mesure où des femmes doivent faire face à de telles contraintes depuis plusieurs générations. Aussi, la législation civile et criminelle prévoit déjà des sanctions sévères pour les hommes qui ne remplassaient pas leurs responsabilités maritales et

<sup>176</sup> *La Patrie*, 6 août 1890, p.4.

<sup>177</sup> Pour des exemples voir entre autres, *Montreal Daily Witness*, 16 août 1892, p. 4; 15 février 1908, p.19. *La Patrie*, 27 octobre 1897, p.6; 3 février 1898, p. 6; 18 août 1904, p.1 et 1<sup>er</sup> août 1905, p.9. *La Presse*, 7 mars 1911, p.1.

parentales. Plusieurs phénomènes viennent toutefois faire en sorte qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, une attention croissante est dirigée vers la question des mères seules. Comme nous l'avons mentionné plus haut, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle surgit une inquiétude nouvelle pour la question de la famille, qui semble de plus en plus menacée par les diverses transformations causées par l'industrialisation et l'urbanisation. Dans un tel contexte, le problème des mères devant survivre sans le support financier d'un conjoint est pointé comme un des nombreux signes des périls qui guettent l'institution familiale et il devient urgent de venir en aide à ces femmes. Là encore, ceci ne constitue pas un phénomène nouveau puisque les associations charitables aident déjà les mères de famille vivant sans le soutien financier d'un conjoint depuis de nombreuses années. Par ailleurs, avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le domaine de la charité, aucune distinction claire n'est faite entre les femmes désertées et les veuves. Ceci change toutefois à partir de cette époque. En effet, la volonté soutenue par les tenants de l'assistance d'instaurer une aide dite scientifique qui distingue les différents types de clientèles donne lieu à l'émergence d'une nouvelle catégorie de pauvres, soit celle des mères désertées<sup>178</sup>. En même temps, malgré que les divers commentateurs sociaux sont généralement d'accord pour affirmer que ces dernières doivent être aidées, ceci n'est pas sans poser d'épineux problèmes. D'une part, comment faire pour assister financièrement ces familles sans pour autant encourager les hommes de la classe ouvrière à abandonner leurs responsabilités ? D'autre part, s'il devient possible pour ces femmes de survivre sans l'apport financier de leur conjoint, qu'en est-il de *la famille* ? En d'autres termes, le débat sur la désertion familiale est teinté par une volonté sans bornes de défendre le modèle de la famille patriarcale et des rôles qu'elle sous-tend, soit l'homme

---

<sup>178</sup> Anna R. Igra, *Wives without husbands. Marriage, Desertion & Welfare in New York, 1900-1935*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007, p. 27.

pourvoyeur et protecteur de son épouse et de ses enfants, puis la femme dépendante de ce dernier et confinée au domaine du foyer<sup>179</sup>.

Cette préoccupation grandissante pour la question de la désertion familiale qui sévit à travers l'Amérique du Nord agit grandement sur le travail des associations montréalaises de protection des femmes et des enfants qui sont très influencées par les nouvelles idées relatives à cette problématique qui émergent aux États-Unis. La campagne menée au Québec en faveur des mères seules diffère toutefois grandement de celle qui se déroule aux États-Unis. Dans les divers États américains, les solutions envisagées prennent essentiellement deux directions. Premièrement, il s'agit de promouvoir une plus grande assistance aux femmes vivant sans la contribution d'un conjoint. Cette aide pourra être octroyée par la charité privée ou encore, tel que cela est de plus en plus mis de l'avant, par le versement de pensions accordées par l'État. Deuxièmement, lorsque cela est possible, il s'agit d'obliger les maris à payer pour le maintien de leur femme et leurs enfants. Ceci se fait notamment par le biais de l'adoption de nouvelles lois criminelles visant les conjoints et pères mauvais pourvoyeurs<sup>180</sup>. Et, cela se fait aussi par l'établissement d'une nouvelle institution qui unit l'autorité légale avec les techniques modernes de travail social et dont le rôle est de voir à une meilleure supervision des familles « dysfonctionnelles », soit les cours familiales<sup>181</sup>. Au Québec, la situation est toutefois différente. Ainsi, même si la question de l'octroi de pensions aux familles commence à être discutée dans les années 1910, c'est seulement en 1937 que celles-ci commencent à être versées par le gouvernement

---

<sup>179</sup> Linda Gordon, *Pitied but not entitled: Single Mothers and the History of Welfare, 1890-1935*, New York, The Free Press, 1994, p.25.

<sup>180</sup> Michael Willrich, «Home Slackers, the State and Welfare in Modern America», *Journal of American History*, vol. 87, no. 2, 2000, pp. 460-463.

<sup>181</sup> Voir Willrich, *City of Courts*. ....

provincial<sup>182</sup>. En attendant, l'assistance aux mères reste l'affaire de la charité privée qui est éminemment discriminatoire envers les femmes dont le mari refuse de les supporter financièrement. En ce qui concerne les mesures pénales qui visent à punir les pères et maris mauvais pourvoyeurs, les lois fédérales suivent toutefois le chemin forgé par les États-Unis. Dès le lendemain de la Confédération, en 1869, le gouvernement du Canada avait procédé à la sanction d'une loi concernant les maris et pères qui ne pourvoient pas aux besoins de leur femme et leurs enfants<sup>183</sup>, loi qui sera reprise sans modifications majeures lors de la codification de 1892. Il faut toutefois noter que, dans les faits, avant 1913, seulement une infime minorité de procès intentés par des femmes contre leurs maris mauvais pourvoyeurs se retrouve devant la justice criminelle en vertu de cette loi. Et ceci essentiellement pour deux raisons. D'une part, la loi prévoit que les individus accusés de négliger de pourvoir à leur famille seront jugés par acte d'accusation, ce qui entraîne plusieurs contraintes pour les plaignantes. Celles-ci doivent avoir recours aux services d'un avocat. De plus, elles sont obligées d'attendre plusieurs semaines, voire dans certains cas plusieurs mois, avant la tenue du procès. Aussi, les peines prévues par la loi sont très sévères, ce qui constitue sans doute un autre élément dissuasif lorsque vient le temps de décider d'engager des poursuites<sup>184</sup>. Or, ces difficultés s'avèrent

---

<sup>182</sup> Les premières provinces canadiennes à instaurer de telles mesures sont le Manitoba (1916), la Saskatchewan (1917), l'Alberta (1919) et l'Ontario (1920). Au Québec la possibilité d'accorder des allocations aux mères commence certes à être évoquée dans les années 1910 par certains groupes tant Anglophones que Francophones, mais ce n'est que dans les années 1920 que la campagne pour leur mise en place se fait plus vigoureuse.

<sup>183</sup> Cette législation prévoit que « quiconque étant légalement tenu, soit comme mari, père ou mère, de fournir à une femme, enfant, pupille, [...] enfant en bas âge ou autrement, la nourriture l'habillement ou le logement nécessaire [...] refuse de le fournir » Canada, « Actes concernant les offenses contre la personne », 32-33 *Vict.*, Cap. XX, no.25, (1869).

<sup>184</sup> En effet, les individus trouvés coupable en vertu de cette loi sont passibles d'une période d'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pour une période allant de deux à trois ans. *Ibid.*

considérables pour des femmes dont la subsistance se retrouve déjà fragilisée. D'autre part, les dispositions incluses dans le Code criminel stipulent que l'absence d'apport financier du pourvoyeur doit avoir contribué à mettre en danger la vie de sa femme ou de ses enfants. Or, une fois en cour, il s'avère très difficile de prouver que les gestes du défendeur ont eu de telles conséquences sur sa famille. Ces obstacles font en sorte que la grande majorité des hommes accusés de ce crime sont jugés en vertu de l'article *b* du statut fédéral sur le vagabondage<sup>185</sup> qui permet l'incrimination de toute personne « étant capable de travailler, et par là, ou par d'autres moyens de se soutenir ainsi que sa famille, refuse ou néglige de le faire »<sup>186</sup>. La situation change toutefois en 1913 lorsque la loi fédérale sur le refus de pourvoir à la famille est modifiée par l'inclusion de l'article 242*b*. Celui-ci stipule entre autres que: « [...] [Tout individu qui a] qualité de mari ou de père de famille, est légalement tenu de pourvoir aux besoins de sa famille ou de quelque enfant au-dessous de seize ans [...] si cette femme ou cet enfant sont dans l'indigence ou la nécessité »<sup>187</sup>. S'il est

---

<sup>185</sup> Par exemple, en 1901 et en 1911, 98% des plaintes déposées par des épouses contre leur mari pour refus de pourvoir à la famille l'ont été en vertu de l'Acte des vagabonds. Nous avons calculé ce pourcentage à partir du corpus de cas de refus de pourvoir que nous avons constitué. Celui-ci comprend 1457 plaintes déposées contre des hommes pour cette infraction devant la Cour du Recorder et le Greffe de la paix durant les années 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912, 1921 et 1922. On notera toutefois que pour calculer ce pourcentage nous n'avons retenu que les plaintes déposées en 1901 et 1911 dans la mesure où il s'agit des années (précédant la modification de la loi en 1913) pour lesquelles nous avons retenu systématiquement chaque plainte concernant ce type d'infraction.

<sup>186</sup> Là encore, le Code criminel ne faisait que reprendre les dispositions prévues dans Loi de 1869. Voir « Acte relatif aux vagabonds », *op. cit.* On rappellera à cet effet que les plaintes pour vagabondage sont jugées par conviction sommaire devant les cours de juridiction criminelle inférieure, ce qui impliquait des procédures beaucoup plus rapides et moins coûteuses pour les parties.

<sup>187</sup> 3-4 *George V*, sect.14, , chap. 13. On notera que cette modification entraîne également l'ajout de la section 242*b* qui stipule que dans les poursuites pour refus de pourvoir la preuve qu'un homme a cohabité avec une femme, ou qu'il l'a reconnue publiquement comme étant sa femme, constitue une preuve *prima facies* qu'ils sont légitimement mariés. De même, s'il a

trouvé coupable en vertu de cet article, un accusé peut recevoir une amende maximale de 500\$ ou d'un an d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois<sup>188</sup>. L'inclusion de cet article au Code criminel apporte des changements importants à la loi. D'une part, il n'est plus nécessaire de prouver que les gestes de l'accusé ont contribué à mettre sa femme et ses enfants en danger. D'autre part, pour la première fois, le refus de pourvoir devient une infraction pouvant être punie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire<sup>189</sup>, faisant en sorte que les poursuites intentées en vertu de cette loi peuvent à présent être entendues devant des cours de juridiction criminelle inférieure comme la CRM ou la Cour de police<sup>190</sup>.

### 3.3.2 Femmes et familles négligées devant les cours montréalaises.

La lecture des dossiers judiciaires concernant les cas de refus de pourvoir met en lumière plusieurs aspects des difficultés quotidiennes que doivent affronter certaines femmes et mères de famille de la classe ouvrière à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles. Ces documents nous montrent, entre autres, la grande vulnérabilité dans laquelle se retrouvent ces dernières lorsqu'elles ne peuvent bénéficier du support économique de leurs conjoints. En même temps, les dossiers nous révèlent également que les plaignantes sont loin de faire partie d'un groupe homogène, mais qu'au contraire celles-ci vivent parfois des réalités différentes. Par exemple, Laura Laroche n'a que 23 ans lorsqu'elle dépose une plainte pour refus de

---

reconnu des enfants comme étant les siens ceci constitue également une preuve suffisante qu'ils sont ces enfants légitimes. *Ibid.*

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> On notera toutefois que pour les cas où l'on suspectait que les actes de l'accusé avaient causé la mise en danger la vie de sa femme et/ou de ses enfants, la procédure et la peine demeuraient les mêmes que celles stipulées dans le Code criminel de 1892.

<sup>190</sup> 3-4 *George V*, sect.14, chap. 13.

pourvoir contre son mari, Alfred Taillefer, 24 ans, en décembre 1911. Mariés depuis seulement quatre ans, le couple n'a alors qu'un seul enfant, âgé de six mois<sup>191</sup>. Exilda Joly quant à elle était mariée depuis quatorze ans à Télesphore Crevier au moment où elle entame des procédures contre lui en décembre 1891. Le ménage compte alors sept enfants, dont l'âge se situe entre 20 mois et douze ans<sup>192</sup>. Dans le cas d'Ovila Dupuis et de Victoria Longpré, ceux-ci sont respectivement âgés de 40 et 42 ans lorsqu'ils se retrouvent en Cour de police en décembre 1901; le couple n'a toutefois pas eu d'enfants<sup>193</sup>. Pour ce qui est d'Aldée Desjardins et Théophile Bergeron, ils étaient tous les deux âgés de 65 ans lorsqu'ils se retrouvent en cour en juillet 1911 et bien que le couple avait quatre enfants, ces derniers avaient tous quitté le foyer familial<sup>194</sup>.

Il est intéressant de noter que dans un contexte où la séparation est vigoureusement condamnée, dans 48,2% des causes répertoriées ici, les couples attestent qu'ils vivent à des adresses différentes<sup>195</sup>. Il est fort probable qu'une grande proportion de ces derniers sont séparés de façon uniquement temporaire. Par exemple, lorsqu'en juillet 1911 Adélina Paquette porte plainte contre son mari Camille Lefebvre, celle-ci nomme son lieu de résidence comme étant le 131 rue

---

<sup>191</sup> BAnQM, TL32, CP, *Laura Laroche contre Alfred Taillefer*, dossier no. 3592, 2 décembre 1911.

<sup>192</sup> BAnQM, TL32, CP, *Exilda Joly contre Télesphore Crevier*, dossier no. 1736, 17 décembre 1891.

<sup>193</sup> BAnQM, TL32, CP, *Victoria Longpré contre Ovila Dupuis*, dossier no. 2171, 23 décembre 1901.

<sup>194</sup> BAnQM, TL32, CP, *Aldée Desjardins contre Théophile Bergeron*, dossier no. 1855, 7 juillet 1911.

<sup>195</sup> Ce pourcentage est le résultat d'un calcul effectué sur un total de 508 plaintes pour lesquelles l'adresse du défendeur et de la plaignante est indiquée. Ainsi, sur celles-ci, 263 déclarent vivre dans la même demeure et 245 déclarent vivre dans des lieux différents.

Visitation, soit l'adresse du couple<sup>196</sup>. Pour ce qui est de l'accusé, celui-ci dit résider au 162 rue Beaudry, soit la demeure de son frère<sup>197</sup>. Toutefois, quand en mars de l'année suivante Adélina dépose une nouvelle plainte contre Camille, ceux-ci déclarent tous les deux demeurer au 228 rue Beaudry<sup>198</sup>. Pour plusieurs autres couples, la séparation apparaît davantage comme une situation permanente. On notera par ailleurs que, bien que la plupart de ces derniers semblent avoir procédé à une rupture de manière informelle, un certain nombre d'entre eux sont séparés légalement. Par exemple, Léonie Lecavalier obtient une séparation de corps et de biens de son mari Valéric Legault en novembre 1890. À ce moment-là, un jugement de la cour avait ordonné à Valéric de verser à sa femme une pension de neuf dollars par semaine pour le maintien de leur enfant âgé de six mois. Le fait que son ex-conjoint ne fera pas parvenir les paiements à Léonie est la raison qui pousse cette dernière à entamer des procédures contre celui-ci en mai 1892<sup>199</sup>. Si la rupture du couple formé par Valéric Legault et Léonie Lecavalier semble être récente au moment du dépôt de la plainte, certains couples ne vivent plus ensemble depuis plusieurs années au moment où ils comparaissent devant la cour. Par exemple, Annie Desmarais et Louis Foisy sont séparés légalement depuis sept ans lorsque cette dernière entame un procès contre lui. Bien qu'au moment de l'obtention de leur séparation légale, la cour avait ordonné à Louis de payer une pension de trente dollars par mois à sa femme, celle-ci déclare n'avoir reçu aucun paiement depuis

---

<sup>196</sup> *Lovell's Montreal Directory for 1911-1912*, Montreal, John Lovell & Son, Ltd, 1911, p. 540.; Canada, Recensement 1911, 15, Papineau ward, p. 8.

<sup>197</sup> BAnQM, TL32, CP, *Adélina Paquette contre Camille Lefebvre*, dossier no. 2112, 28 juillet 1911.

<sup>198</sup> BAnQM, TL32, CP, *Adélina Paquette contre Camille Lefebvre*, dossier no. 2897, 30 mars 1912.

<sup>199</sup> BAnQM, TL32, CBR, *Léonie Lecavalier contre Valéric Legault*, dossier non numéroté, 2 mai 1892.



plusieurs semaines<sup>200</sup>. Le fait de traîner leurs maris devant la cour ne garantissait toutefois pas que les plaignantes obtiendraient les sommes qui leur étaient dues. Aussi, quand le mari persistait à ne pas payer, celles-ci n'avaient d'autre recours possible que d'entamer de nouvelles actions contre leurs ex-conjoints. Pour certaines femmes, ces problèmes persistaient pendant plusieurs années. Ainsi, en juillet 1902, soit dix ans après s'être retrouvés en cour criminelle, Léonie Lecavalier entame encore une fois une action en justice contre Valéric Legault, demandant de nouveau que celui-ci procède au paiement de la pension qu'il est légalement tenu de lui verser<sup>201</sup>.

Tout comme dans les procès pour violence conjugale, les membres des classes supérieures sont peu représentés dans les causes pour refus de pourvoir. La catégorie des cadres et cols blancs ainsi que celle des professions libérales figurent toutefois en plus grand nombre ici qu'elles ne le font dans les causes de violence conjugale (Figures 3.3 et Figure 3.4). En effet, parmi les cas de refus de pourvoir, on observe une quantité faible, mais néanmoins non négligeable de défendeurs ayant des occupations comme celles d'avocat, de médecin ou de notaire, entre autres. Ceci montre notamment que la dépendance économique des femmes envers leurs maris n'était pas réservée de façon exclusive aux femmes de la classe ouvrière. Certes, dans la plupart des cas, les plaignantes issues de milieux mieux nantis ne se retrouvaient pas dans la même précarité que celles appartenant aux classes plus défavorisées lorsqu'elles étaient négligées par leurs maris, ceci dans la mesure où ces dernières possédaient certains biens ou encore parce qu'elles pouvaient compter sur un plus grand soutien de leurs proches. Il n'en demeure pas moins que, dans certains cas, les

---

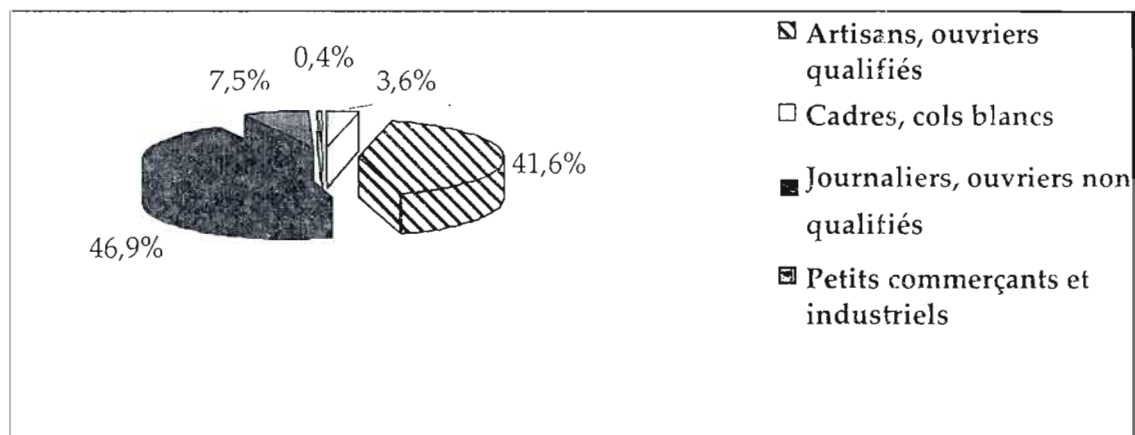
<sup>200</sup> BAnQM, TL32, CP, *Annie Angéline Desmarais contre Louis Théodule Foisy*, dossier no. 1878, 10 juillet 1911.

<sup>201</sup> BAnQM, TL32, CP, *Léonie Lecavalier contre Valéric Legault*, dossier non numéroté, 19 juillet 1902.

femmes des classes bourgeoises devaient également faire appel aux cours afin de faire respecter l'obligation légale de leurs conjoints pour ce qui est de subvenir aux besoins de leur famille.

On notera toutefois que la catégorie socioprofessionnelle la plus importante chez les défendeurs dans les procès pour refus de pourvoir est celle formée par les travailleurs non qualifiés. En effet, 46,9% des hommes accusés de refus de pourvoir déclarent exercer un métier tel journalier, charretier ou débardeur, entre autres (Figure 3.4). Cette forte présence d'ouvriers non qualifiés parmi les accusés n'est pas surprenante, dans la mesure où c'est cette catégorie de travailleurs qui touchent généralement les plus bas salaires, pratiquent des métiers souvent saisonniers et bénéficient rarement d'une quelconque protection sociale. Il est important de noter que, malgré la forte représentation de ce type de travailleurs parmi les défendeurs accusés de refus de pourvoir, ni les juges, ni les représentants des associations charitables, ni d'autres commentateurs sociaux ne souligneront l'existence d'un lien entre le statut socio-économique des maris et le problème des mères désertées. Ainsi, malgré de forts indices pointant vers la précarité de l'emploi comme un des facteurs à la source du problème du refus de pourvoir, les divers intervenants continueront d'attribuer la cause de ce phénomène à l'immoralité des maris et des pères de famille et non à la fragilité économique qui caractérise la vie d'une importante fraction de la classe ouvrière.

Figure 3.4 Professions des défendeurs, plaintes pour refus de pourvoir déposées devant la Cour de police et la Cour du Recorder de Montréal (1891-1921).



Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

L'observation des données relatives à l'origine ethnique des défendeurs nous a permis de constater que, tout comme dans les procès pour violence conjugale, cette population est largement d'origine anglo-celtique ou française. En effet, 83% des hommes accusés de refus de pourvoir déclarent être nés au Canada, 9,5% disent être originaires des Îles britanniques et 1,2% des États-Unis<sup>202</sup>. On notera que si, parmi les cas de violence conjugale, 12,4% des individus disaient être issus de pays où la langue communément parlée n'est ni l'anglais ni le français, ceci ne s'applique qu'à 6,3% des accusés dans les cas de refus de pourvoir<sup>203</sup>. Ce fait semble indiquer que les femmes issues de l'immigration sont plus réticentes à faire appel aux cours dans les cas de précarité économique qu'elles ne le sont lorsqu'il s'agit d'assurer leur sécurité physique. Il se peut également que ces dernières puissent bénéficier des réseaux de soutien propres à certaines communautés ethniques montréalaises.

<sup>202</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>203</sup> *Ibid.*

Malheureusement, l'état de la recherche sur cette question ne nous permet pas de nous avancer davantage à cet égard.

Ici encore, le fait de déposer une plainte pour refus de pourvoir apparaît comme une initiative prise seulement après que d'autres méthodes se soient avérées non concluantes. Les dossiers montrent par ailleurs la grande diversité de moyens par lesquels les plaignantes tentent de pallier les effets de la pauvreté et ainsi assurer la survie de leur famille. Certaines d'entre elles mentionnent à cet effet avoir obtenu du crédit auprès de marchands du quartier. D'autres disent avoir mis en gage certaines de leurs possessions. Un nombre important de plaignantes déclare aussi recevoir l'aide d'associations charitables, tout particulièrement de la Société Saint-Vincent de Paul. Seules quelques femmes affirment avoir recours à un travail rémunéré afin de faire vivre leur famille. Les emplois que celles-ci disent exercer sont avant tout de « travailler à la journée » ou de « femme de peine ». D'autres déclarent effectuer certains services à la maison, telle Olympe Campeau qui dit qu'elle « coud et lave pour les autres »<sup>204</sup>. Ayant généralement peu d'éducation et vivant dans un contexte où les inégalités liées au genre font en sorte que les femmes disposent de salaires inférieurs à ceux des hommes, celles-ci sont très souvent contraintes à occuper les emplois les moins bien rémunérés. De plus, l'obligation de voir seules aux soins des enfants joue sans doute un rôle majeur dans le fait qu'elles ne peuvent avoir accès à de meilleurs revenus. Par ailleurs, dans quelques rares cas, les plaignantes possèdent certaines qualifications qui auraient possiblement pu contribuer à ce qu'elles bénéficient de gages plus importants. À titre d'exemple, le cas de Mathilda Lafleur qui porte plainte contre son mari Édouard Durette en juillet 1911, déclarant que celui-ci ne subvient pas aux besoins de ses six

---

<sup>204</sup> BAnQM, TL32, CP, *Olympe Campeau contre Régis Brunet*, dossier no. 111, 23 janvier 1892.

enfants dont l'âge se situe entre cinq mois et treize ans<sup>205</sup>. Le recensement pour l'année 1911 nous indique à cet effet que Mathilda est institutrice. Toutefois, celle-ci ne semble pas avoir pratiqué son métier dans la mesure où elle ne déclare aucun revenu<sup>206</sup>. Il est fort probable que dans le cas de Mathilda, comme dans celui de bien d'autres plaignantes, la coutume voulant que les femmes cessent de travailler après le mariage, l'absence de ressources pouvant lui permettre de faire garder ses enfants et par le fait même d'occuper un emploi à l'extérieur du foyer étaient des facteurs qui contribuaient grandement à la situation de dépendance économique dans laquelle elle se trouvait à l'égard de son mari.

Divers auteurs qui se sont penchés sur la vie des familles ouvrières à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles ont noté l'importante contribution apportée à l'économie familiale par le travail des enfants<sup>207</sup>. Les historiens ont par ailleurs souligné la place centrale occupée par celui-ci dans le cas des familles dirigées par des femmes ou dans ceux où la contribution financière du père de famille est absente ou irrégulière<sup>208</sup>. Ce constat se reflète également dans les dossiers étudiés ici. Effectivement, le travail rémunéré des enfants est l'élément qui est le plus souvent cité comme étant la principale ressource sur laquelle les plaignantes comptent pour survivre. Par exemple, dans la cause entamée par Lucie Paquette contre son mari

---

<sup>205</sup> BAnQM, TL32, CP, *Mathilda Lafleur contre Édouard Durette*, dossier no. 1566, 16 juin 1911.

<sup>206</sup> Canada, *Recensement pour 1911*, Québec, Montréal, Saint-Jacques 20, p. 103.

<sup>207</sup> Voir entre autres, Eric W. Sager, «Inequality, Earnings, and the Canadian Working Class in 1901», dans Eric W. Sager et Peter Baskerville (dirs.), *Household Counts: Canadian Households and Families in 1901*, Toronto, U. of Toronto Press, 2007, pp. 351-356. ainsi que Peter Baskerville et Eric W. Sager, *Unwilling Idlers: The Urban Unemployed and Their families in Late Victorian Canada*, Toronto, U. of Toronto Press, 1998, pp.138-141; D'Cruze, *Crimes of Outrage...*, pp. 47-49; Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal...*, pp. 171-199; Ross, *Love and Toil...*, pp. 158-162.

<sup>208</sup> Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal...*, pp. 271-275.

François-Xavier Dulude, le fils de 19 ans du couple, Alarie, témoigne être le seul soutien économique de sa mère, tout en rajoutant que son père « a donné pour le soutien de la maison depuis cinq ou six ans seulement environ deux piastres par année »<sup>209</sup>. Le fait d'envoyer ses enfants sur le marché du travail ne constitue cependant pas une garantie pour se sortir de la pauvreté. Dans certains cas, le salaire apporté par les enfants s'avère insuffisant pour répondre aux besoins de la famille. On remarquera à cet effet l'exemple de Lydia Donovan qui dépose une plainte contre son mari Patrick Haley en mai 1921. Le dossier inclut un billet qui fait part de la situation dans laquelle se trouve la famille :

[Defendant] works at Grand Trunk Ry, has been drinking off and on for 10 years, and neglected his family. There are ten children, of whom 2 boys and 2 girls are working. The oldest boy pays his mother \$25 per month, the second \$6 weekly. The eldest girl gives \$10 weekly, and the second 7\$ weekly. The husband paid his wife \$50 April last. Nothing since then. Out of the above, she pays \$25 per month rent; \$50 food for the family per month. She is in very poor circumstances, and has suffered a great deal through her husband's neglect.<sup>210</sup>

Outre le travail des enfants, une grande partie du support financier apporté aux femmes victimes de refus de pourvoir semble être assuré par la parenté. Les parents, ainsi que les frères et sœurs des plaignantes interviennent en effet très souvent afin d'aider ces dernières. Ce secours prend diverses formes. Dans certains cas, les parents prennent la plaignante et ses enfants sous leur toit. Dans d'autres instances, l'aide se manifeste par l'achat de vivres ou par le biais d'une contribution monétaire. Par exemple, Avila Éthier atteste que devant le refus de son mari, Joseph Demers, de prendre soin des siens, c'est le père de cette dernière, Benjamin Éthier

<sup>209</sup> BAnQM, TL32, CP, *Lucie Paquette contre François- Xavier Dulude*, 5 mars 1891.

<sup>210</sup> AVM, P76, S3, PS, *Lydia Donovan contre Patrick Haley*, dossier no. 2334, 12 mai 1921.

qui paie depuis un an le loyer du ménage ainsi que « la nourriture et vêtements nécessaires à la vie »<sup>211</sup>. Ellen Ross a entre autres démontré comment les femmes londoniennes de la classe ouvrière de la fin de l'ère victorienne créent des réseaux complexes d'entraide au sein de leur voisinage, réseaux qui s'avèrent être une importante ressource lorsque la contribution financière du chef du ménage est absente ou irrégulière<sup>212</sup>. Un tel soutien entre voisines est également perceptible dans les documents consultés ici. Le plus souvent, celui-ci consiste à offrir de la nourriture aux plaignantes ainsi qu'à leurs enfants. Ainsi, Marie Bellehumeur témoigne qu'elle a nourri sa voisine, Annie Ste-Croix ainsi que sa petite fille d'un an et demi, durant une semaine parce que le mari de cette dernière « l'a abandonnée et ne lui donne aucun secours »<sup>213</sup>. Comme en témoigne cet exemple, les voisines apparaissent parfois en cour afin de témoigner de la véracité des doléances des plaignantes. Aussi, dans quelques rares cas, cet appui se manifeste par le biais de lettres écrites aux juges, comme on peut le constater dans l'exemple de cette voisine anonyme de la plaignante Ethel Reddy qui écrit au Juge Leet afin d'appuyer la cause de cette dernière :

Judge Leet, I think you should be informed as to the condition of the Morgan family whose father Peter Morgan is to come before you [...] there is seven living in one room, he has been sent for to go to work in the Sterling Press he has also been promised work in the Gazette [...] which he refuses to do [...] all lies in his intemperance and laziness because he sleeps the biggest part of the day and is out till two or three o'clock and sometimes all night. The reason I

<sup>211</sup> BAnQM, TL32, CP, *Avila Éthier contre Joseph Demers*, dossier no. 27, 4 juillet 1891.

<sup>212</sup> Voir, notamment : Ross, « Survival Networks... ». Denyse Baillargeon remarque par ailleurs que de tels réseaux existent toujours chez les ménagères montréalaises des années 1930. Voir, Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la Crise*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1993, pp.222-226.

<sup>213</sup> BAnQM, TL32, CP, *Annie Ste-croix contre Léon Poiré*, dossier no. 50, 23 mars 1892.

am writing this is because he has threatened his wife if she appears against him [...]. This is not done through spite or looking in any way for revenge but for justice for the poor children. If you could compel him to go to work so as they could be made more comfortable. I would go down personally but my husband will not allow me. From a neighbor of the Morgan family.<sup>214</sup>

L'appui des membres de la communauté pouvait s'avérer un important avantage dans les plaintes que les femmes amènent devant les cours. Ceci est particulièrement perceptible dans les cas pour refus de pourvoir. C'est en effet dans ce type de procès que l'intervention de membres de la communauté est la plus perceptible. Tel que le démontrent les exemples cités plus haut, dans une grande partie des plaintes, ce sont des membres de la parenté ou encore les voisins qui interviennent en cour en faveur de la plaignante. Aussi plusieurs dossiers montrent que certaines requérantes recevaient l'appui de membres « respectables » de la communauté tel le curé de la paroisse, des médecins ou encore des commerçants du quartier. Il est par ailleurs intéressant de noter que parmi l'ensemble de ces témoignages, il est possible de déceler certaines trames communes. Ainsi, le plus souvent ces témoins mettent en valeur les qualités maternelles de la plaignante et plus précisément son caractère laborieux et sa grande détermination pour voir à la survie de ses enfants. Par exemple, un médecin du nom de J. Léo Gratton atteste, par le biais d'une lettre envoyée au Recorder Semple que la plaignante Amanda Morel est « une mère de famille parfaite, laborieuse, propre douce prenant un soin jaloux de ses enfants »<sup>215</sup>. De même, le curé Auclair de la paroisse Saint-Jean-Baptiste indique au sujet de la plaignante Rachel Bellehumeur que « celle-ci est pleine d'énergie, d'amour du travail et de piété et a toujours gagné seule et depuis

---

<sup>214</sup> BAnQM, TL32, CP, *Ethel Reddy contre Peter Morgan*, dossier no. 30, 11 janvier 1912.

<sup>215</sup> BAnQM, TL32, CP, *Amanda Morel contre Joseph Leduc*, dossier no. 4535, 22 novembre 1921.



neuf ans<sup>216</sup> sa vie et celle de ses enfants »<sup>217</sup>. Puis, en même temps que ces appuis font valoir les vertus des plaignantes, ils font part du manque des maris pour ce qui est de respecter ses responsabilités de protecteur et de pourvoyeur à l'égard de sa famille. On notera à cet effet que, dans la mesure où, dans les causes pour refus de pourvoir, il est nécessaire de prouver que l'accusé refuse de subvenir aux besoins des siens alors qu'il en est parfaitement capable<sup>218</sup>, les interventions des membres de la communauté cherchent le plus souvent à mettre en évidence la paresse de ce dernier. Ainsi, George A. Percy, un commerçant du village de Coteau-Landing affirme notamment au sujet de Ferdinand Dubois, accusé de refus de pourvoir par sa femme Louise Lecompte : « Je sais qu'il est un paresseux [...]. Depuis que je le connais je ne l'ai jamais connu pour un travaillant »<sup>219</sup>. De plus, comme nous l'avons vu lorsque nous avons analysé les plaintes pour violence conjugale, le caractère intempérant du défendeur est très souvent mis de l'avant dans les témoignages. Ainsi, le Dr. Gratton cité ci-haut souligne notamment que l'accusé, Joseph Leduc « est un ivrogne qui passe son temps à seiner<sup>220</sup> dans les tavernes, un paresseux qui ne peut pas garder ses emplois à cause de son ivrognerie ou de ses dettes »<sup>221</sup>. On notera par ailleurs que, si plusieurs intervenants soulignent la grande capacité de travail de la plaignante, ils n'hésitent pas à faire part d'une situation qui apparaît à leurs yeux comme anormale, soit le fait que ce sont les épouses qui « font vivre » leurs conjoints. Ainsi, Charles McKerman, un voisin du couple formé par Cordélia

---

<sup>216</sup> Ces termes sont soulignés dans le texte original.

<sup>217</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Rachel Bellehumeur contre Pierre Charest*, dossier no. 28, 24 février 1892.

<sup>218</sup> Lepp, *Dis/membering the family...*, p. 372.

<sup>219</sup> BAnQM, TL32, CP, *Louise Lecomte contre Ferdinand Dubois*, dossier no. 127, 22 septembre 1892.

<sup>220</sup> Ce terme est souligné dans le texte original.

<sup>221</sup> AVM, P76, S3, PS, *Amanda Morel contre Joseph Leduc*, dossier no. 4535, 22 novembre 1921.

Proteau et Hormisdas Desmarais, témoigne en cour que ce dernier « ne travaille pas depuis quelques mois à ma connaissance », puis il ajoute: « Je sais qu'elle va à la journée et sais qu'il mange chez elle; ainsi, c'est elle qui se trouve à le nourrir »<sup>222</sup>.

Comme le montrent ces exemples, les rôles alloués respectivement aux hommes et aux femmes au sein du mariage et de la famille sont sans cesse invoqués afin de valider les réclamations des plaignantes, ainsi que pour condamner le comportement des maris accusés. Il est cependant important de noter que ces mêmes critères sont également perceptibles dans le discours des plaignantes elles-mêmes. Ainsi, celles-ci se présentent elles-mêmes comme des mères de famille dévouées et prêtes à tous les sacrifices pour leurs enfants. En même temps, elles mettent l'accent sur le fait que, à cause de l'irresponsabilité de leurs maris, elles ont dû travailler afin d'assurer la survie du ménage. Par exemple, Elise Massi témoigne à cet égard que « depuis l'automne dernier mon mari ne m'a rien donné, alors j'ai été obligée de travailler ». De son côté, Rachel Bellehumeur indique que « depuis un an [mon mari] a travaillé trois semaines. Il est d'ailleurs capable de travailler. [...] Mais c'est moi qui ai dû le faire vivre les trois quarts du temps »<sup>223</sup>. Ici, comme dans les plaintes pour violence conjugale, les femmes mettent l'accent sur l'intempérance des maris afin d'expliquer le non-respect de leurs responsabilités parentales et maritales; « le peu qu'il a gagné, il l'a dépensé à boire » indique Délima Miron parlant de son conjoint Johnny Bousquet<sup>224</sup>. De même, Olympe Campeau signale à la cour que son mari, Régis Brunet, « boit tout son ouvrage »<sup>225</sup>.

---

<sup>222</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Cordelia Proteau contre Hormisdas Desmarais*, dossier no. 156, 28 décembre 1891.

<sup>223</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Rachel Bellehumeur contre Pierre Charest*, dossier no. 28, 24 février 1892.

<sup>224</sup> BAnQM, TL32, CP, *Délina Miron contre Johnny Bousquet*, dossier no. 1307, 23 septembre 1891.

<sup>225</sup> BAnQM, TL32, CP, *Olympe Campeau contre Régis Brunet*, dossier no. 111, 23 janvier 1892.

Dans certains cas, les plaignantes vont même jusqu'à soutenir que les habitudes d'ivrognerie de leurs conjoints sont non seulement réprouvées par elles, mais aussi par d'autres membres de la communauté. À titre d'exemple, le témoignage livré par Elmire Gaudreau : « [mon mari] prétend qu'il ne peut trouver d'ouvrage. J'ai tout raison de croire qu'il n'en cherche pas ou qu'on lui refuse une position parce que ses habitudes d'ivrognerie sont connues »<sup>226</sup>.

### 3.3.3 Le résultat des procès pour refus de pourvoir.

Comme nous l'avons observé précédemment, la dépendance économique des femmes de la classe ouvrière, ainsi que le dilemme insoluble entre punir les maris coupables de violence conjugale sans pour autant faire en sorte que leurs conjointes et enfants tombent dans la pauvreté, a pour conséquence que bien souvent ces crimes demeurent impunis par la justice criminelle. À cet égard, il n'est pas surprenant que les cas de refus de pourvoir mettent en lumière le même type de tendance. En effet, malgré que le fait de négliger de subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants est sujet à une importante condamnation publique ainsi qu'à de sévères sanctions par la loi, seulement environ un prévenu sur cinq se voit imposer une quelconque peine<sup>227</sup>. En fait, il faut noter que pour l'ensemble de la période, 43,9% des procédures judiciaires pour refus de pourvoir n'aboutissent pas à l'énonciation d'un verdict<sup>228</sup>. Le fait qu'autant de procès soient abandonnés en cours de route s'explique par divers facteurs. Premièrement, 15,1% des plaintes sont retirées par les requérantes (Tableau 3.4). On sait peu de choses sur les motifs qui poussent ces femmes à prendre une telle décision. Toutefois, il est possible de

<sup>226</sup> BAnQM, TL32, SSP, *Elmire Goudreau contre Zotique Éthier*, 30 janvier 1891.

<sup>227</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>228</sup> *Ibid.*

constater que l'initiation de procédures pour refus de pourvoir donne lieu dans certains cas à d'intenses négociations entre les plaignantes et leur mari et que le résultat des procès est souvent directement lié au dénouement de ces pourparlers. Dans le cas des couples qui vivent séparés au moment du dépôt de la plainte, les négociations entre parties portent essentiellement sur la question du versement d'une pension. Bien souvent, lorsque la requérante et le défendeur arrivent à une entente, cette dernière met fin aux procédures. Le thème de l'argent est également au cœur des négociations entre maris et femmes qui habitent toujours ensemble. En même temps, tel que nous l'avons vu précédemment, au centre des doléances des épouses, les thèmes de l'argent et celui de la consommation d'alcool s'entremêlent sans cesse. Dans cette optique, plusieurs plaignantes déclarent retirer leur plainte dans la mesure où leur mari s'est engagé tant à cesser de boire qu'à subvenir aux besoins des siens. Par exemple, en avril 1911, Lamina Bastien explique au Recorder Weir qu'elle désire mettre fin aux procédures qu'elle a initiées contre son mari Adélard Lefebvre « car il travaille et suis votre traitement contre la boisson à la perfection [...] et me donne tous les soins qu'il me faut »<sup>229</sup>. De même, Alexina Saint-George déclare au Juge Desnoyers qu'elle souhaite retirer la plainte contre son mari, Ernest Fontaine car « il a pris la tempérance, il a une bonne place et je veux que ces troubles-là finissent aujourd'hui, s'il perd trop de temps il perd sa place »<sup>230</sup>.

---

<sup>229</sup> AVM, P76, S3, PS, *Lamina Bastien contre Adélard Lefebvre*, dossier no. 1079, 12 avril 1911.

<sup>230</sup> BAnQM, TL32, CP, *Alexina Saint-Georges contre Ernest Fontaine*, dossier no. 1719, 6 octobre 1902.

Tableau 3.4 Mesures octroyées aux hommes accusés de refus de pourvoir, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1891-1921.

| Mesure                      |   | 1891-1892 | 1901-1902 | 1911-1912 | 1921   | Total  |
|-----------------------------|---|-----------|-----------|-----------|--------|--------|
| <b>Acquitté</b>             | % | 6,6%      | 7,5%      | 7,9%      | 1,6%   | 5,7%   |
|                             | n | 9         | 22        | 31        | 6      | 68     |
| <b>Action renvoyée</b>      | % | 0,0%      | 15,0%     | 12,0%     | 45,0%  | 21,6%  |
|                             | n |           | 44        | 47        | 167    | 258    |
| <b>Amende/frais/caution</b> | % | 0,7%      | 4,8%      | 3,3%      | 7,8%   | 4,8%   |
|                             | n | 1         | 14        | 13        | 29     | 57     |
| <b>Plainte retirée</b>      | % | 24,1%     | 15,0%     | 15,5%     | 11,3%  | 15,1%  |
|                             | n | 33        | 44        | 61        | 42     | 180    |
| <b>Réglé hors cours</b>     | % | 0,0%      | 3,4%      | 15,3%     | 4,3%   | 7,2%   |
|                             | n |           | 10        | 60        | 16     | 86     |
| <b>Sent. suspendues</b>     | % | 46,0%     | 36,7%     | 28,5%     | 12,7%  | 27,6%  |
|                             | n | 63        | 108       | 112       | 47     | 330    |
| <b>Emprisonnement</b>       | % | 22,6%     | 17,3%     | 17,3%     | 15,6%  | 17,4%  |
|                             | n | 31        | 51        | 68        | 58     | 208    |
| <b>Autre</b>                | % | 0,0%      | 0,3%      | 0,3%      | 1,6%   | 0,7%   |
|                             | n |           | 1         | 1         | 6      | 8      |
| <b>Total</b>                | % | 100,0%    | 100,0%    | 100,0%    | 100,0% | 100,0% |
|                             | n | 137       | 294       | 393       | 371    | 1195   |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, S2, SS1, 1921

En troisième lieu, une forte proportion de ces procès n'arrivent pas à leur fin dans la mesure où les plaintes sont renvoyées par le juge. Ceci est le cas pour 21,6% des causes répertoriées au sein de notre échantillon de causes (Tableau 3.4). Comme nous l'avons mentionné lorsque nous avons traité des cas de violence conjugale, plusieurs plaintes étaient renvoyées parce que la plaignante ne se présentait tout simplement pas en cour. Ici encore, il est possible d'imaginer que ce geste pouvait être la conséquence de certaines craintes des plaignantes relativement à poursuivre leurs époux ou encore de leur accès à d'autres ressources qui pouvaient assurer leur survie et celle de leurs enfants. Il se peut également que cette décision ait été prise dans la mesure où le recours à la justice s'avérait à présent inutile dans l'optique où

les plaignantes étaient satisfaites de la situation entre elles et leurs maris. Aussi, dans quelques cas, la plainte était renvoyée parce que la plaignante refusait de vivre avec son époux. Par exemple, lorsqu'Yvonne Bélanger porte plainte contre son mari Aldéric Goyer, la plainte est renvoyée par le Recorder dans la mesure où, d'après une inscription sur le dossier, « elle ne veut pas se remettre avec son mari de qui elle est partie sans autorisation »<sup>231</sup>. L'attitude démontrée par la cour à l'égard d'Yvonne Bélanger met en lumière un important double standard soutenu par les lois relatives au mariage à la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. D'après les dispositions du Code civil, (article 175), un homme est obligé de subvenir aux nécessités de sa femme...une femme pour sa part est obligée de vivre avec son époux. Si un mari refuse de vivre avec sa femme, la loi l'oblige de lui verser une pension. Mais lorsque la femme abandonne son mari, sans l'accord de ce dernier et sans raison valide, il n'est aucunement obligé de la maintenir. En 1897, ces principes sont par ailleurs à la base d'un cas qui fait jurisprudence. En septembre de cette année là, Rosina Forman avait déposé une plainte pour refus de pourvoir contre son mari Wilfrid Leclair en vertu des dispositions de la loi pour vagabondage. Le Juge Würtele de la Cour des sessions spéciales avait déclaré l'accusé coupable et condamné ce dernier au paiement d'une amende 10\$ ou d'un mois d'emprisonnement. Wilfrid Leclair portera toutefois la cause en appel, invoquant que Rosina avait quitté la demeure du couple sans son consentement, qu'elle avait refusé d'y retourner lorsque celui-ci lui avait proposé de la reprendre et qu'en aucun cas il n'avait été prouvé que ce dernier avait infligé des mauvais traitements à sa femme. La Cour d'appel renversera alors le jugement du Juge Würtele<sup>232</sup>.

---

<sup>231</sup> AVM, P76, S3, PS, *Yvonne Bélanger contre Aldéric Goyer*, dossier no. 1068, 14 mars 1922.

<sup>232</sup> «The Queen v. Wilfrid Leclair », *Montreal Law Reports, Court of Queen's Bench*, Vol. VII, 1891, pp. 287-291.

D'autre part, environ un quart des plaintes pour refus de pourvoir amenées devant les cours montréalaises au tournant du XX<sup>e</sup> siècle finissent par l'octroi d'une sentence suspendue. Comme nous l'avons vu pour les cas de violence conjugale, ceci peut impliquer que le juge émette certaines conditions que le défendeur doit respecter ou, à défaut, subir une sentence pour l'infraction commise. La plupart du temps, c'est le paiement d'une pension alimentaire à la plaignante ou encore la simple promesse de subvenir à ses besoins qui est la mesure imposée par le juge. Parfois, notamment lorsque le défendeur a fait preuve de violence à l'endroit de sa conjointe, le juge oblige ce dernier à se tenir loin d'elle. Par exemple, dans son jugement sur la cause initiée par Olympe Campeau contre son mari Régis Brunet, le Juge Desnoyers accorde une sentence suspendue au défendeur qui pour sa part promet « de payer à sa femme \$3 par semaine et de ne la plus troubler par sa présence ni autrement »<sup>233</sup>. Le fait d'accorder une sentence suspendue procure d'importants avantages pour les plaignantes. D'une part, ceci garantit un certain suivi de la part de la cour : les parties doivent à cet effet se présenter devant le juge à des intervalles réguliers afin que celui-ci puisse évaluer si l'accusé respecte les conditions qui lui avaient été dictées. Il n'en demeure pas moins que ni l'octroi d'une sentence suspendue, ni même le suivi de la cour ne garantissent que les maris subviennent aux besoins de leurs femmes et de leurs enfants. Aussi, dans les cas où les défendeurs ne respectaient pas leurs engagements, les plaignantes n'avaient d'autre recours que celui d'entamer de nouvelles procédures judiciaires. Par exemple, en septembre 1901, Joséphine Desrochers porte plainte contre son conjoint Odilon Sénécal pour refus de pourvoir, déclarant que celui-ci n'a pas contribué au maintien de son enfant âgé de neuf ans. En date du 9 septembre, l'accusé comparaît en cour et reçoit une sentence suspendue sous condition qu'il paie à sa femme la

---

<sup>233</sup> BAnQM, TL32, CP, *Olympe Campeau contre Régis Brunet*, dossier no. 111, 23 janvier 1892.

somme de deux dollars par semaine. Deux mois plus tard, le 17 décembre, Joséphine écrit au juge Desnoyers afin de lui notifier qu'elle n'a pas encore reçu le montant qui lui est dû. Puis, le 20 décembre, celle-ci fait parvenir une nouvelle lettre à la cour afin de faire part de la situation difficile dans laquelle elle se trouve :

Si je vous ai écrit (sic) c'est que je n'ai reçu aucune nouvelle<sup>234</sup> de mon mari. Il y aura trois semaines demain vint-un (sic) décembre que je n'ai rien reçu (sic) et plus j'attendrai plus le montant sera gros et moins il pourra me le donner. Je vous demande bien pardon pour le trouble que je vous cause, mais je connais votre bonté.<sup>235</sup>

Le 8 janvier 1902, Joséphine dépose une nouvelle plainte contre son mari.<sup>236</sup> Nous ne savons pas quel sera le résultat de ce procès. Il est probable que la cour ait ordonné de nouveau à Odilon Sénécal de verser la pension à sa femme, puisque le 13 juillet de cette même année, la plaignante écrit encore une fois au Juge Desnoyers afin de lui dire qu'Odilon lui doit neuf semaines de pension. Ce à quoi le magistrat répond: «Je regrette de voir que votre mari se montre si obstiné. Pour le faire arrêter de nouveau, il nous faudra une autre plainte. Si vous pouvez, venez demain avant 10 heures»<sup>237</sup>. Se retrouvant encore une fois en Cour de police, Odilon Sénécal sera condamné cette fois-ci à quatre mois de travaux forcés<sup>238</sup>. Malheureusement, les archives ne disent pas si Joséphine Desrochers finira par recevoir la pension qui devait lui être versée.

---

<sup>234</sup> Ces mots sont soulignés dans le texte.

<sup>235</sup> BAnQM, TL32, CP, *Josephine Desrochers contre Odilon Sénécal*, dossier no: 1409, 3 septembre 1901.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> BAnQM, TL32, CP, *Josephine Desrochers contre Odilon Sénécal*, dossier no. 1352, 15 août 1902.

<sup>238</sup> *Ibid.*



Comme nous l'avons déjà mentionné, des sentences d'emprisonnement sont parfois être émises contre des maris trouvés coupables de ne pas subvenir aux besoins de leurs femmes et de leurs enfants. Très souvent de telles mesures sont imposées lorsque les accusés sont des récidivistes, comme dans le cas d'Odilon Sénécal cité ci-haut, ou encore lorsqu'il y a des preuves qui indiquent que la plaignante a également été victime de violence conjugale. Il n'en demeure pas moins que les sentences d'emprisonnement sont peu courantes dans ce type de cause, tout comme l'imposition d'amendes. À cet égard, seulement 17,4% des procès pour refus de pourvoir aboutissent par une sentence d'emprisonnement et 4,8% par l'imposition d'une amende (Tableau 3.4). Les juges semblent par ailleurs avoir été plus prompts à emprisonner les maris qui négligeaient financièrement leurs épouses que ceux qui étaient violents envers elles (Tableau 3.2 et Tableau 3.4). Il faut toutefois préciser, que certains indices nous montrent qu'un certain nombre d'individus condamnés à l'emprisonnement pour refus de pourvoir voient leurs sentences révoquées. Ceci, généralement, lorsqu'ils promettent de retourner vivre avec leur famille et de subvenir aux besoins de celle-ci. Ainsi, en janvier 1901, Rebecca Schenker porte plainte contre son mari Abraham Marcas pour refus de pourvoir, infraction pour laquelle le Juge Choquet condamne ce dernier à trois mois de détention, ainsi qu'à 25\$ d'amende ou à défaut trois mois de prison supplémentaires. Toutefois, après deux mois d'enfermement, Abraham demande une révision de sa sentence. Le Juge Choquet accorde une réponse positive à cette requête dans la mesure où les parties déclarent vouloir retourner vivre ensemble :

From the information I received at the time I thought the accused deserved the sentence he received, because he deserted his wife in a shameful manner. Since then, I understand they agreed to live together as man and wife,

and it may be in the interest of both parties that he should be released.<sup>239</sup>

Ces paroles du juge Choquet témoignent bien de la priorité accordée, tant par les magistrats que par les associations de protection, à la réconciliation des couples qui se retrouvent devant les cours. Une telle attitude donnait parfois lieu à des situations où des femmes ayant subi des torts considérables aux mains de leur mari sont fortement encouragées à demeurer avec ces derniers. Par exemple, Max Schauman, un résident de la ville de New York, avait abandonné son épouse Jennie Kinshelbaum et ses six enfants pour venir s'installer à Montréal avec une autre femme. Or, par le biais de la FJPM, Jennie avait réussi à retracer Max et avec la coopération de cette association une action en justice pour refus de pourvoir avait été initiée contre lui. Les procédures aboutiront par un retrait de la plainte, en échange duquel Max s'engage à quitter sa maîtresse et retourner avec sa femme. Dans le dossier relatif à cette cause, on retrouve une lettre signée par l'accusé à cet effet: «I promise, consent and agree not to remain in Canada but to return to New York with my wife and to live with her there and to have no more intercourse or communication with Nellie Skulsky.»<sup>240</sup> Dans le cas de Cecilia F., le FJPM tentera de la réconcilier avec son mari, Hyman R., malgré le fait que celle-ci déclare avoir été battue à plusieurs reprises par ce dernier au cours des vingt-neuf ans durant lesquels ils avaient été mariés. Cependant, la réunion du couple semble toutefois avoir été de courte durée, puisque seulement quatre mois après avoir déposé sa première plainte, Cecilia initie de nouvelles procédures contre son mari qui obtient une sentence de six mois de travaux forcés<sup>241</sup>. Même s'il est possible que les magistrats et les associations

---

<sup>239</sup> BAnQM, TL32, CP, *Rebecca Schenker contre Abraham Marcas*, dossier no. 79, 15 janvier 1901.

<sup>240</sup> BAnQM, TL32, CP, *Jennie Kirshelbaum contre Max Schumed*, dossier no. 2145, 31 juillet 1911.

<sup>241</sup> AVM, P76, S3, *Cécilia F. contre Hyman R.*, dossier 3600, 26 août 1921.

de protection aient cru que la préservation de l'unité familiale était dans le meilleur intérêt des plaignantes, l'importance accordée à la réunion des couples témoigne surtout d'une volonté de préserver les anciennes perceptions sur le mariage, celui-ci constituant un arrangement dans lequel la dépendance et la subordination de l'épouse étaient échangées contre la protection, physique et économique, du mari<sup>242</sup>. De plus, dans le contexte du début du XX<sup>e</sup> siècle, cette attitude témoigne également d'une volonté d'éviter que les femmes désertées et leurs enfants ne deviennent dépendants de l'assistance, qu'elle soit publique ou privée.

La tendance des juges à accorder un aussi grand nombre de sentences suspendues et leur réticence à imposer des sanctions aux individus trouvés coupables de refus de pourvoir fait partie d'une stratégie consciemment mise en pratique par la cour. Devant l'impossibilité que la plupart des accusés paient les amendes imposées ainsi que dans l'éventualité probable qu'une condamnation à l'emprisonnement ne fasse en sorte que leurs familles se trouvent dans un état de misère encore plus important, la tactique couramment déployée par les magistrats est d'imposer une sentence suspendue. C'est notamment ce que confirme cette citation du Juge Leet qui, en mars 1903, écrit au Procureur général du Québec afin de lui faire part de l'importante impasse dans laquelle il se trouve à l'égard des maris qui négligent de pourvoir à leur famille :

The complaints [for refusing to provide for one's family] are laid under the vagrant act and the only penalty provided is fine or imprisonment or both. These penalties are in almost no case any remedy, but on the contrary would almost always be an aggravation, as the man cannot earn anything in jail and a fine must be paid out of money needed very badly by the family. It is, therefore, seldom that the accused

---

<sup>242</sup> Anna R. Igra, « Likely to Become a Public Charge : Deserted Women and the Family Law of the Poor in New York City, 1910-1936 », *Journal of Women's History*, 11, 4 (2000), 74-75.

is either fined or imprisoned, but the complaint is made the basis of getting the man, under threat or sending him to jail, to promise to pay a stated sum regularly to his wife, and he is let out on suspended sentence. But I am afraid these promises don't amount to much.<sup>243</sup>

Comme en témoigne cet extrait, l'inutilité des mesures pénales existantes comme solution au problème du refus de pourvoir devient de plus en plus évidente dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, tant pour les magistrats que pour les associations qui prennent en charge les familles démunies. La question est notamment soulevée lors de l'Exposition pour le bien-être des enfants tenue en 1912 :

Des tableaux frappants dans cette partie de l'exposition montrent le résultat de notre méthode actuelle de procéder contre les maris qui refusent de faire vivre leurs femmes. Un mari faible qui n'est cependant pas encore un criminel passe ses samedis soirs à boire son salaire de la semaine. [...] Qu'y (sic) peut-on faire? Tout ce qu'on fait actuellement n'est pas du tout ce qu'il faudrait faire. La société des femmes et des enfants conduit l'homme devant le tribunal et, s'il est trouvé coupable, il est envoyé en prison. Quel avantage sa famille y trouve-t-elle? La femme et les enfants sont encore menacés de mourir de faim, l'homme vit au cachot avec des criminels et autres propres à rien, prenant des habitudes de paresse. Quand il sort, la tragédie se répète.<sup>244</sup>

Au cours des deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, diverses mesures sont proposées afin de résoudre l'important problème du refus de pourvoir. En même temps, aucune des solutions proposées n'implique l'offre de meilleures ressources financières pour les mères qui doivent subvenir seules aux besoins de leur famille.

---

<sup>243</sup> BAnQQ, E-17, dossier 892/09.

<sup>244</sup> *Exposition pour le bien-être des enfants: tenue au Manège militaire, rue Craig, Montréal, octobre 1912, guide-souvenir*, Montréal, s. n., p. 34.

Au contraire, dans l'optique où ils demeurent convaincus que la source du problème se trouve dans le caractère immoral de certains chefs de famille et dans leur mauvaise volonté pour ce qui est de subvenir aux besoins des leurs, l'ensemble des solutions proposées, tant par les juges que les sociétés de protection, visent à obliger les maris à payer pour la subsistance de leurs femmes et leurs enfants. Ainsi, dans un premier temps, la MSPWC propose l'ouverture d'une ferme où il serait possible de faire travailler les mauvais maris, ce qui permettrait d'envoyer les revenus de ces derniers à leurs épouses<sup>245</sup>. Bien que cet organisme mène une importante campagne pour l'ouverture d'une telle institution au cours des années 1900 à 1910, le projet ne voit jamais le jour<sup>246</sup>. Au cours des mêmes années, une autre idée fait également surface, soit celle d'apporter des modifications à la législation afin de pouvoir retirer directement les salaires des pères de famille auprès de leurs employeurs<sup>247</sup>. Là encore, rien n'est fait à cet égard. À notre connaissance, la mesure qui sera la plus sérieusement envisagée est celle de faire travailler les maris à la prison et d'envoyer les revenus à leur famille. En janvier 1909, la MSPWC réussit à faire amender la loi à cet égard<sup>248</sup>. Dans un premier temps, il ne semble pas que cet amendement ait été mis en application car, au cours des mois suivants, la MSPWC réitère ses critiques en ce domaine<sup>249</sup>. En mars 1911, le Recorder Stanley Weir décide toutefois de mettre la

---

<sup>245</sup> MSPWC, *Twenty-second Annual Report for the Year Ending Dec. 31st, 1904*, p. 7. Voir aussi *La Patrie*, 9 juin 1904, p. 1; 13 janvier 1905, p. 6.

<sup>246</sup> *Ibid.*

<sup>247</sup> En 1909, l'idée est notamment soumise au Procureur général du Québec par le Juge Leet et appuyée par juges Lafontaine et Bazin. (BAnQQ, E-17, *Dossiers civils et criminels*, DOSSIER 892/09). En 1912, la proposition fait de nouveau surface alors que la MSPWC réussit à soumettre un projet de loi sur cette question devant l'Assemblée législative. Toutefois, celui-ci ne sera pas adopté. *Le Devoir*, 20 février 1912, p. 5.

<sup>248</sup> BAnQQ, E-17, *Dossiers civils et criminels*, DOSSIER 892/09

<sup>249</sup> Voir entre autres, *Montreal Daily Witness*, 14 avril 1910, p. 7; 27 février 1911, p. 12.

loi en application dans le cas concernant Alphonse Bouthiller, un tailleur de pierre condamné à quatre mois d'emprisonnement pour avoir refusé de pourvoir à sa femme, Mélina Pilon, ainsi qu'à leur quatre enfants<sup>250</sup>. Le cas Alphonse Bouthiller est par ailleurs donné en exemple en première page du journal, où l'on met l'emphasis sur la sévérité de la loi, notamment en citant le Recorder Weir qui déclare au moment de condamner le prisonnier « there is a law on the statute to that effect, and it means something »<sup>251</sup>. Malgré de telles paroles, la loi ne semble pas avoir été mise en pratique. Ceci, dans la mesure où à la prison de Montréal il n'y avait pas de travaux auxquels il était possible d'employer le prisonnier<sup>252</sup>.

## Conclusion

Malheureusement, les archives restent muettes sur ce qu'il est advenu de Mélina Pilon et de ses enfants, tout comme pour les autres femmes que nous avons vu défiler à la cour dans le cadre de ce chapitre. Peut-être qu'à la suite de leur comparution en cour, certains maris retournèrent auprès de leur famille et que la situation s'améliora. Peut-être que certaines femmes se séparèrent de leurs maris et purent survivre en travaillant et avec la contribution financière de leurs enfants. Sans doute également que plusieurs d'entre elles durent endurer durant plusieurs années des situations impossibles de violence, d'humiliation et de pauvreté.

---

<sup>250</sup> AVM, P76, S3, PS, *Mélina Pilon contre Alphonse Bouthiller*, dossier no. 763, 2 mars 1911.

<sup>251</sup> *Montreal Daily Witness*, 7 mars 1911, p.1

<sup>252</sup> Ainsi, lorsque le Shérif écrit au Procureur général concernant le travail à faire faire au prisonnier, ce dernier lui répond : « Des gages ne peuvent être payés, en vertu de la loi que pour des travaux spéciaux. Or, il né(sic) s'en fait pas à la prison de Montréal et, en conséquence, la recommandation du Recorder ne peut être mise à effet », BAnQQ, E-17, *Correspondance Procureur général*, vol. 1, lettre no. 958/11.

Quoiqu'il fût advenu de ces femmes, il est peu probable que l'intervention de la cour leur ait été d'une grande aide. Ceci, principalement, dans la mesure où les juges, tout comme les associations d'aide aux familles étaient incapables de voir les causes réelles de la situation dans laquelle ces femmes se trouvaient. Ces derniers demeuraient convaincus que la source du problème du refus de pourvoir et de la violence conjugale se trouvait dans la paresse et l'intempérance de certains hommes de la classe ouvrière. De même, ils refusaient de voir que ces problèmes relevaient des inégalités sociales et économiques qui étaient inhérentes à la vie d'une fraction importante des classes populaires et tout particulièrement de celles des femmes. À cet effet, ils ne pouvaient faire autrement que de constater l'inutilité des mesures pénales afin de régler la situation de fragilité économique dans laquelle se trouvaient ces femmes et ces enfants.

## CHAPITRE IV

### VOL ET VIOLENCE DANS LA VILLE : LES PLAIGNANTS MASCULINS DEVANT LES COURS MONTRÉALAISES

À ce jour, l'historiographie a porté une attention relativement grande aux types de crimes qui sont à la source de la grande majorité des plaintes déposées par des plaignants masculins devant les cours criminelles durant le XIXe siècle soit, principalement le vol et les agressions physiques. L'utilisation de données sérielles a permis aux chercheurs de constater, entre autres, des changements notoires dans la présence des poursuites concernant ces crimes devant la justice criminelle au cours de ce siècle<sup>1</sup>. Choissant de se concentrer davantage sur le rôle de l'État dans la répression de ce type de délits, l'historiographie s'est cependant peu penchée sur les situations impliquées dans ces causes. Une exception à cette règle se trouve toutefois dans la littérature sur la violence interpersonnelle entre hommes. En effet, comme l'a bien montré cette dernière, les archives judiciaires constituent une source inégalée pour ce qui est d'offrir un regard sur les différentes facettes de la violence masculine dans le passé. En même temps, les historiens qui ont abordé cette question se sont peu attardés au rapport des requérants et des accusés avec les cours dans ce type de poursuites, mais davantage à la violence entre hommes en tant qu'expérience. En fait, de façon globale, les plaignants masculins ont été grandement ignorés par les

---

<sup>1</sup> Voir, entre autres, les articles dans Eric A. Johnson et Eric H. Monkkonen (dir.), *The Civilization of Crime Violence in Town and Country Since the Middle-Ages*, Urbana and Chicago, University of Illinois Press, 1996, 290 p.



chercheurs, alors que d'un autre côté, l'utilisation féminine de la justice criminelle a été l'objet d'une attention considérable, comme nous l'avons observé dans la précédente partie de cette thèse. Ce chapitre vise, entre autres, à combler ce vide historiographique. Dans la première section, nous traçons un portrait général des plaignants masculins. Puis, dans les seconde et troisième parties, nous analysons plus spécifiquement les plaintes pour vol et les causes concernant des agressions physiques.

#### 4.1 Les plaignants masculins devant les cours

Le peu d'attention portée par l'historiographie aux plaignants masculins s'explique selon nous, du moins en partie, par le fait que le recours au judiciaire par les hommes a été perçu comme étant, avant tout, l'expression d'une recherche de pouvoir sur des personnes considérées inférieures soit par leur classe, leur sexe ou leur origine ethnique et à laquelle les appareils de l'État répondent favorablement<sup>2</sup>. Toutefois, cette vision ne reflète que partiellement l'utilisation qui est faite des cours par les plaignants masculins du XIXe et du début du XXe siècles. Nos sources nous montrent en effet que la majorité des hommes qui déposent des plaintes devant les cours criminelles montréalaises au tournant du XXe siècle étaient d'origine ouvrière. En effet, 35,2% de ces derniers déclarent occuper un métier appartenant à la catégorie des artisans et 22,5% déclarent être journaliers ou pratiquer une occupation ne requérant aucune qualification (Figure 4.1). On remarque également que 92% des procédures engagées par des demandeurs de sexe masculin visent d'autres

---

<sup>2</sup> Voir, entre autres, Paul Craven, «The law of master and servant in mid-nineteenth-century Ontario», dans D.H. Flaherty (dir.), *Essays in the History of Canadian Law I*, University of Toronto Press, 1981, pp. 175-211; Douglas Hay, «Property, authority and the criminal law», dans D. Hay et al. (dir.), *Albion's Fatal tree, Crime and Society in Eighteenth Century England*, London, Penguin Books, 1975, pp. 17-63.

hommes<sup>3</sup>. De plus, l'analyse de la consonance linguistique des plaignants nous a permis de constater que la composition ethnique de ce groupe est très représentative de l'ensemble de la population montréalaise de cette époque. On remarquera par ailleurs la présence relativement importante de plaignants dont le patronyme n'est pas d'origine anglophone ou francophone qui forment 18,4% de cette population pour les trois années retenues (Tableau 4.1)<sup>4</sup>. On notera également que les hommes qui portent plainte semblent viser, dans la plupart des cas, des individus qui sont du même groupe ethnique qu'eux. Ainsi, chez les requérants francophones, 52% des plaintes visent un prévenu de cette même origine<sup>5</sup>. Du côté des plaignants anglophones, 42,1% de leurs procédures sont dirigées à un défendeur anglophone, 41,4% à un Francophone et 16,5% à un individu qui n'appartient à aucun de ces deux groupes<sup>6</sup>. Puis, chez les plaignants d'origine autre qu'anglaise ou française, 38,3% des requêtes visent un Francophone, 19,1% un Anglophone et 42,6% un individu qui ne fait pas partie de ces deux communautés ethniques<sup>7</sup>.

Malgré ces constatations, il nous apparaît que la notion de pouvoir ne peut être complètement évacuée lorsqu'on traite des requérants masculins. En effet, comme nous le verrons plus en détail dans les parties subséquentes de ce chapitre, l'important nombre de procédures entamées par des patrons contre leurs employés ou encore par des pères contre leurs enfants, parmi l'ensemble de ces causes, laisse

---

<sup>3</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>4</sup> Comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre, c'est notamment dans les causes concernant des crimes contre la personne que l'on retrouve une forte proportion d'immigrants chez les plaignants.

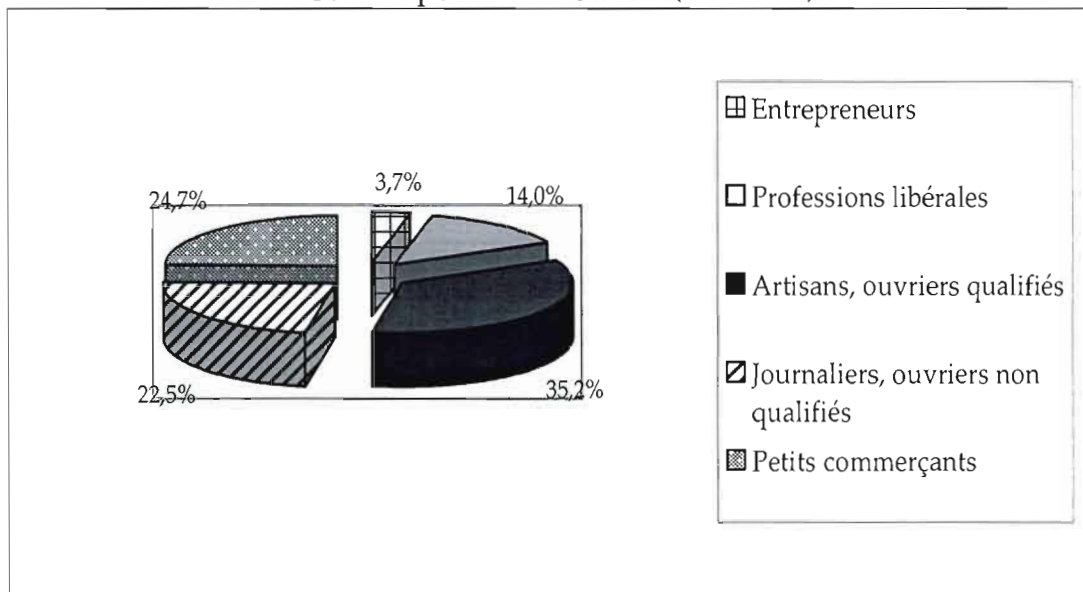
<sup>5</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

entrevoir la présence de rapports éminemment inégalitaires entre les parties. En même temps, tout comme les femmes, les requérants masculins entretiennent une relation complexe avec la justice criminelle. Comme nous le verrons plus en détail dans les parties subséquentes de ce chapitre, le recours au judiciaire était souvent considéré lorsque des actes se répétaient et que des solutions alternatives s'étaient avérées non concluantes. Aussi, même lorsqu'une plainte était déposée, le but était fréquemment non pas tant de punir les prévenus que de faire en sorte que certaines situations prennent fin. Ainsi, tout comme nous l'avons observé pour les plaignantes, les requérants masculins arrêtaient couramment les procédures entamées ou encore faisaient appel à la clémence des juges, quand ils estimaient qu'ils avaient obtenu satisfaction.

**Figure 4.1 Professions des plaignants masculins (particuliers seulement), Cour du Recorder et Cour de police de Montréal (1891-1921).**



Nombre d'entrées : 600.

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

**Tableau 4.1** Consonance linguistique des patronymes des plaignants (particuliers seulement), Cour de police et Cour du Recorder, 1901, 1911 et 1921.

|                 |   | 1901  | 1911  | 1921  | Total |
|-----------------|---|-------|-------|-------|-------|
| <b>Français</b> | % | 50,4% | 49,5% | 50,5% | 50,1% |
|                 | n | 135   | 237   | 334   | 706   |
| <b>Anglais</b>  | % | 38,1% | 28,4% | 31%   | 31,5% |
|                 | n | 102   | 136   | 205   | 443   |
| <b>Autre</b>    | % | 11,5% | 22,1% | 18,5% | 18,4% |
|                 | n | 31    | 106   | 122   | 259   |
| <b>Total</b>    | % | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  |
|                 | n | 268   | 479   | 661   | 1408  |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921. (Échantillon d'une plainte sur cinq).

Les raisons qui amènent les hommes et les femmes à déposer des plaintes devant les cours judiciaires au tournant du XXe siècle sont substantiellement différentes. Comme nous l'avons vu précédemment, la situation de précarité économique dans laquelle se retrouvent certaines femmes est à la source d'une large partie des procédures qu'elles initient devant les cours. Cette réalité ne semble toutefois pas être celle des plaignants masculins<sup>8</sup>. Ainsi, dans la plupart des cas, les hommes font appel au judiciaire lorsque leurs possessions sont endommagées ou volées. En effet, pour nos trois années d'échantillon, 60,7% des plaintes déposées par des hommes concernent des crimes contre la propriété, soit principalement des cas de vol (Tableau 4.2). Les procédures pour assaut et autres crimes contre la personne constituent quant à elles 29,3% des procédures initiées devant les cours par des requérants masculins, durant nos trois années d'échantillon (Tableau 4.2). Comme nous l'avons observé précédemment, les cas d'assauts figurent également en grand

<sup>8</sup> Les quelques plaintes pour refus de pourvoir déposées par des hommes que nous avons retracées concernent surtout des causes où des individus entament de telles procédures pour des femmes qui ont été négligées ou abandonnées par leurs conjoints, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre.

nombre parmi l'ensemble des requêtes initiées par des femmes. Cependant, les situations impliquées dans ces poursuites diffèrent grandement. Comme nous l'avons déjà soulevé, les plaintes pour assaut déposées par des femmes concernent surtout des cas de violence conjugale et familiale. Pour les hommes, au contraire, il s'agit, la plupart du temps, d'altercations qui impliquent des accusés qui ne sont pas apparentés au plaignant, voire parfois des étrangers. Dans 8,5% des cas, les plaintes déposées par des hommes concernent des délits contre l'ordre public, soit principalement le vagabondage (Tableau 4.2). Ce sont essentiellement ces trois types de situations que l'on retrouve dans ces causes. D'une part, tout comme dans le cas des plaintes déposées par les femmes, il s'agit très souvent d'accusations portées contre des individus qui causent du désordre au sein de l'espace public. Puis, on observe également un certain nombre de causes concernant des insultes perpétrées à l'endroit des plaignants. Contrairement aux insultes dirigées contre les femmes, la remise en question de la réputation sexuelle des requérants ne semble pas être un enjeu dans les injures qui sont prodiguées aux hommes. Bien que l'on doive noter l'important nombre d'insultes impliquant les paroles « bastard » ou encore « son of a bitch », très souvent les requêtes témoignent de paroles visant à mettre en doute l'honnêteté des plaignants. Ainsi, Joseph Octave Rousseau dépose une plainte contre Théodule Caron déclarant que celui-ci l'a traité de « voleur de cinq cents »<sup>9</sup>. De même, Prosper Pelletier porte des accusations contre André Préseau déclarant que ce dernier l'a insulté en l'appelant « crasse, charogne et pas de cœur » alors qu'il marchait sur la rue Notre-Dame<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Théodule Caron*, dossier non numéroté, 14 juillet 1891.

<sup>10</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre André Préseau*, dossier no. 40, 25 juillet 1892.

**Tableau 4.2 Types de plaintes déposées par des plaignants masculins (particuliers seulement), Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1901, 1911 et 1921.**

|                                   |   | 1901  | 1911  | 1921  | Total |
|-----------------------------------|---|-------|-------|-------|-------|
| Infractions contre la propriété   | % | 59,6% | 55,8% | 72,7% | 60,7% |
|                                   | n | 109   | 198   | 120   | 427   |
| Infractions contre la personne    | % | 26,2% | 33,2% | 24,2% | 29,3% |
|                                   | n | 48    | 118   | 40    | 206   |
| Infractions contre l'ordre public | % | 12,6% | 9,3%  | 2,4%  | 8,5%  |
|                                   | n | 23    | 33    | 4     | 60    |
| Autres                            | % | 1,6%  | 1,7%  | 0,6%  | 1,4%  |
|                                   | n | 3     | 6     | 1     | 10    |
| Total                             | % | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  |
|                                   | n | 183   | 355   | 165   | 703   |

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921. (Échantillon d'une plainte sur cinq).

Un autre point qui différencie les plaintes déposées par les hommes de celles entamées par les femmes est l'absence quasi totale, dans le cas des premiers, de cas d'agression sexuelle. Ceci ne veut toutefois pas dire que des hommes n'étaient pas parfois les victimes de tels actes. On notera à cet effet que nous avons retrouvé plusieurs accusations pour divers types d'agressions sexuelles concernant de jeunes garçons, la plupart étant âgés de moins de dix ans. Nous avons toutefois retracé deux causes qui concernent des plaignants qui sont un peu plus âgés. Ces deux cas se distinguent également par le fait que les victimes semblent avoir délibérément cherché à dénoncer leurs agresseurs, alors que dans les cas concernant de plus jeunes enfants, le rôle des parents à cet égard est clairement perceptible. Il s'agit des cas d'Alfred B., un ferblantier âgé de 16 ans et de Joseph B., un jeune garçon de 14 ans. D'après la déposition d'Alfred, l'accusé, Charles D., un plombier âgé de 39 ans

l'aborda alors qu'il se rendait au théâtre. Après s'être enquis du métier qu'Alfred pratiquait, Charles lui demanda s'il pouvait réparer un lit qui se trouvait dans sa demeure contre un peu d'argent. Le jeune garçon suivit l'accusé chez lui et d'après sa déposition, une fois rendus, Charles D. le saisit par derrière, lui attacha les poignets avec une corde et lui mit un mouchoir sur la bouche. Puis ensuite il tenta de le violer. Charles D. laissa cependant Alfred partir. Plus tard, ce dernier fit part de ce qui lui était arrivé à un constable qu'il rencontra sur la rue. Charles D. fut alors arrêté et accusé de tentative de sodomie<sup>11</sup>. C'est également devant un théâtre que Joseph B. fut abordé par un charretier âgé de 22 ans nommé Richard D. qui offrit au jeune garçon de l'amener faire un tour. Ils passèrent ensuite une partie de la soirée ensemble. Richard D. amena Alfred au restaurant puis lui offrit des cigarettes. Un peu plus tard, alors qu'ils se trouvaient dans un endroit isolé, le charretier entreprit de déshabiller le jeune garçon puis ensuite, selon ce dernier « il a baissé ses culottes jusqu'en bas et il a rentré son affaire dans le trou et il donnait des coups »<sup>12</sup>. Joseph commença toutefois à se débattre et réussit à s'enfuir. Par la suite, il rencontra des passants à qui il raconta ce qui venait de lui arriver<sup>13</sup>. La police fut ensuite appelée et arrêta Richard D. qui fut accusé d'assaut indécent. Dans ce cas, la relation entre la victime et l'accusé semble avoir été jusqu'à un certain point consentante. La situation décrite par Joseph se rapproche en effet des cas traités par Steven Maynard dans ses travaux sur les relations homosexuelles entre hommes adultes et jeunes garçons des classes populaires au tournant du XXe siècle en Ontario<sup>14</sup>. D'après Maynard, pour certains garçons des classes ouvrières ces liens étaient basés sur « a distinct moral

---

<sup>11</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Charles D.*, no. 4, 15 janvier 1903.

<sup>12</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Richard D.*, dossier no. 112, 29 mai 1902.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Steven Maynard, « 'Horrible temptations': Sex, men, and working-class male youth in urban Ontario, 1890-1935 », *The Canadian Historical Review*, 1997, juin, vol. 78, p. 191-235.



economy in which [they] traded sex in exchange for food, shelter, amusement money and companionship »<sup>15</sup>. À cet égard, il est fort probable que Joseph se soit attendu à un tel échange, ce qui expliquerait en partie pourquoi son propre témoignage laisse entrevoir que, dans un premier temps, il ait accepté les attouchements de Charles D.. Il n'en demeure pas moins que tout semble indiquer qu'à un certain moment, Joseph sentit que leur rencontre atteignait une limite qu'il n'était tout simplement pas prêt à franchir. Il est intéressant de noter que, contrairement aux cas de viols ou autres types d'agressions sexuelles concernant des victimes féminines, les témoignages livrés dans le cadre des enquêtes relatives à ces deux procès ne laissent aucunement entrevoir que les jeunes garçons aient été questionnés sur leur passé sexuel. De plus, malgré que ces derniers aient été interrogés sur le fait qu'ils ont délibérément suivi les deux accusés, ceci ne semble pas avoir été un facteur de poids dans la décision des magistrats pour ce qui est d'accorder un verdict de culpabilité, ni des sentences sévères à ces derniers. Richard D. fut condamné à trois ans de pénitencier<sup>16</sup>, tandis que Charles D. reçut une sentence de cinq ans de pénitencier<sup>17</sup>. Bien qu'une analyse plus substantielle soit nécessaire afin de saisir avec précision les différences dans le traitement des procès pour agression sexuelle entamés par des femmes avec celui des poursuites initiées par des hommes, ces deux cas laissent entrevoir que le sexe de la victime semble avoir joué un rôle important à cet égard.

Tout comme chez les femmes, la proximité entre le plaignant et le défendeur caractérise une importante fraction des plaintes entamées par les hommes, même si cet élément est moins important que chez ces dernières. Ainsi, nous avons pu établir un lien préalable entre le plaignant et l'accusé dans 75,6% des plaintes initiées par un

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.192.

<sup>16</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Richard D.*, dossier no. 112, 29 mai 1902.

<sup>17</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Charles D.*, no. 4, 15 janvier 1903.



plaignant masculin. Parmi ces causes, trois sur dix s'adressent à un membre de la famille<sup>18</sup>. Celles-ci concernent le plus souvent des accusations pour assaut qui visent un individu de sexe masculin (pères, fils, frères, etc.) ou encore des plaintes pour vol déposées par des pères contre un de leurs enfants mineurs, tout particulièrement des garçons. Une cause sur dix concerne des parties qui cohabitent mais qui ne semblent pas être apparentées et deux cas sur dix visent un voisin du plaignant<sup>19</sup>. Toutefois la majorité, soit quatre plaintes sur dix visent des individus qui ont un lien relié au travail avec le demandeur<sup>20</sup>. Il s'agit dans la plupart des cas de patrons qui déposent une plainte contre un de leurs employés. Ceci est le reflet de l'important nombre de plaintes concernant des infractions contre la propriété et plus spécifiquement pour vol, parmi l'ensemble des causes initiées par des plaignants masculins durant la période étudiée ici, parmi lesquelles figurent un grand nombre de larcins commis en milieu de travail. Voyons à présent plus en détail quelles sont les situations qui sont derrière ces plaintes.

#### **4.2 « Montréal, paradis des voleurs » : les plaintes pour vol devant les cours montréalaises.**

[...] les vols se multiplient parmi nous et autour de nous. Dans la seule localité de Rosemont l'on mentionne dix-huit cambriolages dans l'espace de quelques jours : à Verdun la population, terrorisée la semaine dernière par les brigands armés, n'est pas encore revenue de son émoi; partout l'épouvante règne, et l'on s'ingénue pour se mettre en garde contre les éventualités, les incertitudes des heures

---

<sup>18</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>19</sup> *Ibid.* Pour ce qui est du reste de ces plaintes, 1,1% visent les propriétaires des plaignants.

<sup>20</sup> Ce pourcentage est le résultat d'un calcul effectué sur un total de 166 plaintes déposées par des particuliers de sexe masculin faisant partie de notre échantillon pour lesquelles un lien a pu être établi entre le plaignant et l'accusé.

dramatiques qui se succèdent sans relâche. Que faire pour mettre un terme à un si monstrueux état de choses? <sup>21</sup>

Cet extrait d'un article publié dans le journal *La Patrie* au début du XXe siècle montre bien l'importante préoccupation concernant le grand nombre de vols commis dans la ville qui existe au cours de la période étudiée ici. Bien qu'elle soit alarmiste, cette constatation n'était pas totalement sans fondement. En effet, les plaintes pour vol étaient nombreuses à être amenées devant les cours à cette époque. En même temps, les archives indiquent clairement que la plupart de ces cas ne concernent pas l'appropriation de grandes sommes d'argent, ni de biens dispendieux, mais plutôt de petits montants ou d'objets de peu de valeur. Qui plus est, contrairement à ce qui est diffusé dans la presse locale, la majorité de ces crimes n'impliquent aucunement l'usage de la violence. Il n'en demeure pas moins qu'au cours de cette période, le vol, ou du moins sa menace, ne cesse de faire partie des arguments utilisés afin de favoriser une plus grande présence policière dans la ville:

Montréal, paradis des voleurs [...] Notre ville est devenue le paradis des voleurs. C'est la statistique - une statistique irréfragable, alarmante - qui nous le dit. [...] Si les membres de la commission des finances ne comprennent pas que l'heure est venue de renforcer notre corps de police afin de protéger davantage les citoyens, ils sont inaptes à remplir la charge importante qui leur a été confiée. <sup>22</sup>.

Dans cette section du chapitre, nous analyserons les plaintes concernant des infractions contre la propriété qui sont amenés devant la Cour de police et la CRM<sup>23</sup> durant la période étudiée ici. Aussi, nous analyserons plus particulièrement les cas

---

<sup>21</sup> *La Patrie*, 1<sup>er</sup> décembre 1913, p.1.

<sup>22</sup> *La Patrie*, 14 décembre 1908, p.4.

<sup>23</sup> On remarquera toutefois que seulement 9,4% des causes concernant ce type d'infraction sont entendues devant la CRM. Ceci dans la mesure où elle n'a juridiction que sur certains cas de dommage à la propriété ainsi que sur quelques cas de petits larcins.

de vol, dans la mesure où ces derniers comptent pour la très grande majorité de causes faisant partie de cette catégorie d'infraction<sup>24</sup>.

#### 4.2.1 Plaignants et accusés dans les plaintes pour vol.

Bien que cela ait été trop peu souligné par les historiens, à travers le temps, le vol a toujours joué un rôle important dans les stratégies de survie des strates les plus pauvres des classes populaires<sup>25</sup>. Les dossiers judiciaires nous permettent en effet de constater cela. Ces documents nous offrent, entre autres, un aperçu de la grande variété d'objets qui sont subtilisés par les individus accusés de ce crime. Dans bien des cas, ces délits concernent le vol d'argent ou encore de différents biens : vêtements, souliers, couvre-chaussures, montres, articles ménagers divers, outils, etc. On remarque par ailleurs la présence d'une certaine corrélation entre le sexe du prévenu et la nature des objets dérobés. Ainsi, chez les femmes, l'on constate un important nombre de vols de tissus et d'étoffes. D'un autre côté, les pelles, marteaux, balais et chaussures semblent avoir été plus fréquemment subtilisés par les défendeurs masculins. Nous savons cependant peu de choses sur l'intention derrière ces larcins. Il se peut que dans certains cas les accusés aient désiré les conserver. En même temps, l'objectif semble souvent être d'obtenir de l'argent par la revente de l'objet volé à un prêteur sur gages, à un receleur ou un marchand ou encore en

---

<sup>24</sup> Sur un échantillon de 1427 causes entendues devant les cours durant les années 1891, 1901, 1911 et 1921 concernant des infractions contre la propriété que nous avons recueillies, 75% concernent des plaintes pour différents types de vol. Pour ce qui est des autres, il s'agit de plaintes pour fraude (15%) et pour dommages à la propriété (10%). AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>25</sup> Mary Anne Poutanen, « Images du danger... », pp.390-392; Garthine Walker, « Women, Theft and the World of Stolen Goods », dans Jenny Kermode et Garthine Walker (dir.), *Women, Crime and the Courts in Early Modern England*, London, UCL Press Ltd., pp. 81-105; Arlette Farge, *Délinquance et criminalité : le vol d'aliments à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Plon, Paris, 1974, 254 p.

essayant de le vendre dans la rue. Par exemple, Adhémar Martineau fut appréhendé par un constable sur la rue Saint-Laurent alors qu'il tentait de revendre un casque de fourrure. Or, lors de son arrestation, celui-ci avoua qu'il l'avait volé à un dénommé William McKenna. Martineau fut par la suite condamné à cinq ans de pénitencier pour ce crime<sup>26</sup>. Outre des objets, l'on remarque également un important nombre de cas de biens essentiels, comme de la nourriture ou du charbon. Bien que les dossiers restent muets sur ce sujet, il est fort probable que, pour ces cas, les individus aient eu comme motif principal de conserver ces biens, plutôt que de les revendre.

Il faut toutefois préciser que la survie ne paraît pas toujours comme étant l'élément central derrière ces vols. Par ailleurs, ce n'est pas la majorité des inculpés qui semble être dans une situation de précarité extrême. Ceci est perceptible, entre autres, par le fait que peu d'entre eux se retrouvent parmi les accusés d'autres crimes communément associés aux plus démunis, comme le vagabondage et la mendicité. De plus, une importante fraction d'entre eux déclarent occuper des emplois au moment où ils commettent ces larcins. Aussi, comme nous le verrons plus loin, c'est souvent l'employeur du prévenu qui est la victime de ces délits. Certes, un grand nombre de ces accusés pratiquent des métiers mal payés et la tentation d'obtenir un peu plus d'argent ou quelques biens est sans doute à l'origine de plusieurs de ces actes. Il n'en demeure pas moins que la survie ne peut être considérée comme étant l'élément motivateur des vols pour l'ensemble de ces cas.

Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, malgré le fait que les femmes figurent également parmi les plaignants dans les requêtes concernant des crimes contre la propriété, la grande majorité est initiée par des hommes. En effet, au cours de la période étudiée ici, ceux-ci forment 89% des demandeurs pour ce type de

---

<sup>26</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Adhémar Martineau*, dossier no. 309, 25 février 1891. *La Minerve*, 26 février 1891, p.3.

causes<sup>27</sup>. Bien que cette population soit largement masculine, les plaignants dans les cas de vol sont loin de constituer un groupe homogène. L'analyse des données socioprofessionnelles des requérants nous a permis de constater ceci. C'est la catégorie des artisans/ouvriers spécialisés ainsi que celle des travailleurs non qualifiés qui sont les plus représentées durant nos années d'échantillon (Figure 4.2). Celle-ci est par ailleurs suivie de près par les petits commerçants, conséquence de l'importante présence des cas concernant des vols commis dans des commerces et épiceries parmi ces plaintes. On remarquera également que les journaliers et ouvriers non spécialisés sont à l'origine d'une fraction significative de plaintes (Figure 4.2). Ceci montre bien que le recours aux lois concernant les crimes contre la propriété n'est pas l'affaire exclusive des mieux nantis. En même temps, malgré ce constat, il est important de souligner que, comme l'ont avancé certains auteurs, la domination de classe demeure un élément central dans les poursuites pour vol. L'observation des statistiques relatives aux accusés pour ce type de délits nous permet en effet de remarquer l'omniprésence, parmi ceux-ci, d'individus appartenant aux classes populaires et tout particulièrement à la catégorie des travailleurs non qualifiés qui forment plus de la moitié des accusés (Figure 4.3).

Tout comme pour les requérants, les prévenus dans les causes pour vol constituent une population largement masculine, puisque 92% de ces inculpés sont des hommes<sup>28</sup>. Celle-ci se caractérise également par sa jeunesse, la moyenne d'âge étant de 28 ans pour les femmes et de 27 ans pour les hommes<sup>29</sup>. Aussi, les

---

<sup>27</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. (Échantillon d'une plainte sur cinq)

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

statistiques tirées du registre de la Prison de Montréal indiquent qu'une majorité de prévenus, hommes et femmes, sont natifs du Canada (Figure 4.4). Ainsi, malgré que les journaux de l'époque protestent fréquemment contre l'omniprésence d'étrangers parmi les personnes accusées de vol, ceci ne semble pas être le cas. On remarquera toutefois que la proportion d'individus nés hors du Canada est nettement plus importante chez les défenderesses. En effet, 38,9% de celles-ci déclarent venir d'un pays étranger, alors que ceci ne concerne que 29,7% des inculpés masculins<sup>30</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, les Irlandaises étaient particulièrement nombreuses au sein de la population féminine poursuivie pour certains crimes, notamment vagabondage et ivresse. L'on notera que, malgré le fait que la proportion de femmes natives d'Irlande est nettement moins significative ici, ce sont néanmoins ces dernières qui forment le groupe le plus important après les Canadiennes<sup>31</sup>. Ce qui tend à s'expliquer encore une fois par l'importante précarité économique qui caractérise la vie des immigrantes issues de ce coin du monde<sup>32</sup>.

---

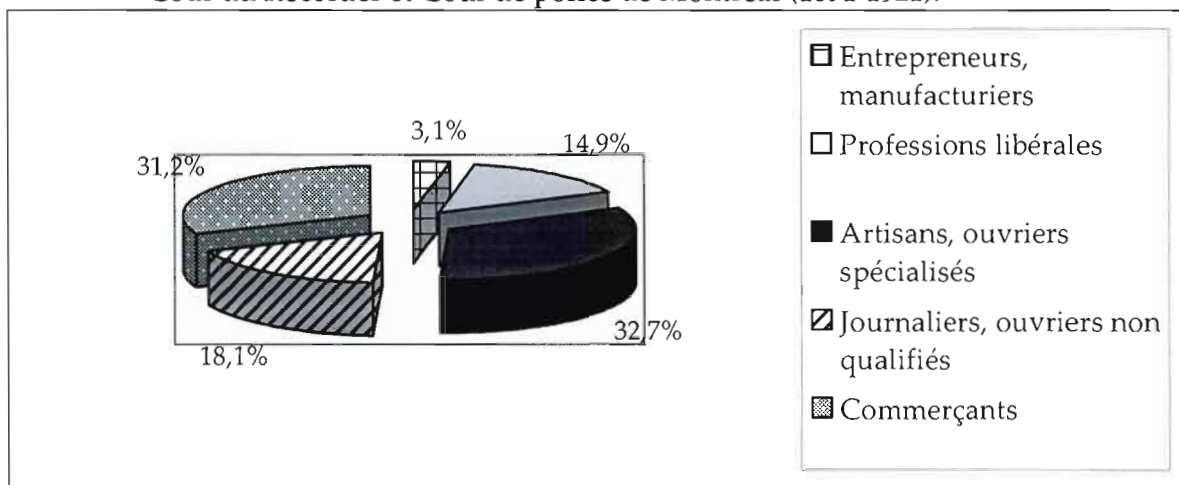
Dans le cas des hommes, cette moyenne est le résultat d'un calcul exercé sur un total de 253 dossiers où l'âge de l'accusé était inscrit. Pour ce qui est des femmes, le résultat n'est toutefois tiré que d'un total de 30 dossiers. L'analyse de l'âge des prévenus incarcérés à la Prison de Montréal et à la Prison des femmes pour des crimes contre la propriété, au cours des années 1891-1921, nous indique une moyenne d'âge de 31 ans pour les femmes et de 29 ans pour les hommes. BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal, 1891-1921*.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Parmi la population féminine incarcérée pour vol, 60,6% sont natives du Canada, 17% de l'Irlande, 11,7% des autres îles britanniques, 5,9% des États-Unis et 4,8% d'autres pays d'Europe. BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal, 1891-1921*.

<sup>32</sup> Il faut toutefois préciser que la proportion d'Irlandaises parmi les femmes écrouées pour des crimes contre la propriété diminue grandement entre le début et la fin de la période étudiée ici. Ainsi, durant les années 1891-1895, les femmes natives d'Irlande forment 27,7% de ce groupe, celles-ci ne représentent que 6,8% de celui-ci dans les années 1916-1921. Comme nous l'avons déjà mentionné, il est fort probable que ceci soit l'effet combiné de la baisse de l'arrivée d'immigrants venus de ce coin du monde et de l'amélioration des conditions de vie des gens de la communauté irlandaise. Voir, chapitre 2, *supra* note 142.

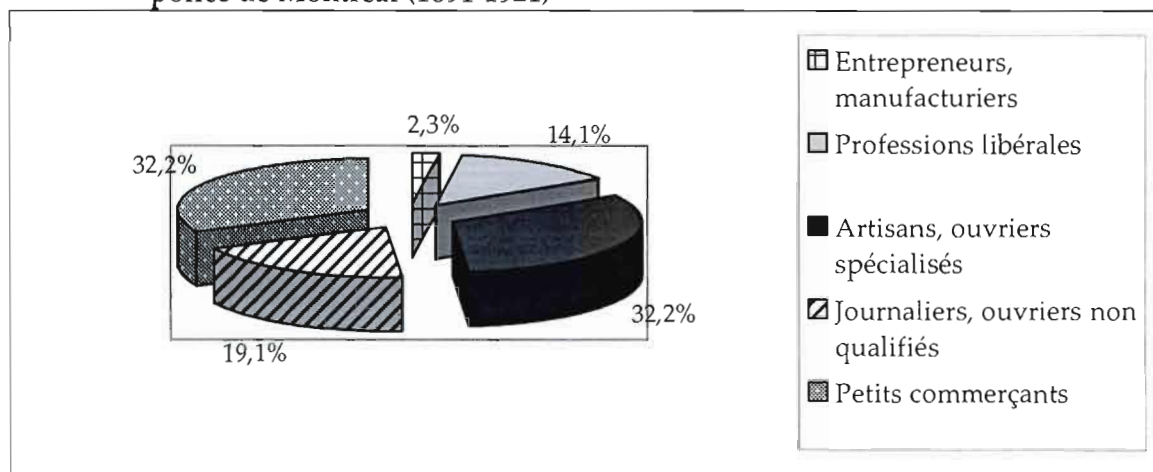
**Figure 4.2 Professions des plaignants (particuliers seulement), plaintes pour vol, Cour du Recorder et Cour de police de Montréal (1891-1921).**



Nombre d'entrées : 382.

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

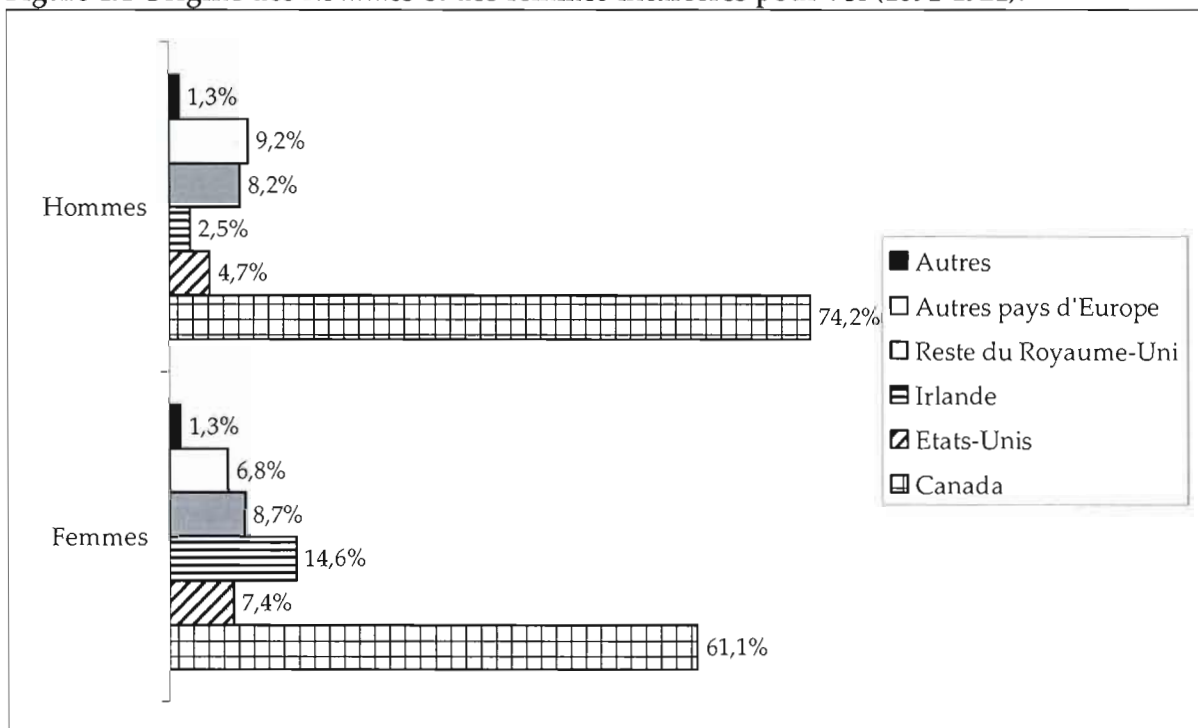
**Figure 4.3 Professions des accusés, plaintes pour vol, Cour du Recorder et Cour de police de Montréal (1891-1921)**



Nombre d'entrées : 286.

Source : AVM, P76, S3, *Dossiers et plumitifs de la Cour du Recorder de Montréal* (1901, 1911, 1921). BAnQM, TL32, *Dossiers et plumitifs de la Cour des sessions générales de la paix*; TP12, S2, SS1, SSS1 (1891, 1901, 1911) et SSS7, *Dossiers et plumitifs du Greffe de la paix* (1921).

Figure 4.4 Origine des hommes et des femmes incarcérés pour vol (1891-1921).



Nombre d'entrées : Hommes : 7667 Femmes : 458.

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

Si les poursuites sont amorcées par des individus issus de milieux sociaux divers, l'on constate des différences notoires dans les causes en fonction de la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartient le plaignant. Par exemple, les procès initiés par des requérants qui font partie du groupe des travailleurs qualifiés ou non qualifiés visent assez fréquemment des inculpés qui sont de la même classe sociale qu'eux. On notera également que dans ces causes, accusés et demandeurs vivent généralement ensemble ou à proximité. Aussi, le prévenu est très souvent un voisin du plaignant ou un membre de sa famille, soit, la plupart du temps, un de ses enfants. Aussi, lorsque la plainte vise un fils ou une fille de ce dernier, dans six cas



sur dix, l'accusé est un mineur<sup>33</sup>. Ces litiges concernent fréquemment la subtilisation de petites sommes d'argent que les enfants, généralement des garçons<sup>34</sup>, ont dérobées à leurs parents. On observe cependant que dans un certain nombre de ces causes, le requérant n'est pas la victime de l'acte faisant l'objet de l'accusation. Ainsi, Dorilla Therrien, 14 ans, se retrouve en Cour de police accusée de vol par son père, Eugène, pour avoir « pénétré par effraction dans l'institution des Sourds muets, située au 1941 Saint-Dominique, et [avoir] volé 0,75\$ en argent, des cigares, le tout au montant d'environ 1,75\$, propriété du Cercle Saint-François de Salles»<sup>35</sup>. L'on remarque également que dans ces plaintes, le délit faisant l'objet de l'accusation est fréquemment relégué au second plan derrière d'autres doléances exprimées par le demandeur. Par exemple, dans le cadre des procédures entamées contre Louis Masi, 15 ans, par son père, Nicolas, celui-ci affirme que: «For the past six months he steals money from his mother, runs about the streets constantly, will not go to school, will not mind me or his mother, spends his time at the moving picture shows; and is an incorrigible boy»<sup>36</sup>. Cette attitude tend à démontrer que les pères, tout comme les mères, qui poursuivent leurs enfants devant la justice criminelle, apparaissent très souvent employer ces procès dans le but de régler des problèmes reliés au

---

<sup>33</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. On notera que ces requêtes ne sont pas exclusivement déposées par les pères des inculpés. Cependant, ces derniers sont deux fois plus nombreux que les mères à entamer de telles poursuites. En effet, sur un total de 64 plaintes concernant des infractions contre la propriété déposées contre un mineur pour laquelle le plaignant est un des deux parents du défendeur, 41 ont été initiées par le père de l'accusé et 23 par sa mère.

<sup>34</sup> On remarquera à cet effet que 75% des plaintes déposées devant la CRM et le Greffe de la paix impliquant un mineur de sexe masculin concernent des crimes contre la propriété. Ces pourcentages ont été calculés à partir d'un échantillon de 677 plaintes déposées contre des mineurs devant la CRM au cours des années 1901, 1911 et 1921 et la Cour de police durant les années 1891, 1892, 1901, 1902 et 1911.

<sup>35</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Dorilla Therrien*, dossier no. 2002, 28 juillet 1911.

<sup>36</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Louis Masi*, dossier no. 3794, 19 décembre 1911.

comportement général de ces derniers, plutôt que comme un moyen d'obtenir réparation<sup>37</sup>. Ce phénomène ne doit toutefois pas être surestimé. L'on doit en effet noter que seulement 16,7% des plaintes pour des crimes contre la propriété visant des accusés mineurs sont entamées par un de ses parents et 2,1% par d'autres membres de sa famille<sup>38</sup>. La très grande majorité de ces requêtes, soit 63,1% d'entre elles, sont déposées par les victimes des vols qui n'ont aucun lien apparent avec le défendeur. Aussi, 15,1% de ces procédures sont entamées par des policiers et 3,1% par l'employeur du défendeur<sup>39</sup>.

Une caractéristique qui distingue les plaintes déposées par les ouvriers qualifiés et non qualifiés, comparativement à celles déposées par des individus appartenant à d'autres catégories socioprofessionnelles est le fait que celles-ci concernent plus fréquemment des vols perpétrés dans les rues ou autres lieux publics. Ceci n'est sans doute pas surprenant, dans la mesure où les membres des classes ouvrières étaient plus susceptibles de se trouver dans l'espace public. On notera par ailleurs que, bien que la presse de l'époque mentionne souvent la présence dans la ville de dangereuses « bandes » commettant des vols sur des passants<sup>40</sup>, nous avons relevé peu de tels cas. Ce sont davantage les causes concernant des cambriolages qui semblent avoir impliqué plus d'un individu. Les vols sur la personne sont, au contraire, l'œuvre de personnes qui semblent agir la plupart du temps seules et dans des endroits très fréquentés dont, entre autres, les

---

<sup>37</sup> Sur l'attitude similaire témoignée dans les causes impliquant des mineurs poursuivis par leurs parents pour vol dans une période plus tardive voir, entre autres, David Niget et Jean Trépanier, *Op. cit.*, p. 411-412.

<sup>38</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *La Patrie*, 21 mars 1894, p. 3; 29 août 1893, p. 4; 23 juillet 1912, p. 4. *Montreal Daily Witness*, p.1.

tramways, les rues du centre-ville et à la sortie des églises. Par exemple, John Harrisson fut accusé d'avoir dérobé sa montre à un dénommé Michael Burns, alors que celui-ci se trouvait sur le parvis de l'église Saint-Patrick<sup>41</sup>. Pour ce qui est de William Simon, celui-ci fut appréhendé lorsqu'il tentait de voler un passager dans un tramway sur la rue Sainte-Catherine<sup>42</sup>. Outre les cas de vols à la tire, l'on remarque également dans les plaintes, des situations où les défendeurs procèdent en gagnant la confiance de leur victime avant de les dépouiller. Parfois, ceux-ci invitent le requérant à boire un verre, comme dans le cas de Jérémie Gravel qui déclara avoir passé une partie de la nuit à fréquenter des « maisons malfamées » et à prendre « un coup à l'hôtel » avec Édouard Desparois, avant que celui-ci ne lui subtilise sa montre<sup>43</sup>. De même, Joseph Renaud passa la soirée à consommer de l'alcool et à jouer aux dés avec Georges Corbin avant d'essayer, sans succès, de lui voler son argent<sup>44</sup>. L'on notera par ailleurs que de telles tactiques n'étaient pas déployées seulement par des accusés de sexe masculin. Un soir sur la rue Craig, une jeune femme du nom de Nellie Anderson fit la rencontre d'un journalier appelé Andrew Makin alors que celui-ci revenait du travail. Makin invita Nellie dans un restaurant et passa la soirée avec elle. Après qu'ils se furent quittés, ce dernier remarqua qu'il lui manquait les sept dollars qu'il avait dans ses poches. Il alerta un constable qui retrouva Nellie avec ladite somme en sa possession et procéda à son arrestation.<sup>45</sup>

---

<sup>41</sup> BAnQM, TL32, CP, *La Reine contre John Harrisson*, dossier no. 55, 29 mars 1892. Voir aussi, *La Patrie*, 29 mars 1892, p. 4.

<sup>42</sup> *La Patrie*, 2 octobre 1912, p.9.

<sup>43</sup> BAnQM, CP, *Le Roi contre Édouard Desparois*, dossier no. 730, 12 mai 1902.

<sup>44</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Georges Corbin*, dossier no. 16, 16 janvier 1902.

<sup>45</sup> BAnQM, TL32, CP, *La Reine contre Nellie Anderson*, dossier non numéroté, 6 décembre 1892. Voir aussi, *La Patrie*, 6 décembre 1892, p. 6.

Parallèlement, on sera peu surpris de constater que les membres de la bourgeoisie ainsi que les marchands et petits commerçants sont plus susceptibles d'être les victimes de vol par effraction. En effet, les individus appartenant aux classes populaires figurent rarement parmi les plaignants dans ce genre de causes. Ceci s'explique possiblement par le fait que les demeures de ces derniers étaient moins ciblées par les voleurs que celles des mieux nantis. Il se peut également que les membres des classes ouvrières aient été moins prompts à faire appel aux autorités lorsqu'ils étaient victimes de tels actes. Peut-être que cela relève aussi de la difficulté d'identifier les responsables de ce type de vol. On remarquera à cet effet que, quand les prévenus dans ces cas sont appréhendés et amenés devant la justice, c'est fréquemment parce qu'ils ont été surpris en flagrant délit par des constables ou les victimes elles-mêmes. L'on doit aussi souligner que, malgré que l'on retrouve un nombre substantiel de plaintes pour des cambriolages commis dans des résidences, la majorité implique des commerces. Aussi, plusieurs pistes nous montrent que ces endroits étaient rarement choisis au hasard par les prévenus. En effet, dans bien des cas, les accusés connaissaient déjà bien ces lieux. Par exemple, John Dempsey et William Kelly furent accusés d'être entrés par effraction dans une épicerie située sur la rue Craig et d'y avoir volé plusieurs objets pour une valeur totale de 200\$<sup>46</sup>. Le dossier dans cette cause indique que Dempsey était employé par un arrimeur résidant à côté de ladite épicerie. Il arrivait également que les défendeurs aient été des employés de ces établissements ou qu'ils y travaillent toujours. Ainsi, en juin 1892, Frank Armfield et Louis Turner sont incriminés pour avoir pénétré dans les locaux de la compagnie Davis & Laurence<sup>47</sup> et d'y avoir subtilisé diverses drogues et

---

<sup>46</sup> BAnQM, TL32, SP, *La Reine contre John Dempsey et William Kelly*, dossier no. 80, 4 juin 1892.

<sup>47</sup> Nous ignorons quelle était la vocation de cette entreprise.

dix volumes d'une encyclopédie valant au total 80\$. Or, au moment de son arrestation, Armfield était à l'emploi comme commis par cette entreprise<sup>48</sup>.

Comme le démontrent les causes citées ci-haut, les dossiers judiciaires concernant les divers cas de vols nous montrent que très fréquemment, plaignants et accusés se connaissaient déjà au moment où le délit est commis. Comme nous l'avons mentionné plus haut, certains sont voisins ou membres de la même famille. Toutefois, la relation que nous avons pu établir comme étant la plus commune entre les parties est celle d'employeurs/employés. Ces litiges comprennent essentiellement deux types de causes. D'une part, l'on retrouve parmi celles-ci des plaintes pour larcin visant des servantes. Ici, les requérants sont très souvent des individus appartenant à la catégorie des cols blancs et appartiennent à la bourgeoisie. Aussi, ces vols concernent la plupart du temps, de l'argent ou différents objets : étoffes, vêtements, bijoux, entre autres. On notera cependant que, bien que la littérature sur la domesticité féminine ait avancé que les servantes se retrouvaient fréquemment accusées de vol devant les cours<sup>49</sup>, nous n'avons repéré qu'une poignée de tels cas au sein de notre échantillon<sup>50</sup>. Deux facteurs peuvent sans doute expliquer ceci. Premièrement, le métier de servante ne constitue plus, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début

---

<sup>48</sup> BAnQM, TL32, SP, *La Reine contre Frank Armfield et Louis Turner*, dossier no. 270, 25 juin 1892.

<sup>49</sup> L. McLean et M. Barner, *op. cit.*, pp.146-148; Magda Fahrni, « 'Ruffled' Mistresses and 'Discontented' Maids: Respectability and the Case of Domestic Service, 1880-1914 », *Labour/Le Travail*, 39 (printemps 1997), pp. 69-97; Stansell, *Op. cit.*, p. 86.

<sup>50</sup> L'on remarquera toutefois que 27% des femmes incarcérées pour vol entre 1891 et 1921 déclarent être servantes. Comme nous l'avons toutefois évoqué dans le deuxième chapitre, nous croyons que, bien qu'il soit possible qu'une fraction de celles-ci aient travaillé comme servantes au moment de leur emprisonnement, il est peu probable que cela ait été le cas pour l'ensemble d'entre elles.

du XX<sup>e</sup>, le principal secteur d'emploi pour les femmes<sup>51</sup>. À cet égard, il est fort probable que ce genre de procès soit devenu plus rare à l'époque étudiée ici. L'absence d'études sur la criminalité féminine dans la période précédente nous empêche malheureusement de vérifier cette hypothèse. Deuxièmement, il se peut aussi qu'une fois les biens volés retrouvés, les employeurs des servantes aient considéré que d'entamer des poursuites s'avérerait un processus et une dépense inutiles. Ceux-ci préféreraient peut-être faire appel à des sanctions informelles, tels le congédiement par exemple. Il est également fort probable que cette attitude s'explique, entre autres, par la sévérité de la loi à l'endroit des servantes coupables de vol. En effet, dans ces cas spécifiques, le Code criminel prévoyait une peine pouvant aller jusqu'à quatorze ans d'emprisonnement<sup>52</sup>. Dans cette optique, il est possible que certains employeurs aient tenté d'éviter que ces femmes soient condamnées à des peines aussi sévères.

La plupart des plaintes déposées par des patrons contre leurs employés concernent en fait des vols commis non pas au sein de résidences privées, mais plutôt dans des entreprises, tout particulièrement des épiceries ou autres types de commerces, ainsi que dans quelques cas, des petites manufactures. À cet effet, Jennifer Davis remarque également la prépondérance des requêtes de cette nature déposées devant les cours londoniennes du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>53</sup> Selon Davis, ceci s'explique par divers facteurs, notamment par le grand nombre de tels établissements que l'on retrouve dans la ville de Londres, à cette époque. Puis aussi, par le fait qu'ils étaient très souvent situés dans des quartiers populaires. De notre

---

<sup>51</sup> Alison Prentice et al., *Canadian Women : History*, Toronto, Harcourt Brace Jovanovitch, 1988, p.123. Cité dans Myers, *Criminal Women...*, p.20.

<sup>52</sup> Art. 319, *Code criminel*, 1892, Chap. 29, section. XXVI.

<sup>53</sup> Davis, «Prosecutions and Their Context...», p. 410.

côté, nous croyons important d'insister sur le fait que, dans ces lieux, les employés étaient amenés à manipuler ou du moins à se trouver à proximité de biens faciles à subtiliser. Ceci est particulièrement le cas dans les épiceries où le personnel faisait l'objet de peu de surveillance de la part de leurs patrons, comparativement à des individus occupant d'autres types d'emplois. Parmi ces causes, un certain nombre concernent le vol de diverses sortes de marchandises. Par exemple, Alfred Allison, travaillant comme commis chez un épicier de la rue Des Seigneurs, fut accusé d'avoir dérobé ce dernier de deux « canes [sic] de sardines, valant vingt-cinq cents »<sup>54</sup>. De son côté, Abondis Paré, 14 ans, comparaît devant la cour pour avoir volé à son employeur, un marchand de la rue Saint-Laurent, « four suits, three pair of night shirts, one pair of brace worth 12\$ and 2,15\$ »<sup>55</sup>. Toutefois, la majorité de ces causes concernent le vol de diverses sommes d'argent. La plupart du temps, les accusés sont de jeunes hommes employés dans ces établissements à titre de commis, et parfois comme messenger ou livreur. Dans la mesure où ceux-ci étaient d'origine modeste et occupaient des métiers très mal payés, il n'est sans doute pas exagéré de penser que la proximité de l'argent convoité ait pu exercer une grande tentation sur eux.

Outre les plaintes visant leurs employés, les doléances amenées devant les cours par des marchands concernent fréquemment des cas de vol à l'étalage. La plupart du temps, ces délits sont évidemment commis à l'intérieur des établissements. Toutefois, l'habitude de certains commerçants d'étaler leur marchandise devant leurs magasins fait en sorte que celle-ci est parfois subtilisée à l'extérieur. Ces infractions concernent le vol de divers types de biens : vêtements, souliers, couvre-chaussures, ainsi que, très souvent, des articles ménagers, tels des

---

<sup>54</sup> BAnQM, TL32, CP, *La Reine contre Alfred Allison*, dossier no. 272, 19 février 1891.

<sup>55</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Abondis Paré*, dossier no. 1850, 13 novembre 1911.

balais et des planches à laver, entre autres. L'on observe également la présence d'un certain nombre de cas de vol de nourriture. Par exemple, Robert Colhoun et Alphonse Brazeau furent condamnés à dix jours d'emprisonnement pour avoir volé 40 pommes chez un épicier de la rue Wolfe<sup>56</sup>. De son côté, Hormidas Robillard reçut une sentence d'un mois de travaux forcés par le Juge Dugas pour avoir volé un poulet chez un boucher de la rue Ontario<sup>57</sup>.

Si la plupart de ces délits semblent avoir été commis dans des petits commerces, l'on observe, tout particulièrement vers la fin de la période étudiée ici, un nombre important de vols perpétrés dans les grands magasins de la ville, tels Morgan's, Dupuis & Frères ainsi que des plus petits commerces de détails comme Woolworth's, entre autres. Comme l'ont noté certains auteurs, le tournant du XX<sup>e</sup> siècle est témoin de la naissance d'un nouveau type de crime associé à ces commerces propres à la société de consommation en émergence; la kleptomanie. Aussi, comme l'avance Elaine S. Abelson, les notions de genre et de classe sont intrinsèquement liées à la construction de ce phénomène dans la mesure où celui-ci est essentiellement perçu comme étant l'affaire des femmes de classe moyenne<sup>58</sup>. Dans le cas des sources montréalaises que nous avons observées, l'association du vol à l'étalage dans ces grands magasins avec cette catégorie sociale n'est pas aussi directe que le soutient Abelson. Toutefois, ce crime y est clairement défini comme étant de nature féminine :

---

<sup>56</sup> BAnQM, TL32, CP, *La Reine contre Robert Colhoun et Alphonse Brazeau*, dossier no. 1375, 5 octobre 1891.

<sup>57</sup> BAnQM, TL32, CP, *La Reine contre Hormidas Robillard*, dossier no. 640, 8 juin 1891.

<sup>58</sup> Elaine S. Abelson, *When Ladies Go A-Thieving. Middle-Class Shoplifters in the Victorian Department Store*, New York, Oxford University Press, 1989, 292 p. Voir également, Patricia O'Brien, «The Kleptomania Diagnosis: Bourgeois Women and Theft in Late Nineteenth-Century France», *Journal of Social History*, Vol. 17. No. 1, (Autumn, 1983), pp. 65-77.



Les vols à l'étalage augmentent particulièrement. Les Magasins Scroggie, Dupuis et Frères, les bazars de la compagnie Woolworth sont les endroits que choisissent de préférence les voleurs à la tire. Il convient de mentionner que ce sont surtout des femmes qui commentent ces vols. Plusieurs de ces kleptomanes féminins ont comparu ce matin, devant le juge Lafontaine. Ce dernier a cru devoir être sévère, étant donné la fréquence de ces vols et la protection que la loi doit aux marchands.<sup>59</sup>

Toutefois, bien que les femmes forment un groupe important parmi les individus accusés d'avoir subtilisé divers types d'objets dans ces grands magasins, celles-ci ne constituent pas la majorité des défendeurs dans ces causes. Ainsi, sur vingt cas de cette nature que nous avons repérés<sup>60</sup>, huit concernent des accusés de sexe féminin<sup>61</sup>. Bien que cet échantillon soit trop limité pour tirer des conclusions précises, celui-ci tend à démontrer que les hommes étaient aussi fréquemment inculpés de ce type de crime. La plupart du temps, ce sont de petits objets, sans doute plus faciles à dissimuler, qui sont volés dans ces grands magasins. Ainsi, Delphis Lépine fut condamné à une amende de 10\$ ou à défaut 8 jours

---

<sup>59</sup> *La Patrie*, 24 novembre 1913, p.12.

<sup>60</sup> Remarquons cependant qu'il est fort probable que les cas de vol à l'étalage commis dans les grands magasins de la ville amenés devant la justice soient plus importants au sein de notre échantillon que ce nombre ne l'indique. En effet, comme nous l'avons mentionné c'est surtout à la fin de la période que ces types de plaintes sont les plus fréquentes. Or, pour l'année 1921, nous n'avons qu'une très petite quantité de dossiers issus du Greffe de la paix et par conséquent la plupart des informations concernant les causes ont été prises dans les plunitifs qui n'offrent aucun détail sur l'infraction. On rappellera que cette non disponibilité des documents est due à la décision des Archives nationales du Québec de ne conserver qu'un échantillon d'un dossier sur vingt, parmi l'ensemble des plaintes amenées devant les différentes instances du Greffe de la paix durant les années postérieures à 1919. Sur cette question voir l'introduction de cette thèse.

<sup>61</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

d'emprisonnement pour avoir subtilisé « deux cloth brushes, one shaving brush and one bar of soap », le tout d'une valeur de 0,75\$ chez Woolworth's<sup>62</sup>. De même, Léa Wesburg fut condamné à payer 2\$ ou à défaut, huit jours d'emprisonnement pour avoir pris un plat en émail dans ce même commerce<sup>63</sup>.

#### 4.2.2 Les mesures et sentences imposées aux individus accusés de vol.

Si un individu était condamné pour vol, celui-ci était passible de sentences très sévères. En effet, le Code criminel de 1892 prévoyait une période d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 7 ans, ou dix ans si le prévenu avait déjà été reconnu coupable du même crime. Puis, dans le cas de vols de biens d'une valeur de plus de deux cents dollars, les juges pouvaient rajouter deux années supplémentaires d'emprisonnement à la peine<sup>64</sup>. Aussi, comme nous l'avons déjà mentionné les servantes condamnées pour vol étaient passibles de quatorze ans d'emprisonnement. On notera par ailleurs que la même peine était prévue dans le cas d'autres types de domestiques et des commis condamnés pour le même délit<sup>65</sup>, les cas de vol sur la personne<sup>66</sup>, ainsi que les vols par effraction<sup>67</sup>. En même temps, malgré la sévérité de la loi, celle-ci n'était pas automatiquement appliquée dans les condamnations pour vol. En effet, plusieurs facteurs semblent avoir été considérés

---

<sup>62</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Delphis Lépine*, dossier no. 4710, 22 octobre 1921.

<sup>63</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Lea Wesburg*, dossier no. 1730, 22 avril 1921.

<sup>64</sup> *Code criminel*, 1892, 55-56 *Victoria*, Chap. 29, partie XXIV, Art. 356 et art. 357. Comme nous l'avons déjà mentionné la peine pouvait être plus sévère pour les commis et domestiques trouvés coupables de vol.

<sup>65</sup> *Code criminel*, 1892, Chap. 29, section. XXVI, Art. 319.

<sup>66</sup> *Code criminel*, 1892, Chap. 29, section. XXVI, Art. 345. Le vol sur la personne se définit par l'acte de prendre un objet, de l'argent ou autre directement d'un individu ou en sa présence. Voir Crankshaw, *op.cit.*, p. 310.

<sup>67</sup> *Code criminel*, 1892, Chap. 29, section XXX, Art. 411.

par ces derniers lorsque venait le temps de décider quelles mesures seraient imposées aux prévenus. Entre autres, l'on remarque que la présence d'un lien de proximité entre la victime du crime et l'accusé semble jouer un rôle important sur les résultats de ces procès. Tout semble effectivement indiquer que cela rende plus probable que les peines soient peu sévères ou que les poursuites soient abandonnées par le plaignant. L'existence d'un lien de proximité entre plaignant et accusé semble aussi augmenter les probabilités que la poursuite ne soit pas maintenue mais qu'au contraire la plainte soit retirée par le requérant. Encore une fois, cette attitude semble être largement motivée par le fait que peu d'individus tiennent à maintenir leur cause, une fois les effets ou les sommes volés retrouvés. On notera à titre d'exemple, le cas de Joseph Berthiaume, un commis de bar qui accuse un de ses collègues de travail, Ernest Jolicoeur, de vol devant le Greffe de la paix<sup>68</sup>. D'après les informations fournies dans le dossier relatif à cette cause, un soir, au travail, Berthiaume donne à Jolicoeur un billet de 20\$, lui demandant d'obtenir de la monnaie. Or, quelques heures plus tard, ce dernier n'avait toujours pas remis l'argent à son collègue de travail. Par la suite, Berthiaume décide d'accuser Jolicoeur de vol. Cependant, deux jours plus tard, la plainte est retirée. D'après les explications fournies par le plaignant, son objectif était de récupérer l'argent volé et non pas de punir le prévenu. Par ailleurs, Berthiaume fournit une déclaration sous serment dans laquelle il affirme qu'il n'avait pas connaissance des lourdes conséquences qu'une telle action en justice pouvait entraîner pour l'accusé:

Je soussigné J. Berthiaume [...] [déclare] qu'en déposant cette plainte je n'ai pas réfléchi suffisamment et n'aurais pas dû en justice pour le défendeur la déposer. [...] Que lorsque je me suis rendu au greffe de cette Cour et n'étant pas au courant de ces sortes de procédures j'étais sous l'impression qu'il s'agissait simplement de forcer le défendeur à me

---

<sup>68</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Ernest Jolicoeur*, dossier no. 3115, 10 octobre 1911.

rembourser immédiatement de la dite somme de \$20.00 et n'avais pas l'intention que le dit défendeur soit arrêté. [...] Qu'ayant été remboursé de la dite somme [...] et d'autres frais. Je déclare consentir à retirer la plainte que j'ai portée [...].<sup>69</sup>

Les causes dans lesquelles le défendeur et l'accusé n'avaient aucun lien étaient plus susceptibles d'aboutir à des sentences lourdes. Cette tendance est notamment perceptible dans le cas des prévenus accusés de vol sur la personne, causes dans lesquelles les parties ne se connaissaient généralement pas. Par exemple, Nellie Anderson, dont nous avons évoqué le cas précédemment, fut condamnée à six mois de travaux forcés pour le larcin qu'elle perpétra sur la personne d'Andrew Makin<sup>70</sup>. La même sentence fut également accordée à Dickie Moore, un journalier âgé de 19 ans, pour avoir dérobé à un dénommé Richard Cotton la somme de vingt cents, et ce, malgré le fait qu'il s'agissait de sa première condamnation<sup>71</sup>. Il faut cependant préciser que le pourcentage de plaintes concernant des vols sur la personne qui aboutit à une peine d'emprisonnement n'est pas supérieur à celui des autres types de crimes contre la propriété. Ainsi, 37% des poursuites entamées par des patrons contre leurs employés donnent lieu à de telles sanctions; dans le cas des causes concernant des vols sur la personne, la proportion est de 35%<sup>72</sup>. La différence notoire dans la sévérité des peines accordées aux individus condamnés pour ces délits se trouve plutôt dans le nombre de jours d'incarcération octroyés aux prévenus. Ainsi, en ce qui concerne les individus trouvés coupables d'avoir dérobé

---

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> BAnQM, TL32, CP, *La Reine contre Nellie Anderson*, dossier non numéroté, 6 décembre 1892.

<sup>71</sup> BAnQM, TL32, SP, *La Reine contre Dickie Moore*, dossier no. 6, 3 janvier 1891.

<sup>72</sup> Ces statistiques sont le résultat d'un calcul effectué sur un total de 65 plaintes pour lesquelles nous avons pu déterminer que le requérant était l'employeur de l'inculpé. Ainsi que sur 56 plaintes concernant des cas de vol sur la personne. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921.

leurs employeurs, la moyenne du temps d'emprisonnement est de 245 jours, tandis que dans le cas des individus sentenciés pour vol sur la personne, celle-ci est de 599 jours<sup>73</sup>.

En même temps, on observe que les employés accusés de vol affichent un haut taux de condamnation. Ainsi, parmi ces derniers, seulement 15% des inculpés reçoivent un verdict de non-culpabilité<sup>74</sup>. Pour la totalité des cas de notre échantillon de cas de vols, 23,3% aboutissent par un tel verdict (Tableau 4.3). Cependant, une importante fraction d'employés accusés de vol devant les cours, soit 28,6%, se voient imposer une sentence suspendue, alors que pour l'ensemble des cas de vol la proportion est de 15,3% (Tableau 4.3). Ici, l'existence d'un lien de proximité entre les parties apparaît encore une fois comme étant un facteur décisif. Ainsi, bien qu'ils aient déposé une plainte contre leurs employés, certains patrons interviennent en cour afin de demander la clémence du juge. À titre d'exemple, on notera le cas de Rose Aspell, 27 ans, à l'emploi comme servante pour un courtier nommé Georges Marcil résidant sur l'avenue des Pins. En mars 1911, Rose est amenée devant la Cour de police pour répondre à une plainte déposée par son employeur, pour avoir dérobé ce dernier de plusieurs bijoux et autres biens d'une valeur totale de 100\$, accusation à laquelle elle plaide coupable. Deux jours après son arrestation, le patron de Rose écrit au juge Lanctôt afin de lui demander de ne pas emprisonner cette dernière:

Cher Juge, À la demande de la mère de notre ex-bonne Rose Aspell, nous vous demandons, ma femme et moi, de bien vouloir la remettre en liberté vu que nous considérons qu'elle est maintenant suffisamment punie et que sa santé

---

<sup>73</sup> *Ibid.* Il est possible que le fait que certains de ces cas aient impliqué l'utilisation de violence ait joué sur la sévérité de la peine. Toutefois, seule une infime minorité de ces vols semblent avoir été accompagnés d'assauts.

<sup>74</sup> *Ibid.*

est délicate. Elle reconnaît sa faute et a rendu les articles volés. Vous pourriez peut-être au moins la laisser sortir sous cautionnement.<sup>75</sup>

**Tableau 4.3 Acquittements et mesures imposées aux prévenus condamnés pour**

|   |   | 1891  | 1901  | 1911  | 1921  | Total |
|---|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Acquitté/Libéré</b>                  | % | 23,5% | 12,1% | 29,5% | 26,6% | 23,3% |
|   | n | 40    | 13    | 39    | 25    | 117   |
| <b>Amende/Frais/Caution</b>             | % | 7,6%  | 19,6% | 9,1%  | 9,6%  | 10,9% |
|   | n | 13    | 21    | 12    | 9     | 55    |
| <b>Emprisonnement</b>                   | % | 58,8% | 50,5% | 31,8% | 38,3% | 46,1% |
|   | N | 100   | 54    | 42    | 36    | 232   |
| <b>Sentences suspendues</b>             | % | 7,1%  | 14,0% | 22,7% | 21,3% | 15,3% |
|   | n | 12    | 15    | 30    | 20    | 77    |
| <b>Placement institutionnel/aliénés</b> | % | 2,9%  | 3,7%  | 6,8%  | 3,2%  | 4,2%  |
|   | n | 5     | 4     | 9     | 3     | 21    |
| <b>Autre</b>                            | % | 0%    | 0%    | 0,0%  | 1,1%  | 0,2%  |
|   | n | 0     | 0     | 0     | 1     | 1     |
|   | % | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  |
|   | n | 170   | 107   | 132   | 94    | 503   |

**vol, Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1891-1921**

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

À la suite de l'intervention de son employeur, le Juge accorde à Rose une sentence suspendue. Cette attitude de relative indulgence témoignée par certains patrons à l'endroit des membres de leur personnel a également été remarquée par l'historienne Jennifer Davis. D'après cette dernière, les petits commerçants et épiciers étaient généralement peu prompts à exiger des sentences sévères contre leurs employés. Par ailleurs, signale-t-elle, certains employeurs avaient tendance à laisser passer certains de ces larcins, pourvu que les objets ou les sommes volées leur soient

<sup>75</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Rose Aspell*, dossier no. 1205, 15 mai 1911.

rendus et que ces actes ne se répètent pas.<sup>76</sup> On remarque en effet plusieurs causes où une telle attitude de la part des patrons est perceptible<sup>77</sup>. Certains d'entre eux se montrent par ailleurs prêts à garder les accusés à leur emploi. Par exemple, mai 1891, Louis Ovide Grothé, un manufacturier de cigares, dépose une plainte contre un de ses employés, un jeune garçon du nom de Michael Sterman, pour avoir volé 12 cigares dans son établissement. Or, dans sa déclaration, le plaignant déclare que celui-ci a jusqu'à maintenant toléré plusieurs délits commis par l'accusé et qu'il a même déjà entamé des procédures contre lui quelques mois auparavant :

[...] le nommé Sterman a alors plaidé coupable et sur sa promesse de mieux faire et de travailler la sentence a été suspendue. J'ai depuis repris à mon emploi le nommé Sterman (sic), je l'ai repris quatre fois différente sur la demande de son oncle Mr. Louis Lewis mais il m'a été impossible de le garder, il refuse de travailler, il est vraiment (sic) incorrigible.<sup>78</sup>

Comme le montre cet exemple, tout semble indiquer que, lorsqu'ils le jugeaient nécessaire, certains employeurs étaient prêts à tolérer certains vols commis par leurs employés. Souvent, ce n'est que quand ces actes se répétaient que les patrons faisaient appel à la justice criminelle<sup>79</sup>. En même temps cette apparente tolérance

---

<sup>76</sup> Davis, *Loc. cit.*

<sup>77</sup> Un document inclus dans un dossier nous amène à croire que les juges pouvaient parfois se montrer très sévères à l'endroit des prévenus ayant commis des crimes contre leurs patrons. Ainsi, lorsque Frank Armfield est condamné pour avoir volé un épicier duquel il est à l'emploi, le Juge Desnoyers le condamne à une peine de six mois de travaux forcés, alors que son complice, Louis Turner, ne reçoit que deux mois. Or, dans une lettre incluse dans le dossier, le Juge Desnoyers signale la raison pour laquelle il a condamné Armfield à une peine aussi lourde : « It was his first known offense, but his case [was] aggravated by the circumstances that he stole his masters property ». BAnQM, TL32, SP, *La Reine contre Frank Armfield et Louis Turner*, dossier no. 270, 25 juin 1892.

<sup>78</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Michael Sterman*, dossier no. 40, 10 février 1892.

<sup>79</sup> Davis, *Loc.cit.*

témoignée par les patrons envers les membres de leur personnel ne doit pas occulter la relation éminemment inégalitaire qui existe entre les parties, rapport qui fait écho aux anciennes loi régissant les rapports entre employeurs/employés qui remontent à l'époque médiévale<sup>80</sup>. Ainsi, même lorsque les employeurs font preuve de clémence envers leurs employés, ils ne font qu'exprimer leur domination sur ces derniers. Aussi, lorsque les cours permettaient une telle latitude aux patrons, elles renforçaient le pouvoir de classe qui caractérise cette relation. Il faut également préciser que cette attitude d'indulgence est surtout perceptible dans le cas de petits employeurs. Les dirigeants d'entreprises plus grandes, au sein desquelles les rapports entre patrons et employés étaient beaucoup plus distants, pouvaient être davantage portés à réclamer des sentences sévères afin de montrer leur intolérance à de tels actes à l'ensemble de leur personnel. Ainsi, lorsque Joseph Gauthier est accusé d'avoir volé quelques lanières de cuir propriété de son employeur, J.H. Bell, manufacturier de chaussures, un des gérants de l'entreprise fait part au Juge Lafontaine de la nécessité d'accorder une sentence exemplaire au prévenu :

I would simply call your attention to the Gauthier case coming before you this morning, and the necessity of dealing severely with it, as an example to the large number of men we employ. While this special case does not amount to much, still it would soon amount to a very serious loss.<sup>81</sup>

Les nombreuses plaintes pour vol déposées devant les cours montréalaises au tournant du XXe siècle nous montrent bien la différence entre la loi et son application concrète. La législation prévoyait des sanctions sévères contre les prévenus trouvés coupables de vol. En même temps, les archives indiquent que les

---

<sup>80</sup> Voir Paul Craven, «The Law of Master and Servant...», pp. 175-176.

<sup>81</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Joseph Gauthier*, dossier no. 1940, 29 novembre 1901. Dans ce cas, Gauthier reçoit une sentence de dix jours d'emprisonnement et de 5\$ d'amende, ou à défaut 10 autres jours.



plaignants jouaient un rôle important dans l'aboutissement de ces procès. Non seulement ceux-ci pouvaient retirer leurs plaintes quand ils estimaient qu'il ne valait plus la peine de poursuivre ces procédures judiciaires. Mais ils pouvaient également, dans certains cas, influencer la décision des juges dans l'attribution des sentences aux prévenus. Ainsi, il arrivait parfois que des mesures clémentes soient réclamées par les plaignants, tout particulièrement dans le cas des employeurs qui portaient plainte contre des membres de leur personnel. À cet effet, il est fort probable que la grande sévérité prévue par la loi dans les cas de vol aient joué un rôle majeur dans cette attitude témoignée par les plaignants. Préférant sans doute attribuer d'autres sanctions moins sévères aux inculpés, ceux-ci faisaient appel à l'indulgence des juges qui, dans bien des cas, semblent avoir acquiescé à ces demandes. En même temps, dans d'autres cas, des sentences sévères pouvaient être réclamées par les employeurs, désireux de donner l'exemple et de montrer que de tels crimes ne resteraient pas sans impunité. En agissant ainsi, ces patrons manifestaient de leur domination de classe sur les individus à leur service, rapport que les cours de justice leur permettaient de maintenir.

#### **4.3 Plaignants masculins et violence interpersonnelle.**

Même si une imposante historiographie s'est penchée sur la problématique de la violence des hommes à l'égard des femmes, celle de la violence interpersonnelle masculine a été relativement peu étudiée. Pourtant, comme l'ont noté plusieurs chercheurs, les hommes étaient -et sont toujours- soumis aux agressions physiques commises par leurs pairs. Qui plus est, à travers l'histoire, ceux-ci ont figuré plus souvent parmi les victimes de la violence masculine que les

femmes ou les enfants<sup>82</sup>. Au Québec, la question de la violence masculine reste encore à explorer, tout particulièrement pour la fin du XIXe et le début du XXe siècle<sup>83</sup>. Cette section de la thèse vise à combler, du moins en partie, ce vide historiographique. Comme nous le verrons ici, cette question en est une qui cause certaines inquiétudes au sein de la société montréalaise du tournant du XXe siècle. Ceci, dans la mesure où à la suite de l'arrivée d'une population immigrante nouvelle et importante dans la ville, d'importantes tensions interethniques se forment, puis s'accroissent alors que l'avènement de la Première Guerre mondiale devient de plus en plus inévitable.

#### 4.3.1 La question de la violence masculine au tournant du XXe siècle.

Malgré le long silence des historiens sur la question de la violence entre hommes, il faut néanmoins remarquer que, depuis quelques années, les recherches historiques sur cette problématique ont connu un essor considérable. Une large fraction de ces travaux se sont par ailleurs penchés sur cette problématique dans le contexte du XIXe siècle. Martin J. Wiener a notamment démontré comment cette période est témoin d'une intolérance grandissante envers la violence masculine. Ceci, indique l'auteur, se reflète dans l'attitude de plus en plus sévère de la justice

---

<sup>82</sup> John E. Archer, «'Men behaving badly?': Masculinity and the Uses of Violence, 1850-1900», dans *Everyday Violence in Britain, 1850-1950. Gender and Class.*, Shani D'Cruze (dir.), Harlow, Pearson Education Ltd., 2000, p.40.

<sup>83</sup> Pour une période précédente voir, notamment, les travaux de Donald Fyson : «Blows and Scratches, Swords and Guns: Violence Between Men as Material Reality and Lived Experience in Early Nineteenth-Century Lower Canada», Communication présentée au Congrès de la Société historique du Canada, Sherbrooke, juin 1999 [En ligne:] <<http://www.hst.ulaval.ca/Profs/Dfyson/Violence.htm>>; «Violence Between Men and Family Matters Before the Montreal Courts in the Late Eighteenth and Early Nineteenth Centuries», Communication présentée à la Canadian Family History Conference, Carleton University, Ottawa, mai 1997. [En ligne:] <<http://www.hst.ulaval.ca/Profs/Dfyson/MVFamHon.htm>>

criminelle à l'endroit des hommes accusés de crimes violents (meurtres, assauts, viols, etc.). Puis, également, dans une intransigeance croissante à l'égard de certains comportements masculins qui auparavant étaient socialement acceptés, tels le duel et le pugilat. Aussi, avance Wiener, ces changements ont pour conséquence une importante remise en question des valeurs traditionnellement associées à la masculinité. Soit le passage d'un idéal basé sur l'honneur à un autre axé plutôt sur le raisonnement, la prudence et le contrôle de soi.<sup>84</sup>

L'émergence de ces valeurs n'implique toutefois pas que celles-ci ne seront pas contestées par les classes populaires. Ainsi, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, la violence, et tout particulièrement son expression publique, fait toujours partie intégrante des expériences associées aux idéaux de masculinité propres aux classes populaires<sup>85</sup>. Ceci est notamment visible par la persistance de certaines formes de violences ritualisées, tels le combat au corps à corps par exemple, ainsi que par la place importante accordée à certains sports violents, comme la boxe ou le hockey, dans la culture populaire<sup>86</sup>. Cela se reflète également dans le grand nombre de causes concernant des cas de violence interpersonnelle entre hommes qui sont entendues devant les cours à cette époque. L'on remarquera à cet effet que près du tiers (29,3%) de l'ensemble des accusations portées par des particuliers masculins devant la justice criminelle concerne des assauts commis à leur endroit (Tableau 4.2).

---

<sup>84</sup>M. Wiener, *Men of Blood...*, p. 6.

<sup>85</sup> Voir, entre autres, Craig Heron «Boys Will be Boys: Working-Class Masculinities in the Age of Mass Production», *International Labour and Working-Class History*, no. 69, spring 2006, pp. 6-34; Andrew Davies, «Youth Gangs, Masculinity and Violence in Late Victorian Manchester and Salford », *Journal of Social History*, Hiver 2008, pp. 349-369.

<sup>86</sup> Voir notamment, Lynn Marks, *Revivals and Roller Rinks : Religion, Leisure, and Identity in Late Nineteenth-Century Small-Town Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 330 p.; Stacy L. Lorenz et Geraint B. Osborne, « 'Talk About Strenuous Hockey' : Violence, Manhood, and the 1906 Ottawa Silver Seven-Montreal Wanderer Rivalry », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 40, no. 1, Hiver 2006, pp. 125-156.

De plus, même si ces accusations peuvent être appliquées tant à des hommes qu'à des femmes, dans 93% des cas, celles-ci visent un défendeur masculin<sup>87</sup>.

La problématique de la violence est l'objet d'une attention médiatique considérable au cours de la période étudiée ici. En effet, les journaux rapportent de façon constante et de manière hautement sensationnaliste les divers cas d'assauts graves, de tentatives de meurtre et d'homicides qui ont lieu dans la ville, donnant ainsi l'impression que ces types de crimes sont de plus en plus nombreux. Cette préoccupation est sans aucun doute liée au climat d'insécurité qui marque le tournant du XXe siècle. L'industrialisation et l'urbanisation rapide, ainsi que l'arrivée massive de milliers d'immigrants, aident à créer un contexte caractérisé par l'émergence d'importantes tensions sociales et ethniques. Celles-ci se trouvent accentuées dans les années 1910, alors que des conflits armés surgissent en Europe et que l'entrée du Canada dans la Première Guerre mondiale devient imminente. Cette couverture médiatique ne reflète toutefois aucunement la réalité perceptible dans les plaintes qui sont déposées devant les cours criminelles. En effet, si l'analyse des dossiers relatifs aux plaintes concernant des crimes contre la personne nous montre la grande diversité des actes qui sont à la source de ces litiges, la plupart n'impliquent pas des agressions graves. Ainsi, 70,4% des plaintes déposées devant les cours concernent des accusations pour assaut simple et 14,6% sont des poursuites pour menaces<sup>88</sup>. Les inculpations d'assaut grave, blessures ou tentative de meurtre ne forment que 13% des procédures initiées devant la justice criminelle<sup>89</sup>. En ce qui

---

<sup>87</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1911 et 1921. BAnQM, TL32, 1901 et 1911; TP12, S2, SS1, 1921. Échantillon d'une plainte sur cinq.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> *Ibid.*

concerne les cas de meurtre, ils représentent 2% des causes<sup>90</sup>. On notera cependant que la proportion d'agressions plus graves diffère de façon importante en fonction du sexe du requérant. Car si, chez les plaignantes, les procédures pour assaut grave, tentative de meurtre ou blessures forment seulement 3,5% de l'ensemble des plaintes qu'elles déposent pour des crimes contre la personne, chez les accusés masculins la proportion est de 20,2%<sup>91</sup>.

Comme nous l'avons noté dans le précédent chapitre, l'existence d'un lien de proximité entre le plaignant et l'accusé est un élément qui caractérise la très grande majorité des plaintes pour divers crimes contre la personne initiées par des femmes durant la période étudiée ici. Nous avons aussi vu comment ceci s'applique également à de nombreux litiges concernant des crimes contre la propriété entendus devant les cours criminelles. L'élément de proximité n'est toutefois pas aussi flagrant dans les poursuites pour assaut intentées par des hommes<sup>92</sup>. Bien qu'il nous est impossible de quantifier cette affirmation, les requérants masculins semblent avoir été plus souvent les victimes d'actes de violence commis par des inconnus que les femmes. Ceci s'explique sans doute par la plus grande mobilité des hommes au sein de l'espace public au tournant du XXe siècle, ce qui augmente la probabilité que ces derniers entrent en contact avec des étrangers. Malgré cela, un certain nombre de ces causes opposent des personnes qui avaient un lien préalablement à l'agression. Tout

---

<sup>90</sup> *Ibid.* Dans la mesure où les plaintes pour meurtre sont toujours déposées par les autorités, ces cas n'ont pas été inclus dans le corpus de causes pour des crimes contre la personne que nous analysons dans cette section.

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> Les conclusions tirées dans la section qui suit est basée sur l'analyse d'un total de 629 plaintes concernant des crimes contre la personne déposées par un particulier de sexe masculin devant la CRM et la Cour de police durant les années 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

comme dans le cas des procédures pour assaut initiées par des femmes, ces plaintes sont le plus souvent dirigées contre un membre de leur famille. Et, contrairement aux plaignantes, les hommes ne visent pas tant leurs conjointes dans ces procès, que divers autres individus apparentés; notamment leurs frères, leurs pères et dans quelques rares cas, leurs fils<sup>93</sup>. Malheureusement, le peu d'informations incluses dans ces dossiers ne nous permet pas de connaître la source des conflits qui font l'objet de ces poursuites. Toutefois, tout semble indiquer que très souvent les accusés cohabitent avec le requérant. Aussi, nous sommes en mesure de constater que, parfois, ces affrontements sont récurrents. Ainsi, l'exemple de la famille Deneen, du Village de Verdun, dont les membres se retrouvent plusieurs fois devant les cours durant la période étudiée. En février 1891, un laitier du nom de Daniel Deneen dépose une plainte pour assaut contre son frère Maurice, âgé de 29 ans, déclarant que celui-ci l'a frappé «striking me with his fist in the face». Trouvé coupable, Maurice est alors condamné par le Juge Desnoyers à payer une amende de 10\$ ou à défaut, subir une sentence d'un mois d'emprisonnement<sup>94</sup>. Quelques jours plus tard, Daniel fait une nouvelle requête pour assaut devant la cour. Cette fois-ci, c'est son autre frère, Denis, âgé de 21 ans, qui est visé. Dans ce cas, le plaignant atteste que le prévenu lui a lancé une lampe à l'huile et rajoute que celui-ci vient tout juste d'être libéré après avoir purgé un mois de détention pour une autre accusation d'assaut commis contre lui<sup>95</sup>. Cette poursuite est cependant abandonnée par Daniel après

---

<sup>93</sup> Sur un total de 48 plaintes pour divers types d'assaut déposées par un particulier de sexe masculin pour lesquelles nous avons pu identifier le défendeur comme étant un membre de la famille du plaignant, 22 sont dirigées contre la femme du requérant, une vise la mère de ce dernier et 25 sont dirigées à un membre de sa famille qui est de sexe masculin (père, frère, fils). Nous n'avons repéré aucune plainte de ce type qui est dirigée vers une fille ou une sœur du plaignant. *Ibid.*

<sup>94</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Maurice Dineen*, dossier no. 11, 2 janvier 1891.

<sup>95</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Denis Dineen*, dossier non numéroté, 23 janvier 1892.

quelques jours. Toutefois, près d'un an plus tard, en mars 1892, ce dernier retourne en cour. Cette fois-ci, il se retrouve dans le camp des accusés, alors que Maurice dépose une plainte pour assaut grave contre lui déclarant qu'il « l'a frappé lui coupant la paupière gauche »<sup>96</sup>. En même temps, de façon simultanée, Daniel initie de procédures contre Denis qu'il accuse de l'avoir frappé au visage. Les poursuites seront toutefois abandonnées dans les deux cas<sup>97</sup>.

Outre les membres de la famille, un certain nombre de ces poursuites sont dirigées envers les voisins des requérants. Bien que ces dernières visent tant des hommes que des femmes, ce sont surtout les voisins de sexe masculin qui sont ciblés par ces plaintes<sup>98</sup>. Les conflits qui sont dépeints ici ressemblent beaucoup à ceux que nous avons décrits lorsque nous avons analysé les procès entamés par des femmes contre les habitants de leurs rues et leurs quartiers.<sup>99</sup> Ainsi, ces altercations concernent avant tout des thèmes reliés au comportement des enfants d'une des deux parties ou à des questions de propriété. Un certain nombre de ces litiges ont aussi comme source la conduite jugée dérangeante de certains voisins. À cet effet,

---

<sup>96</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Denis Dineen*, dossier non numéroté, 3 mars 1892.

<sup>97</sup> *Ibid.*; *Le Roi contre Daniel Dineen*, dossier non numéroté, 3 mars 1892. Les conflits entre les membres de cette famille semblent s'être poursuivis dans les années suivantes. Ainsi, au cours de l'année 1911, deux demandes de caution pour garder la paix sont déposées contre Maurice Dineen par sa mère, Ellen Clancy. Dans les deux cas, la plainte est retirée. AVM, CRM, PS, *Le Roi contre Maurice Dineen*, dossier no. 1190, 27 avril 1911; *Le Roi contre Maurice Dineen*, dossier no. 1372, 17 mai 1911.

<sup>98</sup> On notera que sur un total de 82 plaintes pour divers types d'assaut déposées par un homme contre un de ses voisins, seulement 10 visent une femme. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>99</sup> Sur l'ensemble de notre corpus comprenant divers cas d'assauts nous avons pu retracer le lien entre les parties pour un total de 102 plaintes. Parmi celles-ci, 48 visent un membre de la famille du requérant, 34 sont dirigées vers un voisin et 20 vers un individu qui habite à la même adresse mais qui ne semble pas être apparenté au plaignant. *Ibid.*

l'on notera l'exemple de Thomas Costello et d'Edward Madden, résidents de la rue Shannon. Costello et sa famille habitaient à l'étage au-dessus de la résidence de Madden. Un jour ce dernier remarqua que quelqu'un avait lancé de l'eau sur son balcon. Il monta alors voir son voisin. Rendu en haut, Madden fut accueilli par la belle-mère de Costello qui, selon ce dernier « threw some water on me and then threw the dipper at me »<sup>100</sup>. Aussi, toujours selon Madden, lorsqu'il s'approcha de la vieille dame, Costello intervint, le prenant par la gorge et le poussant si bien qu'il tomba du second étage, faisant une chute d'une vingtaine de pieds. Deux constables qui avaient été alertés par le bruit de l'altercation eurent le temps d'être témoins de la chute de Madden. Ils procédèrent donc à l'arrestation de Costello et amenèrent à l'hôpital le blessé, qui s'en sortit avec un bras cassé et des blessures à la tête. Costello reçut des accusations d'assaut grave et fut condamné à un an d'emprisonnement<sup>101</sup>. Cependant, les plaintes pour assaut grave ne forment pas la majorité des requêtes qui sont déposées par des plaignants masculins contre leurs voisins<sup>102</sup>. De plus, la plupart n'aboutissent pas à des sentences aussi lourdes<sup>103</sup>. Il n'en demeure pas moins

---

<sup>100</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Thomas Costello*, dossier no. 127, 5 août 1901.

<sup>101</sup> *Ibid.*; *La Patrie*, 5 août 1901, p.1

<sup>102</sup> En effet seulement 9% des plaintes pour assaut déposées par des hommes contre leurs voisins concernent des cas de violences graves. L'on remarquera cependant que cette proportion est supérieure à celle que l'on retrouve parmi les procédures initiées par des femmes pour lesquelles ce type d'accusation ne concerne que 4% des cas. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>103</sup> Bien qu'il soit possible que dans ce cas spécifique, la sévérité de la sentence ait été justifiée par la gravité de l'assaut, il est aussi probable que les antécédents judiciaires du prévenu aient joué un rôle important à cet égard. En effet, le dossier relatif à cette cause indique que celui-ci avait déjà été condamné à plusieurs reprises, ayant entre autres purgé une sentence de six mois pour larcin. BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Thomas Costello*, dossier no. 127, 5 août 1901.



que cet exemple est très représentatif du type de conflits qui pouvait opposer certains résidents d'un même quartier.

L'on observe également la présence de plusieurs plaintes qui concernent des altercations entre individus qui résident dans le même logis, mais qui ne sont pas apparentés. Un certain nombre de ces causes impliquent des parties qui cohabitent dans des maisons de pension. Certains auteurs ont démontré comment au tournant du XXe siècle, ces demeures jouent un rôle majeur dans les stratégies de survie des jeunes travailleurs célibataires et, notamment, pour ceux issus de l'immigration<sup>104</sup>. En se basant sur l'exemple des maisons de pensions immigrantes dans les régions minières du Nord de l'Ontario, Nancy M. Forestell avance que la grande concentration d'hommes dans ces endroits avait créé un terrain propice à la formation de liens sociaux importants, mais aussi d'une culture « homosociale » axée sur une forme de masculinité plus dure qui comprenait, entre autres, la consommation d'alcool et la participation à des jeux de hasard<sup>105</sup>. Les dossiers judiciaires des cours montréalaises tendent à indiquer que ce type de cohabitation peut aussi donner lieu à l'émergence de comportements agressifs. Victor Civilino, Alphonso Gustinelli et Ettore Mariotti, trois journaliers d'origine italienne, avaient passé l'après-midi à boire dans la maison de pension qu'ils habitaient près de Rapides-des-Cèdres lorsqu'une bagarre éclata. D'après les témoignages inclus dans le dossier, le facteur à la source de cette dispute était le nombre de bouteilles de bière

---

<sup>104</sup> Peter Baskerville, «Familiar Strangers. Urban Families with Boarders, Canada, 1901», *Social Science History*, 25, 3 (fall 2001), pp. 321-345; Richard Harris, « The End Justified the Means : Boarding and Rooming in a City of Homes, 1890-1951, *Journal of Social History*, vol. 26, no. 2, (winter, 1992), pp. 331-358; Robert Harney, «Boarding and Belonging: Thoughts on Sojourners institutions», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, 2, 1978, pp. 331-358.

<sup>105</sup> Nancy M. Forestell, «Bachelors, Boarding-Houses, and Blind Pigs : Gender Construction in a Multi-Ethnic Mining Camp, 1909-1920 », dans *A Nation of Immigrants: Women, Workers, and Communities in Canadian History, 1840s-1960s*, F. Iacovetta et al. (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 1998, pp. 259-260.

qui avaient été consommées jusque-là par Civilino. Les affirmations contradictoires des trois individus font en sorte que nous ignorons qui fut le premier à passer à l'attaque. Toutefois, l'altercation entre les trois hommes se termina par un coup de rasoir donné par Gustinelli à Civilino. Accusé de blessures, Civilino fut condamné à un mois d'emprisonnement<sup>106</sup>. Dans le cas de Alfonso Spina, un autre immigrant italien, celui-ci fut attaqué par le tenancier de la maison de chambre dans laquelle il habitait, Raphael Di Palma. Tout semble avoir éclaté lorsque ce dernier annonça à son pensionnaire qu'il devait quitter l'établissement et que celui-ci refusa, car, d'après son témoignage, il avait déjà payé pour la semaine. Une dispute éclata alors entre les deux hommes et Di Palma sortit un couteau et blessa Spina. Accusé pour blessures, Di Palma fut condamné à la peine peu sévère de 10\$ ou à un mois d'emprisonnement<sup>107</sup>.

L'analyse des données relatives aux métiers des plaignants et des défendeurs nous montre que ces conflits semblent avoir largement concerné des individus appartenant à la même classe sociale. En effet, les inégalités de classe ne semblent pas être un élément central dans ces litiges. De plus, les statistiques nous indiquent à cet effet que ces procès sont avant tout l'affaire des membres des classes ouvrières. On observe en effet que la grande majorité des demandeurs dans ce type de cas

---

<sup>106</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Alphonso Gustinelli*, dossier no. 38, 5 janvier 1914. On constatera que les deux cas cités dans ce paragraphe concernent des altercations qui ont lieu entre des individus d'origine italienne qui cohabitent dans une maison de pension. Comme l'ont souligné quelques auteurs, au tournant du XXe siècle, ce type d'habitation constitue une importante ressource pour les jeunes hommes immigrants nouvellement arrivés en Amérique du Nord. Voir, entre autres, Nancy M. Forestell, *op. cit* et sur le cas spécifique des immigrants italiens à Montréal voir, notamment, Bruno Ramirez, *Les premiers Italiens de Montréal. L'origine de la Petite Italie*, Montréal, Boréal Express, 1984, pp.41-42.

<sup>107</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Raphael Di Palma*, 478, 25 juin 1914. Nous ignorons toutefois les causes qui font en sorte que la sentence octroyée à cet accusé sera aussi peu sévère.

occupent des métiers faisant partie de la catégorie des artisans et ouvriers qualifiés et surtout, de celle des journaliers et ouvriers non qualifiés (Figure 4.5). Chez les accusés, les proportions occupées par ces deux catégories socioprofessionnelles sont encore plus importantes puisque 35,7% des prévenus appartiennent au groupe des travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés et 48% à celui des ouvriers non qualifiés (Figure 4.6). On notera que si les petits commerçants et des membres des professions libérales sont présents parmi ce groupe, le groupe des cadres, cols blancs et industriels sont absents parmi les accusés dans les causes pour des infractions contre la personne (Figure 4.6). À quoi attribuer ce phénomène? Il est difficile de répondre à cette question. Il est possible que le recours à la violence ait été un phénomène moins présent chez les hommes de la classe bourgeoise, comparativement à ceux des classes populaires. Aussi, il se peut que dans ces cas, les conflits n'aient pas été résolus devant les cours, mais bien par d'autres formes de réparation. La question reste toutefois ouverte.

La lecture des dossiers concernant divers types d'assauts nous a permis de constater que les individus pratiquant certaines professions apparaissent comme ayant été particulièrement vulnérables aux agressions physiques. Ceci est notamment le cas des conducteurs de tramway qui subissent régulièrement les attaques de certains passagers<sup>108</sup>. Les agents et huissiers forment un autre groupe que l'exercice de leur travail place constamment en situation de danger. Généralement, ces conflits éclatent lorsque ces derniers doivent faire face à des individus récalcitrants à les laisser accomplir leurs fonctions. Malgré que plusieurs

---

<sup>108</sup> AVM, CRM, PP, *Le Roi contre Adélarde Brazeau*, dossier no. 48 du 16 mai 1911; *Le Roi contre David Garry*, dossier no. 2 du 5 juin 1911. BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Cléophas Gibeau*, dossier no. 874, 14 juillet 1891; *Le Roi contre Gustave Wurth*, dossier no. 273, 23 février 1901; *Le Roi contre Dominique Masson*, dossier no. 315, 2 février 1911; *Le Roi contre Jean Baptiste Peloquin*, dossier no. 1476, 9 juin 1911.

de ces altercations sont initiées par des hommes, les femmes figurent également parmi les responsables de ces affrontements. Par exemple, un dénommé Francis Fiorinaz accuse une dame du nom Zéphirine Dagenais d'assaut, déclarant que celle-ci l'a attaqué dans le but de « m'empêcher de faire mon travail d'huissier »<sup>109</sup>. Cordelia Poudrette, une veuve vivant sur la rue de la Gauchetière, est quant à elle amenée devant la Cour de police pour avoir assailli un huissier nommé Mireault au moment où celui-ci tentait de saisir « une machine à coudre qui était entre les mains de l'accusée »<sup>110</sup>. De son côté, Marie Lepage, résidente de la rue Sainte-Catherine, fut inculpée d'assaut sur la personne d'Antoine Couillard, agent employé par la compagnie Williams. D'après le dossier relatif à cette cause, le demandeur avait le mandat de récupérer une machine à coudre que la défenderesse avait en sa possession. Toutefois, lorsqu'il se présenta à la demeure de cette dernière, elle refusa de lui rendre ladite machine et l'attaqua<sup>111</sup>. L'année suivante, Couillard se retrouve de nouveau en cour à titre de plaignant, dans le procès qui l'oppose à une dénommée Joséphine Janson, habitant sur la rue Montcalm. Cette fois-ci, le requérant déclare que l'accusée l'a assailli en « me frappant à la tête avec un tiroir de moulin à coudre »<sup>112</sup>. Dans la mesure où les machines à coudre constituaient un outil essentiel dans la vie d'un grand nombre de femmes de la classe ouvrière, il n'est pas surprenant que certaines d'entre elles aient pu réagir très agressivement lorsqu'on les obligeait à se départir de ces objets, comme en attestent ces exemples.

---

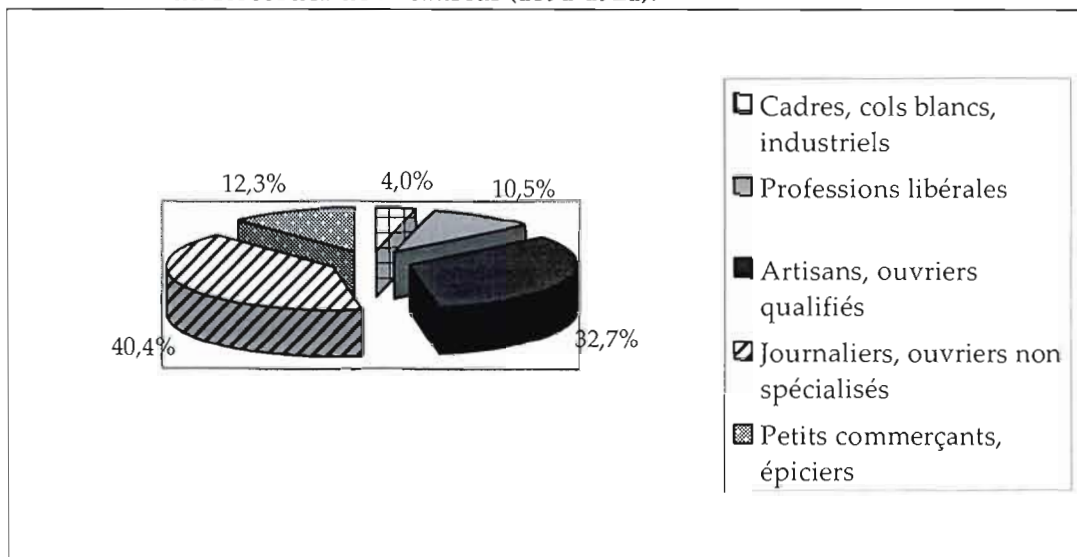
<sup>109</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Zéphirine Dagenais*, dossier non numéroté, 5 décembre 1892.

<sup>110</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Cordelia Poudrette*, dossier non numéroté, 28 juillet 1892.

<sup>111</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Marie Lepage*, dossier no. 53, 13 janvier 1891.

<sup>112</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Joséphine Janson*, dossier non numéroté, 8 août 1892.

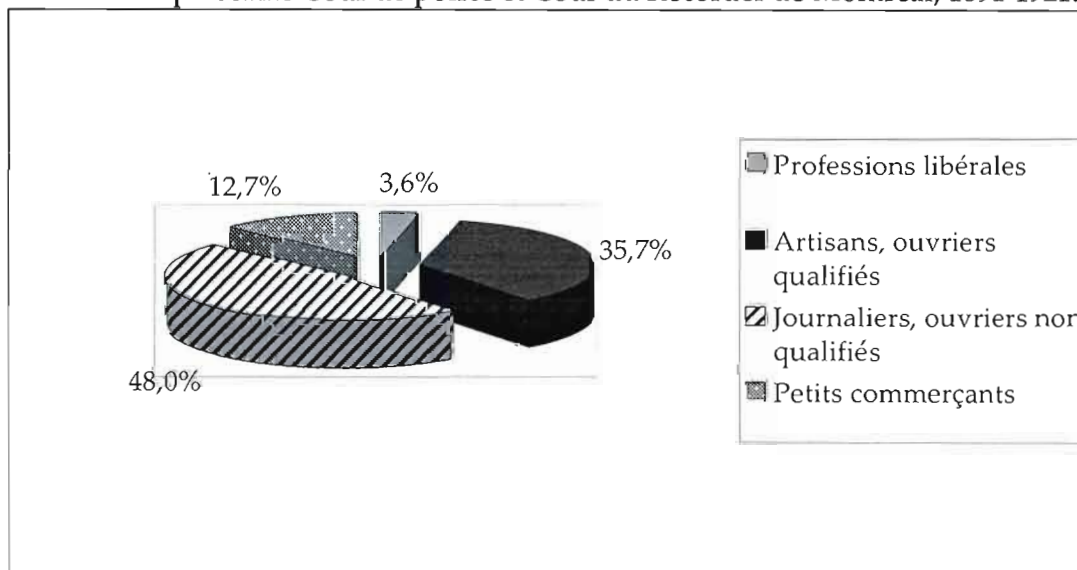
**Figure 4.5 Professions des plaignants (particuliers seulement), plaintes concernant des infractions contre la personne. Cour de police et Cour du Recorder de Montréal (1891-1921).**



Nombre d'entrées : 325.

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

**Figure 4.6 Professions des accusés, plaintes concernant des infractions contre la personne Cour de police et Cour du Recorder de Montréal, 1891-1921.**



Nombre d'entrées : 221

Source : AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

Ce sont toutefois les propriétaires de débits d'alcool, tavernes et restaurants ainsi que des individus travaillant dans ces lieux (serveurs, commis de buvette) qui se retrouvent le plus souvent devant les cours à titre de plaignants dans les procès pour assaut. Comme nous le verrons plus loin, ces endroits étaient régulièrement la scène d'altercations violentes. Or, il arrivait parfois que les propriétaires et employés de ces établissements soient les victimes de ces rixes. Par exemple, Christos Camelas, restaurateur, dépose une plainte pour assaut simple et dommages contre un menuisier nommé John Dubé après que ce dernier l'ait frappé avec une chaise et cassé plusieurs meubles dans son commerce<sup>113</sup>. De même, Charles Malboeuf, propriétaire d'un débit de boisson situé au Carré Papineau, se retrouve deux fois devant la Cour de police dans le courant de l'année 1891. En janvier, il poursuit un dénommé Pierre Dufault pour l'avoir « mordu à la figure »<sup>114</sup>. Puis en mai, Malboeuf porte de nouveau des accusations pour assaut, cette fois-ci contre un certain Patrick Campbell, déclarant que le prévenu l'a battu avant de procéder à lui voler une bouteille d'alcool<sup>115</sup>.

Bien que nous ne possédions aucune information sur le lieu de naissance des hommes qui portent plainte pour divers types de crimes contre la personne, l'analyse de leurs patronymes nous permet de constater que, bien que la grande majorité de ceux-ci semblent être d'origine francophone (48,9%) ou anglophone (28,7%), l'on retrouve parmi eux une fraction très importante d'individus qui ne paraissent appartenir à aucun de ces deux groupes ethniques. Ainsi, 22,4% des demandeurs portent un nom dont la consonance n'est ni anglaise, ni française. Ceci tend à indiquer une très forte présence d'immigrants parmi les instigateurs de ces

---

<sup>113</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre John Dubé*, dossier no. 943, 12 avril 1911.

<sup>114</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Pierre Dufault*, dossier no. 156, 27 janvier 1891.

<sup>115</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Patrick Campbell*, dossier no. 511, 11 mai 1891.

procès<sup>116</sup>. En ce qui concerne les accusés, il s'agit d'une population relativement jeune, la moyenne d'âge des accusés étant de 32 ans<sup>117</sup>. Aussi, tout comme dans le cas des plaignants, ce groupe semble avoir été composé d'une importante fraction d'immigrants. Les statistiques tirées des registres carcéraux nous permettent de constater que 35,2% des hommes et des femmes incarcérés pour ce type de délit entre 1891 et 1921 sont natifs d'un pays autre que le Canada<sup>118</sup>. Parmi ceux-ci, on dénote une forte présence d'individus nés dans des pays anglo-saxons, tels la Grande-Bretagne (12,9%) et les États-Unis (5,7%)<sup>119</sup>. Toutefois, le groupe le plus important est issu d'Europe continentale qui représente 14,2% des détenus<sup>120</sup>. Parmi celui-ci, on remarque la grande présence de prévenus nés dans les pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Russie) qui forment 5,1% du total des individus incarcérés pour des crimes contre la propriété durant les années 1891 à 1921<sup>121</sup>. Puis ensuite les Italiens qui forment 4,8% de cette population<sup>122</sup>.

---

<sup>116</sup> On doit toutefois nuancer quelque peu les résultats de ces statistiques. Nous devons en effet préciser que sur un total de 495 plaintes incluses dans notre corpus de causes concernant des plaintes contre la personne, 203 ont été déposées durant l'année 1911. Or, nous devons rappeler qu'entre la fin des années 1900 et le milieu des années 1910, Montréal est témoin d'une très forte vague d'immigration. À cet effet, il est probable que les plaignants nés à l'étranger soient surreprésentés dans notre corpus.

<sup>117</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>118</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1891-1921.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> *Ibid.*

#### 4.3.2 La violence masculine devant les cours.

Comme le démontrent ces chiffres, au moment où, à la fin du XIXe et au début du XXe siècles, Montréal est témoin de l'arrivée d'un très fort contingent de nouveaux arrivants, ceux-ci se retrouvent surreprésentés au sein de la population écrouée pour des délits contre la personne. Qui plus est, on notera que certains groupes ethniques sont particulièrement présents. Au début de la période, ce sont les Irlandais que l'on retrouve en grand nombre parmi ces prévenus. Ainsi, en 1891, les individus natifs d'Irlande forment 15,4% des détenus emprisonnés pour divers types d'assauts, alors qu'ils ne représentent que 5,1% des habitants de la ville<sup>123</sup>. Les Irlandais ont toujours été les victimes de préjugés concernant leur propension à la bagarre. On doit cependant éviter de lier la forte présence de cette communauté parmi les rangs des individus incarcérés pour des crimes contre la personne uniquement à l'existence d'un quelconque trait culturel propre à cette population. Nous aurions en effet tendance à expliquer ce phénomène par l'effet combiné de la précarité économique qui caractérise la vie des immigrants irlandais au XIXe siècle, le haut taux d'alcoolisme chez ces derniers et le fait qu'ils étaient très souvent ciblés par la police<sup>124</sup>. Malgré le fait qu'ils sont toujours présents en grand nombre au début de la période étudiée ici, la proportion occupée par les Irlandais tend cependant à diminuer dans les années qui suivent. Ainsi, en 1911, ils ne forment plus que 1,6% des prisonniers incarcérés pour des crimes contre la personne<sup>125</sup>. Il faut toutefois remarquer que, parallèlement à ceci, d'autres groupes ethniques prennent une place de plus en plus importante au rang des détenus écroués pour ce type de délit. Ceci

---

<sup>123</sup> Canada, *Recensement du Canada pour 1891*, vol. 1, Table XV, pp.414-415.

<sup>124</sup> Sur la relation tendue entre les Irlandais et les policiers voir, notamment, Louis Turcotte, *op.cit.*, tout particulièrement le chapitre 2.

<sup>125</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1911.



est notamment le cas des Russes et, tout particulièrement des Italiens. Si les membres de ces communautés sont à peine discernables parmi les individus emprisonnés pour divers types d'assaut avant les années 1900, à partir du commencement de cette décennie et ce, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, leur nombre augmente considérablement par après. Ainsi, en 1911 les Russes représentent 6,4% des détenus écroués pour des crimes contre la personne<sup>126</sup> alors qu'ils ne comptent que pour 0,2% des habitants de Montréal<sup>127</sup>. En ce qui concerne les Italiens, s'ils ne forment que 1,5% de la population de la ville<sup>128</sup>, ils constituent néanmoins 9,6% des prisonniers incarcérés pour ce genre de délit au cours de l'année 1911<sup>129</sup>. On notera par ailleurs que cette forte présence d'immigrants issus d'Europe continentale parmi les individus accusés d'assauts est un phénomène qui ne touche que la population carcérale masculine. Ainsi, entre 1911 et 1921, les femmes nées dans ce coin du monde ne forment que 6,9% du total des femmes incarcérées pour des crimes contre la personne tandis que chez les hommes la proportion est de 23,1%<sup>130</sup>. Ceci est par ailleurs normal, dans la mesure où l'immigration italienne du début du XX<sup>e</sup> siècle est largement composée d'hommes<sup>131</sup>. On remarquera également que la présence des individus nés en Europe continentale est particulièrement flagrante parmi les prévenus inculpés pour des agressions plus graves. Car si les personnes nées dans ce coin du monde comptent pour 37,2% des prisonniers enfermés pour des assauts

---

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> Linteau, «La montée du cosmopolitisme...», Annexe I.

<sup>128</sup> *Ibid.*

<sup>129</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1911.

<sup>130</sup> *Ibid.*, 1911-1921. D'après Paul-André Linteau, la proportion d'individus nés dans les pays d'Europe continentale parmi la population montréalaise est d'environ 7% en 1911 et 1921. Linteau, « La montée du cosmopolitisme montréalais ... », p. 35.

<sup>131</sup> D'après Bruno Ramirez, en 1911, on dénote 45 femmes pour 100 hommes, parmi les résidents montréalais nés en Italie. Ramirez, *op.cit.*, p.73.

simples, durant cette même décennie, ils forment la moitié (50,1%) des détenus emprisonnés pour assaut grave, blessures ou autres types d'agressions violentes<sup>132</sup>.

La question des tensions interethniques au Québec au début du XXe siècle est une thématique qui demeure jusqu'à ce jour grandement inexplorée par notre historiographie. Néanmoins, tout semble indiquer que l'arrivée massive et rapide d'immigrants dans les années 1900 et 1910 à Montréal a comme conséquence l'éveil de certaines peurs concernant la présence de ces derniers dans la ville. Ceci est notamment perceptible dans la presse locale, dans laquelle sont publiés presque quotidiennement des articles véhiculant des préjugés sur la forte propension à la violence de certaines ethnies. Aussi, bien que les membres de divers groupes sont visés par ces attaques, celles-ci sont surtout dirigées contre les individus appartenant à la communauté italienne<sup>133</sup> :

---

<sup>132</sup> BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1911-1921. Ce n'est cependant pas le cas pour les membres de la communauté irlandaise qui, comme nous l'avons avancé précédemment, sont particulièrement présents parmi les individus inculpés pour des crimes contre la personne au début de la période étudiée ici. En effet, ces derniers figurent peu parmi les condamnés pour assaut grave. Ainsi, entre 1891 et 1895, les Irlandais forment 85% des personnes emprisonnées pour assaut simple et seulement 5% des prévenus inculpés pour des agressions plus graves.

<sup>133</sup> Sur la diffusion de telles idées à Montréal à cette époque voir Bruno Ramirez, *Op. cit.*, pp.42-44. Sur les préjugés à propos des Italiens ailleurs au Canada durant à cette même époque voir, F. Iacovetta et K. Dubinsky, *op. cit.*, pp.517-520. L'on notera que tout comme les Italiens, les Polonais sont également très souvent l'objet de tels propos dans la presse locale. À titre d'exemple, cet extrait du journal *La Patrie* : « Il est assez étonnant qu'à Montréal ville de progrès et de civilisation, se commettent des actes de barbarie et de sauvagerie inouïes. Ces choses, 4 fois sur 4 subviennent toujours parmi la colonie d'immigrants qui nous arrivent ici chaque année. Quatre fois sur cinq, ce sont des ex-citoyens de la fière Pologne et de la fougueuse Italie qui en sont les auteurs. » (*La Patrie*, 27 novembre 1911, p.1.). Les statistiques pénales indiquent cependant que, contrairement aux Italiens, la présence des Polonais est minime parmi les individus incarcérés pour des crimes contre la personne. Ainsi, ces derniers ne représentent que 1% des prévenus emprisonnés pour ce type de délit entre 1911 et 1921. BAnQM, E17, S1, SS1, *Registre de la prison de Montréal*, 1911-1921.

La criminalité italienne dans notre ville prend véritablement des proportions alarmantes. En moins de deux mois, depuis le commencement de l'année 1908, nous avons déjà eu à enregistrer cinq assassinats commis par les fils de l'Italie. [...] Nous ne croyons pas que notre population s'habitue jamais à ces mœurs violentes, et il est temps que nous prenions des mesures pour nous en préserver. Sans doute c'est d'ordinaire sur la personne des leurs que les Italiens assouvissent leur passion du meurtre, mais se sont encore trop souvent attaqués aux citoyens paisibles, l'expérience a prouvé qu'ils sont pour tout le monde une perpétuelle menace.<sup>134</sup>

#### **4.3.3 Armes, menaces et insultes : sources de conflits et expressions de violence devant les cours.**

Le plus souvent les idées véhiculées dans la presse au sujet des Italiens tendent à souligner que les assauts dont ils sont les auteurs sont particulièrement violents et très souvent commis avec des couteaux et des armes à feu. Les archives judiciaires montrent qu'en effet l'usage d'armes semble avoir été répandue dans les agressions commises par des membres de la communauté italienne. En même temps, des couteaux et des revolvers étaient aussi fréquemment utilisés par des individus appartenant à d'autres communautés, ainsi que par ceux nés au Canada, même si ces cas se retrouvaient moins souvent à la première page des journaux. Il faut toutefois préciser que la plupart des procès pour divers types d'assauts entendus devant les cours ne concernent pas des attaques dans lesquelles des couteaux ou des pistolets

---

<sup>134</sup> *La Patrie*, 21 février 1908, p. 4. Bien qu'il est difficile d'établir avec certitude les causes derrière de telles peurs concernant les Italiens, il est fort probable que le fait que cette population soit composée surtout de jeunes hommes célibataires ait joué en ce sens. Sur les réseaux d'immigration italiens, voir Robert Harney, «Men Without Women : Italian Migrants in Canada, 1885-1930», dans *A Nation of Immigrants: Women, Workers, and Communities in Canadian History, 1840s-1960s*, F. Iacovetta et al. (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 1998, pp.206-230.

sont utilisés. Dans la très grande majorité de ces causes, les individus se servent de leurs poings ou donnent des coups de pieds. Certains plaignants signalent également avoir été mordus. Aussi, un petit nombre d'entre eux indique que l'accusé leur a craché à la figure. De plus, lorsque l'agression est commise à l'aide d'une arme, il s'agit plutôt de bâtons, de barres de fer, de pelles, de chaises, de briques, de roches, de scies ou de haches. L'on observe également certaines situations concernant des fouets, tout particulièrement dans les assauts commis par des charretiers<sup>135</sup>. D'autres assaillants lancent de l'eau ou de la boue. Dans le cas de Joseph Bourdon, celui-ci fut condamné à payer une amende de 5\$ ou à dix jours pour avoir assailli un dénommé Arthur Giroux, en lui lançant « de dix à douze tomates et en [lui] écrasant une tomate sur la figure »<sup>136</sup>. Pour ce qui est de Joseph Harvey, il reçut une sentence de 1\$ ou 8 jours de prison pour avoir « lancé de la neige » à son voisin Pierre Lefebvre, « le jetant par terre et lui en mettant dans la bouche et tentant de l'étouffer »<sup>137</sup>.

De plus, comme nous l'avons mentionné précédemment, une fraction relativement importante de ces causes implique non pas des agressions physiques mais plutôt des menaces. La plupart du temps, ces plaintes concernent des propos qui ont été énoncés directement par le défendeur au plaignant, il arrive cependant qu'elles lui soient rapportées par des tierces personnes. Par exemple, quand Olivier Paris, un boucher résidant sur la rue Panet, porte plainte contre une dame du nom de Mathilde Carpentier, celui-ci indique que l'accusée aurait dit : « en parlant de moi

---

<sup>135</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre William Minogue*, dossier non numéroté, 1<sup>er</sup> février 1892; *Le Roi contre Thomas Butter*, dossier non numéroté, 25 octobre 1892; BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Henri Paquette*, dossier no. 2195, 3 août 1911; *Le Roi contre Hervey Tourville*, dossier no. 244, 24 juillet 1911.

<sup>136</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Joseph Bourdon*, dossier non numéroté, 17 septembre 1892.

<sup>137</sup> AVM, P76,S3, PP, *Le Roi contre Joseph Harvey*, dossier no. 141, 10 février 1902.

à M. Joseph Rhéaume et M. Frank Arpin: 'le maudit enfant de chienne, je ne lui ferai pas de procès, son jugement est rendu, il mourra par ma main'». <sup>138</sup> Parfois ces mises en garde font référence à certaines caractéristiques du plaignant, tels un handicap ou encore leur origine ethnique. Ainsi, lorsque Odilon Baron porte plainte contre son voisin Arthur Denoncourt pour menaces, celui-ci précise que le prévenu lui aurait dit : « Tu vas manger ta ronde, je te knockeraï mon enfant de chienne d'aveugle » <sup>139</sup>. De même, un dénommé Low Sing fait appel à la CRM afin de demander une caution contre un certain Émile Leblanc, déclarant que ce dernier l'aurait menacé en lui proférant les paroles suivantes : « Tu vas me payer ça mon maudit chinois ». Leblanc sera condamné à verser une caution de 100\$ par le Recorder Dupuis <sup>140</sup>. De même, Michel Ruffet sera condamné à payer 6\$ ou à passer huit jours de prison pour avoir crié « I will kill everyone of you god damn Jews » à un commerçant de la rue Lusignan nommé S. Miller <sup>141</sup>.

Dans la mesure où peu de dossiers contiennent des dépositions détaillées, il nous est difficile d'établir clairement quels sont les sujets qui sont à la source de l'ensemble des conflits qui font l'objet des altercations entre hommes. Nous avons toutefois été capable de déceler certains thèmes qui semblent revenir fréquemment dans ces litiges. Parmi ceux-ci, la question des femmes revient régulièrement. Parfois, c'est la jalousie d'une des deux parties qui apparaît comme étant l'élément déclencheur de la dispute. À titre d'exemple, la cause qui oppose Louis Guérin et Adrien Delongchamps. Par un dimanche du mois de décembre 1901, Delongchamps et Guérin se retrouvent chez la famille d'une jeune fille de 19 ans nommée Hirma

---

<sup>138</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Mathilde Carpentier*, dossier no. 664, 29 avril 1902.

<sup>139</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Arthur Denoncourt*, dossier no. 1211, 29 avril 1911.

<sup>140</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Émile Leblanc*, dossier no. 4000, 29 décembre 1911.

<sup>141</sup> AVM, P76, S3, PS, *Le Roi contre Michel Ruffet*, dossier no. 1220, 3 septembre 1901.

Thorne afin d'aller jouer une partie de cartes. Guérin et Hirma se fréquentaient depuis quelques temps. Toutefois, le dimanche précédent, alors que Delongchamps avait invité cette dernière pour faire une promenade à Saint-Hubert, il lui avait avoué ses sentiments pour elle. Durant les jours qui suivirent, Hirma raconta ce qui était arrivé à Guérin. Ainsi, lorsque les deux individus se retrouvèrent chez Hirma le dimanche suivant, la situation était manifestement tendue entre les deux hommes. Lorsqu'ils quittèrent la demeure d'Hirma, une bagarre éclata dans la cage d'escalier entre les deux hommes qui se termina par une blessure à l'œil de Guérin. Quelques jours plus tard, une plainte fut déposée devant la Cour de police contre Delongchamps pour assaut grave<sup>142</sup>. Dans d'autres cas, c'est la volonté d'une des deux parties de défendre l'honneur de sa conjointe qui est au centre de ces altercations. Par exemple, Théophile Miron attaque son frère Léon avec un fer à repasser après que ce dernier ait traité sa femme de «putain»<sup>143</sup>. C'est par ailleurs essentiellement la même raison qui est à la source de la bagarre qui éclate entre Joseph Shady, un colporteur d'origine syrienne et Giovanni Romanglia, un immigrant italien en juillet 1901. Un soir, Shady se trouvait avec son épouse et quelques amis devant leur demeure, rue Ste-Elisabeth, lorsque Romanglia passa sur le trottoir et que, d'après la déposition du plaignant, il insulta sa femme « en lui offrant de l'argent pour monter avec lui en haut ». Une altercation éclata alors entre les deux hommes. Celle-ci prit fin lorsque Romanglia sortit un couteau et blessa Shady<sup>144</sup>.

---

<sup>142</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Adrien Deslongchamps*, dossier no. 1977, 5 décembre 1901.

<sup>143</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Théophile Miron*, dossier no. 39, june term, 1892.

<sup>144</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Giovanni Romanglia*, dossier no. 1071, 15 juillet 1901. (CBR, dossier no. 3 september term, 1901)

Les relations de travail figurent aussi souvent dans ces altercations. Par exemple, lorsque Joseph Lévesque, un « time keeper » pour la Montreal Tramway Co-ouest, réprimande Peter Carbone à cause des heures de retard qu'il a accumulées, ce dernier se fâche et le frappe avec une pelle<sup>145</sup>. Nous avons relevé plusieurs causes concernant des conflits qui semblent avoir émergé dans un contexte de grève. Ainsi, un tailleur du nom de Louis Regenstroff porte plainte pour intimidation contre un dénommé Max Onrinstein, également tailleur, déclarant que ce dernier a tenté de l'empêcher « de travailler pour P. Goldberg et H. S. Stern, en le menaçant et le suivant »<sup>146</sup>. De même, un cigarier du nom du Thomas Valdés dépose une plainte contre Angelino Chao, également cigarier, dans la mesure où, d'après le demandeur : « il ne voulait pas me laisser travailler à l'usine de tabac, m'a menacé et m'a offert de l'argent pour quitter Montréal »<sup>147</sup>. En ce qui concerne Elzear Gladu, cigarier, celui-ci fut accusé par un comptable du nom de Victor Goulet d'avoir « dans la manufacture de cigares de Goulet et Frères épié et surveillé la dite manufacture de cigares, usé de violence, en me traitant de 'scab de christ de scab' et me frappant à coups de pieds et de poings »<sup>148</sup>.

Les dossiers semblent indiquer que c'est très souvent dans ou autour des bars, tavernes et autres débits d'alcool que ces bagarres ont lieu. Comme nous l'avons déjà mentionné dans un précédent chapitre, ces endroits constituent d'importants lieux de socialisation masculine au cours de la période étudiée ici, en même temps il s'agit très souvent de lieux où règne un certain danger pour les hommes de la classe ouvrière. Comme le souligne John E. Archer : « [T]he heavy

---

<sup>145</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Peter Carbone*, dossier no. 502, 23 octobre 1912.

<sup>146</sup> BAnQM TL32, SP, *Le Roi contre Max Onrinstein*, dossier no. 765, 24 mars 1911.

<sup>147</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Angelino Chao*, dossier no. 696, 10 mai 1901.

<sup>148</sup> BAnQM, TL32, CP, *Le Roi contre Elzear Gladu*, dossier no. 1242, 5 août 1901.

concentration of men, not all of whom were sober, made for a hostile environment in which a wrong word or look could develop into a row »<sup>149</sup>. Les dossiers judiciaires indiquent qu'un grand nombre de ces altercations semblent débiter lorsque des individus se font refuser l'accès à ces lieux ou quand on refuse de leur servir à boire<sup>150</sup>. Aussi, la mauvaise réputation de certains clients des tavernes et bars semble avoir fait en sorte que ces derniers étaient étroitement surveillés par le personnel de ces endroits. Par exemple, Thomas Larivière, serveur à l'Auberge de Madame Fenton, située au coin des rues Saint-Gabriel et Des Commissaires fut poignardé par un client nommé Patrick Scalan. Or, la querelle entre Larivière et Scalan, un marin d'origine écossaise âgé de 25 ans, débuta après que le serveur ait refusé de lui vendre de l'alcool car, d'après la déposition d'un des témoins, « he is known as a bum »<sup>151</sup>. Dans la plupart des autres cas d'assaut, les altercations violentes entre hommes ne semblent pas avoir impliqué d'autres personnes que le plaignant et l'accusé. Les bagarres dans les tavernes ou autres lieux publics de socialisation masculine font toutefois exception à cette règle. En effet, celles-ci sont très souvent provoquées par le comportement dérangeant de jeunes hommes qui se trouvent en groupe.

#### **4.3.4 Les sanctions de la justice criminelle à l'égard de la violence masculine.**

L'observation des résultats des plaintes initiées par des hommes pour des crimes contre la personne au cours de la période étudiée ici nous permet de constater plusieurs éléments. D'une part, il est intéressant de noter qu'une proportion

---

<sup>149</sup> John E. Archer, *op.cit.*, p. 49.

<sup>150</sup> Ceci tend par ailleurs à expliquer pourquoi les tenanciers et autres individus travaillant dans ces endroits se retrouvent fréquemment impliqués dans les procès pour assaut, comme nous l'avons mentionné précédemment.

<sup>151</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Patric Scalan*, dossier no. 118, 26 septembre 1891.



considérable de ces causes sont abandonnées avant la prononciation d'un verdict. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, ce phénomène est aussi perceptible dans le cas des poursuites pour assaut initiées par des femmes, dont celles pour violence conjugale. L'on remarquera toutefois que cette tendance est encore plus importante chez les plaignants masculins. En effet, nous avons pu constater que 39,9% des procédures engagées par des hommes pour ce type de délit n'aboutissent à aucune sentence<sup>152</sup>. Un petit nombre d'entre elles sont réglées hors cours (3,9%)<sup>153</sup>. La majorité, soit 18,8% de l'ensemble des plaintes, sont cependant abandonnées par le requérant<sup>154</sup>. À cet égard, il est possible que certains requérants aient considéré que le dépôt d'une plainte constituait une mesure punitive suffisante pour leur adversaire. Une autre possibilité est que les parties soient arrivées à une entente à l'extérieur des tribunaux. Bien que nous ne puissions connaître la motivation derrière la décision des plaignants, nous sommes en mesure de constater une certaine corrélation entre l'existence d'un lien de proximité entre les parties et l'abandon des poursuites. L'on notera à cet effet que, si 18,8% de l'ensemble des procédures pour assaut sont abandonnées avant l'octroi d'un verdict, le taux est de 35,6% lorsque la plainte vise un membre de la famille du plaignant, un voisin ou un individu qui cohabite avec lui, mais qui ne lui est pas apparenté<sup>155</sup>.

Outre les plaintes abandonnées, une importante fraction de celles-ci, soit 17,1%, sont renvoyées par les juges<sup>156</sup>. Dans certains cas, le manque de preuves semble être fréquemment à la source de cette décision. Toutefois, là encore, les

---

<sup>152</sup> AVM, P76, S3, 1901,1902,1911,1912,1921. BAnQM, TL32, S2,SS1, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912; TP12, et SSS7, *Dossiers et plunitifs du Greffe de la paix* (1921).

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> *Ibid.*

archives sont souvent muettes sur les aspects qui mènent les juges à prendre une telle décision. Nous croyons toutefois qu'il est probable que, pour plusieurs causes, la consommation d'alcool ait joué un rôle important en ce sens. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'alcool est impliqué dans une très large fraction de ces assauts. Or, la possibilité que le plaignant ait été intoxiqué au moment de la confrontation met très souvent en doute la crédibilité de ses allégations devant la cour. Aussi, le fait d'admettre d'avoir bu fait en sorte que le plaignant est suspecté d'avoir provoqué l'altercation. Lorsqu'on questionne les plaignants sur ce sujet, la majorité nie avoir été sous l'effet de l'alcool. Et pour ceux qui admettent avoir bu, ils précisent toujours que cela n'a en rien affecté leur comportement. Ainsi, lorsqu'on demande à Edward Madden s'il était ivre quand il monta au second étage afin de confronter son voisin, l'accusé Thomas Costello, celui-ci répond : « I was not to say exactly drunk [...] I was not staggering round the place. I was working all forenoon. »<sup>157</sup> La crainte qu'on les suspecte d'avoir provoqué l'assaut explique également pourquoi les plaignants insistent très souvent sur leur passivité durant leurs échanges avec l'accusé. En même temps, lorsque certains d'entre eux admettent avoir répondu aux attaques du défendeur, ils précisent toujours que cela a été fait dans le but de se défendre. Ainsi, lorsque l'on questionne le plaignant Victor Civilino si, durant l'altercation qui l'opposait à l'accusé, Alphonso Gustinelli, il aurait frappé son adversaire avec une bouteille lui fendant ainsi le cuir chevelu, celui-ci répond : « oui [...] pour me défendre. [...] Aussitôt que j'ai reçu le coup de poing, j'ai pris la bouteille et je l'ai frappé sur la tête ». Dans le cas de Civilino sa réponse aux coups de Gustinelli ne semble pas avoir eu d'incidence sur la crédibilité accordée à sa plainte puisque l'accusé sera condamné à un mois de travaux forcés par le juge Alphonse Bazin<sup>158</sup>.

---

<sup>157</sup> BAnQM, TL32, SP, *Le Roi contre Thomas Costello*, dossier no. 127, 5 août 1901.

<sup>158</sup> *Ibid.*

Lorsque les plaintes aboutissent à l'émission d'un verdict, celui-ci est généralement en faveur du plaignant puisque seulement 14,2% des prévenus accusés de crimes contre la personne sont acquittés (Tableau 4.4). L'on notera toutefois que ce pourcentage est nettement plus important lorsque les individus sont accusés d'avoir commis des agressions plus graves. Ainsi, dans le cas des prévenus inculpés pour assaut grave, 28,9% sont acquittés, alors que seulement 5,7% des individus accusés d'assaut simple reçoivent un tel verdict<sup>159</sup>. Nous croyons que ceci s'explique, avant tout, par le fait que, dans la mesure où ces crimes sont souvent sujets à des sentences lourdes, les preuves exigées par les juges afin d'émettre un verdict de culpabilité doivent être plus accablantes que pour les cas impliquant des assauts mineurs. Le recours à l'emprisonnement pour punir les individus trouvés coupables d'assaut n'est pas souvent utilisé par les juges au cours des années étudiées ici. Pour une majorité de condamnés, c'est plutôt une amende et/ou une caution pour garder la paix qui leur est imposée (Tableau 4.4).

Dans la mesure où, comme nous l'avons constaté précédemment, cette période est témoin d'une augmentation importante de la présence de prévenus issus de l'immigration parmi les accusés dans les cas de violence entre hommes, nous nous sommes interrogés sur le traitement que ces derniers recevaient devant les cours. Afin de vérifier si ces derniers étaient éventuellement sujets à un traitement discriminatoire dans les cours. Dans un premier temps, nous avons pu constater que les accusés d'origine autre que francophone ou anglophone ne semblent pas avoir bénéficié d'un taux de condamnation supérieur à celui des autres prévenus<sup>160</sup>. Aussi,

---

<sup>159</sup> AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921. BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901, 1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

<sup>160</sup> En effet, pour l'ensemble des années faisant partie de notre échantillon, les francophones ont un taux de condamnation de 70% et les anglophones de 64%. Dans le cas des individus

on ne remarque pas de différence significative dans les mesures qui sont prises envers les individus qui sont condamnés pour ce type de crime.

**Tableau 4.4 Acquittements et mesures imposées aux prévenus condamnés pour des crimes contre la personne (plaignants masculins seulement), 1891-1921.**

|                                     |   | 1891-1892 | 1901-1902 | 1911-1912 | 1921   | Total  |
|-------------------------------------|---|-----------|-----------|-----------|--------|--------|
| Acquitté/Libéré                     | % | 5,2%      | 15,0%     | 17,1%     | 46,2%  | 14,2%  |
|                                     | n | 5         | 18        | 22        | 6      | 51     |
| Amende/Frais/Caution                | % | 87,6%     | 74,2%     | 54,3%     | 38,5%  | 69,4%  |
|                                     | n | 85        | 89        | 70        | 5      | 249    |
| Emprisonnement                      | % | 3,1%      | 7,5%      | 13,2%     | 7,7%   | 8,4%   |
|                                     | n | 3         | 9         | 17        | 1      | 30     |
| Placement<br>institutionnel/aliénés | % | 1,0%      | 0,0%      | 0,8%      | 0,0%   | 0,6%   |
|                                     | n | 1         |           | 1         |        | 2      |
| Sentences suspendues                | % | 3,1%      | 3,3%      | 13,2%     | 7,7%   | 7,0%   |
|                                     | n | 3         | 4         | 17        | 1      | 25     |
| Autres                              | % | 0,0%      | 0,0%      | 1,6%      | 0,0%   | 0,6%   |
|                                     | n |           |           | 2         |        | 2      |
| Total                               | % | 100,0%    | 100,0%    | 100,0%    | 100,0% | 100,0% |
|                                     | n | 97        | 120       | 129       | 13     | 359    |

Source : AVM, P76, S3, *Dossiers et plunitifs de la Cour du Recorder de Montréal* (1901,1902,1911,1912,1921).  
 BAnQM, TL32, *Dossiers et plunitifs de la Cour des sessions générales de la paix*; TP12, S2,SS1, SSS1  
 (1891, 1892, 1901, 1902, 1911, 1912) et SSS7, *Dossiers et plunitifs du Greffe de la paix* (1921).

## Conclusion

Dans le contexte du tournant du XXe siècle, l'importante diffusion médiatique autour des problématiques du vol et de la violence dans la ville contribue à créer un important climat d'insécurité à Montréal. Ainsi, presque quotidiennement, les différents journaux montréalais font part des nombreux cas de larcins commis sur les passants ou encore des occurrences d'agression physique. Comme nous avons pu le constater, cette perception de la presse a peu à voir avec la réalité. Ainsi, la

d'autres origines le taux est de 65%. AVM, P76, S3, PS et PP, 1901, 1902, 1911, 1912 et 1921.  
 BAnQM, TL32, 1891, 1892, 1901,1902, 1911 et 1912; TP12, S2, SS1, 1921.

grande majorité des cas de vol impliquent la subtilisation de biens de peu de valeur et sans recours à la violence. De plus, une importante fraction des plaintes pour vol initiées devant les cours visaient des individus qui étaient déjà connus par le requérant. Plusieurs de ces causes étaient par ailleurs des procédures entamées par des patrons contre leurs employés. Bien souvent ces actes consistaient en de petits larcins perpétrés par de jeunes hommes travaillant comme commis dans des épiceries et, à un moindre degré, par des femmes travaillant comme servantes. Bien que ces causes affichent un haut taux de condamnation, plus du quart d'entre elles résultaient en l'octroi d'une sentence suspendue. Ces mesures étaient par ailleurs très souvent accordées à la demande des patrons. Ces derniers semblent avoir eu une influence décisive dans le résultat des procès. Ils pouvaient requérir soit la clémence des juges, soit une condamnation lorsqu'ils jugeaient cela opportun. Les archives judiciaires montrent, à cet égard, l'important rôle joué par les plaintes pour vol dans le maintien du rapport de domination qui caractérise la relation entre les patrons et les individus qui sont à leur emploi. Aussi, comme nous avons pu le constater, ces plaintes constituaient un moyen pour les parents de réaffirmer leur pouvoir au sein de la famille, tout particulièrement auprès de leurs garçons.

En ce qui concerne les nombreuses plaintes pour assaut entendues devant les cours, celles-ci impliquent parfois des parties qui se connaissaient au préalable, même si cela semble être bien moins fréquemment le cas que dans le cas des plaintes pour agression physique déposées par les femmes. Aussi, contrairement à ces dernières, les procédures pour violence physique amorcées par les hommes impliquaient souvent des altercations qui ont lieu dans l'espace public. On soulignera également l'importante présence des membres de certaines communautés ethniques dans ces procès, notamment les Italiens. Les dossiers judiciaires montrent que la présence de ces derniers était en effet très fréquente parmi les accusés

d'agression physique, tout comme l'avaient été les Irlandais deux décennies auparavant. Bien qu'il soit possible que ces nombreuses altercations dans lesquelles étaient impliqués ces jeunes hommes issus de l'immigration aient été le résultat de leur adhésion à une culture masculine qui favorisait l'expression de la violence, il est tout aussi probable que ces derniers aient été particulièrement ciblés par les policiers et qu'ils se soient, par conséquent, retrouvés fréquemment devant les cours. Toutefois, rien ne semble indiquer que ces derniers aient été soumis à un traitement plus sévère devant les cours, en comparaison avec les prévenus d'autres origines.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif premier de cette étude était de comprendre la place qu'occupent les cours de justice criminelle dans le paysage urbain montréalais à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles. Créées dans le bouillonnement des années qui marquent le passage de l'Ancien régime à la société libérale moderne, la mise sur pied de ces tribunaux représente un moment décisif dans l'histoire de la justice criminelle au Québec. À partir de ces années, la relation qui existe entre les cours inférieures et les citoyens se transforme de manière importante, alors que l'on a de plus en plus recours à des procès sommaires, que les particuliers perdent le pouvoir sur le parcours des procédures que leur conférait l'ancien système et que l'on assiste au développement des forces policières qui en viennent à prendre progressivement le contrôle du suivi des plaintes. En même temps, ces constatations ne doivent pas écarter certains éléments de continuité. Ainsi, durant une bonne partie de la période étudiée ici, les cours constituent toujours une ressource importante pour les membres des classes populaires. En effet, ces derniers sont encore nombreux à accourir vers ces tribunaux. Ceci, peut-être afin d'y trouver une éventuelle source de divertissement, mais surtout dans le but de résoudre plusieurs types de situations difficiles: différends entre voisins, conflits familiaux, ainsi que certains cas de pauvreté. On notera par ailleurs, la place déterminante qu'occupent les requêtes amenées par les plaignantes devant ces instances. Ainsi, dans un contexte où les ressources pour les femmes victimes de violence ou de négligence sont rares, ces lieux constituent un endroit où ces dernières peuvent dénoncer les abus commis contre elles et tenter d'obtenir un peu de justice et de réparation.

En somme, la relation qu'entretiennent les membres des classes ouvrières avec les cours de justice criminelle au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ne se limite aucunement à la simple répression, même si, comme nous l'avons vu tout au long de cette étude, les notions de pouvoir ne peuvent être écartées lorsque l'on analyse le rôle de ces tribunaux. Car malgré la persistance de ces pratiques populaires, ces cours constituent, avant tout, des institutions dont la principale fonction est de sanctionner les populations considérées comme posant une menace à l'ordre social. Cette offensive, à cette époque, n'est plus, comme au début du XIX<sup>e</sup> siècle, dirigée vers la grande masse de la classe ouvrière, mais cible plutôt certaines catégories spécifiques d'individus qui paraissent insensibles à tout type de réforme, soit les vagabonds, les ivrognes et les prostituées.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, on assiste effectivement à l'émergence d'un virulent discours contre ces populations. Le mouvement de réforme morale qui naît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est au centre de cette campagne. Pour ce dernier, ces trois catégories d'individus constituent d'importants symboles, représentant les divers maux qui affligent les villes occidentales. Comme nous l'avons vu ici, les divers groupes qui forment ce mouvement réclameront sans cesse une augmentation de la répression dirigée envers les prostituées, les vagabonds et les ivrognes. Demandes qui donneront lieu à une hausse significative des incriminations pour ces types de délits devant les tribunaux.

Dans la mesure où cette répression est largement dirigée envers les franges les plus pauvres de la société, les rapports de classe constituent un élément central afin de comprendre le rôle joué par les cours au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Qui plus est, on constate également que certains groupes ethniques sont particulièrement ciblés dans cette offensive. Ainsi, dans la première partie de la période analysée ici, les Irlandais sont surreprésentés parmi les individus condamnés pour vagabondage et



ivresse. Puis, dans les décennies suivantes, ce sont davantage les Russes et les Italiens qui figurent en grand nombre parmi les hommes écroués pour ces délits. Les notions de genre jouent aussi un rôle décisif dans la vague de répression qui est mise en place dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Devant ce qui apparaît comme étant la présence de plus en plus notoire de jeunes femmes dans la ville et tout particulièrement l'émergence de craintes chez les membres des classes bourgeoises concernant le potentiel de troubles attribuables à la promiscuité sexuelle de ces dernières, la prostitution devient le principal mal à combattre durant cette période.

En même temps, il serait vain de voir l'offensive qui est menée contre ces populations comme un complot ou encore comme impliquant une collaboration sans faille entre les cours, les forces policières et les groupes de réforme morale. En effet, les agents de l'État ne feront que répondre ponctuellement aux pressions de ce mouvement, sans toutefois s'incliner totalement devant leurs exigences. C'est tout particulièrement dans la lutte contre les maisons closes que ceci est le plus flagrant. De fait, même si les réformateurs réussiront à provoquer la tenue de plusieurs enquêtes sur le rôle des autorités dans la répression de ce délit, voire même à infiltrer la CRM (mettre le nom au long), leurs volontés ne seront aucunement respectées. Ainsi, malgré l'obtention par les groupes de réforme morale de mesures sévères pour les individus qui travaillent ou qui fréquentent ces endroits, les juges continueront à imposer des amendes que les accusés arriveront facilement à acquitter. Dans cette optique, le manque de coopération des policiers et tout particulièrement des cours, fera en sorte que la campagne pour la répression des bordels s'avérera un échec retentissant.

Aussi, il est important de noter que les relations de pouvoir qui sont perceptibles dans les dossiers judiciaires ne caractérisent pas uniquement le lien qui existe entre les cours et les citoyens. En effet, les archives laissent entrevoir que les

tribunaux servent à réaffirmer, voire à consolider, divers types de rapports inégalitaires. Ainsi, comme nous l'avons vu, plusieurs plaintes impliquent des cas où des patrons accusent de vol des membres de leur personnel. Or, dans ces causes, les demandeurs n'hésitent pas à tenter d'influer sur le résultat des procès, soit en demandant à la cour d'être clément ou, au contraire, d'appliquer des sentences sévères. Même si l'information incluse dans les dossiers ne nous permet pas de connaître le degré de pression exercé par les patrons sur la décision des magistrats, tout semble indiquer que les tribunaux offraient aux employeurs une importante latitude dans ces procès, leur donnant, par le fait même, l'occasion de réaffirmer leur autorité. Il en va de même des divers procès impliquant des plaintes déposées par les parents contre leurs enfants. En effet, comme nous avons pu le constater, dans ces causes le délit faisant l'objet de la requête joue un rôle très secondaire. Les réclamations exprimées par les pères et les mères qui sont à l'origine de ces procédures laissent entrevoir que ces accusations étaient, avant tout, un moyen pour ces derniers de discipliner leurs enfants et ainsi rétablir leur autorité parentale.

Outre l'âge, le genre était également à la base des rapports inégalitaires propres à la famille, comme en attestent les nombreuses plaintes pour violence conjugale et pour refus de pourvoir qui sont amenées devant les cours durant la période étudiée ici. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se déploie une importante vague de dénonciation de ces problèmes sociaux, entraînant une augmentation substantielle du nombre de poursuites concernant ces délits devant les cours. Le fait que ces femmes aient osé faire appel aux tribunaux montre bien leur capacité de pénétrer dans la sphère publique afin de dénoncer les abus dont elles sont les victimes, un pas bien difficile à franchir pour ces dernières. En agissant ainsi, elles prenaient effectivement le risque que leurs maris soient condamnés et que leur survie économique et celle de leurs enfants se trouvent fragilisées davantage. C'est

sans doute pourquoi cette mesure n'était souvent envisagée qu'après que plusieurs autres solutions aient été appliquées. Le courage indéniable de ces femmes ne doit cependant pas occulter les obstacles que celles-ci devaient affronter lorsqu'elles faisaient appel à la justice criminelle. Le peu de sévérité témoignée par les juges dans ces causes montre que pour ces derniers la sauvegarde de l'unité familiale constituait une priorité, passant bien avant le respect de l'intégrité et de la sécurité des plaignantes et de leurs enfants. Ainsi, en échange de l'intervention des tribunaux, ces femmes se voyaient souvent obligées de demeurer dans des relations abusives, malgré le fait qu'elles aient pu être battues, négligées ou encore humiliées par leurs maris. De plus, la légitimité même des procédures entamées par les plaignantes était sans cesse contestée. Leur consommation d'alcool, leur passé sexuel et leurs manques en tant que mères constituaient tous des éléments qui pouvaient entacher leur réputation et, par le fait même, invalider leur témoignage. À cet égard, l'expérience des plaignantes s'avérait éminemment différente de celle de leurs acolytes masculins.

Les juges, tout comme les diverses associations qui intervenaient auprès de ces familles, se montreront tout à fait incapables de voir la violence conjugale et le refus de pourvoir, autrement que comme la conséquence du caractère immoral de certains hommes de la classe ouvrière et notamment, de leur goût immodéré pour l'alcool. De plus, leur adhésion aux normes dictées par le patriarcat fera en sorte qu'ils ne pourront concevoir la vie des femmes autrement que sous la tutelle et la dépendance économique de leurs époux. Ainsi, ni les magistrats, ni les groupes d'aide à la famille ne réclameront la mise en place de mesures qui auraient pu contribuer à ce que ces mères puissent sortir de la situation dans laquelle elles se trouvaient, tels des services afin de les aider à garder leurs enfants et l'accès à un travail suffisamment rémunéré. On notera par ailleurs que ce sont ces mêmes

principes seront à la source de l'échec des campagnes contre la prostitution dans la mesure où, encore une fois, les juges et les divers réformateurs s'avéreront incapables de comprendre que si certaines femmes se tournaient vers cette activité, ce n'était pas à cause de leur immoralité, ni leur goût du luxe, ni même le fait qu'elles y aient été contraintes, mais plutôt le peu de chances de trouver du travail et les bas salaires attribués aux femmes de la classe ouvrière.

Bien que nous croyons que la présente étude comble un important vide historiographique, celle-ci ne peut aucunement prétendre à l'exhaustivité. Ainsi, malgré la diversité des thèmes que nous avons abordé ici, plusieurs questions auraient pu être approfondies davantage. Nous avons notamment constaté que la proportion occupée par les plaintes initiées par les particuliers a baissé considérablement à fin de la période étudiée ici. À cet effet, nous avons avancé l'hypothèse selon laquelle les forces policières en viennent à remplacer progressivement les cours de justice en tant que ressource utilisée par les classes populaires. Or, l'étude du développement et du rôle des forces policières montréalaises à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle reste encore en bonne partie à faire. Il en va sans dire qu'une telle recherche constituerait un apport majeur et central à l'historiographie qui permettrait de mieux saisir le fonctionnement du système de justice dans son ensemble. Il en va de même sur la question de l'émergence des tensions interethniques et de la manière dont ces dernières se reflètent devant les tribunaux. Dans un contexte où on assiste à une émergence importante de craintes autour de « gangs de rue » composées de membres de diverses communautés culturelles à Montréal, une telle étude serait, à notre avis, grandement pertinente. Malgré les divers manques à cette thèse, nous croyons que ce travail aura servi à montrer qu'au creux des rapports sociaux et de genre, la justice de première ligne exerce un rôle essentiel dans la régulation de l'ordre urbain.

Car la justice n'implique pas que la sanction. Elle est aussi un mode de relation au cœur des rapports sociaux. Ce ceci, les cours inférieures montréalaises de Montréal sont le témoignage que l'histoire nous a légué.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. FONDS D'ARCHIVES :

#### Archives de la Ville de Montréal (AVM)

VM1, *Fonds du Conseil de Ville de Montréal.*

Dossiers de résolutions 1<sup>re</sup> série, 2<sup>e</sup> série, 3<sup>e</sup> série.  
Dossiers d'employés.

VM17, *Fonds du Bureau des commissaires, 1910-1918.*

S3 Témoignages de l'enquête Savard

VM18, *Fonds de la Commission administrative, 1918-1921.*

VM43, *Fonds de la Commission de police, 1817-1910.*

P45, *Fonds de l'enquête judiciaire sur l'administration de la police de Montréal,*  
1924-1925.

P76, *Fonds de la Cour municipale de Montréal, 1899-1922.*

S3 Dossiers et plumitifs.

V. 960.8/1898, DEMONTIGNY, Bastard, *Rapport du Recorder DeMontigny sur l'état moral de la cité de Montréal au Comité de police*, p. 1.

V. 923.1.1, GEOFFRION, Amédée, Identification personnelle. Causerie donnée par le Recorder Geoffrion au congrès de l'Union des municipalités, 18 juin 1924, 24 p.

*Rapports annuels du Service de Police de Montréal, 1863-1921.*

*Rapports annuels de la Cour du Recorder de Montréal, 1864-1920.*

#### Bibliothèques et archives nationales du Québec :

##### Centre d'archives de Montréal (BAnQM)

E17, *Fonds du Ministère de la Justice*

S1, SS1 Registres de la prison de Montréal, 1860-1921

- TL32, *Fonds de la Cour des sessions générales de la paix*  
 Documents non classés (pré-archivage)  
*Dossiers de la Cour des sessions générales de la paix, 1891-1914*  
*Dossiers de la Cour des sessions spéciales de la paix, 1891-1914*  
*Dossiers de la Cour du Banc du Roi, 1891-1914*
- TP12, *Fonds du Greffe de la paix*  
 S2,SS1 Dossiers de la Cour des sessions de la paix, 1921.

### **Centre d'archives de Québec (BAnQQ)**

- E17, *Fonds du Ministère de la Justice.*  
 T-260, Département du procureur général, Registre des lettres reçues.  
 Dossiers civils et criminels, 1891-1921

### **Archives nationales du Canada (ANC)**

- Liquor Traffic. Quebec*, dans *Sessional Papers*, no. 11, Session 1895, vol. XVIII.

## **2. Publications d'époque**

### **Journaux :**

- Montreal Daily Witness*  
*La Patrie*  
*La Presse*  
*Montreal Gazette*  
*Montreal Herald*  
*Montreal Daily Star*

### **Documents gouvernementaux :**

- QUÉBEC, « Rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec », *Documents de la session*, 1870-1921.

- QUÉBEC, *Politique d'intervention en matière de violence conjugale. Prévenir, dépister, contrer la violence conjugale*, Gouvernement du Québec, 1995, 77 p.

### **Statuts fédéraux :**

- « Acte relatif aux vagabonds », 32-33 *Victoria*, Chap. 28.

- «Du vagabondage», *Code criminel*, 1892, 55-56 *Victoria*, Chap. 29, partie XV.
- « Des nuisances », C.C., 55-56 *Vict.*, Chap. 29, partie XVI, art. 195.
- « Loi modifiant le Code criminel », 8-9 *Edouard VII*, ch. 9, art.2
- « Loi modifiant le Code criminel », 3-4 *George V*, chap. 13.
- « Loi modifiant le Code criminel », 5 *George V*, Chap. 12.
- «Instruction sommaire des actes criminels», *Code criminel*, 1892, 55-56 *Victoria*, Chap. 29, partie LV.

#### **Statuts provinciaux :**

«Des personnes débauchées et des procédures contre elles », *Statuts refondus du Québec*, 50-52 *Vict.* (1888)

SAINT-PIERRE, Guillaume, *Règlements de la Cité de Montréal : Compilation de tous les règlements à date*, Ville de Montréal, 1931, 1360 p.

#### **Répertoires de Jurisprudence et guides judiciaires :**

BEAUCHAMP, J. J, *Répertoire général de jurisprudence canadienne*, vols. 1 (1770-1913) et 2, Montréal, Wilson & Lafleur, Ltd.

CRANKSHAW, James, *The criminal code of Canada and the Canada evidence act, 1893 with an extra appendix containing the Extradition act, the Extradition convention with the United States, the Fugitive offenders' act, and the House of Commons debates on the code and an analytical index*. Montreal, Whiteford and Théoret, 1894, 976 p.

DANDURAND, Raoul et Charles LANCTÔT, *Traité théorique et pratique de droit criminel*, Montréal, A. Périard, 1890, 340 p.

FYSON. Donald, Evelyn KOSLISH et Virginia SCHWEITZER, *The Court Structure of Quebec and Lower Canada : 1764 to 1860*, Montréal, McGill University, Montreal History Group, 1994, 115 p.

LANCTÔT, Magloire et B. A.-T. De MONTIGNY, *Le livre du Magistrat*, 2<sup>e</sup> édition revue et corrigée, Montréal, J. M. Valois et cie. Éditeurs, 1896, 420 p.

*The Montreal Law Reports*

*Les Rapports judiciaires de Québec*

#### **Autres publications d'époque :**



*Exposition pour le bien-être des enfants: tenue au Manège Militaire, rue Craig, Montréal, octobre 1912, guide-souvenir, Montréal, s. n., 40 p.*

CHARITY ORGANIZATION SOCIETY OF MONTREAL, *Annual Reports*, 1903-1904.

COMMITTEE OF SIXTEEN, *Preliminary Report of an Unofficial Organization upon the Vice Conditions in Montreal after an Investigation lasting three months financed by private citizens. Conducted during August, September and October 1918*, Publication no. 1, 1918, pp. 18-19.

COMMITTEE OF SIXTEEN, *Les commerces du vice et des narcotiques à Montréal*, 1923.

CHEVALIER, Albert, «How Vagrants are Dealt With», Report of Proceedings of the Thirteenth Canadian Conference of Charities and Corrections, held in Montreal, Wednesday, October 9, 1912, pp.102-109.

DUPUIS, François-Xavier, *Pro Domo Sua. Dissertation sur la prostitution. Prononcée en audience publique le 25 février 1909*, 11 p.

HART, Evanston I., *Wake up! Montreal! : commercialized vice and its contributories*, Montréal, The Witness Press, 1919, 20 p.

MORGAN, Henry J., *The Canadian Men and Women of the Time : a Handbook of Canadian Biography*, Toronto, W. Briggs, 1898, 1177 p.

REID, Helen R. Y., *The Problem of the Unemployed : a Paper by Helen R.Y. Reid, B.A. Read Before the Montreal Local Council, Received by the National Executive, and Ordered to be Printed*, s. l. s. n., 189-?.

SOCIÉTÉ CATHOLIQUE DE PROTECTION ET DE RENSEIGNEMENTS, *Rapports annuels*, 1916-1921.

### 3. Mémoires et thèses non publiés:

BLANCHARD, Carolyne, *La criminalité féminine dans le district Judiciaire de Saint-François (1874-1928)*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 2003, 132 p.

DICAIRE, Daniel, *Police et société à Montréal au milieu du XIXe siècle*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1998, 116 p.

DOUGLAS, Muriel H., *A History of the Society for the Protection of Women and Children from 1882 to 1966*, Mémoire de maîtrise (Travail Social), Université McGill, 1967, 104 p.

DUFRESNE, Martin, *La justice pénale et la définition du Crime à Québec, 1830-1860*, Thèse de doctorat (Criminologie), Université d'Ottawa, 1997, 290 p.

FENCHEL, François, *Entre petite criminalité et grande misère la prison des hommes à Montréal et sa population (1836-1912)*, Thèse de doctorat (Criminologie), Université de Montréal, 2007, 258 p.

FORCIER, Maxime, *Alcoolisme, crime et folie : l'enfermement des ivrognes à Montréal (1870-1921)*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2004, 149 p.

GIROUX, Éric, *Les policiers à Montréal: Travail et portrait socio-culturel*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1996, 149 p.

GLASBEEK, Amanda, *A Justice of Their Own: The Toronto Women's Court, 1913-1934*, Thèse de doctorat (Women's Studies), Université York, 2003, 387 p.

HARVEY, Kathryn, *To Love Honour and Obey. Wife-battering in Working-Class Montreal, 1869-1879*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 1991, 164 p.

HÉBERT, Fernand, *La Philanthropie et la violence maritale. Le cas de la Montreal Society for the Protection of Women and Children et de la Woman's Temperance Union of the Province of Quebec*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1999, 175 p.

LEPP, Annalee, *Dis/membering the family: Marital breakdown, domestic conflict, and family violence in Ontario, 1830-1920*, Thèse de doctorat (Histoire), University Queens à Kingston, 2001, 600 p.

LORD, Kathleen, « Days and Nights : Class, Gender and Society on Notre-Dame Street in Saint-Henri, 1875-1905 », Thèse de doctorat (Histoire), University McGill, 2006, 303 p.

MYERS, Tamara, *Criminal Women and Bad Girls: Regulation and Punishment in Montreal, 1890-1930*, Thèse de doctorat (Histoire), Université McGill, 1995, 318 p.

NIGET, David, *Jeunesses populaires sous le regard de la justice. Naissance du tribunal pour enfants à Angers et à Montréal (1912-1940)*, Thèse de doctorat, (Histoire), Université d'Angers, 2005, 601 p.

PILARCZYK, Ian C., *'Justice in the Premises': Family Violence and the Law in Montreal, 1825-1850*, Thèse de doctorat (Droit), Université McGill, 2003, 463p.

POUTANEN, Marie Anne, *To Indulge their Carnal Appetites': Prostitution in Early Nineteenth-Century Montreal, 1810-1842*, Thèse de doctorat (Histoire), Université de Montréal, 1996, 329 p.

TURCOTTE, Louis, *Les conflits entre policiers et citoyens à Québec, 1870-1900*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, 2007, 137 p.

#### 4. Articles et monographies :

ADLER, Jeffrey S., « A Historical Analysis of the Law of Vagrancy », *Criminology*, vol. 27, no. 2, 1989, pp. 209-229.

ANDERSON, Richard, « 'The Irrepressible Stampede' : Tramps in Ontario, 1870-1880 », *Ontario History*, vol. LXXXIV, no. 1, march 1992, pp. 33-56.

ARANGUIZ, Marcela, *Vagabonds et sans abris à Montréal. Perception et prise en charge de l'errance, 1840-1925*, Montréal, RCHTQ, coll. « Études et documents », 2000, 88 p.

ARCHER, John E., « 'Men behaving badly'?: masculinity and the uses of violence, 1850-1900 », dans *Everyday Violence in Britain, 1850-1950. Gender and Class.*, Shani D'Cruze (dir.), Harlow, Pearson Education Ltd., 2000, pp.41-54.

BACKHOUSE, Constance B., *Petticoats and prejudice: women and law in nineteenth-century Canada*, Toronto, Women's Press, 1991, 467 p.

BACKHOUSE, Constance B., « Nineteenth-Century Canadian Prostitution Law Reflection of a Discriminatory Society », *Histoire Sociale/ Social History*, vol. XVIII, no. 36, novembre, 1985, pp. 387-423.

BAILLARGEON, Denyse, «Maternalisme et État providence: Le cas du Québec », *Sextant*, 20, 2003, p. 113-147.

BAILLARGEON, Denyse, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1991, 311 p.

BASKERVILLE, Peter et Eric W. Sager, *Unwilling Idlers: The Urban Unemployed and Their families in Late Victorian Canada*, Toronto, U. of Toronto Press, 1998, 294 p.

BORITCH, Helen, « Recidivism and Punishment in Ontario, 1871-1920 », *Social Science History* 29, 1, spring 2005, pp. 137-170.

BORITCH, Helen, *Fallen Women. Female Crime and Criminal Justice in Canada*, Thompson Publishing, Scarborough Ont., 1992, 288 p.

BOUCHARD, Gérard, *Tous les métiers du monde. Le traitement des données professionnelles en histoire sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, 323 p.

BRADBURY, Bettina, *Familles ouvrières à Montréal: âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1993, 368 p.

BRADBURY, Bettina, « Mourir chrétiennement. La vie et la mort dans les établissements catholiques pour personnes âgées à Montréal au 19e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no. 1, été, 1992, pp.143-175

BRIGHT, David, «Loafers Are Not Going to Subsist Upon Public Credulence: Vagrancy and the Law in Calgary, 1900-1914», *Labour/ Le Travail*, 36 (automne 1995), pp. 37-58.

BRODER, Sherri, *Tramps, Unfit Mothers, and Neglected Children. Negotiating the Family in Nineteenth-Century Philadelphia*, Philadelphia, U. of Pennsylvania Press, 2002, 259 p.

BRODEUR, Jean-Paul, *La délinquance de l'ordre*, LaSalle, Qc, Hurtubise HMH, 1984, coll. «Recherches sur les commissions d'enquête», 368 p.

BURR, Chris, «'Roping in the Wretched, the Reckless, and the Wronged'. Narratives of the Late Nineteenth-Century Police Court», *Left History*, vol. 3, no. 1 (1995), pp. 83-108.

CARTER, J. Wood, *Violence and Crime in Nineteenth-Century England. The Shadow of our Refinement*, coll. «Routledge Studies in modern British History», 204 p.

CELLARD, André et Gérald Pelletier, « Le Code criminel canadien, 1892–1927: Étude des acteurs sociaux », *Canadian Historical Review*, vol. 79, Number 2, June 1998, pp. 261-303.

CHAMBERS, Lori and John WEAVER, «Alimony and Orders of Protection: Escaping Abuse in Hamilton-Wentworth, 1837-1900», *Ontario History*, Volume XCV, Number 2, Autumn 2003, pp. 113-135.

CLEMENT, Priscilla F., «The Transformation of the Wandering Poor in Nineteenth-Century Philadelphia», dans *Walking to Work, Tramps in America, 1790-1935*, E. H. Monkkenen, (dir.), Lincoln, U. of Nebraska Press, 1984, pp. 56-84.

CLICHE, Marie-Aimée, « Les séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal de 1900 à 1930 », *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne Droit et société*, vol.12, no.1, (spring/printemps 1997), pp. 71-100.

COPP, Terry, *The Anatomy of Poverty: the Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland and Stewart, Canadian Social History series, 1974, 192 p.

CRAVEN, Paul, « Law and Ideology : The Toronto Police Court 1850-80 », dans David H. Flaherty, (dir.), *Essays in the History of Canadian Law*, vol. II, Toronto, University of Toronto Press, pp. 248-307.

CROCKER, Ruth, «I Only Ask You Kindly to Divide Some of Your Fortune with Me » : Begging Letters and the Transformation of Charity in Late Nineteenth-Century America», *Social Politics*, summer 1999, pp. 131-160

D'CRUZE, Shani, *Crimes of Outrage. Sex, Violence and Victorian Women*, Dekalb Il., Norther Illinois University Press, 1998, 263 p.

D'CRUZE, Shani, «Sex, violence and local courts: working-class respectability in a mid-nineteenth-century Lancashire town», *The British Journal of Criminology*, vol. 39, 1999, pp. 39-55.

DAVIES, Andrew, «Youth Gangs, Masculinity and Violence in Late Victorian Manchester and Salford », *Journal of Social History*, hiver ,2008, pp. 349-369.

DAVIES, Andrew, « 'These Viragoes Are no Less Cruel than the Lads': Young Women, Gangs and Violence in Late Victorian Manchester and Salford », *British Journal of Criminology*, vol. 39, 1999, pp. 72-89.

DAVIS, Jennifer, « Prosecutions and Their Context. The Use of Criminal Law in Later Nineteenth-Century London », dans *Policing and Prosecution in Britain 1750-1850*, Douglas Hay et Francis Snyder (eds.), Oxford, Clarendon Press, 1989, pp. 397-426.

DAVIS, Jennifer, « A Poor Man's System of Justice: The London Police Courts in the Second Half of the Nineteenth-Century », *The Historical Journal*, Vol. 27, No. 2. (June, 1984), pp. 309-335.

DELOTTINVILLE, Peter, « Joe Beef of Montreal: Working Class Culture and the Tavern, 1869-1889 », *Labour/Le Travailleur*, 1981-1982, vol. 8-9, pp. 9-40.

DODGE, Bernadine, « 'Let the Record Show' : Women and Law in the United Counties of Durham and Northumberland, 1845-1895 », *Ontario History*, Volume XCII, Number 2, Autumn, 2000, pp. 127-145.

DUBINSKY, Karen, *Improper Advances. Rape and Heterosexual Conflict in Ontario, 1880-1929*, Chicago, University of Chicago Press, 1993, 228 p.

DUBINSKY, Karen et Franca IACOVETTA, « Murder, Womanly Virtue, and Motherhood: The Case of Angelina Napolitano, 1911-1922 », *Canadian Historical Review*, LXXII 4, 1001, pp. 505-531.

DUBOIS, Pierre et Jean TRÉPANIÉ, « L'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908: étude comparée des quotidiens montréalais et torontois », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no. 3, hiver, 1999, pp. 345-382.

EMSLEY, Clive, *Crime and Society in England, 1750-1900*, 3e édition. Themes in British Social History, Harlow, Pearson Longman, 2005, 316 p.

FARGE, Arlette, *La vie fragile, violence, pouvoir et solidarité à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle à Paris*, Paris, Hachette, Collection Points Histoire, 1986, 355 p.

FARGE, Arlette, « Le mendiant, un marginal ? les résistances aux archers de l'hôpital dans le Paris du 18<sup>e</sup> siècle », *Les Marginaux et les Exclus dans l'histoire*, Paris, Union générale d'éditeurs, 1979, pp. 312-332.

FARGE, Arlette, *Délinquance et criminalité : le vol d'aliments à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Plon, Paris, 1974, 254 p.

FECTEAU, Jean-Marie, « Primauté analytique de l'expérience et gradualisme historique : Sur les apories d'une certaine lecture historique du passé », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 61, no.2, 2007, pp.281-294.

FECTEAU, Jean-Marie, *La liberté du pauvre: Crime et pauvreté au XIX<sup>e</sup> siècle québécois*, Montréal, VLB Éditeur, 2004, 455 p.

FECTEAU, Jean-Marie, M.-J. TREMBLAY et J. TRÉPANIÉ, « La prison de Montréal de 1865 à 1913: évolution en longue période d'une population pénale », *Les cahiers de droit*, vol. 34, no. 1, 1993, pp. 27-58.

FECTEAU, Jean-Marie, *Un nouvel ordre des choses. La charité, le crime, l'État au Québec, de la fin du 18<sup>e</sup> siècle à 1840*, Montréal, VLB, 1989, 287 p.

FEELEY Malcolm M. et Deborah L. LITTLE, « The Vanishing Female: The Decline of Women in the Criminal Process, 1687-1912 », *Law & Society Review*, Vol. 25, number 4 (1991), pp. 719-757.

FINGARD, Judith, « The Prevention of Cruelty, Marriage Breakdown and the Rights of Wives in Nova Scotia, 1880-1900 », dans *Separate Spheres: Women's Worlds in the 19th century Maritimes*, GUILFORD, Janet & Suzanne MORTON (eds.), Fredericton, N. B., Acadiensis Press, 1994, pp. 211-231.

FINGARD, Judith, *The Dark Side of Life in Victorian Halifax*, Porters Lake, N.S., Pottersfield Press, 1989, 224 p.

FYSON, Donald, *Magistrates, Police, and People: Everyday Criminal Justice in Quebec and Lower Canada, 1764-1837*, Toronto, Osgoode Society for Canadian Legal History, University of Toronto Press, 2006, 464 p.

FYSON, Donald, « The Judicial Prosecution in the *Longue Durée* : Quebec, 1712-1965 », dans *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, pp.85-119.

GODFREY, Barry, « Changing Prosecution Practices and their Impact on Crime Figures, 1857-1940 », *British Journal of Criminology*, (2008), vol. 48, pp. 171-189.



GODFREY, Barry S. et al., «Explaining Gendered Sentencing Patterns for Violent Men and Women in the Late-Victorian and Edwardian Period», *British Journal of Criminology* (2005), vol. 45, pp. 696-720.

GOLZ, Annalee, « Uncovering and Reconstructing Family Violence : Ontario Criminal Case Files », *On the Case. Explorations in Social history*, Franca Iacovetta & Wendy Mitchinson (eds.), Toronto, U. of Toronto Press, 1998, pp.289-311.

GORDON, Linda, *Heroes of their Own Lives : the Politics and History of Family Violence : Boston, 1880-1960*, New York, Viking, 1988, 383 p.

GORDON, Linda, *Pitied but not Entitled : Single Mothers and the History of Welfare, 1890-1935*, New York, Free Press, 1994, 433 p.

HAMMERTON, James, *Cruelty and Companionship: Conflict in Nineteenth Century Married Life*, New York Routledge, 1992, 236 p.

HARRING, Sydney, *Policing a Class Society : The Experience of American Cities 1865-1915*, New Brunswick, N. J., Rutgers University Press, 1983, 301 p.

HARVEY, Kathryn, « Amazons and Victims : Resisting Wife-Abuse in Working-Class Montreal, 1869-1879 », *Journal of the Canadian Historical Association/ Revue de la Société Historique du Canada*, no. 2, 1991, pp. 131-148.

HARVEY, Kathryn, «To Love, Honour and Obey: Wife battering in Working-Class Montreal, 1869-79, *Urban History Revue/Revue d'histoire urbaine*, vol. XIX, no. 2, octobre 1990, pp. 128-140.

HAY, Douglas, «Property, Authority and the Criminal Law», dans D. Hay et al., *Albion's Fatal Tree: Crime and Society in Eighteen Century England*, New York, Pantheon Books, 1975, pp. 17-63.

HERON, Craig, «Boys Will be Boys: Working-Class Masculinities in the Age of Mass Production», *International Labour and Working-Class History*, no. 69, spring 2006, pp. 6-34.

HERON, Craig, «The Boys and Their Booze: Masculinities and public Drinking in Working-Class Hamilton, 1890-1946», *Canadian Historical Review*, vol. 86, no. 3, 2005, pp. 411-452.

HOMEL, Gene Howard, «Denison's Law: Criminal Justice and the Police Court in Toronto, 1877-1921», *Ontario History*, 1981, LXXIII, 3, 171-186.



HURL-EAMON, Jennine « Domestic Violence Prosecuted: Women Binding over their Husbands for Assault at Westminster Quarter Sessions, 1685-1720 », *Journal of Family History* 2001, 26(4), pp. 435-454.

IACOVETTA, Franca, « Parents, Daughters, and Family Court Intrusions into Working-Class Life », dans *On the Case. Explorations in Social History*, F. IACOVETTA & W. MITCHINSON (dir.), Toronto, U. of Toronto Press, 1998, pp. 313-337.

IGRA, Anna R., *Wives Without Husbands. Mariage, Desertion & Welfare in New York, 1900-1935*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007, 175

IGRA, Anna R., « Likely to Become a Public Charge : Deserted Women and the Family Law of the Poor in New York City, 1910-1936 », *Journal of Women's History*, 11, 4 (2000), pp. 59-81 p.

KING, Peter, *Crime, Justice and Discretion in England, 1740-1820*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 383 p.

KLEIN, Joanne, « 'Moving On,' Men and the Changing Character of Interwar Working-Class Neighborhoods: From the Files of the Manchester and Liverpool City Police », *Journal of Social History*, vol. 38, no.2, 2004, pp. 407-421

KRASNICK WARSH, Cheryl, « 'Oh, Lord, pour a cordial in her wounded heart': The Drinking Woman in Victorian and Edwardian Canada », dans *Drink in Canada Historical Essays*, Cheryl Krasnick Warsh (dir.), Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 70-91.

KUSMER, Kenneth L., *Down and Out, On the Road, The Homeless in American History*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 332 p.

LACASSE, Danielle, *La prostitution féminine à Montréal, 1945-1970*, Montréal, Boréal, 1994, 230 p.

LÉVESQUE, Andrée, *Résistance et transgression. Études en histoire des femmes au Québec*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1995, 157 p.

LÉVESQUE, Andrée, *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 1989, 232 p.

LÉVESQUE, Andrée, « Éteindre le 'Red Light': les réformateurs et la prostitution à Montréal, 1865-1925 », *Urban History Revue/Revue d'histoire urbaine*, vol. XVII, no. 3, février 1989, pp. 191-201.

LINTEAU, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, 367 p.

LINTEAU, Paul-André, « La montée du Cosmopolitisme montréalais », *Questions de Culture 2, migrations et communautés culturelles*, F. Dumont (dir.), IQRC, Ottawa, Léméac, pp.23-54

LOO, Tina et Carolyn STRANGE, *Making Good Law and Moral Regulation in Canada, 1867-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 170 p.

MARKS, Lynn, *Revivals and Roller Rinks : Religion, Leisure, and Identity in Late Nineteenth-Century Small-Town Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 330 p.

MARQUIS, Greg, « Alcohol and the Family in Canada », *Journal of Family History*, vol. 289, no. 3, July 2004, pp. 308-327.

MARQUIS, Greg, « The Police as a Social Service in Early Twentieth-Century Toronto », *Histoire Sociale/Social History*, vol. xxv, no. 50, novembre 1992, pp. 343-358.

MARTEL, Joanne, « Femme battue et mari 'bateur': Une reconstruction médiatique dans *La Presse* au XIXe siècle », *Criminologie*, XXCII, I, 1994, pp. 117-134.

MAYNARD, Steven, « 'Horrible temptations': Sex, men, and working-class male youth in urban Ontario, 1890-1935 », *The Canadian Historical Review*, 1997, juin, vol. 78, p. 191-235.

McKENNA, Katherine M. J., « Women's Agency in Upper Canada : Prescott's Board of Police Record, 1834-1850 », *Histoire Sociale/Social History*, vol. XXXVI, no. 72, nov. 2003, pp. 347-370.

McLAREN, John, « The Canadian Magistracy and the Anti-White Slavery Campaign 1900-1920 », dans *Canadian Perspectives on Law and Society. Issues in Legal History*, Pue W. Wesley et Barry Wright (eds.), Carleton University Press, Ottawa, 1988, pp. 326-353.

McLEAN, Lorna and Marilyn BARBER, « In Search of Comfort and Independence: Irish Immigrant Domestic Servants Encounter the Courts, Jails, and

Asylums in Nineteenth-Century Ontario, dans *Sister's or Strangers? Immigrant, Ethnic and racialized Women in Canadian History*, Marlene Epp, Franca Iacovetta, Frances Swyripa (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 33-60

McLEAN, Lorna, « 'Deserving' Wives and 'Drunken' Husbands: Wife Beating Marital Conduct, and the Law in Ontario, 1850-1910 », *Histoire Sociale/Social History*, vol. xxxv, no. 69, mai 2002, pp. 59-81.

MONKKONEN, Eric, *Police in Urban America 1860-1920*, New York, Cambridge University Press, 1981, 220 p.

MORTON, Desmond, « Entente cordiale? La section montréalaise du fonds patriotique canadien, 1914-1923, le bénévolat de guerre à Montréal », *Revue de l'Amérique française*, vol. 53, no. 2, 1999, pp. 207-246.

MYERS, Tamara, *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*, Toronto, Toronto University Press, 2006, 345 p.

MYERS, Tamara, « On Probation : The Rise and Fall of Jewish Women's Antidelinquency Work in Interwar Montreal », dans *Negotiating Identities in 19th and 20th-Century Montreal*, Bettina Bradbury et Tamara Myers (dir.), Vancouver, UBC Press, 2005, pp. 175-201.

MYERS, Tamara, « The Voluntary Delinquent : Parents, Daughters, and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918 », *Canadian Historical Review*, 80,2, 1999, pp. 242-268

NIGET, David et Jean TRÉPANIÉ, « Parents et mineurs face à l'institution judiciaire pour mineurs: le cas d'Angers et de Montréal, 1912-1940 », dans *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, Jean-Marie Fecteau et Janice Harvey (dir.), Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, pp. 400-417

NOEL, Jan, « Dry Patriotism: The Chiniquy Crusade », dans *Drink in Canada Historical Essays*, Cheryl Krasnick Warsh (ed.), Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 27-42.

ODEM, Mary E., « Single Mothers, Delinquent Daughters, and the Juvenile Court in Early 20<sup>th</sup> Century Los-Angeles », *Journal of Social History*, 25, Fall 1991, pp. 27-43.

OLSON, Sherry et Patricia THORTON, « The Challenge of the Irish Community in Montreal, in Nineteenth-Century Montreal, *Histoire Sociale/Social History*, vol. 35, no. 70, (2002), pp. 331-362.

PHILIPS, Jim, « Poverty, Unemployment, and the Administration of the Criminal Law : Vagrancy Laws in Halifax, 1864-1890 », *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 3. « Nova Scotia », Philip Girard et Jim Philips (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 1990, pp. 128-162

PITSULA, James M., « The Treatment of Tramps in Late Nineteenth-Century Toronto », *Société Historique du Canada. Communications Historiques*, 1980, pp. 116-132.

PLECK, Elizabeth, *Domestic Tyranny. The Making of American Social Policy against Family Violence from Colonial Times to the Present*, New York, Oxford U. Press, 1987, 273 p.

PLECK, Elizabeth, « Feminist Responses to Crime Against Women, 1868-1896 », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 8, 3, (spring 1983), pp. 451-470.

POUTANEN, Mary Anne, « Bonds of Friendship, Kinship, and Community : Gender, Homelessness, and Mutual Aid in Early Nineteenth-Century Montreal », dans Bettina Bradbury et Tamara Myers (dir.), *Negotiating Identities in 19<sup>th</sup>- and 20<sup>th</sup>-Century Montreal*, Vancouver, UBC Press, 2005, pp. 25-48.

POUTANEN, Mary Anne, « Images du danger dans les archives judiciaires : comprendre la violence et le vagabondage dans un centre urbain du début du 19<sup>e</sup> siècle, Montréal (1810-1842) », *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, vol. 55, no 3, hiver 2002, pp. 381-405.

POUTANEN, Marie Anne, « Regulating Public Space in Early Nineteenth-Century Montreal: Vagrancy Laws and Gender in a Colonial Context », *Histoire Sociale/ Social History*, vol. xxxv, no. 69, mai 2002, pp. 35-58.

POUTANEN, Marie Anne, « The Homeless, the Whore, the Drunkard, and the Disorderly: Contours of Female Vagrancy in the Montreal Courts, 1810-1842 », dans *Gendered Pasts. Historical Essays in Femininity and Masculinity in Canada*, K. McPherson, C. Morgan and Nancy M. Forestell (dir.), Don Mills, Ont., Oxford University Press, 1999, pp. 29-47;

RINGENBACH, Paul T., *Tramps and Reformers, 1873-1916: The Discovery of Unemployment in New York 1873-1916*, Westport, Conn., Greenwood Press, coll. «Contributions in American History», no. 27, 1973, 224 p.

PRICE, B. Jane, «'Raised in Rockhead. Died in the Poor House': Female Petty Criminals in Halifax, 1864-1890 », dans Philip Girard et Jim Philips (dir.), *Essays in the History of Canadian Law, 3: Nova Scotia*, Toronto, U. of Toronto Press, 1990, pp. 200-231.

ROBERTS, Julia, «Taverns and Tavern-going in Upper Canada: 1849», in Derek Pollard and Ged Martin (dir.), *Canada 1849*, Edinburgh, University of Edinburgh, Centre for Canadian Studies, 2001, pp. 93-107.

ROSS, Ellen, *Love and Toil: Motherhood in Outcast London, 1870-1918*, New York, Oxford U. Press, 1993, 308 p.

ROSS, Ellen, «Survival Networks: Women's Neighbourhood Sharing in London Before World War I», *History Workshop Journal* 1983, vol. 15, no. 1, pp. 4-28.

ROSS, Ellen, «'Fierce Questions and Taunts': Married Life in Working-Class London, 1870-1914», *Feminist Studies*, no. 3, (Fall 1982), pp. 575-602  
SAGER, Eric W., «Inequality, Earnings, and the Canadian Working Class in 1901, dans Eric W. Sager et Peter Baskerville (dirs.), *Household Counts: Canadian Households and Families in 1901*, Toronto, U. of Toronto Press, 2007, pp. 339-370.

SANGSTER, Joan, *Regulating Girls and Women. Sexuality, Family, and the Law in Ontario, 1920-1960*, Don Mills, Oxford University Press, 2001, 278 p.

SANGSTER, Joan, «'Pardon Tales' from Magistrate's Court: Women, Crime, and the Court in Peterborough County, 1920-1950», *Canadian Historical Review*, LXXIV, 2, 1993, pp.161-197.

STANLEY, Amy Dru, «Beggars Can't be Choosers: Compulsion and Contract in Postbellum America», *The Journal of American History*, vol. 78, no. 4, march 1992, pp. 1265-1293.

STANSELL, Christine, *City of Women : Sex and Class in New York, 1789-1860*, New York, Knopf, 1986, 301 p.

STRANGE, Carolyn, *Toronto's Girl Problem: The Perils and Pleasures of the City, 1880-1930*, Toronto, University of Toronto Press, 1995, 299 p.

STRANGE, Carolyn, «Patriarchy modified: the criminal prosecution of rape in York County, Ontario, 1880-1930», dans *Crime and Criminal Justice*, Jim Phillips et al. (dir), Toronto: University of Toronto Press, 1994, pp. 208-251.

TEBBUTT, Melanie, *Women's Talk? A Social History of 'Gossip' in Working-class Neighbourhoods, 1880-1960*, Scholar Press, Aldershot, 1995, 206 p.

TOMES, Nancy, «'A Torrent of Abuse': Crimes of Violence Between Working-Class men and Women in London, 1840-1875», *Journal of Social History*, Vol. 11, No. 3. (Spring, 1978), pp. 328-345.

TREMBLAY, Pierre et Guy THERRIAULT, «La punition commune du crime : La prison et l'amende à Montréal de 1845 à 1913 », *Criminologie*, vol. XVIII, no.1, PUM, pp. 55-64.

TURMEL, Jean, *Le service de police de la cite de Montréal (1909-1971) : étude rétrospective sur son organisation*, Montréal. s. n., 1974, 271 p.

VALVERDE, Mariana, « Concluding Remarks », *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, Sainte-Foy, Presses de L'université du Québec, 2005, pp. 564-568.

VALVERDE, Mariana, *The Age of Light, Soap, and Water. Moral Reform in English Canada, 1885-1925*, Toronto, McClelland & Stewart, 1991, 205 p.

WAGNIART, Jean-François, *Le vagabond à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bélin, coll. Socio-histoires, 1999. 348 p.

WALKER, Garthine, « Women, Theft and the World of Stolen Goods », dans Jenny Kermode et Garthine Walker (dir.), *Women, Crime and the Courts in Early Modern England*, London, UCL Press Ltd., pp. 81-105.

WEAVER, John C., *Crimes, Constables and Courts. Order and Transgression in a Canadian City, 1816-1970*, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, 323 p.

WIENER, Martin J., *Men of Blood. Violence, Manliness and Criminal Justice in Victorian England*, Cambridge, Cambridge U. Press, 296 p.

WIENER, Martin J., *Reconstructing the Criminal. Culture, Law, and Policy in England, 1830-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 381 p.

WILLRICH, Michael, *City of Courts: Socializing Justice in Progressive Era Chicago*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 332 p.

WILLRICH, Michael, «Home Slackers, the State and Welfare in Modern America», *Journal of American History*, vol. 87, no. 2, 2000, pp. 460-489.

ZEDNER, Lucia, «Women, Crime, and Penal Responses: A Historical Account», *Crime and Justice*, vol. 14, (1991), pp. 307-362.